

Le Congrès et l'« Irangate »

Après cinq semaines de travaux, les onze sénateurs et les quinze représentants qui forment la commission d'enquête conjointe du Congrès sur le scandale de l'« Irangate » ont décidé, le mardi 9 juin, d'observer une pause avant de s'attaquer au plat de résistance qui constituera le témoignage des deux personnages-clés de l'affaire : le lieutenant-colonel Oliver North et son ancien supérieur au Conseil national de sécurité, le vice-amiral John Poindexter.

L'audition de ces deux collaborateurs proches de M. Reagan permettra peut-être de situer plus précisément les responsabilités. On peut toutefois, après les révélations, souvent contradictoires, faites depuis le 5 mai par les dix-huit premiers témoins, tirer déjà certaines conclusions de cette « déprimante histoire », selon le mot de M. Lee Hamilton, le président de la commission d'enquête de la Chambre des représentants.

La première constatation qui s'impose est que, de façon apparemment délibérée, une partie importante de la politique étrangère des États-Unis a échappé pendant des mois à ceux qui en ont officiellement la charge : les diplomates du département d'État.

Afin de tourner les objections qu'aurait pu soulever le Congrès contre un rapprochement avec l'Iran et l'interdiction émise par lui, de 1984 à 1986, d'accorder une aide militaire aux « contras » du Nicaragua, un réseau privé a été installé pour mettre en œuvre, sous l'appui dans certains cas de la CIA, ce qu'il faut bien appeler la « politique secrète ». Cette privatisation de la politique étrangère restera assurément le phénomène le plus incroyable de cet épisode peu glorieux de la présidence de M. Reagan.

Dire que les responsables du département d'État ne se sont que mollement défendus devant cette dépossession de leurs attributions est un euphémisme. A cet égard le témoignage assez pitoyable de M. Elliott Abrams, secrétaire d'État adjoint chargé des affaires latino-américaines, a été révélateur. Profondément d'accord avec la politique engagée, mais dont il n'avait pas à assurer l'exécution directe, M. Abrams a préféré se voiler la face, au point qu'un parlementaire a pu lui lancer qu'il était la seule personne qu'il connaissait à être « plus fier de ce qu'elle ne sait pas que de ce qu'elle sait ».

Le deuxième enseignement à ce stade des investigations est que cette affaire illustre une fois de plus la lutte d'influence permanente entre le chef de l'exécutif et le Congrès pour la conduite de la politique étrangère. A son arrivée au pouvoir M. Reagan avait clairement proclamé son intention de récupérer à son profit les pouvoirs progressivement conquis par le Congrès depuis la guerre du Vietnam. S'appuyant sur un discours fortement patriotique — « l'Amérique est de retour » — cette volonté était largement saluée après l'ère d'incertitude des présidences Ford et Carter. Les extravagances de l'« Iran-contragate » ont considérablement gâché cet effort de redressement.

Peu de doutes aujourd'hui subsistent — et c'est le troisième point — sur les encouragements donnés par M. Reagan à ses collaborateurs pour conduire cette politique secrète en dehors de tout contrôle du Congrès. Reste à déterminer si, ce faisant, le président des États-Unis n'est mis dans l'illégalité. Le dévouement de MM. North et Poindexter à leur ancien patron paraît suffisamment assuré pour que, à ce sujet, leur prochain témoignage n'apporte pas les éléments décisifs qu'il y a de peu de gens à Washington attendant ou souhaitant.

Les négociations sur le désarmement et le sommet de Venise

Moscou juge probable cette année une rencontre Reagan-Gorbatchev

Alors que se termine, à Venise, le sommet des sept grandes démocraties industrielles, une autre rencontre se profile à l'horizon, entre M. Ronald Reagan et M. Mikhaïl Gorbatchev. Confirmant des informations données antérieurement de source américaine, un porte-parole soviétique a indiqué, le mardi 9 juin, pour la première fois officiellement, qu'un sommet soviéto-américain devrait avoir lieu cette année.

MOSCOU
de notre correspondant

Un porte-parole officiel soviétique a pour la première fois laissé entendre, le mardi 9 juin, que l'idée d'une nouvelle rencontre entre MM. Gorbatchev et Reagan avant la fin de 1987 était pratiquement acquise. « On peut réellement compter sur un sommet soviéto-américain cette année. Les délégations soviétique et américaine à Genève pourraient achever d'ici à septembre ou octobre l'élaboration d'un traité sur les missiles à moyenne portée, afin de soumettre ce document aux deux dirigeants », a déclaré M. Boris Piatychev, chef adjoint du service de presse du ministère des affaires étrangères.

On sait que les Soviétiques ne veulent pas d'une rencontre qui n'aboutirait pas à la signature de textes précis en matière de réduction des armements nucléaires. M. Piatychev confirme ainsi les progrès enregistrés à Genève sur le dossier le plus prometteur, celui des missiles.

Le porte-parole va même plus loin. Selon lui, en effet, les progrès sont tels que M. Chevardnadze, le ministre soviétique des affaires étrangères, pourrait se rendre rapidement à Washington pour faire le point et préparer le futur sommet. « Les circonstances pourrions exiger d'un proche avenir une rencontre entre le ministre soviétique et le secrétaire d'État américain afin d'évaluer les avancées déjà acquises à Genève (...). Les résultats positifs d'une telle rencontre éventuelle permettraient de poser en termes spécifiques la question d'un nouveau sommet », a-t-il déclaré.

Le profil des négociations adoptées par M. Piatychev, un diplomate de carrière, contraste avec le style flamboyant du principal porte-parole, M. Gerasimov, lequel vient du journalisme. La grisaille du ton ne doit cependant pas masquer l'essentiel : les Soviétiques viennent de faire savoir publiquement qu'ils sont satisfaits de ce qui se passe à Genève et qu'ils se préparent avant la fin de l'année à un traité sur les armes nucléaires, ainsi qu'un voyage, tant attendu, de M. Gorbatchev aux États-Unis.

DOMINIQUE DHOMÈRES.
(Lire la suite page 4.)

M. Mitterrand propose un comité international d'éthique sur le SIDA

M. François Mitterrand a proposé, le mercredi 10 juin, au cours du sommet de Venise des sept pays les plus industrialisés, la création d'un comité international d'éthique sur le SIDA. Ce problème a fait l'objet d'un échange de vues entre les chefs d'État et de gouvernement qui paraissent décidés à appuyer l'initiative du président de la République soucieux d'éviter les mesures répressives.

Ce comité comprendrait, d'une part, un prix Nobel pour chacun des sept pays, plus trois prix Nobel provenant d'autres pays et, d'autre part, trois médecins spécialistes du SIDA désignés par chacun des sept chefs d'État ou de gouvernement.

A l'Elysée, on indiquait que M. Mitterrand avait pris cette décision à la suite de l'attitude de certains représentants au sommet, vraisemblablement le président Reagan et M. Nakasone, premier ministre du Japon, favorables à de très fortes mesures de dépistage. Devant cette « montée aux ornières », M. Mitterrand a rappelé qu'il fallait que les instances politiques ne décident rien et de manière unilatérale, qui ne soit conforme aux intérêts de la santé publique.

Le président de la République s'est dit frappé par l'unanimité non seulement des médecins mais également des experts de l'OMS et des ministres de la santé de la CEE sur la nécessité de se garder de toute précipitation, s'agissant du dépistage systématique du SIDA.

Selon M. Mitterrand, la création d'un tel comité permettrait de veiller à la sauvegarde des valeurs humanistes que pourraient mettre en péril des campagnes systématiques de dépistage.

On craignait, avant le début du sommet de Venise, tant à l'Elysée qu'au ministère de la santé, que les États-Unis, le Japon et peut-être la Grande-Bretagne demandent à leurs partenaires de s'aligner sur leurs positions, notamment sur la nécessité pour tout candidat à l'immigration de faire la preuve de sa non-contamination par le virus du SIDA.

Selon les milieux proches de l'Elysée, les interventions très fermes des représentants des pays les plus favorables au dépistage systématique ont convaincu M. Mitterrand de proposer la création de ce comité international.

(Lire page 3.)
L'article de JEAN-YVES MAU, et page 3 nos autres informations sur le sommet de Venise.

Le rapport de M. François Dalle

« Petits boulots » contre « grand salariat »

Crédit d'impôt et développement économique local figurent parmi les remèdes proposés par M. François Dalle, auteur d'un rapport officiel sur les « petits boulots ».

Ce rapport remis, le mercredi 10 juin, à M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, évoque des perspectives d'emploi dans les secteurs des soins et de la santé. Il propose de créer un « régime bis » de protection sociale pour aider à l'insertion professionnelle des chômeurs.

Réclamé au milieu du débat sur les « petits boulots » en septembre dernier par M. Séguin, le rapport de M. Dalle ne correspond pas tout à fait à la commande initiale, qui portait essentiellement sur les emplois intermédiaires. Sur les cinq chapitres que comprend le document, intitulé *Pour développer l'emploi*, trois sont consacrés à la situation de l'industrie et aux comparaisons internationales ; deux autres, plus courts, portent sur les moyens généraux de sortir de la crise et sur les propositions pour l'emploi, globalement définies.

Cela s'explique par le profil de l'auteur, ancien PDG du groupe L'Oréal, devenu le président de

son comité stratégique, qui ne pouvait s'exprimer qu'en chef d'entreprise. Cela s'explique aussi par les modifications intervenues dans le paysage. Controversé, parfois méprisé, l'idée des « emplois intermédiaires », de la naissance d'un secteur « tertiaire bis ou quaternaire », est un peu passée de mode. Mollement défendue par ceux qui s'y réfèrent, le thème paraît gêner jusqu'à certains de ses défenseurs, à commencer par le ministre des affaires sociales et de l'emploi, devenu allié sur ce point.

ALAIN LEBEAUX.
(Lire la suite page 34.)

A l'Assemblée nationale

Publicité, alcool et télévision



Lire page 10 le compte rendu du débat et l'entretien avec le professeur Claude Got

Droite, gauche, enseignants, étudiants

Un consensus pour l'Université

Tandis que les plus brillants des lycéens apprennent, le mercredi 10 juin, leurs résultats au concours général, les élèves de terminale ouvrent le feu du baccalauréat avec la philosophie. Ils aborderont ensuite un enseignement supérieur que les événements de cet hiver ont profondément remis en question.

De Mitterrand à Chirac, de Barre à Rocard, de Monory à Fabius, nombreuses sont les voix éminentes qui se sont élevées ces dernières semaines pour souhaiter que l'éducation — et notamment l'enseignement supérieur — fasse l'objet d'une priorité et d'un consensus. Après la défense et la politique étrangère, la formation est promue au rang des grandes causes nationales devant échapper aux affrontements partisans.

Chez les uns et chez les autres, cette ambition repose sur le même

constat : la formation est devenue l'arme principale contre la crise et les bouleversements technologiques. Elle nécessite donc une mobilisation générale des ressources humaines et financières.

Mais, par delà cet accord de principe, il reste la constatation que tout changement en la matière se heurte à l'inertie du système et aux réactions des principaux intéressés : les jeunes eux-mêmes.

Alors, le consensus peut-il être autre chose qu'un effet de tribune ? Y a-t-il un consensus possible entre les politiques, d'une part, les universitaires et les étudiants, de l'autre, faute de quoi les bonnes intentions des premiers seraient vouées à l'échec ? Cette question, les politiques eux-mêmes se la posent. Comme on l'a vu au colloque du PS, lorsque Lionel Jospin reconnaissait franche-

ment que la gauche n'était pas à l'abri de réactions comme celles qui ont soulevé les campus contre le gouvernement l'hiver dernier.

Les nombreux débats qui ont eu lieu depuis ces dernières semaines sur l'avenir de l'Université — colloques des Cercles universitaires, des présidents d'université, du PS, de Dauphine, rapport du comité national d'évaluation — permettent de voir plus nettement les bases éventuelles de ce fameux « consensus ». Celui-ci pourrait se faire notamment autour de trois idées-forces : l'investissement, l'adaptation des études aux débouchés professionnels et la diversification des formations de premier cycle. Mais, ceci admis, le plus difficile restera à faire : rendre confiance aux étudiants pour qu'ils puissent s'y rallier.

(Lire page 19 l'article de FRÉDÉRIC GAUSSEN.)

la tortue surpeuplée

un roman superbe ; que faire pour qu'on s'en aperçoive ?

bourgeois

Débats

NOUVELLE-CALÉDONIE

La loi référendaire pour la Nouvelle-Calédonie vient d'être publiée au Journal Officiel. Pour Alain Vivien, un consensus national sur le sujet permettrait sans doute à cette terre lointaine de cesser d'être une « pomme de désordre ». Loïc J.-D. Wacquant explique comment un équilibre a été rompu par les contradictions du système colonial.

Et après ?

Conduire un ensemble pluriethnique à son émancipation politique ne relève pas de la gageure

par ALAIN VIVIEN (*)

À la fin de septembre, les électeurs néo-calédoniens résideront dans la Terrière devant choisir entre deux affirmations absolues et contraires. Ni l'une ni l'autre des réponses possibles ne règle le problème néo-calédonien. Une telle consultation ne servira donc à rien : c'est ce que les députés socialistes ont dit et redit au cours des débats. C'est ce qu'ont laissé entendre deux parlementaires centristes, Jean-Paul Fuchs et Henri Jean-Baptiste. C'est ce qu'avouent dans les couloirs la plupart des parlementaires de droite.

Plus grave encore, les résultats du référendum sont connus à l'avance, ne serait-ce que parce que le FLNKS, représentant de la majorité des Mélanésiens, a choisi de ne pas participer au scrutin. Serons-nous, pour autant, revenus au point zéro en septembre prochain ? Sans doute pas.

Quels sont alors les éléments nouveaux qui peuvent redonner un peu d'espoir à tous ceux qui cherchent une solution équitable et durable aux contradictions du Territoire ?

Tout d'abord le délitage d'émotionnel engagé de l'Etat-RPCR, dont le seul et dernier ferment d'unité réside dans le choix du maintien de la Nouvelle-Calédonie dans l'ensemble national.

La pesanteur du « régime Laffont » incommodait un nombre croissant de calédoches, pourtant fort peu indépendantistes. Trop d'indemnités surévaluées ont été affectées depuis un an au bénéfice d'un trop petit nombre de personnes. La politique démentiellement parisienne et revancharde menée par l'Agence d'aménagement foncier nouvellement créée, l'abus du clientélisme politique, voire du népotisme, le déferlement d'un sectarisme surprenant à l'égard de tous les contestataires désagréés le RPCR. Tandis que certains de ses membres, tirant les conséquences d'une démagogie sans rivage, revendiquent aujourd'hui la départementalisation, d'autres, comme M. Leleu, maire adjoint de Nouméa, semblent de plus en plus critiques à l'égard d'une politique dégradée en système d'apartheid.

Du côté du Front, le référendum d'août confirmera le caractère à la fois irréductible et non majoritaire des thèses favorables à une indépendance immédiate. Le FLNKS, qui peut compter sur le temps, quoi qu'il en dise, et sur des évolutions démo-

graphiques profitables, ne cache pas sa préférence pour la poursuite du dialogue. De récents propos de M. Tjibaou en témoignent.

S'agissant des autres communautés, wallisiennes, vietnamiennes, indiennes, chinoises ou polynésiennes, leur souci primordial est de n'avoir pas, une nouvelle fois, à envisager d'être expatriés.

Elles ne sont solidaires du RPCR que dans la mesure où le maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la République leur garantit un minimum de sécurité. Si ces garanties devaient leur être offertes dans le cadre d'institutions plus ouvertes, si elles obtenaient la certitude que le peuple kanak ne les rejettera pas lorsque sera venu le temps de l'émancipation politique, elles cesseraient de fournir leurs bataillons au régime du statu quo. Le gouvernement devrait en prendre conscience.

Les bases d'un compromis

Enfin, le ministre des DOM-TOM serait bien avisé d'écouter les voix montantes des hommes qui, sur place, tentent de rechercher les nouveaux équilibres institutionnels, sans passer par profits et pertes la concordance civile de M. Henri Wetta, élu du Rassemblement pour la Calédonie, homme de dialogue et d'ouverture, à M. Nidoish Naisse-lione, leader du LKS, des ponts entre les communautés restent ouverts. Ne serait-il pas temps d'en profiter ?

Sur quelles bases un compromis positif pourrait-il être trouvé ? Le ministre des DOM-TOM a annoncé la création d'un exécutif local. Ce premier pas vers une émancipation réelle du territoire ne doit pas être interprété par le gouvernement ni par tel ou tel groupe politique local comme un enjeu permettant l'exclusion d'une communauté. Et notamment pas celle du peuple kanak. Le futur gouvernement du territoire, s'il devait pérenniser la dictature d'un clan, déstabiliserait profondément une réforme importante et détruirait à tout jamais l'espoir d'une réconciliation sur place.

Deuxièmement, l'instauration des régions redécoupees ne doit pas avoir pour finalité le partage des

(*) Député PS de Seine-et-Marne.

communautés dans des espaces ségrégatifs. Au sein de chacune des régions, les hommes doivent apprendre à vivre ensemble. Cela exclut toute volonté d'anéantir les représentations minoritaires. Cela exige, en outre, que les régions aient du grain à moudre et ne soient pas confinées dans des responsabilités médiocres.

Troisièmement, l'expansion économique, la promotion sociale et le développement culturel du peuple kanak doivent constituer des objectifs prioritaires, mobilisant les moyens du Territoire au même titre que ceux de l'Etat.

Enfin, et cela n'est pas la moindre des nécessités, l'Etat doit prendre ses distances à l'égard des clans. Il est inadmissible d'entendre un parlementaire du RPCR se vanter de ce que « le haut commissaire lui servirait de directeur de cabinet ».

Un tel laxisme, toléré par le ministre des DOM-TOM, constitue un scandale au regard du droit républicain. Il témoigne en outre d'un déclin inquiétant de l'autorité gouvernementale, au moment même où M. Pons espère le succès de la réponse « loyaliste » au référendum qu'il vient de faire décider par sa majorité à l'Assemblée nationale.

La Nouvelle-Calédonie, si éloignée, si modeste démographiquement parlant, doit cesser d'être une pomme de désordre. Contenir les intérêts inacceptables, réduire les factieux, conduire un ensemble pluriethnique à son émancipation politique, faire toute sa place au peuple kanak, garantir le sort des autres communautés ne relève pas de la gageure.

Et si on réalisait un consensus national sur ce sujet ?

COURRIER DES LECTEURS

« Offense comme insulaire... »

Je tiens à vous exprimer ma stupéfaction à la vue du dessin publié par le Monde du 23 mai, afin d'illustrer la situation en Corse (1). Je me suis senti offensé comme insulaire mais aussi comme fidèle lecteur du Monde. Plante à réussi le coup de force d'établir d'un trait deux préjugés racistes qui, hélas, courent depuis le dix-neuvième siècle sur les mers : bandits et paresseux. Votre vertueux journal aurait-il accepté cette assertion si les Corsees gougoules avaient été remplacés par des rites de Maghrébins ou d'Africains ? Tant il est vrai que les mêmes caractéristiques péjoratives ont été généreusement attribuées aux populations qui vivent sur les bords de la Méditerranée (...).

GABRIEL CULIOLI (Montreuil).

(1) Il s'agissait du démantèlement d'une cellule de l'ex-FLNC (NDLR).

Programmes

Films, photos et textes sur l'horreur des camps nazis, silences profonds pendant certaines lectures, commentaires souvent très complaisants des élèves, j'ai retrouvé tout cela, une fois de plus, il y a quelques jours en classe de première. Avec cette année, un élément nouveau : un garçon sait « de source sûre » que « les chambres à gaz n'étaient pas homicides... que le zylon-B ne peut tuer en un quart d'heure... que le journal d'Anne Frank est un faux... Les aveux de Rudolf Hess [commandant d'Auschwitz] à Nuremberg ont été obtenus par la torture, bien sûr, tout le monde emploie la torture, c'est normal... Il s'agit d'un bon élève, fort bien élevé, militant au Front national (...).

M. L. REAL, professeur agrégé d'histoire et géographie (Toulouse).

L'affaire du « Québec libre »

Je viens de lire dans le Monde du 26 mai 1987, page 3, l'article intitulé « Le vive le Québec libre ! » de

De Gaulle : je crois, pour avoir connu quelque peu le Québec à cette époque, qu'il faut y voir avant tout le sonnet très réfléchi d'appuyer l'effort d'un peuple alors en plein travail de rénovation (cf. la grande réforme de l'enseignement dite « réforme Parent ») en l'aidant notamment à « libérer » sa langue, élément fondamental de son identité, de l'influence pernicieuse d'un environnement économiquement dominant.

Plutôt que de l'attribuer à une poussée d'« impérialisme » mêlé de rancune à l'égard des Anglo-Saxons, il convient, à mon sens, d'interpréter le « coup d'éclat » du général à la lumière de la réalité du Québec d'alors — un pays en mouvement, en état de fièvre émancipatrice.

André PANEL, ancien attaché culturel auprès du consulat général de France à Québec (1963-1968).

Les coulisses de l'administration

Dans le Monde du 13 mai, M. Hervé Seriez utilise, pour parler de l'administration, l'image d'une « machinerie » qui constituerait « les coulisses de la performance nationale ». Voilà donc une fois de plus la France coupée en deux : sur le devant de la scène, les acteurs, et derrière les décors, les machinistes. Bien entendu, si la pièce ne marche pas, ces derniers y sont pour quelque chose. Comment ? « Une administration coûteuse condamnée une économie à mort. » C'est tout ? En tout cas, et M. Seriez s'en réjouit, c'est ce que les hauts fonctionnaires perçoivent de mieux en mieux.

Si c'est là le dernier point de la réflexion de leurs responsables, faut-il s'étonner que les agents de l'administration soient amenés, « pour avoir une pratique professionnelle intelligente », à le faire « malgré les hiérarchies, parfois même contre les pratiques qu'elles recommandent et récompensent » ?

GILBERT GIRARD (Clermont-Ferrand).

La crise d'un système colonial

La solution passe par une transformation des structures économiques et sociopolitiques du territoire.

QUELLES sont les raisons de la lutte engagée par les Mélanésiens pour l'indépendance d'un pays où ils nient enfin leur place ? Selon Hilda Roubh-Danon (1), l'affrontement entre Canaques et calédoches trouverait sa source dans un « malentendu séculaire » : les premiers réclamant la terre à laquelle ils appartiennent, les seconds prétendant, à l'opposé, qu'elle leur appartient puisqu'ils l'ont travaillée (2).

Il ne suffit pas de jeter un pont sémantique entre les deux cultures pour que se dissolve la distribution foncièrement inégale de tout ce qui, aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie, constitue un pouvoir : terres, mines, capital industriel et commercial, diplôme supérieur, relations et autorités politiques. Le conflit calédonien n'est pas dans la tête des protagonistes, Européens et Mélanésiens, mais dans la réalité d'un système social contradictoire.

Le problème qu'il pose ne relève pas fondamentalement du domaine de « l'incompréhension culturelle », mais de celui de la « domination, ethnique et de classe », et des formes nouvelles de résistance qu'elle suscite par son exercice même. La solution ne réside pas dans la « reconnaissance », mutuelle ou unilatérale, des communautés et le dialogue, mais passe nécessairement par une transformation des structures économiques et sociopolitiques du territoire qui mette fin à l'hégémonie de l'ethnie européenne et de la bourgeoisie néo-mélanésienne.

La formation sociale calédonienne doit sa structure à l'articulation de deux modes de production, l'un capitaliste (c'est l'économie marchande des mines, de l'import-export et des services qui s'organise autour du rapport capital-travail salarié), l'autre domestique (l'économie horticole vivrière pratiquée par les Canaques sur la base des relations de parenté et de résidence).

Le secteur marchand, contrôlé par quelques familles de notables soumetteurs et les filiales de groupes industriels et financiers métropolitains, emploie la quasi-totalité des

Par LOIC J.-D. WACQUANT (*)

Européens et des groupes allochtones dont ceux-ci ont déterminé l'immigration (Asiatiques et Polynésiens). Il est centré à 80 % sur la région de Nouméa. Il dépend étroitement des cycles du marché mondial du nickel et des transferts massifs opérés par l'Etat français.

L'économie domestique de l'intérieur et des îles, elle, fait vivre plus de deux familles canaques sur trois. Si le premier secteur a secouru la logique et rend impossible tout développement rural, il en a aussi besoin pour sa propre reproduction : la conservation des réserves autochtones est indispensable au fonctionnement du système capitaliste calédonien. Celles-ci lui offrent en effet une « sécurité sociale » gratuite qui permet à la fois de disposer d'un large volant de main-d'œuvre bon marché pour les périodes d'expansion de l'industrie minière, d'assurer la plus grande partie du coût de sa reproduction et de son entretien dans les phases récessives et de « fixer » les Mélanésiens dans les zones rurales. L'économie domestique des réserves empêche une proto-industrialisation complète des Canaques qui, en les condamnant à s'armer et à se présenter en masse sur le marché de l'emploi restreint de la capitale, déstabiliserait l'ensemble de la société coloniale de Nouvelle-Calédonie.

Européens sur toutes les richesses de l'île, ni leur niveau de vie artificiellement élevé qui en découle.

C'est précisément cet équilibre qui est aujourd'hui rompu, et par la force de contradictions internes au système colonial lui-même. La dynamique saccadée de l'industrie minière et la « libération » de la société coloniale entre 1945 et 1965 ont peu à peu érodé les bases de l'économie sociale des réserves par le biais de la salarisation, de l'urbanisation (concomitante) et de la scolarisation (secondaire) des Mélanésiens. Ces trois processus ont posé un nombre, faible mais sans cesse croissant, de Canaques à tenter de trouver une place dans un espace socio-économique urbain dont la structure même repose sur leur exclusion.

Cette brèche s'étant, au fil des ans, révélée être une impasse, et devant l'absence de tout moyen de modification progressive d'un champ du pouvoir aussi solidement « verrouillé », il se restait aux Mélanésiens d'une voie que celle d'une transformation politique, qui par la constitution d'un nouvel Etat, autorise la définition d'un jeu social et économique auquel ils puissent pleinement participer. Et c'est la petite élite culturelle et administrative apparue avec le mouvement indépendantiste canaque dans les années 70 qui devait donner une forme proprement politique à la revendication de reconnaissance et de dignité culturelle et socio-économique d'une population si longtemps tenue à l'écart qu'elle n'a jamais pu se croire tout à fait « française ».

La revendication de la reconnaissance politique du peuple canaque, produit de l'histoire coloniale, n'est pas de celle qui arrête les vocations de grandement, les plans technocratiques de développement, les référentiels ou les réformes institutionnelles de l'Etat. Maurice Goddard pose que des deux composantes qui forment tout pouvoir de domination — la force la plus forte n'est pas la violence des dominés, mais la consentement des dominés à leur domination (3). Il n'y a plus, désormais, de consentement des Canaques à l'ordre colonial. Il ne restera désormais que la force pour les maintenir dans la citoyenneté française : quel gouvernement prendra la responsabilité de l'exercer ?

(1) Hilda Roubh-Danon, « Nouvelle-Calédonie : le malentendu séculaire », Le Monde du 3 août 1985.

(2) Cf. Loïc J.-D. Wacquant, « Nouméa, une place forte et son défilé », Le Monde diplomatique du mois d'octobre 1985.

(3) Maurice Goddard, l'Etat et la Modernité, Paris, Fayard, 1964, p. 205.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 630572
Rédaction : (1) 45-55-91-92
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine

Directeur de la publication : Robert Beauvillain (1944-1969)

Directeur adjoint : Jacques Favre (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans, comptée de 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile : « Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme : les lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beauvillain, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouta

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

Imprimé : Imprimerie de la Presse

Abonnements : 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE : 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

657 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par avion) :

1. BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

380 F 762 F 1 082 F 1 380 F

2. SUISSE, TUNISIE

394 F 772 F 1 084 F 1 380 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : diffuser à l'administration : nos abonnés sont invités à fournir leur dernière deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez faire l'obligation d'indiquer tous les lieux où vous souhaitez que l'administration s'occupe de vous.

Le Monde

PUBLICITE

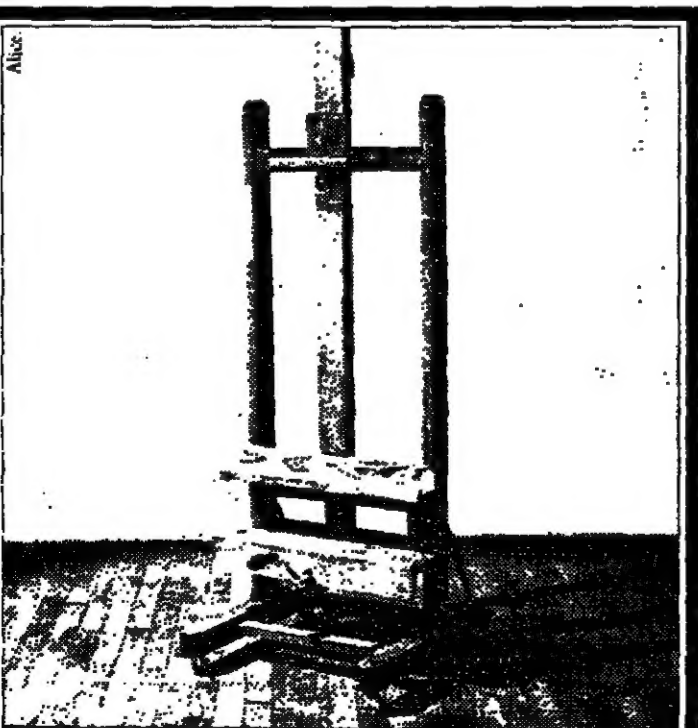
5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-93

Tél. MONDIPAR 630572

Le Monde est une publication hebdomadaire, fondée en 1944, qui paraît 52 fois par an. Elle est diffusée dans plus de 100 pays. Son tirage est de 1 200 000 exemplaires.

P.R.C. 45-55 38 th street, L.I.C. N.Y. 10018



LES TRAINS DE MONET NE CONDUISENT QU'EN BANLIEUE

Par Jacques Gagliardi

Sept siècles de peinture. Des retables à fond d'or au grand bazar de la modernité. Une aventure libératrice qui s'achève ? Et avec elle l'histoire de l'art ?

Collection « Perspectives critiques »

dirigé par Roland Jaccard. 232 pages - 145 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

La fin du sommet des pays industrialisés à Venise

Le sommet des Sept à Venise s'est terminé, mercredi 10 juin en fin d'après-midi, par l'adoption d'une déclaration économique et des conférences de presse séparées, tenues par chaque chef de délégation. Après la séance plénière de la matinée, M. Cossiga, président de la République italienne, avait offert un déjeuner aux chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi qu'aux ministres des affaires étrangères et des finances.

Dans leur communiqué, les chefs d'Etat et de gouvernement préconisent plusieurs mesures pour augmenter l'aide aux pays les plus pauvres (ce qui inclut les pays de l'Afrique subsaharienne). Ils estiment nécessaire un renforcement de la coordination des politiques économiques. Ils confirment les accords du Louvre du 22 février dernier sur la stabilisation du dollar et confirment également l'engagement pris par les pays de l'OCDE de réduire progressivement toutes les formes de soutien à l'agriculture.

Ce texte, qui comprend encore une condamnation rituelle du protectionnisme, s'inscrit donc dans la ligne des décisions prises au cours

des derniers mois. Il est accompagné de trois déclarations politiques (relations Est-Ouest, terrorisme, Iran-Irak) et d'une déclaration sur le SIDA (le Monde du 10 juin).

En début d'après-midi, MM. Mitterrand et Chirac devaient rencontrer le président Reagan, après un entretien avec M. Nakasone, premier ministre du Japon.

Satisfaction à Bagdad et commentaire méprisant à Téhéran : la déclaration adoptée mardi par les Sept sur la situation dans le Golfe a suscité des réactions sans surprise de la part des principaux intéressés, l'Irak et l'Iran. Les médias officiels irakiens ont diffusé l'ensemble du document dès mardi après-midi, signe de l'approbation sans réserve des autorités.

Le ton est tout différent à Téhéran, où le premier ministre, M. Mir Hossein Mousavi, a assuré que « la nation iranienne déjouerait les complots anti-iraniens ourdis à Venise ». L'Iran, a-t-il poursuivi, « n'abandonnera pas sa guerre de défense avant la satisfaction de

toutes ses revendications légitimes ». Evoquant implicitement le soutien que l'URSS apporte aussi au Koweït pour assurer la liberté de navigation dans le Golfe, le premier ministre a encore dénoncé « la conjuration des puissances de l'Est et de l'Ouest visant à la défaite économique, politique, militaire et culturelle de la République islamique ».

A Moscou, dans un commentaire prudent, l'agence Tass relève : « Les Etats-Unis font pression sur leurs alliés pour les pousser à jouer un rôle actif dans les actions projetées par le Pentagone dans cette région explosive. Les alliés considèrent l'approche de Washington comme trop dangereuse et tentent de tempérer l'humeur belliqueuse de la Maison Blanche. » Dès mardi après-midi, un porte-parole du ministère des affaires étrangères avait averti que toute action militaire dans la région conduirait à une situation « incontrôlable ». Le porte-parole avait pris soin d'indiquer que Moscou et Washington n'avaient pas eu de « contacts directs » sur la situation dans le Golfe, alors que le Koweït a sollicité, et obtenu,

l'appui de l'URSS et des Etats-Unis pour la protection de ses pétroliers contre d'éventuelles attaques iraniennes.

A Washington, le secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger, a précisé que la marine de guerre américaine ne commencerait à escorter des pétroliers dans le Golfe qu'à partir du début du mois de juillet. Pour sa part, déposant devant une commission du Congrès, le chef d'état-major interarmes, l'amiral William Crowe, a déclaré qu'il était opposé à une attaque préventive contre les sites de missiles sol-mer Silkworm (de fabrication chinoise) que la République islamique aurait l'intention d'installer à l'embouchure du détroit d'Ormuz. Il a estimé que l'Iran n'utiliserait pas ses fusées contre des bâtiments battant pavillon américain.

Enfin, le Koweït a fait savoir qu'il avait également sollicité la protection de la Chine — un des principaux fournisseurs militaires de l'Iran — pour assurer la protection de ses pétroliers dans le Golfe. — (AFP.)

Les Sept ont décidé de renforcer la coordination de leurs politiques économiques

VENISE
de notre envoyé spécial

Présidé par M. Fanfani, ce sommet n'aura pas donné lieu à d'éprouvantes discussions. C'est du reste ce qu'avaient annoncé plusieurs des participants, à commencer par le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, et M. Jacques Attali, porte-parole du président de la République française. Il n'a empêché que la conférence ait permis de mieux faire sentir quelle tournure pourraient prendre les discussions internationales sur plusieurs des grands sujets à l'ordre du jour. En ce qui concerne les affaires économiques et financières, quatre ont été abordées à Venise.

Le thème qui a vu l'accord se faire le plus facilement est celui sur lequel certains attendaient les plus dures discussions : les politiques économiques et leur coordination. Après le plan de relance annoncé par le gouvernement japonais, c'est l'Allemagne fédérale qui risquait de se trouver sur la sellette. Mais il apparut rapidement que la discussion tournerait court sur ce sujet après qu'il eut été abondamment discuté lors des réunions précédentes, notamment celle du Louvre entre les Six (les Sept moins l'Italie qui bouclait) du 22 février dernier et la réunion de l'OCDE des 12 et 13 mai. Les Allemands ont, au cours des dernières semaines, diminué à nouveau leurs taux d'intérêt. Au début de l'année, ils avaient décidé d'anticiper la mise en vigueur de certaines réductions d'impôts qui auront lieu dès 1988, au lieu de 1990. On en est resté là.

Même si la France est aujourd'hui la première à réclamer que le groupe des sept ministres des finances prenne très au sérieux le rôle qui lui a été confié, il y a deux mois, par le sommet de Tokyo de présider « au moins une fois par an » la revue des objectifs et des prévisions économi-

ques de chacun des participants, on prend à Paris des précautions de langage. Ce qui compte, disent les Français, c'est le résultat, si bien qu'on préfère, surtout à l'Elysée, parler de la nécessaire convergence des situations économiques plutôt que de la coordination des politiques. Comme pour se donner par avance des arguments afin de résister à d'éventuelles pressions émanant des autres pays du groupe des Sept, au cas où ce serait la France que l'on montrerait du doigt.

Ce souci est quelque peu contradictoire avec l'insistance que la délégation française avait mise pour que soit confié aux « indicateurs » (taux d'inflation, croissance du PNB, balance des paiements, situation budgétaire, taux d'intérêt, taux de change, etc.) un rôle de véritables signaux d'avertissement au cas où leur évolution ne suivrait pas les objectifs annoncés.

Si les Français attachent tellement d'importance aux indicateurs et surtout à l'inclusion dans la liste du taux de change, c'est parce qu'ils espèrent faire passer par ce biais l'idée de création d'une « zone de référence » pour le dollar, assurant d'une limite supérieure et d'une limite inférieure (elle-même révisable) pour les fluctuations du dollar vis-à-vis des autres grandes monnaies.

L'aide en Afrique

On s'est finalement entendu, à Venise, sur une formule souple selon laquelle les sept ministres des finances pourraient, chaque fois que le besoin se ferait sentir, se rencontrer sans toutefois que cette procédure de consultation revête un caractère automatique.

Il est fait référence à des indicateurs de performance. Dans le cas où leurs informations divergeraient par rapport à certains objectifs, les Sept pourraient envisager des mesures correctrices. L'accord du

communiqué est mis sur les moyens à mettre en œuvre pour rendre plus efficace la coordination.

Un autre sujet discuté à Venise, sur lequel la délégation française a fait des propositions relativement précises, est celui de l'aide à apporter aux pays les plus pauvres d'Afrique.

Un autre sujet discuté à Venise, sur lequel la délégation française a fait des propositions relativement précises, est celui de l'aide à apporter aux pays les plus pauvres d'Afrique. Ce sujet est quelque peu contradictoire avec l'insistance que la délégation française avait mise pour que soit confié aux « indicateurs » (taux d'inflation, croissance du PNB, balance des paiements, situation budgétaire, taux d'intérêt, taux de change, etc.) un rôle de véritables signaux d'avertissement au cas où leur évolution ne suivrait pas les objectifs annoncés.

que, sous forme soit de concours financiers accrus, soit d'un allègement de leur dette. Les Japonais avaient annoncé, dans le cadre de leur programme de relance, une augmentation de l'aide aux pays les plus démunis, et notamment une dotation de 500 millions de dollars en faveur des pays de l'Afrique subsaharienne. Ils avaient parlé aussi du « recyclage » sur trois ans de quelque 20 milliards de dollars d'excédents. Cette expression fait référence d'une part à l'intention d'accroître la contribution budgétaire japonaise aux institutions internationales, dont le Fonds monétaire et la Banque mondiale, et d'autre part, à la recommandation que les autorités de Tokyo fassent aux

entreprises privées japonaises pour qu'elles accordent plus de prêts à ces pays ou qu'elles y fassent plus de placements.

Quoi qu'il en soit, l'expression de recyclage a beaucoup plu à la délégation française, qui l'a reprise à son compte pour les propositions qu'elle



P. ANTONI

faites par la voix du président de la République. MM. Chirac et Balladur ont répété à l'envi que la France, dans ce domaine, s'exprimait d'une seule voix.

Pendant toute la conférence de Venise, c'est le porte-parole de l'Elysée qui a fait connaître les prises de position de la délégation française, comprenant, outre le chef de l'Etat, le premier ministre pendant une journée et demi et le ministre d'Etat Edouard Balladur pendant la durée de la réunion.

Le communiqué final devait reprendre l'idée qu'il convient d'augmenter le montant des fonds transférés (« recyclés ») des pays riches — et pas seulement de ceux qui enregistrent des excédents — vers les

pays les plus pauvres. M. Mitterrand a proposé de porter de 3 milliards à 9 milliards de dollars les ressources dont dispose, au sein du Fonds monétaire, le dispositif appelé « facilité d'ajustement structurel ». Il s'agit d'une procédure de prêts de longue durée et à taux très bas destinés aux pays les plus pauvres.

Comment cette somme serait-elle mobilisée ? Dans les couloirs de la conférence, on parlait de l'hypothèse que le Japon, compte tenu des propositions qu'il a faites de son côté, pourrait à lui seul fournir quelque 3 milliards de dollars, soit autant que tous les autres pays industrialisés réunis. Mais sera-t-il possible d'obtenir de Tokyo une telle augmentation de son apport sans donner droit à la vieille revendication du Japon de passer du cinquième au quatrième rang des pays détenteurs du plus gros capital du FMI ? Cette question ferait passer l'Empire du Soleil Levant avant la France dans le groupe des cinq, ce à quoi Paris s'est, jusqu'à ce jour, opposé.

Le problème de la dette

La France a encore préconisé l'allongement :

1°) de cinq à dix ans de la période de grâce pendant laquelle les pays débiteurs sont dispensés de procéder au remboursement du principal ;

2°) de dix à vingt ans du délai de remboursement en cas de rééchelonnement de la dette. Déjà le Club de Paris (club des pays créanciers) a accordé des délais pouvant aller jusqu'à quinze ans.

Enfin M. Mitterrand a, une fois de plus, prôné une augmentation du capital de la Banque mondiale.

Le communiqué final, après avoir mis en évidence les difficultés croissantes des pays les plus pauvres, fait une référence explicite à « une augmentation substantielle » des ressources consacrées à la facilité d'ajustement structurel. En ce qui concerne le sujet épineux de la Banque mondiale, le texte officiel reprend le texte des communiqués du Comité intermédiaire du Fonds monétaire sur la question. L'augmentation du capital est considérée comme souhaitable, mais à condition — condition posée par les Américains — que cette institution fasse l'objet d'une demande accrue de prêts de qualité.

Sur l'agriculture, troisième sujet à l'ordre du jour, ont eu lieu de brefs échanges de vues au cours desquels

PAUL FABRA.

Les trois déclarations

Les sept chefs d'Etat et de gouvernement réunis au sommet de Venise ont rendu publiques, mardi 9 juin, trois déclarations.

GOLFE : « La liberté de navigation doit être maintenue. »

« Nous sommes convaincus que des nouveaux efforts concertés sur le plan international sont requis de toute urgence pour aider à mettre fin à la guerre Irak-Iran. »

« Nous pensons qu'il doit être mis fin le plus vite possible à la guerre par des négociations, tout en respectant l'intégrité du territoire et l'indépendance de l'Irak et de l'Iran. »

« Les deux pays ont gravement souffert au cours de cette longue et tragique guerre. Les pays voisins sont menacés par un élargissement possible du conflit. »

« Une fois de plus, nous appelons les deux parties à mettre immédiatement

ment fin à la guerre par des négociations.

« Nous soutenons activement les efforts de médiation entrepris par le secrétaire général des Nations unies et demandons instamment l'adoption de mesures efficaces et justes par le Conseil de sécurité. »

« Ayant à l'esprit ces objectifs, nous réaffirmons que le principe de la liberté de navigation dans le Golfe est d'une importance primordiale pour nous et pour les autres pays, et doit être maintenu. La libre circulation du pétrole et des autres marchandises dans le détroit d'Ormuz doit persister sans entrave. »

« Nous nous engageons à poursuivre nos consultations sur les moyens d'aboutir effectivement à ces objectifs importants. »

RELATIONS EST-OUEST :

« Nous suivons avec intérêt l'évolution récente en URSS. »

« Nous suivons de près et avec intérêt l'évolution récente de la politique intérieure et extérieure de l'Union soviétique. Nous avons l'espoir qu'elle se révélera d'une grande importance pour l'amélioration des relations politiques et économiques et des rapports de sécurité entre les pays de l'Est et de l'Ouest. En même temps, de profondes divergences subsistent, chacune de nous doit demeurer vigilante dans ses réactions à la politique de l'Union soviétique sous tous ses aspects (...). »

« Tout en réaffirmant l'importance permanente de la discussion nucléaire pour préserver la paix, nous prenons acte avec satisfaction de l'intensification du dialogue sur le contrôle des armements et de l'émergence de perspectives plus favorables à la réduction des forces nucléaires. Nous apprécions les

efforts accomplis par les Etats-Unis en vue de négocier des réductions équilibrées, substantielles et vérifiables des armes nucléaires. »

« Nous sommes déterminés à renforcer la stabilité conventionnelle à un niveau plus bas et à parvenir à l'élimination totale des armes chimiques (...). Nous demandons que des progrès significatifs et durables en ce qui concerne les droits de l'homme soient réalisés (...). Beaucoup reste à faire pour honorer les principes convenus et les engagements pris à Helsinki, et confirmés depuis. »

« Nous recherchons une résolution rapide et pacifique des conflits régionaux, notamment un retrait rapide et total des forces soviétiques d'Afghanistan afin que le peuple afghan puisse décider librement de son propre avenir. »

« Nous encourageons des contacts plus étroits, une plus grande liberté d'échange d'idées et un dialogue plus approfondi entre nos peuples et les peuples de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est. »

TERRORISME : « Obligation de juger ou d'extraire » les coupables.

« Nous réaffirmons l'attachement de chacun de nous aux principes du refus de toute concession aux terroristes ou à ceux qui les patronnent ; nous demeurerons résolus à appliquer, à l'encontre de tout Etat qui s'emploie manifestement à patronner ou à soutenir le terrorisme international, des mesures efficaces dans le cadre du droit international et de nos juridictions. »

« Nous réaffirmons notre détermination à lutter contre le terrorisme à la fois par des mesures au niveau national et par une coopération internationale entre nous et, si nécessaire, avec des tiers (...). »

« Nous poursuivons nos efforts en vue d'accroître la sécurité des voyageurs (...). Chacun de nous continuera à surveiller de près les activités des compagnies aériennes qui soulèvent des problèmes de sécurité. »

« Nous nous engageons à soutenir la primauté du droit en traduisant les terroristes devant les tribunaux (...). Nous réaffirmons notamment le principe (...) de l'obligation de juger ou d'extraire, conformément à la législation nationale et aux conventions internationales, les personnes qui ont commis des actes de terrorisme. »

Les Sept précisent en outre, en annexe à leur déclaration, que « lorsqu'un pays refusera d'extraire ou de poursuivre les personnes coupables » de détournement d'avion ou « ne restituera pas l'adrénaline en cause », les gouvernements des Sept « prendront des mesures immédiates de suspension des vols à destination dudit pays » ou en provenance du même pays.

« SUISSE : expulsion d'un diplomate soviétique. — Les autorités helvétiques ont annoncé, mardi 9 juin, qu'elles avaient expulsé, le 20 mai, un diplomate soviétique de haut rang, M. Vladimir Khorochilov, pour activités d'espionnage politique et économique en Suisse. M. Khorochilov, premier secrétaire de l'ambassade d'URSS à Berne, était en contact avec un commerçant bâlois qui lui a remis des documents portant essentiellement sur le traitement électronique de données, en échange d'importantes sommes d'argent. Par mesure de rétorsion, Moscou a expulsé, à son tour, un diplomate suisse, M. Erich Pircher, premier secrétaire de l'ambassade suisse à Moscou, ce qui a soulevé les protestations de Berne, qui juge cette mesure « dénuée de tout fondement ». — (AFP.) »

EDWARD BEHR

PU YI
LE DERNIER
EMPEREUR

Raconté ici par l'un des plus grands journalistes internationaux : Edward Behr, bientôt sur tous les écrans dans un film superbe de Bernardo Bertolucci — voici l'histoire extraordinaire du dernier empereur de la Chine millénaire : Pu Yi. Il était né dieu (en 1906) : il finira communiste (en 1967), dans les fureurs de la Révolution culturelle. Un destin comme on n'en vit jamais, raccourci saisissant de l'histoire d'un peuple. Pour le lecteur français, la révélation d'un monde.

ROBERT LAFFONT

Diplomatie

Après quatre autres pays d'Afrique noire

Le Togo a rétabli des relations diplomatiques avec Israël

Les autorités togolaises et israéliennes ont simultanément annoncé, mardi 9 juin, la reprise des relations diplomatiques entre leurs deux pays. Après le Zaïre, le Libéria, la Côte-d'Ivoire et le Cameroun, le Togo est le

La décision du président togolais, M. Gnassingbé Eyadema, ne constitue pas une surprise. Elle était attendue depuis décembre 1986, date à laquelle la commission des affaires politiques du parti unique togolais (Rassemblement du peuple togolais, RPT) avait adopté une résolution en ce sens. Israël avait alors prématurément annoncé cette décision, c'est-à-dire avant que le congrès du RPT ne l'ait entérinée, ce qui avait décidé les autorités de Lomé à en ajourner l'annonce. Aujourd'hui, Lomé estime que rien ne s'oppose plus à cette décision « étant donné que l'Egypte elle-même avait renoué avec Israël » et « conformément aux principes de [la] philosophie politique [du Togo], qui repose sur le dialogue, l'amitié et la coopération avec tous les pays du monde sans exclusive aucune ».

Il est significatif que Lomé prenne argument des relations diplomatiques entre Le Caire et Jérusalem pour justifier sa décision. C'est en effet la guerre du Kippour, entre Israël et l'Egypte, en 1973, qui avait conduit la plupart des vingt-neuf pays africains où Jérusalem possé-

daient une ambassade à rompre avec l'Etat hébreu, par solidarité avec l'Egypte, pays membre de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). A l'époque, seuls le Malawi, le Lesotho et le Swaziland, trois pays situés dans la mouvance de l'Afrique du Sud, avaient maintenu leurs relations diplomatiques. La signature d'un traité de paix israélo-egyptien et le retrait définitif des troupes israéliennes du Sinaï, en avril 1982, devaient permettre une reprise d'un dialogue - d'abord discret - entre Jérusalem et plusieurs capitales africaines.

Le Zaïre donna l'exemple, en avril 1982, suivi du Libéria (août 1983), de la Côte-d'Ivoire (février 1986) et enfin du Cameroun (août 1986). D'autres pays adopteront-ils la même attitude ? A Jérusalem, le directeur du département des affaires africaines du ministère israélien des affaires étrangères, M. Bernard Avital, qui fut l'artisan du rapprochement avec la Côte-d'Ivoire, a déclaré, mardi, que « d'ici la fin de l'année, deux autres pays au moins » suivront l'exemple

du Togo. Les deux pays les plus souvent cités sont le Centrafrique et le Gabon. A Bangui, comme à Libreville, la présence israélienne est d'ores et déjà importante, bien que relativement discrète, notamment dans le domaine de la sécurité et des renseignements.

« Conseillers » particuliers

C'est d'ailleurs en proposant ses « coopérateurs » et « instructeurs » militaires - dont l'efficacité est reconnue - à de nombreux gouvernements africains qu'Israël a, peu à peu, réussi à se réimplanter en Afrique noire. Il est vrai que, dans plusieurs Etats, la présence israélienne n'a jamais complètement disparu, en Ethiopie et au Libéria notamment. On retrouve ainsi, dans les gardes « prétoriennes » dont s'entourent les chefs d'Etat africains, des « conseillers » israéliens. La garde présidentielle de président camerounais, M. Paul Biya, est entièrement formée, équipée et encadrée par Israël et, au Zaïre, ces « conseillers » encadrent la police politique du régime.

sensée prochaine, une tournée en Afrique, qui le mènera successivement au Zaïre, au Libéria et au Cameroun. M. Shamir se rendra enfin à Lomé pour officialiser la reprise des relations diplomatiques avec le Togo.

L'AND (Agence nationale de documentation), tout en procédant, à Lubumbashi (« capitale » du Shaba), à la restructuration de l'ancienne division Kamanyola. En Ethiopie, d'autre part, où le négus avait confié à Tsahal (l'armée israélienne) l'instruction de ses troupes d'élite, le régime « révolutionnaire » du président Mengistu continue d'entretenir une fructueuse coopération avec le Mossad (les services secrets israéliens).

Israël s'est également implanté en Afrique noire par un autre biais, celui de la construction et des travaux publics. Au Nigéria et au Cameroun notamment, les firmes israéliennes, comme Solel Boneh International, Reynolds et Tahal Consulting Engineering Ltd, ont réalisé de nombreux travaux d'infrastructure. Des hôtels, mais aussi la cathédrale Saint-Paul, à Abidjan, ou des routes (au Kenya) et des projets de développement agricole (au Nigéria et au Ghana) sont ainsi le fruit d'une coopération avec l'Etat hébreu, qui, d'autre part, vend ses armes un peu partout sur le continent noir.

LAURENT ZECCHIN.

Probable rencontre Reagan-Gorbatchev cette année

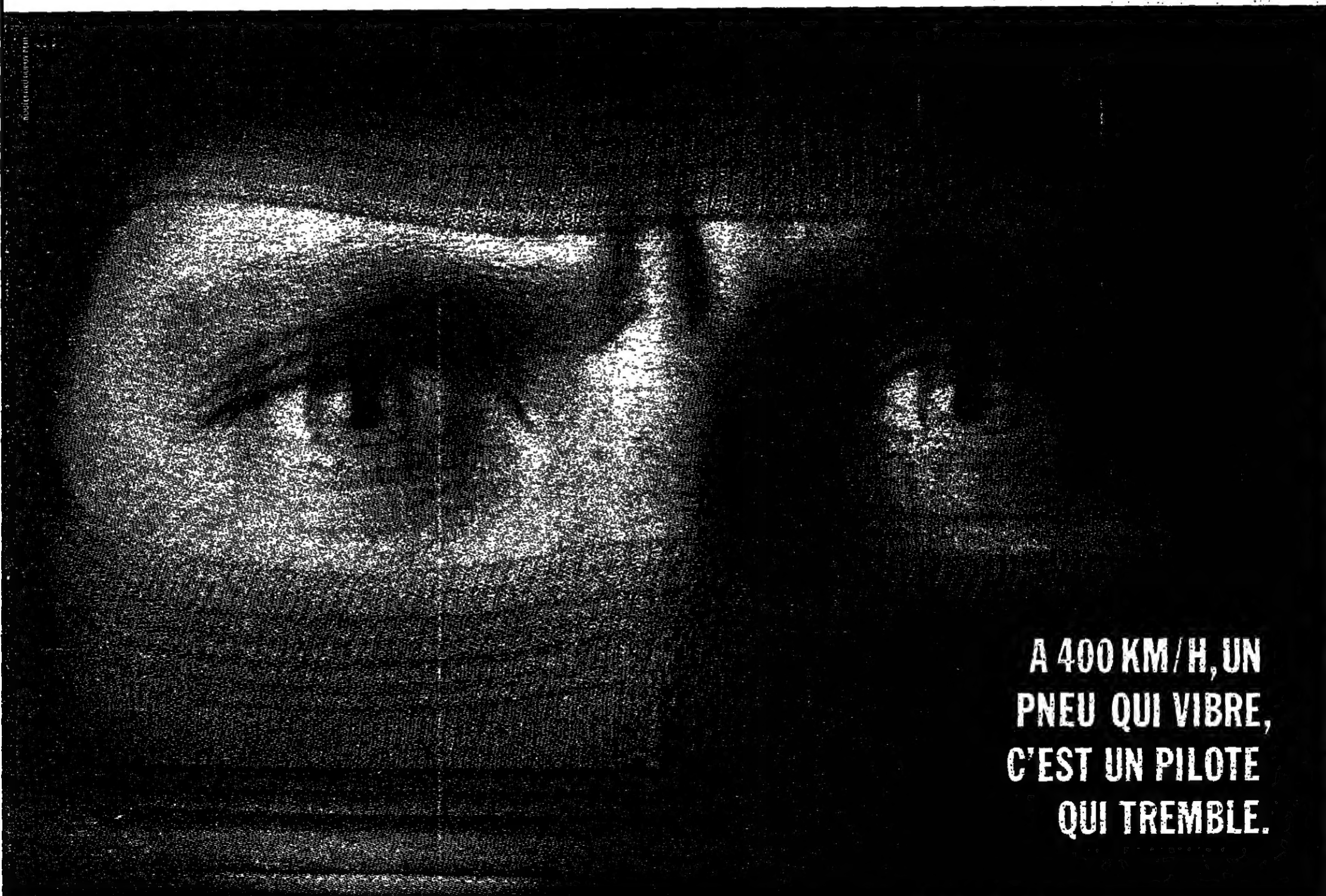
(Suite de la première page.)

Enfin, M. Piatychev a révélé que la percée décisive avait eu lieu le 14 avril dernier à Moscou, lorsque M. Gorbatchev avait très longuement reçu M. Shultz. « Lors de cet entretien, la parole soviétique a suggéré l'élaboration de clauses concernant les armes stratégiques [les engins intercontinentaux], la défense antimissiles et l'interdiction des essais nucléaires. Parallèlement au projet de traité sur les missiles à moyenne portée, ces thèmes pourraient faire l'objet d'une discussion dans le cadre du sommet soviéto-américain », a-t-il déclaré.

Une manœuvre est nettement établie entre le « projet de traité » sur les armes stratégiques, qui est mis en avant, et les autres « thèmes », qui ne relèvent encore que d'une « discussion ». La défense antimissiles, c'est-à-dire la « guerre des étoiles », n'était donc déjà plus en avril dernier, à en croire le porte-parole soviétique, un obstacle majeur sur la voie d'un accord. Les Européens de l'Ouest s'en doutaient un peu.

DOMINIQUE D'HOMERES.

LE DEFI MICHELIN AUX 24H DU MANS.



A 400 KM/H, UN
PNEU QUI VIBRE,
C'EST UN PILOTE
QUI TREMBLE.



Pour Michelin, chaque compétition est le banc d'essai d'un défi technologique. L'objectif pour Le Mans: réduire la fatigue physique et nerveuse du pilote, faire un pneu qui endure le maximum pour que le pilote souffre le minimum. Absorption parfaite des irrégularités de la piste aux plus hautes vitesses, tenue de cap au millimètre à 111 mètres/seconde, réponse au 1/10 de seconde à



la moindre sollicitation: pour se concentrer à tout instant sur l'essentiel, le pilote doit pouvoir se reposer en permanence sur ses pneus. C'est parce que l'équilibrage des pneus est contrôlé au demi-gramme près et que leurs performances sont absolument régulières d'un train à l'autre, qu'au moment de doubler à 400 km/h dans les Hunaudières quand ses pneus font 57 tours à la seconde, un pilote en Michelin ne tremble pas.

MICHELIN

Amériques

La politique de défense du Canada et les recherches pétrolières

Ottawa entend se doter d'une marine « moderne et efficace »

MONTREAL
de notre correspondant

Dans le cadre de sa nouvelle stratégie militaire, définie pour les quinze prochaines années et exposée dans un Livre blanc présenté le 5 juin à Ottawa, le Canada s'est fixé trois grands objectifs : affirmer sa souveraineté dans l'Arctique, remplir ses engagements au sein de l'OTAN pour « redevenir un partenaire fiable » et renforcer sa propre sécurité en se dotant notamment d'une marine « moderne et efficace ».

Pour ce faire, le budget canadien de la défense (10,3 milliards de dollars canadiens pour le présent exercice, soit environ 406 milliards de francs) augmentera en termes réels d'au moins 2 % chaque année. Le Canada, qui consacre 2,3 % de son produit intérieur brut à sa défense militaire, devrait ainsi faire meilleure figure parmi les pays de l'OTAN. Actuellement, le Luxembourg et le Danemark sont les seuls alliés qui affectent proportionnellement moins de crédits que lui à ce chapitre.

Le gros des efforts portera sur la marine, dont l'état est jugé « déplorable » par l'auteur de cette nouvelle politique, le ministre de la défense, M. Perrin Beatty. Pour défendre les océans Arctique, Atlantique et Pacifique qui le bordent, le Canada, pays qui possède la plus de côtes au monde, a déjà mis en chantier un superbe brise-glace et six frégates. Six autres seront construites, sur lesquelles embarqueront de nouveaux hélicoptères – trente au minimum. Le Canada entreprendra en outre la construction de nouveaux dragueurs de mines et cassera ainsi de s'en remettre aux Américains pour nettoyer ses ports.

Sous-marins nucléaires

Surtout, le Canada, qui n'a que trois sous-marins de type classique, s'achète à l'étranger dix à douze sous-marins à propulsion nucléaire, au prix d'environ 500 millions de

dollars canadiens chacun. M. Beatty a précisé que les entreprises canadiennes devront participer à la réalisation de ces contrats, qui devraient être attribués dans trois ans.

Présenté depuis quelques mois déjà, cette décision avait fait l'objet de discussions lors de la visite du président François Mitterrand au Canada, fin mai. La France paraît mieux placée que son principal concurrent, la Grande-Bretagne, pour emporter ce marché. Ses sous-marins d'attaque de type Rubis, fabriqués à Cherbourg, correspondent assez bien aux besoins canadiens : ils sont moins chers, plus petits et plus maniables que les engins britanniques de type Trafalgar. Or le Canada compte surtout les utiliser pour patrouiller dans des eaux difficiles d'accès, sous les glaces de l'Arctique. Il s'agit ainsi de répondre à la « menace sovié-

que » et d'affirmer sa souveraineté dans des zones contestées par les Etats-Unis.

Washington avait provoqué l'ire du Canada en août 1985 en faisant passer, sans autorisation préalable, un brise-glace, le *Polar Sea*, à travers le passage du nord-est, que les Etats-Unis considèrent comme un détroit international. Par ailleurs, ce bateau américain était arrivé en Alaska en empruntant cette voie stratégique qui traverse les îles canadiennes arctiques. Le litige n'est toujours pas réglé, mais le Canada a décidé de renforcer, sans attendre, sa présence dans le Grand Nord, où des chasseurs CF-18 seront basés en permanence, tandis que les patrouilles de surveillance lanceur en s'intensifient.

Le ministre de la défense a, par ailleurs, indiqué que le Canada verra, « d'ici cinq à dix ans, s'il y a lieu d'exploiter seul ou avec les

Etats-Unis un système de radars basés dans l'espace ». La possibilité de revenir sur le refus canadien de participer à l'initiative de défense stratégique n'a pas été exclue.

M. Beatty a enfin annoncé que les effectifs des forces de réserve passeront de cinquante mille à quatre-vingt-dix mille. Les forces armées régulières du Canada comptent actuellement quatre-vingt-quatre mille membres.

Ces projets ont reçu un accueil enthousiaste dans les états-majors canadiens, où l'on déplore depuis longtemps la vétusté des équipements et le manque de moyens. Les Partis libéral et néo-démocrate d'opposition au Parlement d'Ottawa se sont, en revanche, vigoureusement élevés contre l'acquisition de sous-marins nucléaires, une solution trop coûteuse et trop dangereuse à leurs yeux.

MARTINE JACOT.

Rebondissement de la querelle avec Paris sur les forages au large de Saint-Pierre-et-Miquelon

MONTREAL
de notre correspondant

Le Canada a adressé, mardi 9 juin, une note diplomatique à la France pour protester contre le renouvellement d'un permis de cinq ans accordé samedi aux sociétés Elf-Aquitaine et Total-Exploration en vue d'effectuer des recherches pétrolières autour de Saint-Pierre-et-Miquelon dans une zone de 22 150 kilomètres carrés que les deux pays se disputent depuis dix ans.

Le contenu de la note n'a pas été révélé mais les partis d'opposition à la Chambre des communes d'Ottawa ont vivement appelé le gouvernement à réagir avec plus de fermeté encore. Le chef du Nouveau Parti démocratique, M. Edouard Broadbent, est même allé jusqu'à réclamer le rappel de l'ambassadeur canadien à Paris, tandis que les députés libéraux des circonscriptions de Terre-Neuve fustigeaient l'attitude « coloniale » de la France.

Revendications contradictoires

Le vice-premier ministre, M. Donald Mazankowski, a tenté sans succès de tempérer cet émoi. Il a indiqué qu'Ottawa avait déjà officiellement protesté en octobre dernier auprès du gouvernement français après l'octroi de permis semblables et qu'aucun forage n'avait été entrepris par la suite.

Les autorités canadiennes s'attendent en fait que les sociétés françaises continuent de respecter – tout comme les compagnies pétrolières canadiennes détentrices de permis délivrés – par Ottawa – le « moratoire » tacitement appliqué depuis le début du litige en 1977.

Le Canada puis la France avaient alors chacun revendiqué une zone économique exclusive de 200 milles au large de leurs côtes. Depuis, les

deux pays n'ont pas réussi à s'entendre, le gouvernement canadien ne voulant concéder qu'une zone de 12 milles autour de l'archipel français, situé à moins de 30 kilomètres des côtes sud de Terre-Neuve.

M. John Crosbie, ministre canadien des transports, qui représente les intérêts de la province de Terre-Neuve au sein du gouvernement, considère, quant à lui, que le renouvellement du permis accordé par Paris n'est qu'une « riposte politique ». Ottawa a interdit, en effet, depuis mars dernier, l'accès de ses ports aux chalutiers français, accusés d'avoir largement dépassé les quotas de morue fixés unilatéralement par le Canada dans la zone contestée. La mesure a été qualifiée d'« inadmissible » par le président Mitterrand au cours de son voyage au Canada et à Saint-Pierre-et-Miquelon, fin mai.

La prochaine rencontre des négociateurs canadiens et français chargés de désigner d'un commun accord l'instance internationale qui pourra trancher le désaccord reste prévue pour la fin de ce mois à Paris.

M. J.

ISTH Institut privé des Sciences et techniques humaines depuis 1953

LES PRÉPES DE L'AVENIR

Pour vous aider efficacement à réussir dès Septembre.

L'ENTRÉE en AP de SCIENCES-PO/PARIS

Stage intensif d'été, plus de 5 semaines. Places limitées.

Tél. : 42.24.10.72
45.85.59.35

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Violents combats autour de Kaboul

De violents combats se sont récemment déroulés autour de Kaboul, a-t-on annoncé, le mardi 9 juin, de sources diplomatiques occidentales à Islamabad (Pakistan). Selon ces sources, les résistants ont réussi à s'infiltrer dans les collines environnant la capitale afghane. « Les bruits des bombardements d'artillerie sont entendus à Kaboul nuit et jour », indiquent ces sources, ajoutant que le va-et-vient de voitures devant l'hôtel militaire soviétique témoignait du grand nombre de victimes dans les rangs soviéto-afghans.

Quatre-vingt soldats soviétiques seraient été tués et deux autres capturés, le 30 mai, sur l'autoroute de Salalang qui relie l'Afghanistan à l'Union soviétique, lors d'une attaque de la guérilla contre un camp militaire, ont affirmé les mêmes sources. Une trentaine de soldats de l'armée rouge ont péri et douze autres ont

été capturés dans une embuscade à Ollacha-Sokhta, dans le même secteur.

Pendant le mois de mai, les rebelles auraient abattu vingt-neuf avions. Par ailleurs, des sources proches de la guérilla ont fait état de la mort de quelque cent cinquante civils et de soixante moudjahidines sous d'intenses bombardements d'artillerie, dans la nuit de dimanche à lundi, sur les faubourgs sud et ouest de Kandahar (sud de l'Afghanistan), en représailles d'une attaque de la guérilla contre l'aéroport de cette ville (Le Monde du 9 juin). — (AFP.)

Panama

La police réprime une manifestation de soutien à un colonel « dissident »

Puisieurs centaines de policiers anti-émeutes sont intervenus mardi

9 juin à Panama contre quelque deux mille personnes manifestant leur soutien au colonel Roberto Diaz Herrera, qui a accusé l'homme fort du pays, le général Manuel Antonio Noriega, de diverses irrégularités. Selon des témoins, la police s'est servie de gaz lacrymogènes et de matraques en caoutchouc pour disperser la foule et plusieurs personnes ont été blessées au cours des affrontements, qui ont duré trois heures. Le colonel Diaz Herrera a accusé le général Noriega de divers délits, et notamment de fraudes à l'élection présidentielle de mai 1984 et d'implication dans le meurtre, en septembre 1985, de Hugo Spadefora, un opposant. Il accuse aussi le général Noriega d'être à l'origine de l'accident d'avion du général Omar Torrijos qui avait eu lieu en 1981. La semaine dernière, le colonel Diaz, âgé de quarante-neuf ans, a quitté son poste de commandant en second de l'armée pour, ont expliqué les militaires, « des raisons de santé ». Le général Noriega a pour sa part accusé le colonel Diaz de participer à une conspiration antigouvernementale. — (AP, Reuters.)

“UN PRÊT EN DOLLAR DU CRÉDIT NATIONAL ET JE CONQUIERS L'AMÉRIQUE”

Christophe Colomb

Développement des investissements à l'étranger, investissements matériels ou immatériels, besoins en fonds de roulement ou acquisitions d'entreprises : le Crédit National finance tous les besoins des entreprises. Son expérience et sa puissance financière lui permettent d'apporter à chacune une solution personnalisée et performante.

45, rue Saint-Dominique, 75700 PARIS - Tél. (1) 45 50 90 00. Lyon - Lille - Marseille - Nantes - Nancy - Bordeaux - Strasbourg - Rouen - Dijon - Toulouse - Orléans - Besançon - Poitiers - Quimper - Grenoble - Reims - Amiens - Ile-de-France.



Crédit National

LES MOYENS DE LA RÉUSSITE

Les territoires occupés vingt ans après

JÉRUSALEM réunifiée, l'armée campant sur de vastes territoires - plateau du Golan syrien, Sinaï égyptien, bande de Gaza et Cisjordanie, - le monde arabe humilié et son chef de file, Gamal Abdel Nasser, en état de choc : le 10 juin 1967, au lendemain de six jours de combats victorieux, Israël se réveille avec le double sentiment d'avoir réalisé l'exploit et assuré enfin sa sécurité. Pour la première fois depuis la création de l'Etat, en 1948, les militaires, ayant repoussé les frontières, disposent d'une certaine profondeur stratégique qui met à l'abri des populations jusqu'alors directement exposées à l'artillerie arabe. Pour la première fois, pense-t-on aussi en Israël, une solution au conflit peut être envisagée, puisqu'il y a des territoires à échanger contre la paix - c'est précisément ce que suggère la fautive résolution 242 alors adoptée par les Nations unies.

Il faudra cependant une nouvelle guerre, celle de 1973, pour ouvrir la voie aux accords de Camp David et à la paix avec l'Égypte, qui se soldera par la restitution du Sinaï.

A Gaza et en Cisjordanie, où résident près d'un million et demi de Palestiniens, c'est toujours l'« occupation », vingt ans plus tard (voir l'article de Jean-Pierre Langellier dans le Monde du 5 juin). On ne peut pas parler de statu quo : durant cette période, quelque 60 000 colons israéliens se sont installés dans les territoires, sûrs de leur bon droit face à une population occupée tout aussi sûre du sien et renforcée, au fil des ans, dans son identité palestinienne.

L'occupation va profondément marquer la société israélienne - et notamment mettre à mal les idéaux démocratiques des pères fondateurs de l'Etat ; elle va aussi bouleverser la société palestinienne et, particulièrement, accentuer son divorce d'avec un monde arabe qui s'est trop souvent servi de la « cause » à des fins douteuses. Si l'on a vingt ans à Naplouse, Jéricho ou Hébron, on se sent palestinien, pas jordanien - quoi qu'on en pense à Amman.

L'occupation est aussi au cœur de toute solution régionale. Le monde arabe est-il vraiment prêt à faire la paix en échange des territoires ? Et que deviendrait alors ceux-ci : Etat palestinien, confédération jordan-palestinienne... ? En Israël, la fracture entre le Likoud (la droite) et les travaillistes ne porte pas sur une question de procédure - pour ou contre une conférence internationale de paix, - mais bien sur l'avenir des territoires, les uns voulant les conserver à tout prix, les autres étant disposés à des compromis territoriaux. - AL.F.

Le point de vue du Pr Leibovitz, savant et moraliste

« Il faut tout rendre »

JÉRUSALEM. - « Notre brillante victoire de 1967 fut un désastre historique ! » A quatre-vingt-quatre ans, Yeshayahu Leibovitz reste un personnage en marge, vénérable et solitaire, prestigieux et controversé. Médecin, philosophe, talmudiste, ce savant hors pair est depuis un demi-siècle l'un des maîtres à penser de l'Etat juif. Son enseignement marque plusieurs générations de jeunes. Né en 1903 à Riga, débarqué en 1934 en Palestine, il dirige le département de biochimie de l'université hébraïque de Jérusalem et, comme historien, prône une approche non conformiste du judaïsme. Politiquement, ce moraliste inlassable appartient aujourd'hui à la mince frange d'Israéliens - 10 % environ - prêts à restituer aux Arabes la totalité des territoires occupés.

« La responsabilité du conflit, dit-il, incombe au monde arabe. Mais pour Israël, tout commença le septième jour, au lendemain du cessez-le-feu. Avions-nous livré une guerre de défense ou une guerre de conquête ? En n'évacuant pas aussitôt la Cisjordanie et Gaza, nous confirmâmes en fait la seconde option. Depuis, nous sommes aux yeux du monde les principaux responsables de la violence. La victoire et la conquête ont profondément transformé le peuple et l'Etat, pour le pire. Israël a cessé d'être seulement le cadre où se réalisait l'indépendance du peuple juif pour devenir aussi l'instrument d'une domination violente sur un autre peuple. »

M. Leibovitz ne cesse de dénoncer l'effet « corrupteur » de l'occu-

pation : « Un pays qui asservit plus d'un million d'hommes n'est plus une démocratie. Pour la majorité des Israéliens, la brutalité envers les Arabes est un comportement normal. L'occupation a inoculé une haine mortelle entre juifs et Arabes. Elle nous a aussi fait perdre beaucoup de nos anciens amis. Nous sommes devenus totalement assujettis à l'Amérique. Notre survie ne dépend plus que du cordon ombilical qui nous relie à la Maison Blanche. Il nous faut libérer Israël des territoires, comme de Gaulle libéra naguère la France du fardeau algérien. »

Que faire ? « Un compromis territorial à la travailliste ne suffira pas à apporter la paix. Il faut tout rendre. Ce qui prime, c'est que deux peuples vivent dans ce pays et le considèrent tout entier comme le leur. Pour les uns, c'est Eretz Israël pour les autres, la Palestine. L'important n'est pas le degré de légitimité mais le degré de conscience de leurs droits historiques. Or, cette conscience est très forte. Pour un juif, Hébron et Naplouse appartiennent à son héritage, comme Haïfa et Jaffa à celui d'un Palestinien. Pourtant, aucun des deux peuples ne peut posséder le pays tout entier. La seule solution raisonnable et morale, c'est le partage en deux Etats. Lorsque nous aurons évacué les territoires, l'OLP renoncera à son vieux rêve d'une Palestine laïque et démocratique. »

De notre correspondant, J.-P. L.

Quelques chiffres

CISJORDANIE

Superficie : 5 450 kilomètres carrés (un département français moyen).
Terres : 52 % des terres sont sous « contrôle » direct (41 %) ou indirect (11 %) d'Israël, 4 % du total des terres sont « affectées » aux implantations juives.
Population : 840 000 Arabes, 60 000 juifs.
Résidents : 365 000, dont 92 500 vivent dans 19 camps et 272 500 hors des camps.
Implantations juives : 118, dont 9 ont un statut « urbain ». Ma'aleh Adumim (12 300 habitants), Ariel (6 500), Kiryat Arba (4 500), Emmanuel (4 000).
Emploi : Force de travail : 160 000 personnes, 70 000 Palestiniens travaillent en Israël (dont 20 000 non déclarés).
Répression : environ 2 000 déportations depuis 1967.

4 500 détenus de sécurité dans 16 prisons (dont 3 en Israël).

GAZA

Superficie : 362 km².
Terres : 48 % des terres sont « contrôlées » israéliennes.
Population : 550 000 Arabes, 2 200 juifs dans 18 implantations.
Résidents : 435 000, dont 240 000 vivent dans 8 camps et 195 000 hors des camps (57 000 dans la ville de Gaza).
Emploi : 45 000 Palestiniens travaillent en Israël.

JÉRUSALEM

Population : 475 000 habitants en mai 1987, soit 340 000 juifs (71,6 %), dont 80 000 à Jérusalem-Est, et 135 000 Palestiniens, dont 121 000 musulmans (25,4 %) et 14 000 chrétiens (3 %).

Enquête

Le face-à-face entre

Les incertitudes d'un colon

« Nous avons souvent l'impression d'être des otages »

YAFFIT (vallée du Jourdain). Parole d'intellectuel. Paysan. « L'oubli, ici, c'est de l'or ! ». La quarantaine affable et diligente, Paul Doukhan contemple sa récolte. Superbe, en effet. Au bout du champ s'étire le no man's land. C'est un horizon de cratères sous haute surveillance militaire et d'une épre beauté. La lumière, trop blanche, blesse le regard. Au-delà commence la Jordanie. Derrière, au pied des collines, on aperçoit Yaffit, le seul mochar - village coopératif - entièrement francophone du pays.

Singulière aventure que celle de Paul Doukhan ! Cet ancien pionnier, fils de militaire - né à Saigon, étier à Constantine, - est un ex-camarade. Ce sioniste de fraîche date a grandi dans le sillage du communisme triomphant. Membre du Comité de liaison du parti avec la population juive de France - « l'Etat se sépare de service », - il « tient » pendant sept ans le dictionnaire rubrique « Défense » à l'Humanité. En 1981, il claque la porte et divorce d'avec le communisme. Une petite annonce lue dans la revue l'Arche fournit l'occasion d'un « retour à Sion » : Yaffit a besoin de bras. L'appareil défrayé s'y installe en 1982.

Pourquoi avoir atterri en Cisjordanie plutôt qu'en Galilée ou dans le Néguev ? « Je connaissais la vallée. Elle me plaisait. Et puis cette région nous appartient, non ? » Ni extrémiste ni illuminé, Paul Doukhan souhaite seulement entretenir le flamme des pères fondateurs. Son sionisme laïc s'inspire de l'exemple des pionniers, pas de l'idolâtrie des colons religieux, pour qui la Bible est un titre de propriété. Il s'y donne corps et âme mais sans fanatisme. Pas question pour lui d'être domicilié sur les crêtes rocheuses de « Judée-Samarie », dans l'une de ces implantations si viables ni vivables. « Ce sont des villes-dortoirs, des Sarcelles juifs ! ». Lui veut « vivre et travailler au pays », comme dit si bien, glissé d'un sourcil, le slogan des communistes français.

Dans les champs de Yaffit, on ne porte pas d'armes. La frontière, bien qu'étanche, n'est qu'à 3 kilomètres. Et, en cas de guerre venue de l'Est, les villages juifs du Jourdain seraient en première ligne. Mais on

se sent ici plus en sécurité que sur les collines : le camp militaire est proche ; Jéricho, la voisine arabe, qui vit du tourisme, tient à sa tranquillité. Pourtant, Yaffit n'emploie pas de travailleurs palestiniens dans l'enceinte du village. Cette décision prise avant son arrivée, Paul Doukhan la désapprouve. Quant aux humiliations quotidiennes de l'occupation militaire - contrôle systématique des voitures arabes, restriction des déplacements nocturnes - il les déplore mais les justifie au nom de ce sempiternel impératif de sécurité.

« Combien d'Arabes pour demain ? »

En cette chaude journée de ramadan, une quinzaine d'ouvriers agricoles arabes travaillent aux champs. Parmi eux, certains enfants n'ont pas quatorze ans. Tous gagnent 18 shekels (70 francs) pour huit heures de labeur mais en abandonnent la moitié à Youssef, le chauffeur-négrier qui, à bord de sa camionnette flambant neuve, les ramènera ce soir dans leur village, près de Naplouse. « T'es besoin de

combien d'Arabes pour demain ? », lance le surveillant israélien - un ancien prof de Marnande - avant d'ajouter, plein de tact, à notre attention : « Vous savez, ceux-là n'ont que quatre siècles de retard ! ». Le sionisme humaniste de Paul Doukhan chavire soudain sous le choc des mots.

Ce marxiste repenti a parfois des états d'âme. Le grand débat sur la paix - et le prix qu'il faudra payer pour elle - le trouble et l'inquiète. Face à l'avenir de son mochar, de sa région, il laisse percer un certain désarroi. Même l'union sacrée des politiciens sur le thème de la paix, en toute hypothèse, la vallée du Jourdain, le laisse songeur. « Nous avons souvent l'impression ici d'être des otages. Je suis favorable à des concessions. Mais s'effrond-elles à nous faire accepter du monde arabe ? » Comme beaucoup d'Israéliens, il est écartelé : il veut la paix mais n'y croit pas ; il souhaite une solution mais, fort de son « bon droit », n'envisage pas de gâcher de ceux un renoncement territorial.

Mais le grand souci du moment, ce sont les défections. Cette année, Yaffit a perdu cinq familles, repar-

ties en France. Le mochar, qui peut accueillir quatre-vingt familles, n'en abrite qu'une vingtaine, le même chiffre qu'il y a cinq ans. A qui la faute ? En bon Israélien, Paul Doukhan poste-courte la bureaucratie de l'Agence juive - « qui nous oublie » - blâme les juifs de France pour leur indifférence et fustige la « nullité » des autorités régionales. Mais le ver, admet-il, est aussi dans le fruit. « Un nouvel immigré sur deux n'est pas fait pour le mochar. Il quitte la France par désespoir, souvent en quête d'argent. Il en trouve parfois car à Yaffit on peut, en travaillant beaucoup pendant quelques années, gagner plus que correctement en vie. Mais il ne s'intègre pas au cadre collectif. »

Le sionisme ne serait-il pour ceux-là qu'une ambition faiblissante ? Paul Doukhan n'est pas du genre, lui, à rendre les armes sans l'indulgence. N'importe. Un forçat l'a touché au vit : celui de son fils, qui, à dix-neuf ans, n'a qu'une seule idée, retourner en France. Paul Doukhan, ou les incertitudes du sionisme occupé.

De notre correspondant, JEAN-PIERRE LANGELLIER.



Sur l'autre rive du Jourdain

Entre l'assimilation et le rejet

guerre et dans les camps de réfugiés. La conséquence en sera, trois ans plus tard, les affrontements jordan-palestiniens de 1970 et de 1971.

Puis les dollars des pays arabes pétroliers ont afflué. En moins d'une génération, le niveau de vie de la population jordanienne a quadruplé. Le boom économique des années 70 a contribué à passer bien des choses.

Imprévisiblement, cependant, le fossé s'est creusé entre les deux rives du Jourdain, malgré le pont et les liens familiaux. « Mes cousins de Cisjordanie sont tellement différents ! Quand ils nous rendent visite, ils nous reprochent presque de vivre ici et d'avoir la belle vie, comme ils disent », constate Khalil, dix-huit ans, qui vit à Amman depuis l'âge de sept ans. Maher, employé dans un restaurant de la capitale, n'est pas retourné en Cisjordanie où résident toujours ses parents, depuis 1966. « J'ai une sœur de dix-neuf ans à Naplouse que je n'ai jamais vue. Je ne connais pas non plus mon plus jeune frère. Je sais seulement qu'il travaille en Israël et qu'il parle l'hébreu. »

Une assimilation parfaite

Las d'attendre une solution de plus en plus hypothétique au fil des ans, certains Palestiniens vivant en Jordanie se sont résignés à l'idée de ne plus revenir en Cisjordanie et de s'installer définitivement dans le royaume. Beaucoup, en particulier ceux qui s'expriment dans les pays du Golfe, ont commencé à acheter des terres et à faire construire maisons et immeubles de rapport en Jordanie.

Mais la plupart des Jordaniens d'origine palestinienne restent profondément attachés à leur identité. Un attachement nourri par le sentiment d'être souvent considérés par leurs concitoyens jordanien comme des étrangers ou des intrus malgré les mariages mixtes, des intérêts communs et le fait qu'ils constituent la majorité de la population du royaume.

Écartelés entre une assimilation imparfaite mais réelle et un particularisme exacerbé par la défaite de 1967 et les événements de 1970-1971, la plupart avaient accepté avec soulagement la « condition » de l'accord du 11 février 1985 entre l'OLP et Amman (abrogé depuis). Ils y avaient vu une solution à leur dilemme, puisqu'il leur épargnait d'avoir à choisir entre leur identité arabe et leur condition de citoyens jordaniens.

Dans les milieux transjordaniens, en revanche, en dehors de quelques cercles d'intellectuels, le problème palestinien fait peu de bruit en moins récentes. « Voilà vingt ans que nous vivons en Jordanie, nous sommes palestiniens, au détriment de la solution de nos problèmes intérieurs - les injustices sociales, l'absence de démocratie, la corruption. Cela suppose des sacrifices qui sont de moins en moins bien acceptés par les Transjordaniens », observe un universitaire.

Cette lassitude se manifeste notamment par des réactions d'indifférence aux graves difficultés économiques que traverse le pays, des problèmes d'emploi préoccupants et une hantise vicieuse de voir la Jordanie devenir, de facto, une « patrie de remplacement » pour les Palestiniens. Un plan de développement pour les territoires occupés et l'attribution, il y a quelques mois, de passeports jordaniens provisoires à soixante mille Palestiniens de la bande de Gaza ont généralement été mal accueillis dans ces milieux, où l'on assiste à un retour en force du nationalisme transjordanien.

Ce nationalisme transjordanien, qui s'est surtout développé en réaction au nationalisme palestinien, a ses ultras. Ils forment ce que certains appellent par dérision le « Likoud jordanien » (1). On y trouve pêle-mêle d'anciens ministres, des fonctionnaires, des intellectuels, des hommes d'affaires. Leur idéologie se résume en une formule : la Jordanie aux Jordaniens. Ils s'opposent à la politique des « points

de vue » de la Cisjordanie, et reprochent aux dirigeants palestiniens d'être « égoïstes » occupés par leurs propres problèmes. Ils ont plus de mal à accepter le rôle de la Cisjordanie dans la convocation d'une conférence de paix sur le Proche-Orient. Une politique qu'ils jugent désastreuse pour le régime, et dans laquelle ils voient la main des communistes et des ministres d'origine palestinienne dont le pouvoir s'est élargi.

M.F. éditorialiste au profil de plusieurs romans, accablé par la bataille dans laquelle il se draine, refuse d'être assimilé au « Likoud jordanien ». « Mais, il admet sans effort au passage, les rues. Pour moi, la Palestine doit être à l'OLP, pas au gouvernement », déclare-t-il. « Si les Palestiniens tiennent tant à leur identité, qu'ils se battent pour libérer la Palestine, mais qu'ils ne nous entraînent pas dans une aventure suicidaire. »

Ces propos font boudier l'un des proches collaborateurs du roi Hussein. « Ce courant d'opinion ne le fait d'une petite minorité qu'il faut donc composer au Parti Takiya (2) pharaonique du Likoud ! », raille-t-il. « Ces gens-là partent de l'idée fautive selon laquelle la Jordanie chercherait à restituer le statu quo ante. Mais nous pensons, au contraire, que les Palestiniens doivent se gouverner eux-mêmes en Cisjordanie. Quant à demander que la Jordanie se désengage de la recherche d'une solution au problème palestinien, c'est faire fi des réalités géopolitiques, auxquelles nous ne pouvons pas échapper. »

Minoritaire ou non, le courant d'opinion incarné par le « Likoud jordanien » n'en révèle pas moins un malaise qui risque de s'étendre en l'absence d'un règlement de la cause palestinienne.

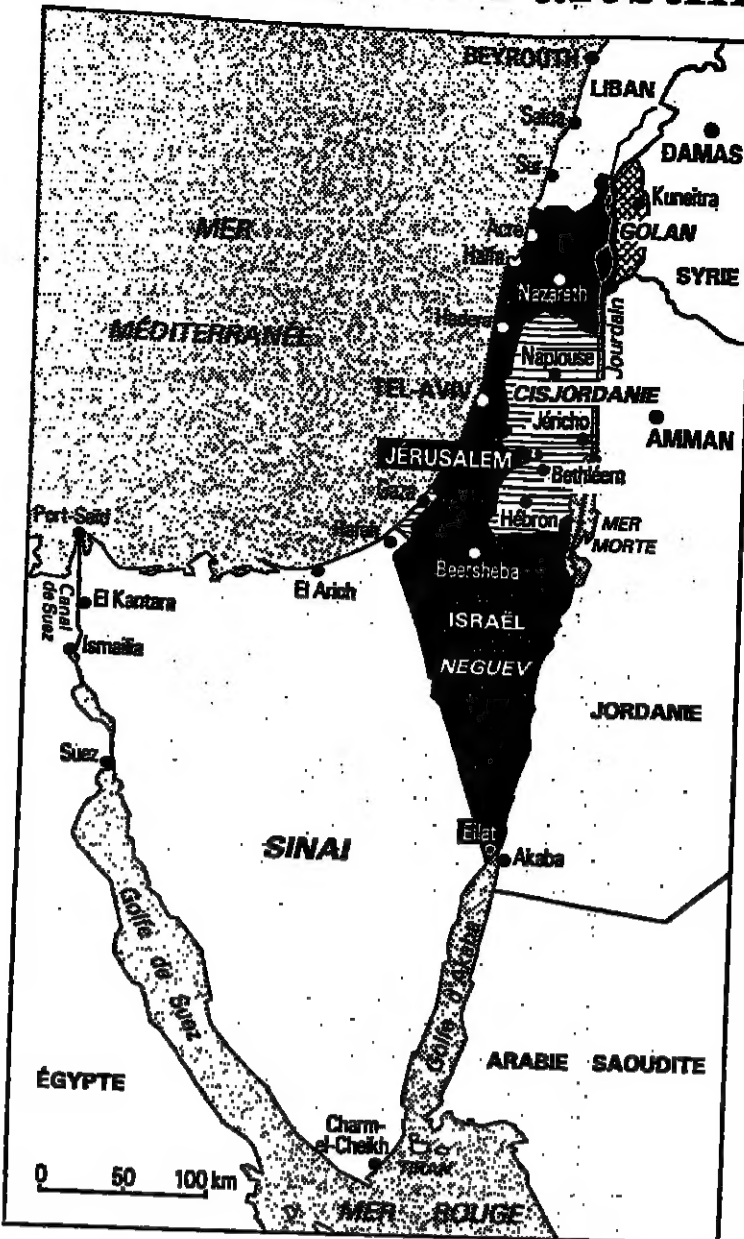
De notre correspondant, EMMANUEL JARRY.

(1) Allusion au parti du premier ministre israélien Itzhak Shamir.

(2) Petit parti ultranationaliste israélien qui se dispose que de trois sièges à la Knesset.

Enquête

Israéliens et Palestiniens



— Le Sinai a été intégralement restitué à l'Égypte en avril 1982.
— Le Golan a été annexé le 14 décembre 1981 (en quadrillé).
— La partie orientale de Jérusalem a été annexée à la fin du mois de juin 1967 ; le 30 juillet 1980, le Parlement israélien a voté la « loi de réunification » de la ville.
— La Cisjordanie et Gaza, territoires occupés (craies horizontales).

De Gaza à la Cisjordanie

Le cacique et le rêveur

JÉRUSALEM. — «Après vingt ans d'occupation, voyez-vous un élément positif que vous auriez apporté cette cohabitation forcée avec les Israéliens ?» Le docteur Haydar Abdelchafi réchit sérieusement, puis relève, avec un léger sourire : «Oui, ils ont de bons orchestres de musique classique.» Le propos résume bien la personnalité du président du Croissant-Rouge (la Croix-Rouge palestinienne) de Gaza, intellectuel distingué, âgé de soixante-huit ans et représentant d'une génération d'anciens militants nationalistes : des hommes de la bourgeoisie, laïcs de gauche, peu portés aux concessions sur les principes, mais qui, ayant choisi de «rester», se battent sur le terrain de la vie quotidienne.

Membre fondateur de l'OLP, le président du Croissant-Rouge est «très satisfait» du récent Conseil national palestinien qui a vu la réunification du mouvement autour de M. Yasser Arafat. Mais le docteur est un homme de «l'intérieur», des territoires, et, comme c'est souvent le cas ici, il porte un regard sévère sur le bilan de l'action de l'OLP ces vingt dernières années : «Je suis critique, ils n'ont pas donné une bonne image des Palestiniens ; ils auraient pu faire beaucoup mieux dans le domaine des relations publiques, le point fort des Israéliens.» Au fond, explique-t-il, «ils ont surtout été capables de maintenir la réalité d'un peuple palestinien sur la scène internationale, une réalité que les Israéliens voulaient nier».

Non loin de la villa moderne abritant le Croissant-Rouge, un muezzin appelle à la prière. Quelques ruelles plus bas, le long d'un bord de mer lugubre, commence l'alignement d'un camp de réfugiés aux allures de bidonville ; un terrain propice à l'émergence d'un autre type de militants, les islamistes. La montée de l'intégrisme à Gaza est

Comment lutte-t-on contre l'occupation quand on est «Palestinien de l'intérieur» ? Il y a les partisans du *soummoud*, mélange très répandu d'indifférence, de fatalisme ou de résistance passive. Il y a aussi les militants plus engagés, mais à cet égard les parcours ont évolué depuis 1967. En voici deux.

d'autant plus nette et frappante que le territoire a longtemps été le fief de la gauche nationaliste, des communistes et des membres du FOLP.

«Évidemment, c'est un phénomène dangereux, dans ses aspects dogmatiques et totalitaires», constate le docteur Abdelchafi. «Mais la montée de l'intégrisme, dit-il, est aussi un phénomène logique, la réaction naturelle à une double impasse : l'absence de perspectives quant à un règlement du conflit israélo-arabe et la dégradation de la situation économique à Gaza, qui, avec ses allures de banlieue de grande ville égyptienne, est le plus défavorisé des territoires.

Au nom de l'impératif de «sécurité» — avancé à tout propos, — les résidents du territoire sont soumis à une multitude d'obligations pesantes et, souvent, humiliantes : nécessité de solliciter une autorisation pour tout projet économique et social, pour tout voyage à l'étranger, etc.

Seule une activité paraît florissante : la construction. La rue centrale de Gaza est bordée de chantiers d'immeubles ou de maisons individuelles. Un tel investissement est peut-être aberrant du point de vue économique, mais construite, dit-on à Gaza, est «un acte politique», une façon de dire «on reste», de manifester son opposition à l'extension des implantations israéliennes (marginales dans le territoire).

Le docteur Abdelchafi laisse percer comme un soupçon de résignation : «Vous savez, personne ne veut prendre ma place, la situation est très complexe.» Et, sans

doute, quelque peu décourageante pour des hommes de cette génération et de ce profil politique.

Un centre «pour la non-violence»

Entre l'intégrisme montant et le nationalisme militant, modèle OLP, y a-t-il place, dans les territoires occupés, pour une autre forme d'action ? Moustarak Awad — le cinquantenaire robuste et décontracté — veut le croire. Il est l'archétype de l'activiste marginal, de ceux qui font sourire les «vrais militants» convaincus qu'il est naïf, sinon dangereux, de vouloir modifier en douceur les rapports de forces.

Il est né à Jérusalem dans une famille palestinienne chrétienne, de rite grec orthodoxe. Études chez les Frères, avant de se destiner, peut-être, à l'enseignement. En 1969, il fait l'objet d'un ordre d'expulsion : des tracts hostiles à l'occupant ont été trouvés dans sa voiture. Il a vingt-deux ans et, d'une certaine manière, la chance d'être alors pris en charge par des membres de la secte anabaptiste des mennonites qui l'envoient poursuivre ses études dans une de leurs communautés aux États-Unis, très exactement à Bluffton (Ohio, deux mille habitants).

Quelques années plus tard, il est docteur en psychologie. Au fil de ses études, il a découvert la non-violence et s'est mis en tête d'imposer cette forme d'action au pays. De retour à Jérusalem en 1983, il fonde avec quelques Israéliens le Centre palestinien pour la non-violence. Le projet peut paraître incongru et a d'ailleurs été

accueilli au départ avec scepticisme : trois ans plus tard, les actions du Centre feront la «une» de la presse arabe et israélienne de Jérusalem.

Tenue décontractée — jeans et tennis, — un ordinateur dans un coin du bureau, les œuvres du Mahatma Gandhi dans l'autre, Moustarak Awad explique : «L'occupation engendre une forme d'infantilisation de la population, une régression mentale. On finit par tout justifier par l'occupation : la passivité, la peur, l'inaction. L'occupation n'est pas seulement celle de la terre, c'est aussi celle des esprits.»

En 1983, le Centre mobilise avec succès les habitants d'un village décidés à s'opposer à la saisie de leurs terres par des colons. Devant les médias dûment convoqués, c'est un sit-in pacifique de familles déterminées et qui auront gain de cause.

Autre thème de campagne : la bataille pour la réunification des familles, afin d'obtenir des autorisations qu'elles ouvrent les territoires aux «Palestiniens de l'extérieur» qui y ont des parents (des couples sont ainsi séparés).

Tout cela peut, cependant, paraître un peu dérisoire, quand la rubrique «territoires» (ou Judées-Samaries) de la presse israélienne aligne presque quotidiennement son lot de violences et de contre-violences. D'une certaine façon, M. Awad en convient : «Il faudrait faire la paix maintenant, c'est le moment. Dans dix ou quinze ans, les figures dominantes dans les territoires seront certains des jeunes d'aujourd'hui, ceux qui se battent sur les campus, lancent des pierres, vont en prison. Ils ont été humiliés, ils seront radicaux, extrémistes, sans pitié. Tel est l'héritage de 1967.»

De notre envoyé spécial
ALAIN FRACHON.

Le 2 juillet, vous gagnez 20 km sur Paris-New York.

C'est énorme...

AVEC LA LIAISON ORLY-NEWARK, PARIS SE RAPPROCHE DE NEW YORK.

C'est bien beau de promettre des vols Paris-New York, mais malheureusement, avec la plupart des Compagnies, vous passez souvent plus de temps dans les taxis ou dans les couloirs, que dans l'avion. À partir du 2 juillet, non seulement nous vous offrons des vols quotidiens sur 747

avec tout ce dont peut rêver un voyageur exigeant, mais en plus, Paris se rapproche de New York. En effet, Orly est plus près de Paris et Newark est plus près de Manhattan. Plus petit que Kennedy, Newark est moins engorgé, donc moins de files d'attente aux bagages et à la douane. À Newark,

Continental Airlines dessert 50 villes des États-Unis en direct sur 113 desservies par la Compagnie, c'est normal quand on existe depuis 50 ans, avec aujourd'hui plus de 1500 vols par jour. Pour plus d'informations, prenez contact avec votre agent de voyages ou appelez-nous au (1) 42.25.31.81.



CONTINENTAL AIRLINES

Nous ferons tout pour vous conquérir.

Europe

ESPAGNE: triple consultation électorale

Les socialistes sont menacés dans plusieurs grandes municipalités

leur conviendrait pas, une fois le territoire passé sous l'autorité de Pékin. Le Livre vert propose toute une gamme d'options allant de l'organisation d'élections - l'an prochain ou à une date ultérieure - à l'absence complète d'élections. Ce débat s'ouvre alors qu'une sérieuse crise de confiance commence à se développer dans la population envers les garanties fournies par le régime communiste sur la perméabilité du capitalisme après la rétrocession.

Rolls-Royce font d'excellentes affaires. Pourtant, chacun sait que les 5,5 millions d'habitants de Hong-kong seront sacrifiés, si nécessaire, aux égoïsmes des grandes puis-

tivité du gouvernement de Hong-kong.»

sances. Londres risquera-t-il de compromettre ses relations avec Pékin pour préserver les droits des habitants de Hongkong? Personne ne doute que le « réalisme » l'emportera.

Aujourd'hui, parmi l'élite chinoise et internationale de Hong-kong, il n'est pas de bon goût d'être pessimiste. La confiance est le viatique des affaires, et celles-ci prospèrent. Les profits s'accumulent, les restaurants et les hôtels de luxe sont pleins, et les concessionnaires de

Partir à l'étranger

Depuis quelques mois se fait jour une perte de confiance de plus en plus nette de la part de la classe moyenne de Hongkong dans la politique de la Grande-Bretagne. Cette perte de confiance se traduit par une poussée d'émigration : au cours des cinq dernières années, 100 000 personnes ont obtenu des visas. Dans les

La campagne des avocats des libertés se heurte à plusieurs écueils. Tout d'abord, une opposition de la Chine, qui n'entend pas que Hongkong devienne un « abcès » de démocratisation, voire un foyer de contestation, qui pourrait gangrener tout le sud du pays. Ensuite, cette campagne n'est en rien soutenue par les grands capitalistes chinois de Hongkong : tout en diversifiant leurs avoirs à l'étranger, ils courtisent la Chine et partagent avec Pékin la même aversion pour une démocratisation qui pourrait compromettre la stabilité nécessaire aux affaires.

Autre facteur négatif : la classe moyenne de Hongkong n'a pas conscience de former une communauté. La tendance est de chercher à « s'en sortir » individuellement (en obtenant une nationalité) plutôt que de constituer une force politique dont tant les Britanniques que les Chinois devraient tenir compte. Enfin, les Anglais, théoriquement maîtres de la place, sont loin de faire preuve d'une volonté politique suffisante pour résister aux pressions chinoises.

Marge de manœuvre étroite pour Londres

Les Britanniques souhaitaient quitter honorablement Hongkong et assumer jusqu'au bout leurs responsabilités. Mais la marge de manœuvre est étroite pour Londres qui ne veut pas risquer de s'attirer les foudres de Pékin. C'est, semble-t-il, dans un souci d'apaiser les Chinois que les autorités de Hongkong ont prolangué en mars une nouvelle loi sur la presse, puissance la « propagation de fausses nouvelles » : une mesure qui a été interprétée à Hongkong comme une restriction de la liberté d'expression.

Le **premier communiste de Hongkong** a lancé une campagne préventive contre tout changement dans le système politique de la colonie. A l'occasion d'une récente rencontre entre le gouverneur de Hongkong, Sir David Wilson, et M. Xu Jiatian, le principal représentant de Pékin dans la colonie, ce dernier a insisté sur le nécessaire convergence entre le travail de la commission chargée d'étudier le futur statut de Hongkong et les propositions britanniques. Et en la majorité de la population de Hongkong se déclarait en faveur d'élections directes ? « Les vues de la majorité ne sont pas nécessairement ce qui est souhaitable », a répondu M. Xu. On ne peut être plus clair.

PHILIPPE FONS.

(1) Hongkong est gouverné par un conseil exécutif, présidé par le gouverneur nommé par Londres. Il est composé de 6 fonctionnaires et de 11 représentants des milieux professionnels et économiques désignés par le gouverneur. Un conseil législatif de 56 membres, présidé également par le gouverneur, est composé de 32 personnes nommées par lui, de 12 représentants des milieux professionnels et de 22 membres élus au suffrage indirect par un collège électoral.

■ **SRI-LANKA** : un appel du président à Jeyewardene, au chef de l'Etat srilankais a exhorté, mardi 9 juin, l'Inde à renoncer à la « violence et à la brutalité », ajoutant que le Sri-Lanka n'entrera jamais en conflit avec son voisin. Il a qualifié la « violence » adossée par les srilankais par l'Inde, la semaine dernière, de dix-septième « invasion » de l'Inde lancée depuis le territoire indien en deux mille cinq cents ans d'histoire. Au même moment, une manifestation de protestation rassemblant environ deux mille personnes et conduite par cent soixante-dix moines bouddhistes, s'est déroulée, sans incident, à Colombo, à propos de la démolition de la statue du dieu indien M. J. N. Dixit. (AFP, Reuters).

(Publicité)

**ET SI L'URSS
VOYAIT ROUGE ?**

Ce n'est pas un scénario de politique-fiction. Moscou a des plans d'intervention, dans le Golfe et en Syrie. Au cas où...

Dans le numéro de juin
d'ARABIES
en kiosques et en librairies
78, rue Joffroy, 75017 Paris
Tél. : 46-22-34-14

MADRID
de notre correspondant

Dans combien d'administrations locales le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) risque-t-il de perdre la majorité absolue ? Telle est la principale inconnue qui plane sur la triple consultation électorale de ce mercredi 10 juin. Les Espagnols sont invités à élire leurs députés européens, leurs maires et, dans treize communautés autonomes sur dix-sept, leurs Parlements régionaux.

Les derniers sondages indiquent qu'après une vague d'agitation sociale sans précédent, les socialistes pourraient enregistrer un recul plus sensible que celui annoncé par les premières estimations. Tout en restant — et c'est net — la formation recueillant le plus grand nombre de voix, le PSOE pourrait cependant perdre la majorité absolue dans les conseils municipaux de plusieurs grandes villes (y compris Madrid, Barcelone et Séville) et dans l'un ou l'autre Parlement autonome.

La principale formation d'opposition, l'Alliance populaire (conservatrice), ne semble pas toutefois profiter de ce recul, et les sondages prédisent même pour elle un certain tassement. C'est au contraire le CDS (Centre démocratique et social) de l'ancien président, M. Adolfo Suarez, et, dans une moindre mesure, les communistes de la Gauche unie qui semblent à même de récupérer une bonne partie

GRANDE-BRETAGNE : le scrutin législatif
L'intermède de Venise
a été un atout important
dans la campagne de M^{me} Thatcher

LONDRES
de notre correspondant

La campagne s'achève. Tous les observateurs s'accordent à souligner qu'elle a été pour les conservateurs la plus difficile depuis celle qui a porté M. Thatcher au pouvoir en 1979. Une semaine de Venise, une mi-journée de journée, mardi 9 juin, le «drame de fer» est aussitôt repartir en tournée électorale, puis décidée que jamais à prendre elle-même les choses en main et à manifester une assurance qui, voici quelques jours n'était plus de mise à l'États-majors des Tories. La crainte d'une accélération de la remontée travillait dans les sondages avait, en effet, causé une sérieuse alerte parmi les stratèges de la majorité.

Mercredi matin, vingt-quatre heures avant l'ouverture des bureaux de vote, ce baromètre qu'est la moyenne des sondages publiés par la presse montrait que la situation était, *a priori*, devenue meilleure pour les conservateurs. Ceux-ci demeurent nettement favoris avec plus de 42 % des intentions de vote et près de huit points d'avance sur les travaillistes, ce qui signifie théoriquement une majorité absolue dans le prochain Parlement.

La brève rencontre de M^{re} Thatcher avec les autres grands de ce monde, à Venise, aura été un événement important dans la campagne du prochain ministre, comme l'avait été, il y a quatre ans, un déplacement aussi rapide pour assister, à Williamsburg, à un précédent sommet des pays industrialisés, juste avant les dernières élections. Après le récent succès de sa visite à Moscou, M^{re} Thatcher a, sans doute, de

Les dirigeants de l'opposition le savent fort bien ; aussi n'ont-ils pas manqué d'accepter le premier ministre d'« abuser » de l'occasion en transportant la campagne sur une scène où ils ne peuvent se produire.

« Une gonolée sur le Grand Caméléon et une sérénade du président Reagan ne sauraient être les preuves d'un vrai leadership », a déclaré M. David Owen, tandis que M. Kinnoch reprochait à M^{me} Thatcher de s'être esquivée pour « la pose photo» la plus chère de la campagne, et d'avoir « tiré le store vénitien sur les réalités du débat électoral ».

Une longue interview du premier

ministre hundi, lors de la célèbre émission télévisée de la BBC « Panorama », à 625 l'un des grands événements de la campagne: M^{rs} Thatcher a certainement marqué des points en critiquant de nouveau la politique de désarmement nucléaire britannique, mais elle a également montré qu'elle n'est pas une naïve, en déclarant: « Je ne pense pas que si nous ne faisons pas de progrès dans la réduction de nos dépenses militaires, nous aurons le droit de nous plaindre si nous sommes les premiers à être envahis ». En fait, elle a dit: « Je ne pense pas que si nous ne faisons pas de progrès dans la réduction de nos dépenses militaires, nous aurons le droit de nous plaindre si nous sommes les premiers à être envahis ».

des électeurs mécontents du PSOE
Nombre de ces derniers, en outre
menacent cette fois, tout simple-
ment, de ne pas se rendre aux urnes.

Si, les prédictions se réalisent, M. Suarez a donc toutes les chances de se retrouver demain en position d'arbitre. Aussi les spéculations vont-elles bon train quant à la politique d'alliances que l'ancien président du gouvernement entend suivre. Durant toute la campagne électorale, les socialistes ont accusé le CDS d'avoir l'intention de passer son accord avec l'Alliance populaire. Sans trop y croire en fait, il s'agissait pour eux de connaître ainsi le véritable état d'esprit du CDS. Or, il s'est vu, autre manière de voter par la droite. M. Suarez, toutefois, n'a cessé de démentir de telles intentions et affirme aujourd'hui que son parti préfère rester dans l'opposition s'il n'est pas à même de gouverner en solitaire.

C'est en fait sur les prochaines législatives, qui devraient avoir lieu en 1989 ou 1990, que tous les hommes politiques ont d'ores et déjà les yeux fixés : si la PSOE perdait alors la majorité absolue, ce qui n'est peut-être exclu, l'appui de M. Suarez se révélerait indispensable, pour les socialistes comme pour l'Alliance populaire, pour la formation d'un gouvernement. Et les accords conclus aujourd'hui au niveau local par le CDS pourraient préfigurer ceux qui se noueraient demain au niveau national.

THÉRRY MALINAK

bataille si nous ne pouvions disposer d'armes nucléaires. »

Cependant, la presse a noté que avec une prudence qui ne lui est pas habituelle, M^{me} Thatcher a refusé de faire la moindre prédiction sur l'évolution de l'inflation, du chômage et de la fiscalité si le pays lui donne un troisième mandat. Le même jour elle a également manqué d'aisance durant une émission en direct où elle était soumise aux questions des électeurs. Elle a paru souvent désemparée par l'agressivité de ces derniers.

Alors qu'on lui opposait toujours l'apocryphe argument du nord de l'Angleterre, M^{me} Thatcher répondait que son gouvernement venait par exemple d'ouvrir un nouveau bureau à Nîmes, la plus grande centre commercial d'Europe». Elle s'est ainsi attirée une protestation cinglante : *« Nous ne voulons pas de centres commerciaux, nous voulons du travail »*. Elle a répliqué : *« Si la région n'a rien trouvé à répondre, sinon qu'elle n'était pas déclinée »*. Elle a zozillé à plusieurs reprises, pendant les dernières semaines, qu'elle s'était rendue à Fulen d'un bon pas. Elle a continué à dire : *« Je suis venue le jour le jour le prix d'une grille commode »*.
4 juin, et vivement déplorée, même par ses partisans les plus fidèles. A propos de son action jugée bien plus que doute : *« Le donateur de la statue n'est pas un homme d'affaires, mais un homme de se venger d'avoir été même reconquis au secteur privé »*.

Dans les circonscriptions « marginales »

Cette maladresse de M^{me} Thiebaut a contribué à provoquer le semaine dernière au QG du Parti conservateur un malaise d'autant plus inquiétant qu'il s'est produit au moment où plusieurs enquêtes d'opinion indiquaient que les travaillistes étaient en passe de rattraper, voire de dépasser, les Tories dans nombre de ces circonscriptions-clés dites « marginales », là où tout peut basculer, celles que soient les données des sondages réalisés à l'échelle nationale.

Un vent de panique a subitement soufflé dans les milieux d'affaires de la City, les juges et les optimistes quant aux chances de M^{me} Thatcher de remporter la victoire aux élections ont été sévèrement critiqués. Les manifestations de la campagne menées par le Parti conservateur, et celui-ci a dû se livrer à un réexamen de son organisation électorale.

L'agence Saatchi et Saatchi, qui depuis des années, a la haute main sur les campagnes électorales de la City a été tenue sur la sellette. Le *Financial Times* a estimé que la direction du Parti et ses conseillers étaient coupables d'une « absence de stratégie ». L'homme qui est chargé d'orchestrer les apparitions publiques de M^{me} Thatcher a déploré les « erreurs de tactique » qui ont été commises. « Nous n'avons jamais été aussi strictes qu'à l'habitude », a-t-il déclaré.

En effet, par crainte d'un attentat, tout particulièrement de la part de l'IRA, M^{me} Thatcher se déplace dans un autobus blindé et ne peut s'adresser qu'à une audience soigneusement sélectionnée.

FRANCIS CORNILLU

FRANCIS CORNU.

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

VILLE DE PARIS - ADJ. s/marché du
1/10e, chambre des notaires de Paris
le MARDI 30 JUIN 1987, à 14 h 30
UNE CHAMBRE à PARIS (12°)
42-44, RUE SIBUET
Mise à prix : 99 000 F
M^{re} Mahot de la Querantonnais,
Bellegarde, Lévêque, notaires associés 14, rue des Pyramides, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-31-12.

Vente au palais de justice de Créteil, le jeudi 18 juin 1987 à 9 h 30

APPARETLEMENT sis à VILLEJUIF

(94) 13 à 21, passage des Réservoirs

4 pièces, entrée, cuisine, salle d'eau, w.-c., cave

MISE A PRIX : 180 000 F

S'adresser à 1°) M^{re} Guilbert, avocat 117, avenue P.-V. Courcier,
94400 Villetiers-Seint-Denis. Tél. : 46-80-66-00. 2°) M^{re} Deron-Campan, avocat,
57, avenue de Saffres, 75007 Paris.

Tél. : 45-67-98-84 et tous autres avocats près le tribunal de grande instance de Créteil.

Vente sur saisie immobilière au palais de justice de Nanterre
le JEUDI 18 JUIN 1987 à 14 h

UN APPARTEMENT sis à SAINT-CLOUD
Dans un immeuble - 63, quai Carnot
de 5 pièces principales au 4^e étage avec cave

MISE A PRIX : 250 000 F

Syndicat, M^{rs} Wladimir et Irina Nityayev
T. : 47-47-25-30. SCP Courtais, Leroy, Ribaud, Durand, avocats,
17, avenue de Lamballe, 75016 Paris. T. : 45-24-46-30.

Vente sur seules immobilières au Palais de Justice de Paris
LE JEUDI 18 JUIN 1987 à 14 h. EN UN SEUL LOT

UN APPARTEMENT sis à PARIS 15-

Dans un ensemble immobilier 119-125, bd de Grenelle au n° 67, esc. D, comprenant
entrée, 2 pièces sur boulevard, une pièce sur cour, cuisine,
salle de bains, w-c, et une cave.

MISE A PRIX : **200 000 F**

S'adresser pour tous renseignements à : M. J. L. Gauthier, avoué au
barreau de Paris, docteur en droit (75011) 76, avenue de Wagram.
Tél. : 47-66-16-69 du lundi au jeudi entre 10 h et 12 h et sur les lieux pour visiter par
consulter les plans et les visiter les lieux le vendredi 18 juin à 10 h et 12 h.
Tél. : 47-66-16-69 du lundi au jeudi entre 10 h et 12 h.

Vente sur mise au palais de justice de Bobigny (93)
le **MARDI 16 JUIN 1987 à 13 h 30**

DANS UN IMMEUBLE A SAINT-DENIS
(Seine-Saint-Denis) 10, rue Pissal

APPARTEMENT, LOCAL D'HABITATION, 8 DÉBARRAS

1^{re} LOT	2^e LOT
UN APPARTEMENT	UN LOCAL
Ent. 2 ch., 1 s. cuis. w-c, éleg. de 30 m ² 100 f. : UN DÉBARRAS	d'habitation en 3 ^e et.
MISSE A PRIX : 1^{er} LOT : 10 000 F - 2^e LOT : 10 000 F	
DU 3^e au 10^e LOT : 10 000 F CHACUN	

Pour tous renseignements s'adresser à M^{rs} Fleury-Monzy, avocat en herbert de Bobigny, 22, rue Saunier à Paris 13^e ou à M^{rs} Fleury-Monzy, avocat à Paris 13^e, 60, rue Colonna, avocats 76, av. de Wagram à Paris 17^e, Tél. : 47-66-16-69.

Vente sur sureenchère de dixième après liquidation de biens, au palais de justice à Nanterre, jeudi 25 juin 1987, à 14 h.

UN ENSEMBLE IMMOBILIER à us. INDUSTRIEL

comportant divers bâtiments, un parc à matières premières et une aire de stationnement : le tout sur un terrain d'une SUPERFICIE DE 4 767 m², sis avenue des Grillottes, sans numéro et 11, 13, 15 rue Ernest-Renan

à NANTERRE (Hauts-de-Seine)

MISE A PRIX : 8 140 011 F

S'adr. M^{rs} Jean-Yves Toullec, avocat à Suresnes (92150), 8, rue du Retrait.
Tél. : 47-28-96-62 - M^{rs} Van Benden, avocat à Nanterre (92000), 43, affée du Tertre « Le Vallons » Tél. : 47-34-42-53 - M^{rs} Wisla, avocat à Neuilly (92200), 7, av. de Madrid. Tél. : 47-34-25-30 - M^{rs} Jolmoux, avocat à Paris (8^e), 43, av. de la Chapelle. Tél. : 47-33-04-40

An greffe des criées du TGI de Nanterre où le cahier des charges est déposé.
Sur les lieux pour visiter.

Europe

RFA : après les incidents de Berlin-Est

Bonn proteste mais évite d'envenimer la situation

BONN
de notre correspondant

Les heurts qui ont opposé lundi soir 8 juin à Berlin-Est les forces de police à trois mille jeunes venus du mur essayer d'écouter les concerts rock donnés au Reichstag, juste de l'autre côté de la ligne de démarcation entre les deux parties de la ville, ont suscité une vive émotion en Allemagne fédérale. Aussi bien en RFA qu'en RDA, les responsables politiques ont cependant évité d'envenimer la situation.

Par l'intermédiaire de l'agence officielle d'information ADN, Berlin-Est a préféré purement et simplement nié, contre toute vraisemblance, qu'il y ait eu des incidents, qualifiant les récits des journalistes de « pure invention de l'esprit ».

Si y a bien eu du côté ouest-allemand une démarque auprès des autorités de Berlin-Est, celle-ci s'est cependant bornée à démentir l'attitude des forces de l'ordre est-allemandes à l'égard des journalistes de RFA. Un caméraman de la chaîne de télévision ARD avait été violemment frappé par des membres de la police politique qui l'avaient interpellé. Plusieurs autres correspondants de radio ou de télévision s'étaient vu arracher leur matériel.

Le porte-parole adjoint du gouvernement, M. Schäfer, a vivement protesté mardi à Bonn contre cette violation des accords entre les deux pays sur le travail de la presse. Estimant que la violence injustifiée des forces de l'ordre « risquait de peser sur les efforts des deux États allemands pour promouvoir un dialogue et une coopération constructive », M. Schäfer a demandé que les responsables soient punis. Il s'est, en revanche, gardé de commenter directement le mouvement de révolte lui-même.

La retenue des commentaires de la classe politique ouest-allemande traduit tout d'abord une certaine gêne. Il n'est pas question d'entraver le rapprochement progressif qui s'est opéré ces dernières années entre la RFA et la RDA. Or ces incidents ne pouvaient pas plus mal tomber au moment où l'on repart à nouveau à Bonn d'une possible visite du chancelier allemand, M. Kohl. Au cours d'un voyage effectué la semaine dernière aux Pays-Bas, ce dernier avait lui-même indiqué qu'il tenait sa venue à l'Ouest pour la fin de l'année pour « vraisemblable ».

Le souvenir du 17 juin 1953

Que le manque d'enthousiasme de M. Erich Honecker et de son régime pour la politique de réformes de M. Mikhaïl Gorbatchev fasse l'objet à l'Ouest de constantes critiques est une chose. Mais on ne peut considérer en même temps des risques de dérapage que comporte une telle politique, en tout premier lieu à Berlin, où l'Ouest a bien du mal aussi avec sa propre jeunesse.

« La fièvre monte à Berlin », commentait, mardi, le *Süddeutsche Zeitung* de Munich, en traçant un parallèle entre la violence des groupes de jeunes et les craintes de débordement à l'occasion des manifestations prévues pour la venue du président Reagan, vendredi, à Berlin-Ouest, et les heurts de ce week-end à Berlin-Est. Quel qu'on pense du régime est-allemand, le souvenir du soulèvement spontané du 17 juin 1953, resté chaque année en RFA, agit comme un étonnant. C'est pourquoi de tout côté, on s'est empressé d'assurer que les événements de ce week-end n'étaient en rien comparables.

Le cri des jeunes de Berlin-Est — « le mur doit tomber » — fait tout autant peur qu'il ne réjouit. « Ce qui

MOSCOU : réjouissant

Un porte-parole officiel soviétique a jugé « bien » et « réjouissant » que des jeunes gens est-allemands aient scandé « Gorbatchev, Gorbatchev », lundi soir 8 juin à Berlin-Est, lors d'un rassemblement qui a tourné à la manifestation.

« Les jeunes sont pleins d'énergie, nous les encourageons (...) et nous ne sommes pas irrités du fait qu'ils clament « Gorbatchev, Gorbatchev ». Il y a plutôt des raisons de s'en réjouir », a déclaré M. Boris Piatychev, porte-parole du ministère des affaires étrangères en rappelant que le numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev avait « été récemment accueilli en RDA avec beaucoup d'enthousiasme ». M. Piatychev a également affirmé que « les dirigeants de la RDA et le peuple de RDA soutiennent pleinement la persévérance (réforme) dans notre pays et sont entièrement solidaires de toutes nos actions ». — (AFP.)

s'est passé, a assuré l'un des responsables du groupe parlementaire libéral, M. Burkhard Hirsch, montre que ce n'est pas de la fantasia, de la théorie. Mais ce n'est pas un objectif que l'on peut réaliser du jour au lendemain. Plus crûment encore, M. Günther Gans, ancien représentant de la RFA à Berlin-Est, a attiré l'attention sur ce qui aurait pu se passer si les jeunes de Berlin-Est s'en étaient pris au mur lui-même.

L'évolution récente et timide de la politique du gouvernement est-allemand en matière d'autorisation de voyages à l'Ouest montre qu'il n'est pas insensible au danger. Le chancelier Kohl s'était lui-même félicité, il y a quelques semaines, de l'accroissement important l'année dernière du nombre des visites de ressortissants de l'Est en RFA. Mais les reports continus de la visite de M. Honecker en RFA, l'échec des efforts entrepris par le bourgmestre de Berlin-Ouest pour tenter d'amorcer une normalisation des rapports entre les deux parties de Berlin à l'occasion du 75^e anniversaire de la ville, ou encore le maintien de l'ordre de tirer à vue sur les fugitifs qui tentent de franchir le mur, montrent les limites de cette politique.

De la gauche à la droite, on estime en RFA que les incidents du week-end doivent servir d'avertissement aux autorités de l'Est. « La direction de la RDA est appelée à reconnaître les signes des temps et à en tenir compte pour éviter que ne se reproduisent des éruptions comme nous en avons connu une fois », a souligné M. Hirsch.

HENRI DE BRESSON.

A Lublin, Jean-Paul II a retrouvé la foule... et Solidarité

LUBLIN
de notre envoyé spécial

Lublin (330 000 habitants) et sa région s'étaient vidées de toute leur population. Jean-Paul II a retrouvé, mardi après-midi 9 juin, la marée humaine. Le premier grand rassemblement populaire de son troisième voyage en Pologne avait lieu sur les terrasses de verdure qui bordent le nouveau quartier Czuby, à la périphérie de la ville. Des balcons d'immeubles et des chantiers en construction jusqu'à une voie ferrée distante de 3 kilomètres s'étaient une foule disciplinée et fervente, estimée à environ 1 million de fidèles.

La foule et Solidarité : des larmes du pape, vers 16 heures, les banderoles du syndicat dissous s'élevaient au-dessus des rangs serrés et des visages tendus. C'était le premier défi aux autorités mais aussi à l'épiscopat, qui avait formellement déconseillé l'utilisation de slogans pendant les rassemblements religieux. Les quelques dizaines de calliots ainsi tendus à bout de bras suscitaient cependant dans le public plus de surprise que d'applaudissements. On pouvait notamment lire sur les inscriptions : « L'amour et Solidarité vaincront, n'ayez pas peur », « Fidèles à Dieu et à la patrie », « Et à l'adresse du pape : « Solidarité souhaite la bienvenue à Jean-Paul II », « Solidarité avec toi », « Solidarité se réjouit avec les espoirs révélés ».

L'une de ces banderoles portait la signature de l'entreprise métallurgique voisine de Swidnick, qui, avec les chemins de Lublin, applaudit au cours de la cérémonie, avait été à l'origine de la première explosion sociale précédant les grandes grèves

de l'été 1980 dans les ports de la Baltique.

Il faut croire que le message a été compris par Jean-Paul II, qui, dans son homélie, a déclaré : « Ne sont-ils pas la lumière et le sel de la terre ces gens de foi qui, dans chaque secteur de la vie, mais spécialement dans l'activité terrestre, essaient de mettre en œuvre les prin-

cipes de l'Evangile, ceux de la solidarité, de la justice et de l'amour ? » Aucune réaction n'a été relevée à ce moment parmi les fidèles présents. En revanche, exaltant le rôle des prêtres appelés à « servir la dignité de l'homme et sa libération », le pape a fait longuement applaudir le nom du Père Jerzy Popieluszko, aumônier des sidérurgistes en grève à Varsovie.

assassiné à trente-sept ans, en 1984, par la police politique.

Jean-Paul II avait choisi Lublin pour parler des vocations sacerdotales et du rôle des prêtres. Le podium sur lequel était célébrée la messe, qui a duré plus de trois heures, avait été édifié près d'une église en construction, celle de la Sainte-Famille, symbole d'une Eglise polonaise au faite de sa puissance, encore renforcée par l'ordination de cinquante nouveaux jeunes prêtres.

La Pologne ne connaît pas de crise de vocations. Les séminaires diocésains sont pleins et, contrairement à la France, les congrégations religieuses apostoliques, c'est-à-dire engagées dans des tâches éducatives ou sociales, recrutent mieux que les ordres monastiques et contemplatifs. Le pape a loué le rôle des familles chrétiennes dont il fait le principal creuset des vocations religieuses et, au-delà de sa conception traditionnelle du ministère du prêtre, il a rappelé à la foule que le sacerdoce était « exigeant », dans un passage qu'il était difficile de ne pas rapprocher de la situation spécifique de la Pologne actuelle.

« Servez l'homme »

« La tâche du prêtre, a-t-il affirmé, est de servir Dieu, de servir les hommes, c'est-à-dire de libérer l'homme la conscience de sa dignité de fils et de fille de Dieu. » S'adressant aux cinquante jeunes diacres en soutane blanche encore ceints de leur étole, Jean-Paul II a ajouté : « Servez l'homme, servez l'homme dans la terre de Pologne où il y a un tel besoin de servir la vérité de l'Evangile, cette vérité qui libère chaque homme. » Fidélité, solidarité, vérité : tel semble être le triple message que le pape est venu, pour la troisième fois, apporter à la Pologne. Message immuable dans une situation toujours mouvante.

Avant de gagner Cracovie, la ville dont il fut l'archevêque, Jean-Paul II devait présider, mercredi, un nouveau grand rassemblement à Tarnobrzeg, dans une région rurale.

HENRI TINCQ.

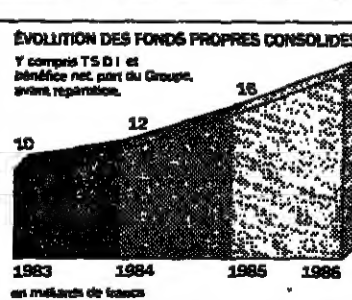
Nous pouvons aussi parler de solidarité financière.

Il y a longtemps que la Générale s'en préoccupe en faisant preuve d'initiative et d'innovation.

Dès 1984, nous avons été la première banque à émettre des Certificats d'Investissement Privés, pour 600 millions de F.

En 1985, nous avons procédé à une nouvelle émission de 700 millions, et lancé un emprunt de Titres Subordonnés à Durée Indéterminée, assortis de bons d'acquisition de CIP, pour un montant de 2 280 millions de F.

Après une nouvelle émission de TSDI de 500 millions de F en 1986, nos fonds propres consolidés s'élevaient avant répartition des bénéfices à 21 376 millions de F au 31.12.86. Nous avons en outre un stock de provisions pour créances de 26 470 millions de F.



Bientôt vous pourrez devenir actionnaire.

Renseignez-vous en appelant le (26.1) 47.30.44.11 ou Minitel : 3614 Générale

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

LE TALENT EN PLUS

URSS : consacrée à la restructuration économique

Une conférence restreinte a préparé le prochain plénum du comité central

Moscou (AFP). — Une conférence préparatoire au prochain plénum du comité central du PC soviétique s'est tenue les lundi 8 et mardi 9 juin à Moscou sous la direction de M. Mikhaïl Gorbatchev, a annoncé mardi l'agence Tass.

L'annonce de la tenue d'une telle réunion préparatoire restreinte avant une session plénière du comité central est tout à fait inhabituelle. M. Gorbatchev a ouvert cette conférence, dont il a également prononcé le discours de clôture, a précisé l'agence soviétique. La réunion, qui s'est tenue au siège du comité central, a été consacrée « aux questions relatives à la restructuration radicale de la conduite de l'économie, qui seront soumises à la discussion lors du prochain plénum du comité central ». Tass ne précise pas la date de ce plénum, officiellement prévu ce mois-ci, avant la session du Soviet suprême qui s'ouvre le 29 juin.

Selon la brève information de Tass — un compte rendu sera « rapidement » publié dans la presse, précise l'agence, — vingt personnes ont pris la parole au cours de cette conférence. Les orateurs étaient essentiellement les ministres des secteurs économiques, des dirigeants d'entreprise et les chefs d'administrations du secteur économique.

Le rapport sur « les principales orientations de la restructuration » de l'économie a été présenté par M. Nicolai Slonkov, membre suppléant du bureau politique, nommé secrétaire au comité central lors du dernier plénum, le 27 janvier. Etaient également présents, parmi les membres du bureau politique cités par Tass, MM. Egor Ligatchev (numéro deux du parti), Lev Zaitkov, Nikolai Rykov (premier ministre) et les membres suppléants Boris Eltsine et Nikolai Talyzine.

LIVRES

POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

Politique

Le débat à l'Assemblée nationale sur la publicité pour les alcools à la télévision

La majorité est divisée

Publicité politique, publicité pour les alcools : ces deux dossiers ont mis en émoi l'Assemblée nationale. Dans les deux cas, M. Jacques Barrot (CDS) apparaît comme l'empêcheur de légiférer en rond.

Le secrétaire général du CDS n'avait pu s'opposer à l'inscription dans la loi Létard sur l'audiovisuel de l'autorisation de la publicité, à la télévision, pour les partis politiques, dont l'initiative, soutenue par M. Jacques Toubon, revenait à M. Alain Lamassoure (UDF, Pyrénées-Atlantiques), proche de M. Giscard d'Estaing.

Les contraires, inquiets des mécanismes de financement des partis politiques ne veulent pas que leur soit offerte une nouvelle tentation. M. Barrot, s'appuyant sur les réserves de la CNCL, souhaite donc, à l'occasion de la discussion du projet de loi portant « diverses mesures d'ordre social », revenir sur cette autorisation. Ses amis de l'UDF sont divisés. M. d'Ornano (PR) soutient le CDS, mais d'autres membres du PR restent fidèles à leurs décisions passées. Après une longue discussion en réunion de groupe, le mardi 9 juin, il a été décidé que MM. Lamassoure et Barrot tentaient de parvenir à une position commune.

Entre le « non » et le « oui », la voie médiane est difficile. Le CDS

aimerait que l'étude de ce dossier soit renvoyée au lendemain de l'élection présidentielle, et après règlement du financement des partis politiques. Le RPR ne paraît pas prêt à l'accepter, d'autant qu'il a déjà fait réaliser quelques clips. Après en avoir discuté en réunion de groupe RPR, et malgré quelques réticences, M. Pierre Messmer a expliqué qu'il était difficile de revenir sur une loi si proche.

Le RPR et l'UDF ne sont pas tout à fait sur la même longueur d'onde pour la publicité en faveur de l'alcool. M. Barrot n'a pas oublié que M. Alain Chalandon, lors de la discussion de la loi renforçant les peines contre les chauffards alcoolisés, avait promis que la publicité serait réglementée. Il comptait profiter, discrètement, de ces DMOS pour contraindre le gouvernement à tenir sa promesse. Il a donc déposé un amendement restrictif. Mais M. Barrot, en annonçant le week-end dernier que serait interdite la publicité à la télévision et à la radio, a permis aux publicitaires et aux patrons de chaînes de télévision de développer une large offensive.

M. Chirac a dû arbitrer. Finalement, seul le petit écran serait interdit aux boissons alcoolisées. C'est tout juste acceptable pour M. Barrot, qui voulait aussi leur interdire les radios. C'est encore trop pour les

patrons de la Une, de la Cinq et de la Six. Les premiers ont fait savoir que cela leur ferait un manque à gagner de 120 à 130 millions de francs en 1987. Pour les seconds, il serait de 100 à 130 millions. Les uns et les autres ont prévenu qu'ils demanderaient que l'Etat compense d'une manière ou d'une autre ce manque à gagner.

Voilà qui inquiète M. Roger-Gérard Schwartzberg (app. PS, Val-de-Marne). Cublant qu'il était membre d'un gouvernement qui a autorisé la publicité pour les bières sur la cinquième chaîne, il se veut particulièrement vigilant. Il souhaite donc préciser qu'aucune compensation ne sera due aux propriétaires de télévision, car il craint que, par ce biais, le prix de vente de la Une ne soit diminué. On n'en est pas encore là. M. Barrot et M. Barrot continuent à négocier. Les lobbies font pression. M. Messmer a confirmé que le RPR suivait le gouvernement. Le principe d'une restriction de la publicité pour les alcools est donc acquis. Mais on ne sait pas encore quelle en sera la portée et qui en assumera la paternité.

Th. B.

Le professeur Claude Got dénonce le rôle joué par les « financiers des partis »

Ancien conseiller de M. Vail et de M. Jacques Barrot, le professeur Claude Got (hôpital Ambroise-Paré - Boulogne), spécialiste des problèmes d'alcoolisme et de sécurité routière, est l'un des principaux militants de la lutte contre la publicité en faveur des boissons alcoolisées. Il a été aussi l'un des principaux artisans de l'amendement déposé par M. Jacques Barrot (CDS), président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale.

« Vous pouvez résumer l'esprit de la réglementation que vous souhaitez voir adopter sur les boissons alcoolisées ? »

« Notre propos n'était pas seulement d'interdire la publicité pour les boissons alcoolisées à la télévision. Il ne s'agissait pas non plus de revenir à la situation antérieure à la fin de 1985 lorsqu'elle avait autorisé la publicité pour la bière sur les chaînes privées de télévision. Il s'agissait, pour nous, tout au contraire, de reconstruire une législation cohérente sur la publi-

cité pour l'alcool, après la condamnation de la France par la Cour européenne de Luxembourg (1). »

Il s'agit en effet de changer l'image que l'on donne de l'alcool en France, notamment en direction des jeunes. Il est totalement incohérent, en effet, de vouloir, dans le même temps, améliorer la sécurité sur les routes ou réduire l'augmentation des dépenses de santé tout en autorisant la publicité pour les boissons alcoolisées. L'alcool est un produit à part, que l'on ne peut pas promouvoir comme une saveur nette ou une lessive.

Comment expliquez-vous le recul de M. Jacques Barrot sur ce thème ?

« Notre position était défendue par l'ensemble du corps médical, avec une unanimité qui n'est qu'exceptionnellement observée. Elle avait aussi trouvé un très large écho auprès de nombreux parlementaires. A tel point que la commission des affaires sociales avait voté, le 5 juin, à l'unanimité (y compris les députés RPR),

l'amendement présenté par Jacques Barrot. Le seul recul observé avait alors été celui de la suppression de l'interdiction à l'affichage. Mais on avait vu que le gouvernement allait, par l'intermédiaire de M. Michèle Barzach, déposer son propre amendement visant le même objectif.

« Il ne fallait pas, dès lors, être un vieux routier du débat parlementaire pour savoir qu'un mauvais coup se préparait contre notre initiative. C'est que, dans l'intervalle, le groupe de pression des alcoolisés et des groupements de consommateurs avait réussi à faire valoir leur point de vue. Et les financiers des partis, responsables des campagnes électorales, avaient réussi à mettre en première ligne le ministre de la santé pour qu'elle présente un texte qui ne peut conduire qu'à une véritable catastrophe.

« Une catastrophe ? Quelles seraient, selon vous, les conséquences médicales et politiques de la nouvelle situation ainsi créée ?

« Le texte du gouvernement est défectueux à deux niveaux. D'abord, il rétablit la publicité à l'affichage, mais aussi sur les radios (y compris les radios libres) ainsi qu'à la télévision. C'est dire que cette publicité s'imposera à tous et surtout aux enfants. Mais plus inquiétant encore, la limitation du contenu des messages publicitaires n'est nullement assurée. Seules, trois interdictions sont prévues : l'association de l'alcool aux sports, au travail et aux véhicules à moteur. Les publicités qui mettent en scène par exemple le chanteur Renaud, afin d'induire des comportements de consommation de bière auprès des jeunes, ou encore celle montrant une jeune femme presque nue offrant « sa chemise pour une bière » seront toujours possibles.

En pratique, on pourra faire n'importe quoi. Ainsi, la majorité, loin de rattrapper l'erreur commise par la gauche et d'en bénéficier, continue à privilégier les problèmes d'élection et de financement des partis au détriment de la sécurité sociale et d'objectifs humains et sociaux. Une telle décision privilégie ainsi les intérêts de la communication, dont les politiques sont de plus en plus dépendants, au détriment des objectifs de santé publique.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

(1) La Cour européenne de Luxembourg a condamné en 1980 la France pour avoir adopté une position discriminatoire concernant la publicité à l'égard des boissons alcoolisées d'origine étrangère.

Vers l'adoption définitive du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail

L'Assemblée a adopté, le mardi 9 juin, le texte mis au point par une commission mixte paritaire (Sénat-Assemblée) sur l'aménagement du temps de travail. Le projet doit encore être approuvé par le Sénat pour devenir définitif.

En refusant en décembre 1986 de signer l'ordonnance Séguin sur l'aménagement du temps de travail, le chef de l'Etat avait fait valoir que le Parlement se devait de discuter au fond d'un texte de cette importance. En riposte, gouvernement et majorité avaient affirmé leur intention d'adopter ce texte le plus vite possible et sans l'amender. Le rapporteur du projet de loi devant l'Assemblée nationale, M. Etienne Pinte (RPR, Yvelines) a donc implicitement donné raison à M. Mitterrand puisqu'il a introduit en commission mixte paritaire (CMP) un amendement qui concerne l'un des points essentiels du dispositif, puisqu'il s'agit du travail nocturne des femmes.

Au cours des débats à l'Assemblée nationale, l'opposition avait estimé que le travail de nuit des femmes était contraire à la convention 89 de l'Organisation internationale du travail (convention ratifiée par la France en 1953). Le ministre des affaires sociales et de l'emploi, M. Philippe Séguin, et M. Pinte avait alors expliqué que cette convention prévoyait des dérogations. La majorité a finalement donné, en partie, gain de cause à l'opposition en introduisant en CMP un amendement qui revêt la formulation des conditions dans lesquelles le travail de nuit des femmes est autorisé, afin de mieux coller au texte même de la convention 89. Le texte original du gouvernement prévoyait que ce travail serait autorisé à « en cas de circonstances économiques et sociales l'exigent ». L'amendement Pinte adopté mardi 9 juin dans la nuit avec le texte de la CMP reprend les termes de la convention pour stipuler que, « lorsque, en raison de circonstances particulières, graves, l'intérêt national l'exige, l'autorisation du travail de nuit des femmes peut être suspendue » (...).

Au Sénat Création d'un institut consacré à la prévention et au traitement de la toxicomanie

Le Sénat a adopté dans la nuit du mardi 9 au mercredi 10 juin, le projet de loi relatif à la lutte contre le trafic des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal. Le texte, examiné par le conseil des ministres le 13 mai dernier, diffère sensiblement des intentions exprimées au septembre par M. Alain Chalandon, et qui lui avaient valu une vive opposition non seulement de la part des spécialistes et de la gauche, mais aussi des responsables de la majorité et de M. Michèle Barzach, ministre délégué chargé de la santé et de la famille.

Héroïne et cocaïne : drogues dures ; marijuana ou haschisch : drogues douces. Le législateur, toutes étiologies politiques confondues, se refuse à faire la distinction. Ce débat éternel, en apparence un autre : tabac, alcool et médicaments psychotropes peuvent conduire autant que le chanvre indien à la consommation de substances plus dures. Cette observation de M. Francis Staveland (PS, Rhône) ne convainc pas le garde des sceaux, pour qui la drogue occupe une « place à part » dans la liste des fléaux sociaux, car l'accoutumance y est très rapide et les ravages aussi immédiats que multifformes (délinquance,

SIDA...). Les sénateurs ont donc tous regretté « l'écueil » du projet qui leur était soumis.

M. Jean-Marie Giraud (RI, Calvados), rapporteur de la commission des lois, a certes reconnu une volonté accrue du gouvernement actuel pour lutter contre ce fléau, mais il lui demande plus. Il a obtenu un quasi-consensus de l'hémicycle pour la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies (INERIFT). Etablissement public placé sous l'autorité du premier ministre, cet institut devrait coordonner les actions de l'Etat qui relèvent de la formation des personnes, de la recherche scientifique sur les causes, la prévention ou le traitement des toxicomanies. M. Chalandon s'est montré sceptique sur une telle initiative.

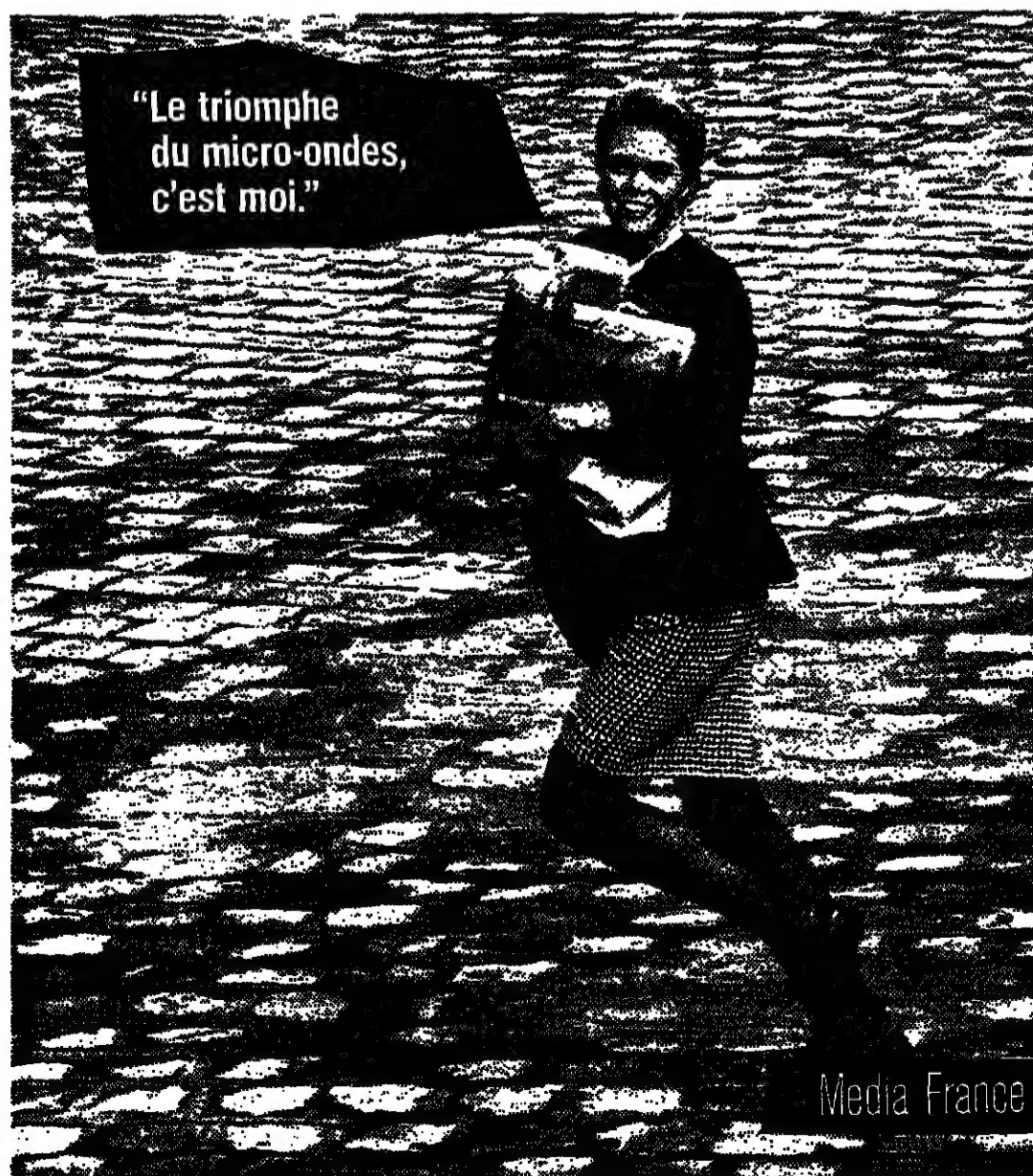
Malgré la vive opposition du PS et du PCF, est approuvé le système permettant au condamné d'être exempté de peine s'il permet, ayant révélé l'existence du groupe de trafiquants auquel il participe, de faire échec au trafic et d'identifier les autres personnes en cause. Sa peine serait réduite de moitié si son intervention permet ou facilite l'identification ou l'arrestation des autres coupables.

De même, la gauche s'est opposée à tout transfert de l'autorité judiciaire — « gardienne des libertés », rappelle-t-elle — vers l'autorité administrative pour décider de la fermeture des lieux de trafic. M. Giraud a été suivi par le Sénat dans son souhait de voir réduit de six à trois mois le temps de fermeture décidé par un commissaire de la République. A l'inverse, les socialistes ont obtenu gain de cause en allongeant de trois à six mois la durée de fermeture décidée par un juge.

Si les communistes s'y sont opposés, les socialistes ont accepté l'une des modifications envisagées par M. Robert Badinter dans son projet de réforme du code pénal et relatives au cumul des peines pour éviter l'absorption de la peine la plus longue par une peine plus courte.

M. Chalandon est suivi dans plusieurs de ses propositions. L'une introduit dans le statut général des militaires la possibilité pour un chef de corps de provoquer l'examen médical d'un militaire qui aurait commis une faute pouvant avoir pour origine la consommation de drogue. L'autre étend aux infractions relatives aux stupéfiants les dispositions de la loi de 1949 sur les publications destinées à la jeunesse.

ANNE CHAUSSEBOURG.



«Le triomphe du micro-ondes, c'est moi.»

MEDIA FRANCE. LES FEMMES QUI FONT LES GRANDS SUCCES.

En quelques années, le style de vie des Françaises a considérablement changé. Hier, les valeurs «familiales» étaient majoritaires. Aujourd'hui, 71% des Françaises ont basculé vers les valeurs de réussite. C'est un mouvement d'une ampleur extraordinaire. 3 titres y occupent une position stratégique unique : Marie France, Femme d'Aujourd'hui, Femme Pratique. Aujourd'hui, ces 3 titres se rapprochent pour former le Groupe Média France. Média France, c'est 3 millions de lectrices au cœur de cette révolution. 3 millions de lectrices «accablantes» car ce sont elles qui font la succès de toutes les modes importantes, destinées à durer. 3 millions de lectrices, représentées par une seule figure qui offre pour chacune des titres une info grande complexité, une disponibilité et une attention totale.

Media France = Marie France + Femme d'Aujourd'hui + Femme Pratique

Marcelle Bédout et François Fèvre dirigent le Groupe Média France. Gérard Mouchet est le responsable de la Régie. Téléphone : 02.01.50.01.

LA MERCEDES 190 VA SE MESURER A DE SERIEUSES CONCURRENTES.

vision

le rôle joué
rtis.

E.

Pratique

FNAIM

21.000 appartements et maisons à vendre à Paris et en région parisienne (service étendu à l'Yonne et à l'Oise) sur minitel

36.15 tapez LE MONDE puis FNAIM

Après avoir donné vos impératifs, vous obtenez une sélection personnalisée d'affaires disponibles, ainsi que les coordonnées des Agents Immobiliers FNAIM responsables de leur vente.

ABONNEMENTS VACANCES



FRANCE	ÉTRANGER (vols normaux)
2 semaines 76 F	2 semaines 145 F
1 mois 150 F	1 mois 261 F
2 mois 260 F	2 mois 482 F
3 mois 354 F	3 mois 687 F

Tarifs par avion, nous contacter :
tél. 42-47-98-72

Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin rempli en majuscules, DIX JOURS avant votre départ, et adressez-le avec le règlement correspondant à :

LE MONDE ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Je m'abonne au Monde du au
NOM Prénom
Mon adresse de vacances :
N° Rue
Localité
Code postal : Ville
Pays
Ci-joint mon versement F

Pensez à nous signaler vos changements d'adresse dès maintenant (10 jours de délai) en nous indiquant votre numéro d'abonnement ou votre adresse actuelle

Politique

Lendemain de crise dans la majorité

Remous et morosité au RPR

M. Alain Carignon, ministre délégué à l'environnement, président (RPR) du conseil général de l'Isère, maire de Grenoble, a annoncé, le mardi 9 juin, le report, à une date non précisée, de la rencontre entre jeunes ministres du RPR, du PR et du CDS, qui devait avoir lieu, jeudi dans sa ville, à son invitation. MM. Alain Juppé, Claude Cabane, Christian Bergère, M. Michèle Barzach et Michèle Alliot-Marie, pour le RPR, MM. François Léotard et Claude Malhuret, pour le PR, ainsi que M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, devaient participer à cette rencontre, à laquelle le premier ministre avait donné son aval le 25 mai.

« A l'heure où la cohésion de la majorité est réaffirmée et renforcée pour servir les intérêts de la France, estime M. Carignon, la tenue de cette rencontre aurait pu susciter des interprétations erronées, totalement étrangères aux motivations qui étaient

les siennes. » On a craint, côté RPR, que cette réunion n'apparaît comme une manifestation de solidarité des jeunes ministres autour de M. Léotard, inopportune au lendemain du conflit qui a opposé le ministre de la culture et de la communication, secrétaire général du PR, et M. Jacques Chirac.

Ce conflit « cause de tort » à la majorité, a déclaré, mardi, M. François Gillaume. Sans étiquette, mais proche de M. Chirac, le ministre de l'Agriculture a dénoncé les « gens qui se pensent capables de hautes destinées », alors qu'« il faut de l'expérience pour cela ». M. Gillaume juge aussi que « les attaques contre M. le Président sont injustes » et que le président du Front national « s'en est servi au maximum pour sa publicité ».

Alors que des responsables du Parti républicain en Franche-Comté ont lancé un

« comité d'appel » pour la candidature de M. Léotard à l'élection présidentielle, M. Jean Lecanuet, président du CDS, a refusé, mardi, au cours d'un déjeuner de presse, de citer le nom du candidat qui a sa préférence. Selon M. Lecanuet, « il serait préférable que les chefs de parti ne s'engagent pas en tant que tels au gouvernement ». Le sénateur, maire de Rouen, qui avait espéré le poste de ministre des affaires étrangères en mai 1986, estime que « quand on est ministre, on ne peut même pas parler de la politique de son ministère au-delà de celle qui a été arrêtée par le premier ministre et le président de la République ».

M. Chirac présidera, le 19 juin, une réunion du comité central du RPR, qui doit, après les années des 23 et 24 mai, être la baraque politique du mouvement. Un débat est prévu, à cette occasion, sur des « questions diverses »...

Ceux qui pensaient que les échos d'une émeute ou d'un tourment strictement réservé à l'UDF se trouvaient dans le dénouement de l'affaire Léotard a-t-elle plus d'un « moins-soldat » du RPR. « Nos militants ne comprennent plus rien, avons un appareil rattaché au RPR. Spontanément, ils ont applaudi le fermeté de l'attitude lancée par M. Chirac, mais, devant le résultat, ils s'interrogent maintenant sur son opportunité. »

Convoqués, selon la formule de ce même permanent de la rue de Lille, que « la hache de guerre n'est pas enterrée » avec le Parti républicain, les militants chiraquiens semblent également éprouver quelques difficultés à déchiffrer le sens caché des événements qui ont émaillé ces dernières semaines : de l'incident Noir au rapprochement surprise Barre-Chirac, en passant par l'affaire Léotard.

Le bureau du groupe RPR de l'Assemblée nationale a rapidement évoqué, le mardi 9 juin, les effets sur la majorité et le RPR des événements de ces dernières jours. Mais le président du groupe, M. Pierre Messmer, a jugé bon, avec ses amis, de repousser à huitaine l'examen de ce dossier par l'Assemblée des députés RPR. Le débat a toutefois été engagé dans les couloirs de l'Assemblée nationale.

« Une petite parenthèse »

« A quel cela a-t-il servi de taper du poing sur la table le mardi pour laisser le pavillon blanc le dimanche après le discours récidiviste de M. Léotard », s'insurge un ancien ministre. « C'est du Chirac tout craché, ironise un jeune député RPR. Il a foncé avant de se rendre compte qu'il allait provoquer une crise dont il ne pouvait maîtriser le déroulement. » « Le premier ministre ne pouvait rien faire d'autre, plaide en revanche M. Dominique Perben, député RPR de Seine-et-Marne. Il s'en sort d'ailleurs bien, car les Français comprennent qu'il gère une situation difficile. »

M. Jacques Limouzi (RPR, Tarn), d'ordinaire proche, cherche ses mots pour expliquer ce morose de « commedia dell'arte ». Il y voit la marque d'un « dépit amoureux » de M. Léotard vis-à-vis du premier ministre. Certains « facons » du RPR méritent, quant à eux, la « ressemblance » de M. Chirac sur le compte de l'absence, dimanche, de M. Charles Pasqua, en voyage officiel en Algérie. Un argument qui paraît peu plausible, le ministre de

l'Intérieur faisant partie, la semaine dernière, des ministres qui soulaient l'apaisement.

Si les points de vue divergent au sein du RPR sur la meilleure façon de sortir d'une crise, les « moins-soldats » chiraquiens se retrouvent unis pour tomber... à bras raccourcis sur le ministre de la culture. Les députés RPR ont fait le plein ce week-end dans leur circonscription auprès de leurs militants de propos peu amènes pour la « bande à Léo ». Timides, ils n'ont pas osé contredire leur base. « Léotard ferait mieux de s'occuper de son ministère. Pendant qu'il distille ses petites phrases, la Comédie-Française menace de fermer. » Un responsable RPR de la rue de Lille ajoute : « Il s'est dérobé aux yeux des

La chanson de Roland

M. Hector Roland, député RPR de l'Alsace, a répondu, le mardi 9 juin, à M. Léotard par un poème :

Si l'occin, je dirais à ce nouveau groupe
Qu'il veut mieux qu'il aille à l'œuvre
Où il est maître au fond d'un ministère
Il prendrait plaisir, à genoux et
En demandant à Dieu d'apaiser
son esprit.

François pour un bout de temps. En période de crise, on ne polémique pas de cette façon.

Dans la Lettre de la Nation de mardi, Pierre Charpy écrit : « Chef de parti ou pas, un ministre est au gouvernement pour faire son métier de ministre. »

Le ciel entendrait-il la Chanson de Roland ? (voir encadré). Jusqu'à quand durera l'apaisement ? s'interroge avec inquiétude les députés RPR. A l'image de l'un des leurs, M. Alain Peyrefitte (RPR, Seine-et-Marne), qui se demandait mardi dans le Figaro si « la petite crise » de la semaine dernière n'en cachait pas « une grande », les élus RPR sont dans l'ensemble sceptiques.

« Rien n'est résolu. Il y a pas de chances que Léotard s'écrase. Peut-être aura-t-on une petite paren-

thèse », avance prudemment un élu RPR. « Les choses vont se tasser un moment. Mais le spectacle est aujourd'hui étonnant : les ministres sont déjà pratiquement paralysés en matière d'action gouvernementale, ils se sont mutuellement en matière d'expression politique », s'étonne un autre député RPR.

M. Toubon contesté

Alors que l'UDF sort plutôt renforcée de l'agitation de ces derniers jours, le RPR tousse. Tous les partis de gouvernement, les gaullistes jadis, le Parti socialiste à partir de 1981, ont connu cette difficulté à exister. Le parti de Jacques Chirac n'y a pas échappé depuis le 20 mars 1986, et l'affaire Léotard a été l'occasion pour certains membres du RPR de mettre le doigt sur les carences d'un parti qui ne jouerait pas, selon eux, suffisamment son rôle de relais de l'action gouvernementale. Ces critiques, en fait, s'adressent directement à M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, dont les propos, au moment de l'affaire Léotard, ont été jugés par certains trop « brouillons ».

Au groupe et rue de Lille, des voix se font entendre pour lui reprocher de ne pas tenir suffisamment le parti et d'être trop dispersé. Ses multiples casquettes — secrétaire général, président de la commission des lois, député de Paris, maire du treizième arrondissement — Tempéreraient de se consacrer pleinement à sa tâche première : préparer la machine RPR pour la grande bataille de 1988. Certains auraient vu d'un bon œil un remaniement ministériel qui aurait permis à M. Toubon d'entrer au gouvernement afin de libérer le secrétariat général du RPR. De mauvaises langues ajoutent également que cela aurait empêché le président de la commission des lois de se répandre, en privé, en critiques contre certains membres du gouvernement. Cette proposition de M. Toubon irrite au plus haut point Matignon, qui le lui a fait savoir.

« Je fais mon boulot... »

L'intérêt hausse les épaules : « Si je suis critiqué, c'est que je fais mon boulot. Si je ne le faisais pas, on me laisserait en enfer », déclare M. Toubon. « La parodie, c'est que certains de nos partenaires nous accusent de trop exister, ironise-t-il. Dès que l'on entre en campagne, tout cela disparaît. » « Quant à ceux

qui affirment que le RPR s'est vidé le 20 mars de ses forces vives au profit des ministres, ils ignorent, affirme M. Toubon, que, avant le 16 mars, ce n'étaient pas MM. Séguin, Noir, etc., alors secrétaires nationaux, qui faisaient tourner la machine. »

La « bande à Juppé » commencent également à susciter de vives critiques, notamment parmi les députés les plus anciens et ceux qui n'exercent pas de responsabilités. La semaine dernière, en réunion de groupe, un député RPR a dénoncé les civilisations qui ont le culte de la jeunesse : « Cela débouche sur la décadence ». Au RPR, on chiese en moins, autour du chef, et pas en bande, rappellent ces regards. Les militants voient également d'un mauvais œil ces jeunes ministres qui semblent se faire une publicité personnelle au détriment de la solidarité gouvernementale. A cet égard, l'affaire Noir comme les coups de téléphone de soutien passés par certains de ces jeunes ministres RPR à M. Léotard ont été perçus comme d'inqualifiables actes de trahison.

Après la première cohabitation avec le chef de l'Etat, la seconde avec l'UDF, M. Jacques Chirac doit, d'ici à 1988, gérer une troisième cohabitation : celle au sein de son Rassemblement, sinon de deux générations, du moins de deux sensibilités qui, au fil des mois, s'affrontent et surtout s'affichent de plus en plus ouvertement.

PIERRE SERVANT.

La commission Nuoli est constituée. — La commission chargée d'examiner la proposition de résolution du RPR, de l'UDF et du FN portant mise en accusation de M. Christian Nuoli devant le Haute Cour de justice, a été constituée, le mardi 9 juin à l'Assemblée nationale. Elle se réunira pour être son président et son rapporteur le jeudi 11 en fin de matinée.

Elle est constituée : pour le PS de M. Michel Delobere (Nord), M. Martine Frachon (Yvelines), M. Pierre Joux (Seine-et-Marne), Christian Lauer (Lot-et-Garonne), Louis Mercadier (Calvados), Dominique Saint-Pierre (MRG, Ain) ; pour le RPR de MM. Jean-Louis Debré (Eure), Patrick Devedjian (Haute-de-Seine), André Fonton (Calvados), Yves Guéhen (Dordogne) ; pour l'UDF de MM. Jean-François Duriau (Cher), Michel Harnade (Var), Albert Marry (Tarn) ; pour le PC de M. Georges Hage (Nord) ; pour le FN de M. Georges-Paul Wagner (Yvelines).

IBM PC XT

7500 F*

640 Ko de mémoire centrale
• Clavier AZERTY
• Ecran mono
• DOS 3.3
• Garantie nationale de 12 mois.

Bisof c'est aussi :
• Les logiciels
• Les réseaux locaux
• Les connexions grande site
• La formation
• Le service de maintenance.

Contactez nous rapidement.

BISOFT
35 bis, rue Victor Hugo - 92400 COURBOVOIE LA DEFENSE
Télax : 615 572 - Télécopie : (1) 43.34.98.90
(1) 47.89.50.47

LOISE
OXFORD INTERNATIONAL SCHOOL OF ENGLISH
L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

SPECIAL ETUDIANTS

JULIET/AOÛT/SEPTEMBRE

Programme intensif d'anglais : 4 à 6 heures de cours par jour : conférences - séminaires - workshops
Programme d'activités - excursions - hébergement en famille et/ou sur le campus.

LOS ANGELES	4 semaines en famille	4 900 F
BERKELEY	2 semaines en famille + 2 semaines en campus	7 500 F
PHILADELPHIE	4 semaines en campus	6 700 F
LONDRES OXFORD	3 semaines en famille	3 890 F
CAMBRIDGE	1 semaine supplémentaire	840 F
EDIMBOURG DUBLIN		

Pour une information gratuite, s'adresser à :
BRITISH EUROPEAN CENTRE
4, rue Montmartre 75002 Paris Tél. : 01.46.36.57

CLASSE 200-300. TOUTES LES SENSATIONS DE LA 190. EN GRANDE DIMENSION.



Comme vous avez pu le remarquer, les meilleures choses sont souvent disponibles en deux formats. Ainsi, les sensations Mercedes. Version compacte avec la 190. Vous connaissez ? Une taille au-dessus avec la Classe 200-300. La voici. Sensations à découvrir, vous entrez dans la dimension technologique Mercedes.

Sensation de sécurité, elle vous attend à chaque tournant. Au volant d'une Classe 200-300, vous prenez le danger de vitesse. Vous disposez de 109 à 188 ch DIN* dressés par Mercedes, toujours prêts à réagir. De la puissance en réserve, parce que c'est quand on double que la sécurité doit se dépasser. Alors, accélération canon : de 0 à 100 en 7,9** sans déplacer

d'air, grâce à son CX de 0,29*. La sportive est au rendez-vous, affichant allègrement un 228 chrono sur circuit*. Sensations, sensations, que Mercedes préfère de loin aux émotions fortes. La Classe 200-300, c'est la puissance des chevaux, c'est aussi celle de l'électronique. Système ASD** pour coller à la route. Système ABS* pour freiner comme sur des rails.

Système 4-matic** : les réflexes circulent à la vitesse de la lumière et vous domptez tous les virages. Sensation de maîtrise absolue, sensation de bien-être. Volume, silence et performances, voilà comment Mercedes vous prouve que l'on peut concilier grande famille et plaisir de conduire.

 MERCEDES-BENZ

*modèle 300 E BM 5 - ** en option. Mercedes 300 E BM 5. Consommation normes UTAC : 6,8 l à 90 km/h - 8,7 l à 120 km/h - 12,7 l en parcours urbain

Société

Le procès de Klaus Barbie

« SS et SD avaient un pouvoir absolu »

LYON

de notre envoyé spécial

Ce que l'on pouvait craindre s'est produit. Avec le début des auditions des témoins « d'intérêt général », mardi 9 juin, les procès Barbie a changé de ton sinon de nature. Car ces témoins « d'intérêt général » ont montré, paradoxalement, qu'ils avaient plus à dire que ceux qui avaient déposé sur les faits et qui, par conséquent, avaient apporté contre l'ancien SS des accusations précises. Alors que ces derniers avaient, dans l'ensemble, fort bien réussi à montrer, en reliant ce qu'ils avaient subi, la réalité de l'idéologie nazie, leurs successeurs à la barre, en dépit de la longueur de leurs propos, n'ont pas ajouté grand-chose à cette réalité. Le procureur général, M. Pierre Truche, avait d'ailleurs fort bien exposé, comme à son ordinaire, avant qu'ils soient appelés, le risque encouru.

« On ne peut, avait-il dit, témoigner devant une cour d'assises que sur les faits reprochés à l'accusé ou sur la personnalité et la moralité de ce dernier. On doit écarter toute déposition qui ne concerne ni les faits ni l'accusé, car on ne peut faire porter sur les épaules d'un seul tous les crimes de même nature que ceux qui sont retenus contre lui. On risque autrement des déviations et des points n'ont besoin d'être rajoutés. » Cependant, avait enchaîné M. Truche, s'agissant de crimes contre l'humanité, il s'agit de crimes résultant d'un complot organisé dans le cadre d'une politique d'hégémonie. Et cela, il faudra que je l'établisse. Alors, je comprends que l'on parle du nazisme en général, mais il ne faut pas faire porter non plus à Barbie le poids d'actes pour lesquels il a déjà été condamné ou qui ne lui sont pas reprochés. Sinon nous partirions vers une dérive dangereuse. »

M. Jacques Vergès ne pouvait qu'approuver.

« Vous n'êtes pas là, avait-il dit de son côté aux jurés, pour condamner une idéologie politique qui, d'ailleurs, n'en disparaîtrait pas pour autant. Vous êtes là, comme toujours dans un procès, pour décider du sort d'un homme et de lui seul. C'est cet homme que vous avez à juger, contre lequel vous avez entendu beaucoup d'accusations et

parfois véhémentes. Mais vous savez très bien qu'il ne saurait être tenu pour responsable de toutes les morts de tous les camps. »

La pureté de la race

Sur quoi sont donc venus les premiers témoins « d'intérêt général » ? M. Guy Serbat, professeur émérite à la Sorbonne, allongé sur un fauteuil d'infirmerie, fut le premier. On mesura très vite que sa déposition ne concernait en rien l'affaire Barbie. Commandant militaire en second des FTP de la zone sud en 1943, il voulait savoir pourquoi on avait été, depuis ce temps, « si discrets » sur la raison des arrestations qui avaient démantelé, en mai 1943, l'état-major des FTP.

« Il y a, dit-il, un mystère qui ne s'explique que par le fait que ces arrestations furent la conséquence de la trahison d'un officier soviétique qui s'appelle Lucien Litt et qui était un agent de la Gestapo. »

« Vous savez, fit observer le président Cerdin, que vous déposez là sur des faits dont la cour n'est pas saisie. »

M. Léon Pollakov, directeur honoraire au CNRS, entendait parler, lui, d'un sujet auquel il a consacré de longues recherches et plusieurs livres : les origines et les développements en Allemagne de ce qui devint pour Hitler une obsession : la pureté de la race. Il a donc repris, textes à l'appui, les théories nazies déjà formulées dans *Mein Kampf*. Il en a montré l'évolution de 1930 à 1941 avec les lois de Nuremberg, les lois dites « d'hygiène raciale », tout un système, dit-il, qui visait à faire des handicapés, des juifs, des Tziganes, des pasteurisés et des exclus. Il a rappelé comment, derrière les troupes du III^e Reich qui avançaient en Pologne puis plus tard en Russie, opéraient des commandos spéciaux chargés de liquider les juifs, la famille par famille. Il a cité les camps de la mort ouverts dès cette époque et qui se nomment Sobibor, Treblinka, Majdanek, Chelmno. « Dès l'été 1942, dit M. Pollakov, la BBC avait fait état d'informations, mais on n'y croyait pas. On mettait cela sur le compte du brouillage de crânes et de la propagande. »

Et M. Pollakov a insisté aussi sur la politique du secret, sur les com-

ptes données aux participants à ces massacres de ne jamais en parler en public.

M^{me} Geneviève de Ganille, déportée à Ravensbrück, aujourd'hui présidente de l'Union nationale des associations de déportés, internés et leurs familles (UNADIF), a renouvelé les récits déjà entendus, en y ajoutant toutefois quelques notes complémentaires.

« Quand nous avons quitté Compiègne, se souvient-elle, un de nos gardes, un vieux soldat allemand, nous a dit : « Vous allez beaucoup souffrir. » Nous le savions, mais nous n'imaginions pas la réalité. Nous l'avons mesurée quand il a

cinquante personnes, cent quatre-vingts en l'assant bien. »

Elle conclut : « Ainsi avons-nous pu apprendre à nos dépens ce qu'était la doctrine nazie. »

M. Jacques Delarue est un ancien commissaire divisionnaire de la sûreté nationale, arrêté sous l'Occupation, réintégré à la Libération. Il a en sa possession des dossiers ouverts contre des membres de la Gestapo et leurs auxiliaires. Comme il a recueilli alors beaucoup de dépositions, comme il a eu en main de nombreux documents, il s'est fait, l'heure de la retraite venue, historien de cette organisation de la police allemande. Il a raconté com-

Ancien commissaire divisionnaire de la Sûreté nationale, M. Jacques Delarue s'est fait historien de la Gestapo et de ses auxiliaires. Son témoignage a apporté d'intéressantes précisions.

fallu sauter des wagons au bout du voyage, sous les projecteurs, dans les hurlements des SS, les aboiements des chiens. Nous avons vu alors des camarades arrivés avant nous et qui n'avaient plus de regard. Ce n'était plus un monde d'humains. Et tout ce qui a suivi n'a cessé de nous l'apprendre. Le délai de survie qui nous était consenti ne l'était que dans cette condition que nous étions faits de sous-hommes, inférieurs même à l'esclave. »

Elle a aussi parlé des enfants qui étaient là, sans mère, et qui jouaient à quoi ? Au camp de concentration, l'un était SS, les autres les déseussés. Elle a vu noyer des nouveau-nés dans des seaux : il fallait vingt à trente minutes. Elle a connu des compagnes polonaises soumises à des expériences cruelles, des Tziganes stérilisées.

« Et Ravensbrück n'était pas un camp d'extermination. C'était un camp ordinaire. J'y ai vu une petite fille tuée à coups de bêche. Tout cela ne posait aucun problème. Plus tard, au début de 1945, on a commencé à supprimer les incapables de travailler, par arme à feu. Mais cela leur paraissait déplaçant et pas commode. Alors ils ont installé une petite chambre à gaz pour cent

ment s'organiser le système policier de 1933 à 1939. Il a exposé comment les SS et le SD, police du parti, prirent tout en main, dominant les militaires une fois la guerre venue. Il a rappelé que la France occupée se retrouvait avec un système calqué sur celui qui existait en Allemagne.

« SD et SS, dit-il, avaient un pouvoir absolu. C'est eux qui proposaient à Paris, pour transmission à Berlin, les mesures d'interdiction que l'on disait, avec ce langage particulier, « interdiction de protection », et les propositions revenaient toujours sans être remises en cause. »

« C'était, a-t-il ajouté, le régime du bon plaisir. La Gestapo pouvait faire fusiller des gens qui n'avaient pas été condamnés par des tribunaux militaires, comme elle pouvait transformer en déportation des condamnations à mort prononcées par ces mêmes tribunaux. Cela dit, si les gens du SIPO-SD pouvaient tout faire, ils n'étaient pas obligés de le faire. D'où des comportements extrêmement variables. On a vu, par exemple, certains demandant leur affectation dans des unités combattantes et l'obtenir sans difficulté. Il ne faut pas croire à une perte d'autonomie. Cela dépendait des personnalités. »

Ceux qui ont pu parler

Ainsi il apparaît à M. Delarue que si Barbie fut envoyé à Lyon c'est parce que Lyon était considérée comme une ville importante et qu'il convenait d'y placer des hommes sûrs. M. Delarue devait encore préciser certains points : « Le SIPO-SD ne disposait que de deux mille cinq cents à trois mille fonctionnaires, ce qui est très peu. Mais il avait aussi à sa disposition des régiments de police ainsi que la Feldgendarmarie. En France, la police de Vichy lui apportait son concours, ainsi que la milice. Moyennant quoi on peut estimer que trente mille à cinquante mille personnes lui ont aussi fourni des informations, les uns une fois, les autres en permanence. Comme il serait injuste et faux de dire que tous les Allemands étaient des nazis, il serait tout aussi stupide et non moins faux de dire que toute la France fut collaboratrice. »

« Je rappelle, en effet, que, si cinquante mille personnes ont pu dénoncer et collaborer, il y a eu deux cent mille déportés, vingt-sept mille fusillés, auxquels il faut ajouter tous ceux qui se trouvaient dans les Forces françaises libres et dans les maquis. La France c'était donc cela. Quant à ceux qui ont pu parler sous la torture, qui auront le courage de les juger ? Pas moi en tout cas. »

Ce fut la déposition la plus intéressante de la journée.

M. Maurice Kriegel-Valrimont, ancien député communiste, fut, lui, davantage un homme de tribune que de procureur. Il renoua aux origines du nazisme pour dénoncer les démocrates qui « laissent faire », d'abord en ne réagissant pas à l'occupation de la Rhénanie, puis en signant les accords de Munich en 1938.

M^{re} Vergès devait cependant l'attaquer sur un point. C'est que M. Kriegel-Valrimont fut arrêté à Lyon par la police de Vichy en 1943, avec Raymond Aubrac, et remis aux Allemands, qui les rendirent ensuite aux Français. Ils devaient tous s'écarter de l'hôpital de l'Antiquaille.

« Comment, demandait-elle, M^{re} Vergès, un homme comme Barbie a-t-il pu tenir pour mensonge des gens qui, selon un rapport du procureur de la République de Lyon de l'époque à son procureur général, apparaissent comme des membres d'un réseau de Résistance ? »

M. Kriegel-Valrimont a rétorqué que, comprenant l'allemand, il avait pu mesurer que les hommes de Barbie ne disposaient pas contre lui d'éléments sérieux, et il put faire admettre qu'il se livrait seulement à de vaines opérations de marche noir sur le sucre.

La machine à tuer du III^e Reich

Général allemand en retraite de la Bundeswehr, ancien député au Bundestag, M. Gert Bastian vint dire deux choses. D'abord, que ce procès était « aussi important pour l'opinion allemande que pour l'opinion française, mes compatriotes les plus jeunes n'ayant pas connu les horreurs du système nazi et devant être renforcés dans leur volonté de tout faire pour que ça ne se reproduise jamais. »

Ensuite, que Gestapo et Wehrmacht ne peuvent être comparées,

que les membres de la Gestapo n'étaient pas des militaires, mais « un élément capital de la machine à tuer du III^e Reich ». Celui qui en était membre, dit le général Bastian, ne peut donc prétendre avoir agi sur ordre.

M^{re} Vergès se fit un malin plaisir de demander au témoin ce qu'il avait fait pendant la deuxième guerre mondiale.

« J'avais été avec quand Hitler est arrivé au pouvoir et, pendant mon adolescence, j'ai effectivement subi la propagande perfide qui me faisait croire que ma patrie était en danger. Je me suis donc engagé en 1941 dans la Wehrmacht, au moment de l'attaque contre l'URSS. »

« Ainsi, dit M^{re} Vergès, le témoin admet avoir été intoxiqué, mais se trouve des excuses qu'il ne semble pas accorder à d'autres. »

« Non, je ne cherche pas à m'excuser. C'est un reproche que je me fais encore aujourd'hui. Mais je n'ajoute pas, moi, en ce temps-là, l'âge d'un adulte capable de vraiment juger. »

Quant à M. André Tourné, ancien député, il a donné un récit lyrique de ses activités à Lyon et dans le Rhône à la tête des groupes FTP. Il a parlé d'un projet d'attaque contre le prisonnier Montau, auquel il a dû renoncer, et de la tuerie qui inspira alors Klaus Barbie.

Ainsi est allée une journée déconcertante, étreinte en longueurs inutiles, pour la simple raison que tous ces témoins se croyaient sincèrement dans la même prestation-respectueuse. Fastidieux car le temps de la parole est un temps précieux. Les propos de M. Bastian ont été interrompus par M. Vergès. Trois jours sont encore prévus pour l'audition de ces témoins dit « d'intérêt général ».

JEAN-MARC THÉOLIERE.

La mort d'un jeune Turc dans le Loiret

Deux policiers ont été inculpés de coups et blessures volontaires

ORLÉANS de notre correspondant

Une information judiciaire a été ouverte après la mort d'un jeune Turc, Muhammad Inik, quatorze ans, tué par une patrouille de policiers, lundi 3 juin, à Châteauneuf-sur-Loire (Loiret) alors qu'il circulait au volant d'un véhicule volé (le *Monde* du 10 juin). Après avoir été placés en garde à vue, deux policiers, MM. François Miralles et Jean Matout, ont été inculpés pour coups et blessures volontaires avec arme ayant entraîné la mort sans intention de la donner, mais ont été laissés en liberté sous contrôle judiciaire.

On a vraiment frémi l'incident à Montargis, de 21 h 30 à 3 heures du matin pendant la nuit de lundi à mardi. Environ trois cents personnes appartenant à la communauté turque se sont massées devant le commissariat où quelques vannes ont été brisées après la triste équipée de police qui a abouti à la mort de Muhammad. « Nous sommes très solidaires », affirme M. Yildiz, responsable de l'association locale des Turcs. Nous ferons tout pour garder notre calme. La justice et la vengeance sont profondément ancrées en nous mais nous ne demandons que la justice. »

Il est 19 h 15, lundi 3 juin, une patrouille de trois policiers — quatre selon certains témoins — à bord d'un break 305 Peugeot, prend en chasse une camionnette qui vient d'être signalée comme véhicule volé. Un ou plusieurs coups de feu partent en direction du véhicule dont la vitre arrière vole en éclats. La poursuite s'accroît. Au carrefour Allende, la camionnette heurte l'arrêt central et s'immobilise. Deux policiers qui ont mis pied à terre longent chaque côté

du véhicule. Les versions diffèrent alors.

Selon la police et le procureur de la République de Montargis, M. Alain Perrin, la camionnette rebrousse. Soudain, le policier à la main coincée sur la portière du conducteur. Son collègue placé sur le flanc droit tire alors un coup de feu par la porte glissière. La balle, semble-t-il, pénètre latéralement dans le thorax puis traverse le bras gauche de Muhammad. Méprise, légitime défense ?

« Impossible », répond Ayman Sall, lycéen d'origine turque et camarade de Muhammad qui se trouve par hasard sur place. « Ils ont surgi le long du véhicule, l'un a tenté d'agripper le chauffeur, l'autre a ouvert la porte coulissante latérale et tiré deux coups de feu... Puis le véhicule est reparti. Muhammad est passé à quelques mètres de moi, son visage était blanc. »

La poursuite continue. 300 mètres plus loin, la camionnette s'engage brusquement, en heurtant un pylône, sur le parking d'un supermarché. « Nous allons fermer, explique le gérant du magasin dont le témoignage est appuyé par ses employés. A l'intérieur du véhicule, le jeune homme était à moitié couché sur son volant, comme dans les films policiers. Les policiers qui le saisirent ont tiré sur les pneus sans les atteindre. Au bout du parking, la camionnette a zigzagué de nez dans un fossé. Quelques instants plus tard, les policiers sont remontés tranquillement, par les pieds et la main gauche menottée, un corps ensanglanté, pratiquement inerte, puis l'ont déposé sur le macadam. Ils ont appelé les pompiers ». Muhammad est mort avant d'être transféré à l'hôpital.

RÉGIS GUYOTAT.

La fusillade de l'avenue Trudaine aux assises de Paris

Témoins incontestés

Ah ! les bons témoins, qui savent d'instinct ce que témoigner veut dire ! Mais oui, ils existent, et on avait fini par l'oublier. Dans cette dernière semaine du procès d'Action directe, alors que les débats finissent tout de même par prendre un brin de consistance, le président Xavier Versini a laissé filtrer son admiration pour le docteur Hélène Flouquet, trente-six ans, menue à la barre mais terrible : « Je suis tout à fait frappé de la richesse du témoignage », a-t-il murmuré.

La cour d'assises de Paris, après avoir décoré tant bien que mal la fusillade de l'avenue Trudaine, au cours de laquelle deux policiers ont trouvé la mort, le 31 mai 1983, en arrivant aux coups de feu de la rue Rodier. On suivait, en imagination, ce groupe de quatre à cinq membres d'Action directe, le glorieux événement, se repliant en bon ordre au coin de l'avenue Trudaine et de la rue Rodier et cherchant à tout prix à s'emparer d'une voiture pour s'enfuir. Gloria Argano, une jeune terroriste italienne, enragait à plusieurs reprises : « Nous sommes fous. »

Tout cela était clair et net dans l'ensemble, mais un peu flou dans les détails, quand le docteur Flouquet vint. Et d'un mot elle balaya tous les témoins hésitants, les malades de la mémoire, les fêlés de justice buissonnière. Là où tous péchaient par leurs approximations ou leurs absences, elle apporte sa clarté de doctresse, son sens de la précision et son goût visiblement affirmé pour la morphologie. Car voilà une femme qui, de son cabinet situé au 74 de la rue Rodier, vit bien, et même fort bien, la scène à laquelle il lui fut donné d'assister, de sa fenêtre du premier étage.

Mais qu'observait-elle donc ? Un commando de quatre personnes à l'abordage d'une malheureuse R 5 dont on sait que la conductrice fut expulsée une fraction de seconde auparavant avec, en prime, une belle dans le bras. C'est alors que le docteur Flouquet s'intéresse à la

scène et voit une jeune femme — dont elle aperçoit un « morceau de joue » — s'asseoir à l'arrière de la voiture, à côté d'un homme « aux traits réguliers, à l'aspect méditerranéen ». Le docteur corrige aussitôt : « Il n'avait pas les yeux bridés. Je l'ai aperçu parce qu'il se penchait vers le siège avant. Il portait une veste sombre, une chemise blanche je crois. Ses cheveux étaient très noirs et lisses. Il était fort. »

L'essentiel allait suivre. Car le docteur Flouquet a surtout observé deux hommes sur le trottoir venant s'installer à l'avant de la voiture. Comme il le fait régulièrement, le président lui demande alors de consulter un album de trente-cinq photographies. Le docteur s'arrête sur le cliché n° 10, lequel représente Claude Halphen.

Une forte ressemblance

Aussitôt, une reconnaissance s'improvise. Le président demande à Claude et Nicolas Halphen de se lever.

« Est-ce que vous le retrouvez ? Regardez. »

Le docteur Flouquet se tourne vers le box, regarde, fixe Claude Halphen.

« Il n'avait pas de lunettes. »

L'accusé ôte alors ses lunettes. Un léger sourire passe sur son visage.

« Il n'avait pas cette coiffure mais les cheveux plus en arrière. »

Claude Halphen se passe la main dans les cheveux.

« Il ressemble. »

C'est dit d'un ton qui signifie : c'est lui. Mais l'on peut douter.

M^{re} Thierry Lévy se lève : « Vous parlez d'une ressemblance, rien de plus. »

« Une très forte ressemblance », rétorque le témoin.

Ce n'est pas tout. Car M^{re} Floquet décrit l'homme qui, selon elle, se glisse derrière le volant. Elle a surtout « photographié » ses mouve-

des lèvres. Sur le fameux album de photographies du président, elle identifie avec quelques réserves Régis Schleicher, l'un des dirigeants d'Action directe, aujourd'hui accusé.

C'est ce même accusé que va formellement reconnaître, à son tour, M. Henry Lévy, trente-quatre ans, après avoir été joint sur son lieu de travail et prié de témoigner sur le champ devant la cour. M. Lévy, le 31 mai 1983, s'apprêtait à s'engager dans la rue Rodier à bord de sa Golf. « Il faut bien le dire, j'ai vu Régis Schleicher, dira-t-il. Il est venu vers moi et m'a crié, un flingue à la main : « Ta voiture ! » Il a eu le temps d'entrouvrir ma portière, que j'ai pu rétorquer. J'ai démarré en trombe et j'ai entendu des coups de feu. »

Pour une cour d'assises quasi servie de témoignages constants depuis trois audiences, voilà du pain béni.

« Vous êtes formel ? » a demandé le président Versini à M. Lévy.

« Oui, sûr. »

« Vous dites : je suis sûr. »

« Oui, formel. »

« Vous dites formel. »

La scène se passe de part et d'autre du bureau du président, qui a installé devant lui le plan de l'avenue Trudaine et des rues voisines.

« J'aimerais, lance-t-il à l'avocat de Régis Schleicher, que vous vous rapprochiez M^{re} Ripert. » De son banc, M^{re} Ripert décline l'invitation, lançant à la cantonade : « Je ne contesterai pas la déposition du témoin. »

Mardi 9 juin, il s'est passé quelque chose à la cour d'assises de Paris. L'audience du 10 juin sera consacrée, pour sa part, à l'audition de l'écrivain Dan Franck, et à celle de Frédéric Germain, membre d'Action directe repentie, sans laquelle l'enquête de la brigade criminelle n'aurait probablement jamais abouti.

LAURENT GRELSAMER.

Pour comprendre l'enjeu du procès Barbie.

Quand l'Histoire nous renvoie au présent...



UN GROUPE OUVERT AU MONDE

Ce qu'est l'IRI et ce qu'il n'est pas

L'IRI est une institution de l'Etat italien dont les sociétés contrôlées ne sont pas publiques mais des sociétés aux normes du droit privé. Les actions des sociétés contrôlées peuvent être transférées à des particuliers et cotées en Bourse. Les entreprises contrôlées par l'Etat existent également dans d'autres pays, surtout en France et au Royaume-Uni, mais la formule adoptée par l'IRI est tout à fait particulière, par rapport aux autres modèles : les sociétés opérationnelles sont intégrées dans un groupe industriel plutôt que d'être gérées individuellement sous le contrôle de différents ministères. Cette caractéristique est importante, mettant la gestion du groupe IRI selon des critères et des moyens stratégiques strictement assimilables aux moyens utilisés par les grands groupes d'entreprises.

La crise et le redressement financier

Après la deuxième guerre mondiale, l'IRI a joué un rôle essentiel dans le système économique italien, afin de réduire les étranglements du développement gênant l'industrie de base et le système des transports, autoroutes, lignes aériennes. Ensuite l'IRI a dû prendre en charge les conséquences de la crise mondiale des années 70, soit en intervenant pour soutenir le système productif italien, soit en affrontant la restructuration de ses propres secteurs en crise. En outre l'IRI a piloté son activité vers des secteurs à technologie très avancée. A partir du début des années 80, quand le processus de redressement économique et financier a commencé, les pertes avaient atteint 8 % du chiffre d'affaires du groupe, dont le nombre des employés dépassait 540 000 unités. Cinq ans après cette importante action de restructuration, l'IRI a atteint à nouveau l'équilibre économique. D'importants secteurs, tels que l'aérospatiale, les télécommunications, l'installation, l'alimentaire, étaient en perte en 1982. Aeritalia, Selenia, Italtel, Ansaldo et SME, les plus importantes sociétés touchées par les difficultés du marché, arrivent à nouveau à assurer des profits. Dans le groupe IRI, des sociétés en rouge figurent

encore, mais la plupart d'entre elles sont des sociétés opérant dans des domaines en crise en Europe et dans le monde : en premier lieu la sidérurgie et la construction navale. Aujourd'hui le groupe compte 440 000 ouvriers et employés, ce qui le place en tête de liste dans le monde, après General Motors. Quant au chiffre d'affaires, il est passé de 33 000 milliards de lires en 1982 à 47 000 milliards de lires en 1986. Par conséquent, l'IRI occupe la quatorzième place parmi les grands groupes mondiaux, et le troisième si l'on exclut les Etats-Unis. L'incidence des charges financières, qui avait atteint 18 % du chiffre d'affaires en 1982, s'est réduite de plus de moitié, en retombant jusqu'à 8 %.

Services manufactures, installations : une stratégie

L'IRI a une organisation complexe : il contrôle directement des banques comme : BANCA COMMERCIALE ITALIANA, BANCO DI ROMA, CREDITO ITALIANO, BANCO DI SANTO SPIRITO, MEDIOBANCA, et des holdings sectoriels. Les principaux sont : FINSIDER, FINMECCANICA, STET, ITALSTAT, SME, FINCANTIERI, FINMARE, FINSIEL, ALITALIA, qui opèrent dans les domaines des services, de la production, de l'engineering et de la construction d'installations. Chacun de ces grands domaines comprend des secteurs plus spécifiques dans lesquels la présence de l'IRI est particulièrement importante pour le système économique italien : dans les services, Sip contrôle 80 % des télécommunications en Italie, ALITALIA 90 % des transports aériens, FINMARE 20 % des transports maritimes, Autostrade 50 % du système autoroutier italien, alors que le système bancaire de l'IRI représente 13 % et plus de la recette et 17 % des emplois de fonds récoltés sur le territoire national. Dans la production, FINSIDER produit 55 % de l'acier italien, FINCANTIERI 70 % des constructions navales, Aeritalia et Selenia 55 % de la production aérospatiale, Italtel 50 % de la communication, SGS 98 % du secteur micro-électronique, SME 20 % de l'industrie alimentaire. Dans l'engineering, Ansaldo couvre 65 % de la construc-

IRI

tion d'installations électriques, Italmimpianti 25 % de la construction d'installations industrielles et le groupe ITALSTAT 17 % des infrastructures et des grands travaux et de l'environnement.

Le retour du capital privé

La situation financière de l'IRI au début des années 80 était bien en crise. La production interne des ressources s'étant beaucoup réduite, et en l'absence de capitaux suffisants fournis par l'Etat, l'IRI a ouvert ses portes aux financements extérieurs. Un vaste programme de restructuration financière, où les « privatisations », c'est-à-dire la vente de sociétés ou de parties de sociétés, ont joué le rôle le

plus important, a été mis en route : il s'agissait de sociétés marginales, ne jouant pas un rôle stratégique particulier : ou alors de sociétés en perte, mais ayant un intérêt potentiel pour les investisseurs privés ; enfin, de sociétés qui auraient pu atteindre un équilibre, mais qui ne semblaient pas compatibles avec les objectifs à long terme de l'IRI.

Depuis 1983 jusqu'à aujourd'hui, vingt-trois sociétés aux dimensions différentes — de la grande Alfa Romeo à la modeste Ducati — sont passées au secteur privé, où elles ont pu exprimer une nouvelle vitalité.

La vente en Bourse des actions excédant le contrôle de la majorité a été faite en exigeant la cotation de nou-

velles sociétés, en plaçant des actions de sociétés dans le portefeuille de l'IRI ou de sociétés qu'il contrôle et en émettant des obligations convertibles et warrants.

Cinq sociétés ont été cotées à la Bourse pour la première fois : Sirti, Aeritalia, Credito fondiario, Autostrade, Ansaldo Trasporti.

La plupart des ventes d'actions ont eu lieu sur le marché italien, même si deux importants placements (200 milliards de lires de la BANCA COMMERCIALE ITALIANA et 180 milliards de lires de la STET) ont eu lieu sur le marché international en 1985.

La capitalisation des dix-huit sociétés de l'IRI présentes à la Bourse de Milan s'élève à plus de 20 % du total du marché. Le nombre des sociétés cotées s'élève à 11 %. Les dividendes distribués se montent à 35 %.

Les ventes et le placement d'actions de sociétés cotées en Bourse a permis à l'IRI de rentrer, dans les quatre dernières années, plus de 5 500 milliards de lires au total.

Les accords internationaux et les revenus à l'étranger

Des changements profonds sont en train de modifier les rapports entre les différents groupes industriels au niveau mondial. De nouvelles possibilités d'alliance, en mesure de pouvoir changer l'horizon de la collaboration internationale, sont en train de se créer.

L'internationalisation est donc un passage obligé pour l'IRI à l'avenir.

Il doit contribuer à assurer au système industriel italien une liaison étroite avec les systèmes des pays les plus avancés, afin de poursuivre sa mission au service du pays. La décision du gouvernement italien de libéraliser progressivement le marché des capitaux montre clairement le chemin à suivre.

L'internationalisation, pour les sociétés de l'IRI, correspond à la recherche d'une dimension productive plus appropriée.

L'accord récent entre STET et Thomson, dans le domaine de la micro-électronique, en est un exemple. Cet accord est dû à l'exigence de se lancer dans des programmes de recherche et de développement toujours plus ardu.

Il en est de même pour l'accord entre STET et Fiat, dans le domaine des télécommunications, pour la constitution de Telit : il s'agit

de la condition préalable nécessaire pour conclure des accords au niveau international à partir d'une position plus solide.

Dans le domaine des constructions aéronautiques, Aeritalia est depuis longtemps le partenaire des principaux constructeurs du monde : il suffit de citer sa participation au programme 767 de Boeing, au programme ATR 42 avec Aerospaziale ainsi que le récent accord avec McDonnell-Douglas pour le MD 11.

Il en est de même dans le domaine des installations énergétiques, où Ansaldo est associée avec General Electric et avec Westinghouse.

La recherche de « partnerships » concerne tous les secteurs.

On sortira de la crise de l'acier grâce à une structure de ce secteur redessinée sûrement au niveau européen et peut-être même au niveau mondial. L'époque des sidérurgies nationales est en train de se terminer. L'impossibilité de sortir d'une manière durable de la crise qui les a frappées le confirme.

Mais également dans le domaine du transport aérien on entrevoit une période d'accords et de fusions entre différentes compagnies nationales, en suivant une logique que la libéralisation progressive du trafic contribue à renforcer.

D'ailleurs, les filiales étrangères des sociétés de l'IRI jouent déjà un rôle économiquement essentiel.

Les revenus de source étrangère constituent 26 % et presque 40 % du total du chiffre d'affaires si l'on considère seulement les activités de manufacture. Ils proviennent de cent vingt sociétés ayant leur siège en Italie, qui ont exporté environ 10 000 milliards de lires, ainsi que de quatre-vingt-dix sociétés opérant entièrement à l'étranger et dont les ventes dans le monde s'élèvent à 2 000 milliards de lires. Le groupe IRI dispose, en plus, de participations minoritaires dans trente sociétés installées à l'étranger.

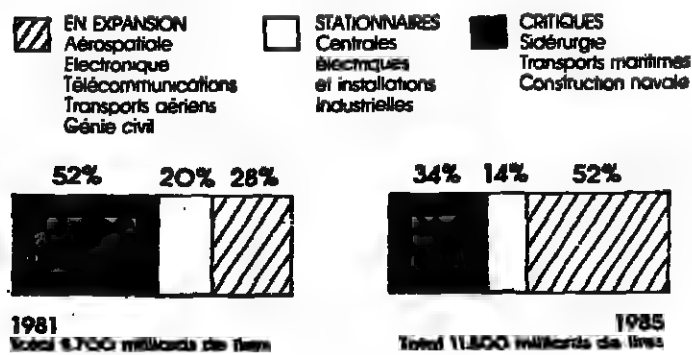
Le penchant du groupe IRI pour les marchés étrangers et pour les accords avec des partenaires étrangers est associé à une qualification progressive de son offre dans des termes de capacités technologiques et commerciales. Une expansion des exportations de produits à technologie plus élevée s'ensuit ainsi qu'une importance croissante jouée dans l'échange par le pays au plus haut niveau d'industrialisation.

GROUPE IRI: CHIFFRE D'AFFAIRES ASSURÉ ET EMPLOIS DANS LE DOMAINE BANCAIRE 1986

FINSIDER	10.892	FINSIEL	447
FINMECCANICA	7.455	ALITALIA	3.738
STET	14.414	RAI	2.177
ITALSTAT	3.197	AUTRES	232
SME	3.417	CHIFFRE D'AFFAIRES ASSURÉ	47.074
FINMARE	1.264	DOMAINE BANCAIRE	136.100
FINCANTIERI	1.152		

(milliards de lires)

Ventes à l'étranger par secteurs



VENISE: LE SOMMET DES SEPT GRANDS

Société

Pour la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris

« Le ministre concerné est seul à pouvoir assurer le magistrat de l'existence d'un « secret-défense »

Le bureau de l'Assemblée nationale devait examiner, mercredi 10 juin, la recevabilité de la proposition socialiste de mise en accusation de M. Charles Pasqua devant la Haute Cour. L'opposition accuse le ministre de l'Intérieur d'être celui « sur les ordres ou sous l'autorité

duquel » a été organisée la fuite d'Yves Chailier au Brésil, avec l'aide d'un faux passeport délivré par la DST. Mais cette contre-attaque socialiste se heurte au « secret-défense » invoqué par M. Pasqua et M. Bernard Gérard, directeur de la DST, afin de ne pas répondre aux questions du

juge d'instruction, M. Jean-Pierre Michon, sur cette dimension de l'affaire.

Alors que M. Michon juge irrecevable le « secret-défense », estimant qu'il est invoqué, en l'occurrence, « pour soustraire à la connaissance de l'autorité judiciaire des faits délictueux », la

chambre d'accusation de Paris a suivi les réquisitions du parquet général et conclu, le 27 mai, que « le « secret-défense » est à juste titre opposé » (le Monde du 29 mai). Cette décision était prise à huis clos, ses attendus n'ont pas été rendus publics (1). En voici les principaux passages.

La chambre d'accusation commence par rappeler « les faits tels qu'ils sont exposés par Chailier » sur les circonstances dans lesquelles il est entré en possession d'un faux passeport fabriqué par la DST : « Le 2 mai 1986, il quitta la France, le conseil lui en avait été donné par Delebois (2), qui avait ajouté qu'on « n'avait pas le temps de bricoler un passeport ». Courant mai 1986, alors qu'il se trouvait à Rio-de-Janeiro, où il était hébergé par Julien Filippetti, il avait, au domicile de celui-ci, reçu une communication téléphonique de Delbois au cours de laquelle celui-ci lui avait demandé l'envoi de photographies d'identité ainsi qu'un petit rapport sur Carrefour du développement. Il avait alors confié au docteur Chailier, ami de Filippetti, de passage à Rio-de-Janeiro et en partance pour la France, deux enveloppes dont l'une contenait les photographies d'identité. Par la suite, Delebois, en juillet 1986, l'avait prévenu téléphoniquement de ce qu'il allait lui faire porter « les papiers oubliés à Paris ». Et peu après, dans le courant de ce même mois de juillet, Campana, alors « ministre » de la police à Rio-de-Janeiro, revenant d'un voyage à Paris, lui avait remis le passeport et le duplicata du permis de conduire. »

Puis la chambre d'accusation résume les épisodes du feuilleton judiciaire : questions du juge d'instruction à M. Gérard, le 9 décembre 1986, refus de répondre de celui-ci au nom du secret-défense; lettre du juge au ministre de l'Intérieur, le 12 janvier, réitérant ces questions et demandant, notamment, en quoi les réponses étaient susceptibles d'être couvertes par le secret-défense; réponse de M. Pasqua, le 19 janvier, affirmant « légitime » le refus du directeur de la DST; confirmation de cette position par le parquet, le 2 février, ordonnance contraignant le juge Michon, le 3 février.

« Une protection renforcée »

Invitée à trancher ce différend entre le parquet et le juge d'instruction, la chambre d'accusation limite sa réflexion à deux questions : « 1° Comment est organisée la protection des secrets de la défense nationale (...) ? 2° Dans quelles conditions le « secret-défense » peut être opposé au juge d'instruction (...) ? »

Sur le premier point, elle assimile le « secret-défense » à un secret professionnel renforcé : « La divulgation par un gardien ou dépositaire par fonction ou par qualité d'un renseignement, objet, document ou procédé qui doit être tenu secret dans l'intérêt de la défense nationale ou dans la connaissance (sic) peut conduire à la connaissance d'un secret de la défense nationale, constitue le crime d'écoulement de la sûreté de l'Etat (...) ». Le « secret-

défense », par les peines qui sanctionnent sa violation, fait donc l'objet de la part du législateur d'une protection renforcée plus forte que le secret professionnel (...). Ces éléments font apparaître que les actes accomplis par les fonctionnaires de la DST dans l'exercice de leur profession doivent être rangés dans la catégorie de ceux auxquels la loi, dans un intérêt général et d'ordre public, a donné un caractère confidentiel. »

Reste à savoir en quoi la remise d'un faux passeport à un homme fuyant la justice entre dans l'exercice de la profession des contre-espions de la DST. C'est le second point abordé par la chambre d'accusation et celui sur lequel sa décision s'écrit déjà des communications variées dans les milieux judiciaires. Sa conclusion est en effet qu'il suffit que le ministre concerné déclare légitime le secret-défense pour que la justice s'en satisfasse et ne cherche pas plus avant à savoir ce qu'il couvre exactement.

Victoire du politique

« Si les fonctionnaires et agents de la DST sont astreints au secret, écrit la chambre d'accusation, c'est à condition que les faits sur lesquels ils sont appelés à témoigner ne soient pas détachables des actes de leurs fonctions et, dès lors, puissent être considérés comme « secret-

défense ». Il appartient donc au juge d'être assuré de la légitimité de ce secret lorsqu'il lui est opposé (...). Le ministre concerné, en raison des informations et des éléments d'appréciation qu'il possède et qui ne peuvent être révélés sans danger, est seul en mesure d'apprécier les nécessités qu'impose la défense nationale, et à pouvoir assurer le magistrat instructeur de l'existence d'un secret-défense sur le bien-fondé duquel ce magistrat ne possède aucun élément d'appréciation. La réponse qu'il donne au magistrat instructeur constitue un

classement « secret-défense » des faits sur lesquels il est consulté. Le témoignage sollicité ne peut être recueilli. »

En d'autres termes, le pouvoir du ministre l'emporte sur celui des magistrats : si le premier décrit le secret-défense, les seconds sont dans l'incapacité de vérifier que les faits ainsi protégés relèvent bien de la défense nationale. La chambre d'accusation résume cette victoire du politique sur le judiciaire en concluant, à propos de la décision de M. Pasqua : « Cet acte a été pris

dans le cadre du pouvoir discrétionnaire et il n'appartient à aucune juridiction d'en apprécier l'opportunité. »

G. M. et E. P.

(1) La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris était composée de MM. Jean Pénou, président, Paul Andréani et Paul Fici, conseillers.

(2) Contrôleur général de la police nationale, chef du service de coopération technique internationale de police (SCIT) en mission des faits. M. Jacques Delebois est aujourd'hui conseiller auprès du directeur général de la police nationale.

Les poursuites du président du Front national contre « le Monde »

La « vie privée » de M. Jean-Marie Le Pen

Souvent impatient de voir la justice condamner les journaux qu'il poursuit, M. Jean-Marie Le Pen a cependant obtenu, le mardi 9 juin, un jugement de la dix-septième chambre correctionnelle de Paris qui retardera de nombreux considérables les débats de fond dans un procès engagé contre le Monde.

Le 16 octobre 1985, le Monde avait publié une interview du docteur Jean-Maurice Demarquet recueillie par Alain Rollat, dans laquelle l'ancien compagnon de M. Le Pen expliquait sa rupture avec le président du Front national en évoquant quatre raisons : les conditions de la succession de

M. Hubert Lambert dont M. Le Pen avait bénéficié en 1976; son attitude à l'égard des tortures en Algérie; son comportement face au racisme; enfin, ses relations avec les militants du Front national.

Pour M. Le Pen, il s'agissait de diffamations envers un agent de l'autorité en sa qualité de lieutenant en Algérie, envers la mémoire d'un mort et envers un particulier; aussi, il avait poursuivi le directeur du Monde, M. André Fontaine, le journaliste Alain Rollat et le docteur Demarquet.

L'audience devait avoir lieu le 11 mai, lorsque l'avocat de

M. Le Pen, M. Olivier Samyn, s'opposait à ce que le Monde apporte la preuve de la vérité des propos tenus, en demandant au tribunal de rendre un jugement sur ce point avant tout débat au fond.

Dans son jugement, la dix-septième chambre correctionnelle de Paris lui donne partiellement raison. Les passages concernant la guerre d'Algérie ne peuvent faire l'objet d'une offre de preuve de la vérité, puisque les faits remontent à plus de dix ans. L'offre de preuve est également refusée par les juges, pour les propos relatifs aux conditions dans lesquelles M. Hubert Lambert avait été amené à faire son testament en faveur de M. Le Pen. Pour les magistrats, ces passages concernent « la vie privée », et le jugement relève que ce concept « concerne les événements de la vie personnelle tels que les amitiés et le patrimoine d'un individu à qui le public n'a aucun compte à demander. »

L'avocat du Monde, M. Yves Baudelot, avait déclaré à l'audience : « Les conditions d'acquisition de la fortune de M. Le Pen sont nécessairement du domaine public puisque le président du Front national sollicite des mandats, y compris celui de président de la République, et que les citoyens doivent savoir au moins les gens qu'ils élisent leur rapport à l'argent et à autrui. »

Mais le tribunal estime pour sa part : « Il n'appartient pas, en l'espèce, que ces différents faits puissent être reliés à une activité ou à un problème d'ordre général, qu'ils aient un retentissement politique, économique ou social, qu'ils concernent des intérêts matériels ou moraux du public et soient de nature à susciter une réaction collective d'approbation ou de désapprobation. » Les juges soulignent que la révélation de ces faits n'a pas « une utilité sociale. »

En revanche, l'offre de preuve est admise pour les passages où M. Jean-Marie Le Pen est dépeint comme un raciste dont l'antisémitisme « serait une obsession malsaine ». Le jugement observe : « Il ne saurait être contesté, en application des critères ci-dessus rappelés, que le racisme et l'antisémitisme s'analysent comme l'attitude d'un individu envers des groupes ethniques, raciaux ou religieux, laquelle, notamment dans le cas d'un homme public, est de nature à avoir un retentissement politique et social et à susciter une réaction collective. »

Le 6 juillet prochain, la dix-septième chambre correctionnelle fixera une date pour l'audience au fond, mais la cour d'appel de Paris sera amenée à se prononcer à son tour sur la validité des offres de preuve de la vérité.

MAURICE PEYROT.

« Les manifestations des étudiants de l'hiver 1986. » — Le rapport de la commission constituée sur l'initiative de la Ligue des droits de l'homme (le Monde du 10 juin) vise les violences commises lors de l'ensemble des manifestations d'étudiants et lycéens au cours de l'hiver dernier et pas seulement pendant la manifestation du 4 décembre 1986. D'autre part, une erreur de transmission a transformé en « interdiction » judiciaire ce qui était, bien entendu, une « procédure » judiciaire.

« ERRATUM. » — Nous avons attribué, dans le Monde du 3 juin, la fabrication de certains véhicules nécessaires à la surveillance des plates-formes d'Ekofisk (un champ norvégien de la mer du Nord) à la société Freycinet (d'armement maritime). Il s'agit, en réalité, de la société Freycinet international, qui n'a rien à voir avec son homonyme.

44.900^F ma première Supercinq.

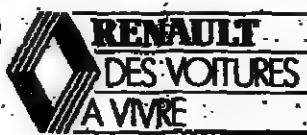


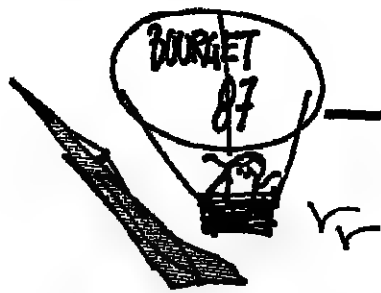
NOUVELLE SUPERCINQ FIVE

c'est un bon départ. Nouvelle calandre et nouveaux sièges, elle vaut 44.900F en version 3 portes et mes amis en sont jaloux. Modèle présenté: Renault Supercinq Five 3 portes. Tarif avril 87. Consommations UTAC: 4,5L à 90km/h, 6,1L à 120km/h et 5,8L en ville. Existe également en version 5 portes Diac: votre financement. RENAULT partenaire eif

C'est ma première Supercinq. Elle m'a conquis. Premiers baisers, premier voyage, j'aime cette facilité; avec 143km/h sur circuit, une vignette de 4cv seulement et une faible consommation.

la vie ça roule en Supercinq





Aéronautique

L'ouverture du Salon du Bourget

Foire aux avions et foire d'empoigne

M. François Mitterrand inaugurera, le jeudi 11 juin, le trente-septième Salon international de l'aéronautique et de l'espace du Bourget.

Foire aux avions et foire d'empoigne. Jamais le Salon du Bourget n'aura autant mérité ce double qualificatif. C'est tout à la fois une vitrine, où chacun expose, et une arène, où chacun combat. C'est le Salon de tous les records et de tous les défis.

Côté vitrine, d'abord. Mille cinq cents expositions de trente et un pays différents y étaient plus de deux cents « machines volantes » créées par l'homme, depuis le bombardier américain B-1 jusqu'aux stations orbitales, en passant par cette étrange oiseau de 34 mètres d'envergure, Voyager, qui a bouclé le tour du monde, il y a quelques mois, avec deux personnes à son bord sans escale, ni ravitaillement en vol. On attend 350 000 curieux ou fanatiques, en dix jours. Des professionnels et des amateurs réunis dans le même culte.

Pour la première fois, la Chine communiste expose des avions militaires, dérivés de modèles anciens soviétiques. C'est la preuve que le Bourget n'est pas seulement le dernier salon où l'on cause mais qu'il est, surtout, l'occasion de faire étalage de sa technologie pour intéresser, sinon impressionner le chaland.

Côté arène, précisément. Airbus contre Boeing ou McDonnell-Douglas. Rafale contre Eurofighter, l'avion de combat des Britanniques, Allemands et Français, ou l'Espagne opposent au projet français. Navette spatiale américaine, malgré ses débâcles tragiques, contre le tandem Ariane-Hermès européen ou le gigantesque train spatial soviétique autour de la station Mir. C'est le grand rendez-vous de la

concurrence internationale : l'Europe s'y bat à double front contre ses rivaux américains et soviétiques, mais aussi contre elle-même, en ordre dispersé.

Le marché aérospatial mondial est un immense champ de bataille, surveillé par des Etats qui assument le contrôle de ces technologies-là à des démonstrations de souveraineté nationale.

Au nom de l'indépendance et de la sécurité de leurs intérêts, les puissances développées ne se font aucun cadeau, quitte à s'accuser mutuellement de ne respecter aucune règle du jeu pour conquérir un client. Désireux de seconner le joug technologique qui les empêcherait de s'affranchir, les Etats moins développés se lancent, à leur tour, dans la compétition et créent, avec l'aide des autres pays, des industries dites émergentes.

Un immense jeu de Mécène

On en arrive à une situation particulièrement complexe et fragile, donc instable. Chaque Etat devient, simultanément, concurrent et partenaire d'un autre, avec un tissu d'alliances croisées où les industriels eux-mêmes ont du mal à se reconnaître. Dans le même temps, l'industrie mondiale est en sur-capacité de production face à des marchés désorganisés par la baisse des revenus de la clientèle, les hauts et les bas du dollar qui reste le monnaie d'échange du secteur aérospatial, et par une accélération foudroyante de la technologie. Qu'il s'agisse de l'aviation militaire, de l'espace, du transport civil, des missiles ou des hélicoptères, tout le monde est logé à la même enseigne.

Le cas de la France est, à ce titre, un modèle du genre. Voilà une industrie aéronautique et spatiale qui réalise, grosso modo, le tiers du chiffre d'affaires du secteur correspondant de la Communauté européenne, avec seulement le quart de ses effectifs. C'est dire sa productivité. Voilà, aussi, une branche de l'économie française qui exporte jusqu'à 60 % de sa production, parfois davantage les années sèches. C'est dire sa compétitivité.

Et, pourtant, la construction aéronautique et spatiale française est imbriquée dans un dédale

d'accords d'association ou d'intégration avec des partenaires étrangers tel qu'il paraît difficile d'aller au-delà, commercialement et industriellement.

C'est un immense jeu de Mécène où, pour l'exporter, on échange des débouchés contre des transferts de technologie ou de charges de travail et où l'on use de toutes les pressions, y compris le chantage politique, pour orienter la décision. Le client peut faire le difficile dans ces conditions.

On ne vend plus seulement un avion : le constructeur prend des participations financières dans le capital de la compagnie aérienne.

On ne fournit pas seulement une arme : on livre, avec, tout un système d'armement et une architecture de défense. On n'exporte pas seulement un satellite : on promet au client un « tout spatial », avec, clés en main, le lanceur, le satellite, les systèmes de traitement au sol et jusqu'à la mise en orbite garantie, le tout assorti, au besoin, d'un contrat d'assurance en bonne et due forme. Finie la confection. Désormais, c'est du sur-mesure.

Aux Etats et à leurs industriels, il faut beaucoup de souplesse et de savoir-faire pour « piloter » une politique aéronautique et spatiale dans un contexte aussi mouvant. Devant des investissements d'une aussi longue durée, choisir le mauvais produit ou se tromper de partenaire revient à se laisser

distancer, sans espoir de pouvoir un jour recoller au peloton de tête.

Le risque est si réel qu'on constate, depuis peu, une tendance à un regroupement des forces de part et d'autre de l'Atlantique sur des projets bien précis, qui dépassent la capacité de l'un ou de l'autre des deux continents, et à une ébauche de spécialisation, entre Européens, au nom de la nécessaire répartition des tâches. Ainsi, Airbus a cherché à nouer le contact avec McDonnell-Douglas et L'Aérospatiale dialogue avec Lockheed pour définir l'avion de transport militaire de l'an 2000. Ainsi, les Etats-Unis et l'Europe, avec le Japon et le Canada, tentent de coopérer sur un programme de station spatiale. Ainsi, encore, l'Europe des hélicoptères a été proche d'abandonner, si ce n'était été le revirement britannique.

Ce ne sont là que de très modestes esquisses d'une évolution rendue inévitable par les prochaines échéances financières.

Il y a soixante ans, le Spirit-of-Saint-Louis de Charles Lindberg traversait l'Atlantique. Il y a trente ans, le Spoutnik soviétique devenait le premier satellite artificiel de la Terre. Au Bourget plus qu'ailleurs, on sait que les technologies aéronautiques et spatiales se moquent de toutes les frontières.

JACQUES ISNARD.

Les matériels exposés

Parmi les matériels présentés au Salon pour la première fois, on peut citer :

● Avions et hélicoptères : la maquette (grandeur nature) de l'avion de combat Eurofighter et le démonstrateur britannique EAP ; deux avions de combat chinois (le chasseur FT-7 et le bi-réacteur d'attaque A 5M) et un appareil de transport chinois ; la bombardier nucléaire B 15 de l'armée de l'air américaine ; l'hélicoptère armé Panther et l'Airbus A-320 de l'Aérospatiale ; le démonstrateur Rafale de Dassault-Breguet ; l'avion d'entraînement Hawk 200 britannique ; l'hélicoptère de manœuvre européen EH 101 en maquette ; le brasseur soviétique An-74 à décollage et à atterrissage court ;

● Espace : la maquette de la future station spatiale américaine ; la maquette (grandeur nature) du train spatial soviétique Kvant-Mir-Soyouz TM actuellement en orbite autour de la Terre ; la maquette de la future sonde franco-soviétique Phobos ; deux maquettes (grandeur nature) de l'avion spatial européen Hermès et du laboratoire autonome européen Pallas.

Ouvert du 12 au 21 juin aux professionnels, le Salon est accessible au public (35 F) le vendredi 12 et le week-end des 13 et 14 juin, puis le week-end des 20 et 21 juin pour les présentations en vol (85 F) entre 10 et 18 heures.

Loin des yeux,
loin du cœur...

Loin de la capitale, il existe une radio qui fédère 200 000 auditeurs. Dans le grand Sud-Ouest, Sud Radio couvre 3 régions pleines de vignes, entraînées par 3 métropoles au dynamisme étonnant : Bordeaux, Toulouse et Montpellier. 7 millions de consommateurs, que vous ne voyez pas, ne demandent pourtant qu'à vous entendre. Appelez-nous au (1) 49 75 58 76.

IP SUD RADIO

Ne perdez pas le sud.

LE MONDE diplomatique

Juin 1987

PROCHE-ORIENT

LA RÉPONSE PALESTINIENNE AU PROJET DE CONFÉRENCE INTERNATIONALE

Comment et pourquoi le projet de conférence internationale sur le Proche-Orient a resserré les rangs des principaux mouvements de la résistance palestinienne. Le rôle joué par le Kremlin dans la réunification de l'OLP, et ses conséquences sur le règlement des conflits.

BRÉSIL

LA DÉMOCRATIE BRÉSILIENNE À LA RECHERCHE D'UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Le Brésil est malade d'une répartition des revenus et des richesses parmi les plus inégalitaires du monde. Il traîne une dette extérieure énorme qui pèse sur l'économie du pays. Le pouvoir hésite entre une politique d'austérité difficilement supportable sur le plan social et la voie réformatrice qui tenterait de concilier une croissance forte et le redressement des déséquilibres sociaux.

En vente chez votre marchand de journaux

M. Boyon n'exclut pas l'achat d'avions américains par la marine nationale

« Il n'est pas certain que le Rafale soit le bon avion », a estimé M. Jacques Boyon, le secrétaire d'Etat à la défense, mardi 9 juin, à l'Assemblée nationale, où il rendait visite au 9^e régiment de chasseurs parachutistes. « Il est possible que le calendrier de fabrication du Rafale ne permette pas de tenir le premier rendez-vous, qui est celui du remplacement des avions de l'aéronavale, les Crusader », a ajouté le secrétaire d'Etat.

On sait que l'aéronavale estime avoir besoin de remplacer, à partir de 1993, ses avions d'interception Crusader, alors que l'appareil dérivé du Rafale ne sera prêt au plus tôt qu'après 1996 et, plus vraisemblablement, en 1998 (le Monde du 5 juin).

« Il est possible, a ajouté M. Boyon, que, le moment venu, on soit amené à trouver un avion pour faire une transition, qu'on achèterait et qui permettrait qu'un avion français puisse effectivement bien remplir cette mission. Nous avons parlé du F-16, qui est un excellent avion américain (...) même, si le but du ministre de la défense et du premier ministre est effectivement de faire voler les militaires français sur des avions français. »

SPORTS

● BASKET-BALL : championnat d'Europe. — L'URSS, qui a battu la Tchécoslovaquie (110-91), et l'Espagne, qui s'est imposée contre la RFA (107-77), mardi 9 juin à Athènes, seront opposées en demi-finale du championnat d'Europe. Pour les matches de classement de la neuvième à la douzième place, la France a battu Israël (96-93).

● FOOTBALL : barrages. — En match aller de barrage pour le maintien ou l'accession en première division, Sochaux (D 1) s'est imposé sur son terrain face à Cannes (D 2) par 1 but à 0.

● TENNIS : tournoi du Queen's Club de Londres. — Yannick Noah a été éliminé, mardi 9 juin, au premier tour du tournoi du Queen's Club de Londres, disputé sur gazon et doté de 298 000 dollars, par l'Allemand de l'Ouest Andries Maurer (3-6, 7-6, 6-3). En revanche, Guy Forget s'est qualifié en battant le Canadien Martin Lauréndeau (7-6, 7-5).

Du 1^{er} au 30 Juin 87

VOTRE VOITURE COTE 5000 F DE PLUS

Lancia vous reprend votre voiture 5000 F au-dessus des conditions Argus pour l'achat d'une Lancia neuve. C'est le moment de faire une bonne opération et d'accéder à l'avance technologique et au raffinement Lancia.

Vendez votre voiture à la hausse. Investissez dans une

CHEZ LANCIA

Lancia : 27 modèles au choix de 6 à 15 CV.

Et si votre voiture n'est pas cotée à l'Argus, Lancia vous en offre 5000 F quels que soient son âge et son état (carte grise au nom de l'acheteur).

* Aux conditions Argus, offre valable dans la limite des stocks disponibles.

75 PARIS 9, 7, rue Blaise, 45.23.10.10. 75 PARIS 11, 140, rue de la Roquette, 43.77.18.14. 75 PARIS 13, 213, bd Vincent-Auriol, 45.84.15.39. 75 PARIS 14, 70, av. Jean-Moulin, 45.39.57.33. 75 PARIS 15, 44, rue Gutenberg, 45.38.19.21. 75 PARIS 16, 13, bd Exelmans, 45.24.50.30. 75 PARIS 17, 3-5, bd Pereire, 46.22.14.40. 75 PARIS 19, 93, rue Pailh, 46.07.37.88. 77 AVON, 2, av. F.-Roosevelt, 64.22.38.71. 77 MARSEILLE-LES-MEULAN, Route de Melun, 64.34.10.25. 77 OZON-LE-FERRE, 105, av. du Gal-de-Gaulle, 60.28.20.41. 77 DAMMARIEN-LES-LYS, Quai Voltaire, 64.39.04.18. 78 ORGEVAL, R.N. 13, 39.75.95.84. 78 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, 1, place Guyonnet, 34.51.86.55. 78 VERSAILLES, 18-22 rue de Condé, 30.21.14.04. 91 ATHES-MONS, 138, route de Fontainebleau, 60.48.39.65. 91 DOURDAN, R.N. 836, 64.59.66.65. 91 MASSY, 58, rue Gabriel-Péri, 69.20.08.03. 91 SAVIGNY-SUR-ORGE, 91, rue Aristide-Brion, 69.96.13.18. 91 VIGNY, 215, 221 av. H.-Barbasse, 69.03.33.14. 91 VILLY-CHATELON, 155, Route Nationale 7, 69.05.35.71. 92 ANTONY, 35, av. Aristide-Brion, 46.66.06.89. 92 BOULOGNE, 58, rue Denfert-Rochereau, 46.04.91.19. 92 BOULOGNE, 15, rue de l'Eglise, 46.05.09.69. 92 CLAMART, 66-68, av. Henri-Barbasse, 46.45.93.00. 92 LEVALLOIS-PERRET, 120, rue Aristide-Brion, 47.37.16.84. 92 LEVALLOIS-PERRET, 80, 82, quai Michel, 47.30.50.00. 92 NANTERRE, 36, 38, rue Raymond-Foincaré, 47.24.12.13. 92 NEUILLY-SUR-SEINE, 65/67, av. du Roule, 47.45.33.11. 93 AULNAY-SOUS-BOIS, 2-4, rue de Bruxelles, 48.66.18.31. 93 LE BOURGET, 77-79, av. Division-Lederc, 48.37.91.30. 93 LA COURNEUVE, 116, av. Jean-Jaures, 48.36.41.82. 93 NEUILLY-PLAISANCE, 33, bd Goliath, R.N. 34, 43.08.95.73. 93 SAINT-DENIS, 15, rue Gabriel-Péri, 42.43.44.18. 93 VILLEMOMBLE, 107 bis, Grande-Rue, 48.55.18.42. 94 CHAMPIGNY/MARNE, 248, bd de Stalingrad, 47.06.07.70. 94 MEY-SUR-SEINE, 5, rue J.-J. Rousseau, 46.72.70.30. 94 NOGENT-SUR-MAINE, 150, bd de Strasbourg, 48.75.49.38. 94 SAINT-MAUR, 7 bis, av. Foch, 48.83.06.83. 94 VILLEJUIE, 6, bd Maxime-Gorki, 47.26.17.04. 94 VINCENNES, 2, av. Paul-Déroulède, 43.28.16.33. 95 ENGHEN-LES-BAINS, 14, rue Jules-Ferry, 39.64.70.32. 95 ERMONT, 18, rue de la République, 34.15.97.85. 95 ST-OUEN-LAUMONE, 29, rue de Paris, 30.87.20.78. 60 BEAUVAIS, 15 et 15, rue de Colas, 44.48.29.35. 60 CHANTILLY, 27, av. du Mal-Joffre, 44.57.13.83. 60 COMPIEGNE, 10, rue Saint-Lazare, 44.40.10.10. 60 CREIL, 132, rue Beaudouin, 44.24.23.73.

Les

Nous, Marseillais de toutes origines, de toutes philosophies, de toutes religions,

**Nous, habitants de MARSEILLE
et de sa région, nous adressons
à l'ensemble du pays. A MAR-**

IL NE FAUT PLUS TARDER : VENEZ AVEC NOUS MODIFIER LE COURS DES ÉVÉNEMENTS !

DE SUPERIEUR
CONSTRUCTION

**LE SAMEDI 13 JUIN, ENSEMBLE, SUR LE VIEUX PORT,
FAISONS DU RASSEMBLEMENT DE MARSEILLE-FRATERNITÉ
UN SUCCÈS A LA HAUTEUR DE L'ENJEU.**

Les chèques sont à envoyer à MARSEILLE FRATERNITÉ
33, cours Julien - 13006 Marseille

2A & 2B (cont.)

COLE DES

EDUCATION

Les étudiants et le consensus universitaire

Le fameux « consensus » sur l'Université ne pourra se réaliser qu'avec la confiance des étudiants. Ce qui suppose plus de choix et moins d'échecs dans le premier cycle.

Il y a six mois, les étudiants plaçaient à nouveau les responsables politiques devant une situation devenue habituelle : devoir renouer à réformer l'université.

Car le divorce est encore grand entre la sensibilité collective des étudiants telle qu'elle s'est exprimée spontanément dans la rue et les idées habituellement mises en avant par les réformateurs. Comment concilier par exemple l'amélioration du rendement du système universitaire et l'absence de sélection ? L'autonomie des universités et le maintien des diplômes nationaux ? L'amélioration des services aux étudiants et la gratuité ? L'accroissement des effectifs et le libre accès de tous à toutes les formations ? Le renforcement de l'encadrement et le statut d'enseignant-chercheurs ?

Ces contradictions soulèvent de tels enjeux politiques, psychologiques et corporatifs que rares sont ceux qui osent les aborder de front. D'où la relative timidité des propositions qui sont sorties des nombreux débats sur l'université de ces dernières semaines.

Ces discussions n'ont pourtant pas été vaines, car elles ont permis de mieux dessiner les contours d'une politique possible de l'enseignement supérieur.

Premier constat : l'accord semble réel, à droite comme à gauche, sur la nécessité d'augmenter le nombre des étudiants et d'effectuer un important effort financier pour rattraper le retard de la France. Cette détermination est évidente : elle est traduite dans les faits comme s'y est engagé M. Monory dans son interview au *Monde* (1). Mais elle est fondamentale. Car seule une perspective résolument affichée d'expansion peut permettre d'entraîner l'adhésion des étudiants et de dépasser l'irrésistible question de la sélection. Toute politique maladroite provoquerait une réaction immédiate de rejet, tant les jeunes sont convaincus que les études sont à la fois un droit et une nécessité.

Deuxième constat : chacun s'accorde — y compris parmi les étudiants — à considérer qu'une mission essentielle de l'université — avec la recherche — est la préparation à l'emploi. Là encore cette préoccupation, nouvelle en France et que les socialistes ont largement

contribué à populariser, permet d'aborder de façon plus réaliste le problème de la sélection et celui des diplômes nationaux. La valeur d'une formation est désormais jugée aussi à l'aune de son efficacité sur le marché du travail. Or celle-ci implique nécessairement une limitation des effectifs (en fonction des débouchés et des équipements) et une bonne adéquation avec l'économie régionale.

Expansion et professionnalisation : voilà au moins deux principes sur lesquels devraient se retrouver tous les acteurs du jeu universitaire. Mais ils resteront lettre morte s'il n'est pas porté remède au dysfonctionnement le plus grave du système : celui du premier cycle, confronté à la concurrence des filières sélectives (classes préparatoires, IUT, section de technicien supérieur) et submergé par une masse d'étudiants de plus en plus hétérogènes et « démotivés ».

Diversifier les premiers cycles

Les études réunies pour le colloque de Dauphine (2) montrent que la clientèle du premier cycle se compose en réalité de trois populations très dissemblables par leurs projets et leurs aptitudes. On y trouve :

— des étudiants qui ont déjà une vocation affirmée et la capacité de faire des études longues dans une discipline donnée ;

— des étudiants qui cherchent à acquiescer, en deux ou trois ans, une qualification professionnelle et qui souvent n'ont pas été admis dans les filières sélectives ;

— des étudiants qui n'ont encore aucune idée de leur avenir et qui ont besoin d'une période de maturation et d'orientation.

Ce mélange dans les mêmes formations de jeunes gens aussi dissemblables aboutit à éliminer les plus faibles ou les moins déterminés et à décourager les meilleurs. De nombreux enseignants sont convaincus que cette situation est à l'origine des dramatiques taux d'échecs en première et deuxième année.

Comment y remédier ? En prenant acte de cette diversité et en

offrant aux étudiants des formations répondant à leurs demandes et à leurs possibilités. Ce qui suppose un effort d'assouplissement et de diversification aussi bien des structures administratives que des formations, des méthodes pédagogiques ou des statuts des personnels.

1. — Les formations.

Les universités devraient diversifier leurs premiers cycles, en distinguant notamment :

— Des formations spécialisées, accueillant, comme le recommande M. Laurent Schwartz, les étudiants aptes à faire des études longues (3). Ces sections, relativement sélectives, conduiraient naturellement aux deuxième cycles spécialisés (magistères, MST...), à la recherche et aux diplômes professionnels de troisième cycle. Elles permettraient aux universités d'accueillir des bacheliers de bon niveau, actuellement aspirés par les classes préparatoires. La constitution de « filières d'excellence » contribuerait fortement à redresser l'image de marque des universités aux yeux des entreprises et des pouvoirs politiques.

— Des formations courtes à vocation professionnelle accueillant en priorité les bacheliers de techniciens. Il s'agirait en fait de rendre les IUT à leur vocation première de formation technique supérieure et non de premier cycle longs déguisés.

— Des premiers cycles d'orientation ouverts à tous, donnant une formation générale aux bacheliers qui ne désirent pas se spécialiser tout de suite et leur permettant ensuite soit de trouver un emploi, avec un complément de formation spécialisée, soit de se réorienter vers des filières longues s'ils en ont la capacité.

2. — Les établissements.

Toutes les universités sont-elles capables d'assurer toutes ces formations ? La question mérite d'être posée, beaucoup estimant, par exemple, que les filières professionnelles courtes ne relèvent pas de la vocation des universités, ou encore que certains établissements pourraient se spécialiser dans le premier cycle, notamment dans les villes moyennes. C'est pourquoi, chaque établissement devrait pouvoir déterminer librement le type de formation qu'il s'engage à assurer, les moyens dont il disposerait pour les mettre en œuvre étant liés à une évaluation des résultats.

3. — Les disciplines.

Notre système d'enseignement (secondaire et supérieur) aboutit à ce paradoxe que les mathématiques sont devenues la discipline reine, mais que la France manque de scientifiques. Un double réajustement s'impose donc : dans les pro-

grammes de mathématiques, pour les rendre accessibles à un plus grand nombre, et dans la hiérarchie des disciplines, au profit notamment des lettres et des sciences humaines et expérimentales. La suggestion du Collège de France de multiplier les « pôles d'excellence » permettrait de tenir compte à la fois de la diversité des talents et des besoins des professions.

4. — La pédagogie.

Les expériences de rénovation menées dans certaines universités scientifiques en application de la loi Savary montrent que des progrès sensibles peuvent être obtenus en adaptant les méthodes d'enseignement aux différentes populations concernées (4). La diversification des procédures pédagogiques, l'utilisation des techniques nouvelles de communication (téléenseignement, informatique...) permettrait d'améliorer sensiblement les performances des premiers cycles.

5. — Les personnels.

L'idée fait son chemin que tous les universitaires ne doivent pas être nécessairement des enseignants-chercheurs. La formule actuelle ne correspond ni à la réalité, comme l'a montré le comité national d'évaluation, ni aux besoins d'un enseignement de masse, qui exige un taux d'encadrement élevé, et donc le recours à des enseignants se consacrant aux étudiants. L'accroissement du nombre des étudiants exigera sans doute d'aller plus loin, en faisant appel à des professionnels

non universitaires ou à des agrégés du secondaire.

Toutes ces suggestions — qui sont dans l'air, même si beaucoup hésitent à les formuler ouvertement, par crainte des réactions qu'elles susciteraient — relèvent de la même préoccupation : adapter les formations à la diversité des publics, donner à chaque filière des objectifs clairs, inviter les établissements à définir et à afficher leur politique ; permettre aux étudiants de s'orienter sans passer par l'épreuve de l'échec.

Les étudiants sont moins hostiles à la sélection qu'à l'exclusion et à l'inégalité. Ils redoutent les éliminations précoces et les voies sans issue. Les formations qui ont leurs préférences sont celles qui offrent un bon équilibre entre la difficulté d'accès et la valeur marchande du diplôme. Ils sont hostiles à une sélection généralisée qui limiterait les possibilités de recours. C'est pourquoi le maintien d'une voie de libre accès est nécessaire.

Mais un changement de l'économie actuelle du système ne sera accepté que s'il apparaît clairement que :

1) les voies sélectives justifient le barrage par la crédibilité professionnelle des diplômes ;

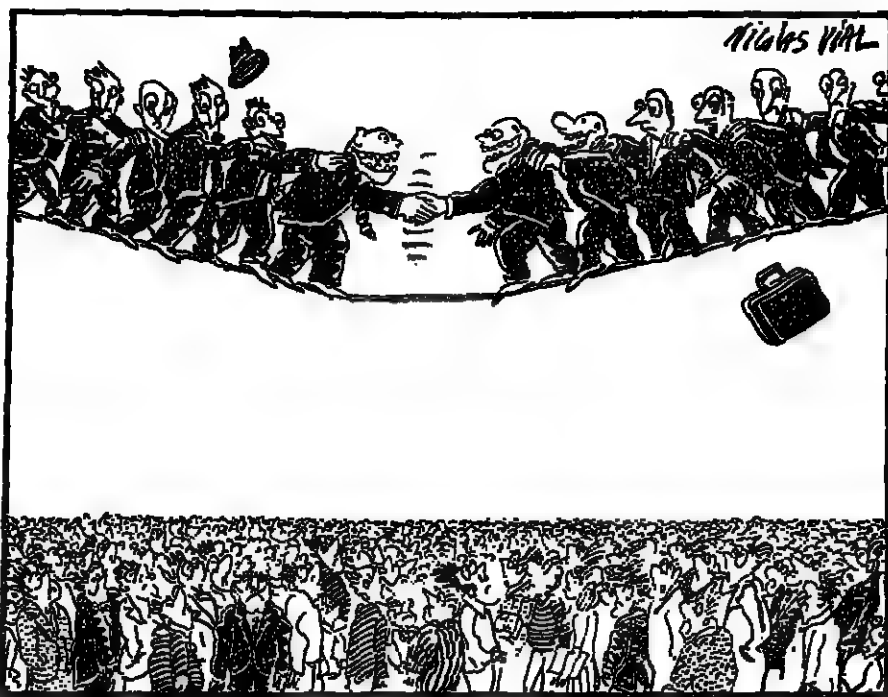
2) les voies non sélectives ne sont pas des impasses, mais de véritables formations générales permettant des orientations positives.

Le système d'enseignement français — secondaire et supérieur — crève d'une hypersélection, qui, à chaque palier, n'offre le choix qu'entre une voie « noble » et d'autres manifestations dévalorisées. Les jeunes ne pourront se réconcilier avec lui que s'ils ont la preuve que les réformes augmenteront leurs possibilités de choix et multiplieront leurs chances.

Cette démonstration, c'est sur le terrain qu'elle est attendue, non dans des discours ou des projets de loi. L'épreuve de vérité du consensus se jouera à la base. Grâce aux initiatives des établissements et à la confiance des étudiants.

FREDERIC GAUSSEN.

(1) *Le Monde* du 27 mai.
(2) *Le Monde* du 2 avril et du 26 mai.
(3) Dans son introduction au rapport du Comité national d'évaluation : *Où va l'Université ?* (Gallimard).
(4) *Le Monde* du 26 mai.



ÉCOLE SUPÉRIEURE INTERNATIONALE D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

MANAGEZ VOTRE TEMPS !

1^{er} EMPLOI
GOI
CYCLE MBA

CONCOURS JUILLET SEPTEMBRE

63, bd Exelmans 75016 PARIS (1) 46 51 51 26

L'ÉCOLE DES MANAGERS
Établissement Privé d'Enseignement Supérieur FINANCEMENT DES ÉTUDES À 100 %

GRUPE ESIAE
Ouverture pour la rentrée scolaire 1987/1988
LYON BORDEAUX LILLE METZ

Onze nouveaux magistères

Onze nouveaux magistères vont être mis en place à la rentrée prochaine. Lors de la création, en 1985, de ce diplôme universitaire de deuxième cycle à vocation professionnelle, dix-huit magistères avaient été accredités.

Les nouvelles créations annoncées sont dues pour la plupart à l'initiative d'universités de province (neuf sur onze) et portent sur toutes les disciplines : droit des affaires, fiscalité et comptabilité à Dijon, droit des activités économiques à Paris-I, économique et finances internationales à Bordeaux-I et marketing direct à Lille-I. En lettres et sciences humaines, Paris-IV proposera un magistère d'antiquité classique et Strasbourg-III un magistère de management de l'information.

Enfin cinq nouveaux diplômes sont accredités dans des disciplines scientifiques : mathématiques-mécanique à Bordeaux-I, mathématiques à Strasbourg-I, sciences de la matière à Lyon-I en association avec l'Ecole normale supérieure de Lyon, matériaux à propriétés électroniques (Strasbourg-I — Mulhouse), et génie moléculaire à Nancy-I.

Bénéficiant de moyens supplémentaires, ce « super-diplôme » est accessible à de petites équipes d'étudiants rigoureusement sélectionnés après deux années d'études supérieures. Diplôme d'université bénéficiant d'une accréditation nationale, il sanctionne trois années de formation associant enseignement, stages, étude de cas et interventions de professionnels.

(Publié)

ÉCOLE NATIONALE DES PONTS-ET-CHAUSSEES UNIVERSITÉ DE PARIS XII — UNIVERSITÉ DE PARIS I

« Les titulaires d'un diplôme d'ingénieur, d'une maîtrise de droit, de sciences économiques, de gestion, d'informatique, de sciences politiques, d'un diplôme d'Ecole supérieure de commerce, intéressés par un diplôme d'études approfondies « Transports » sont invités à contacter :

L'ENPC, sous-direction des formations spécialisées (Geneviève Guinard) 28, rue des Saints-Pères — 75007 Paris. Tél. : 42-60-34-13, postes 1146, 1151, 1150, ou Paris XII (M^{me} Lesage) avenue du Général-de-Gaulle — 94010 Créteil cedex. Tél. : 48-98-91-44, poste 2381 ou Paris I (M^{me} de Kerwenhoel) 27, rue Paul-Bert — 94204 Ivry cedex. Tél. : 46-70-11-52.

Date limite du dépôt des dossiers :
• 17 juin 1987, Session de juin.
• 31 août 1987, Session de septembre.

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE SECRÉTARIAT
ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Secrétariat de direction
Secrétariat médical
Traitement de texte

UNE VRAIE SECRÉTAIRE
A UN AVENIR ASSURÉ

40, RUE DE LIÈGE - 75008 PARIS
Tél. : 43.87.58.83 +
MÉTRO : EUROPE - SAINT-LAZARE - LIÈGE

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir
**assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. (1) 48.74.65.94
Documentation M sur demande

Education

Les résultats du Concours général

- Les élèves du privé font leur entrée au palmarès
- Des prix ont été décernés dans presque toutes les disciplines

Le concours général 1987 sera-t-il un grand cra ? Rares sont les disciplines où les prix n'ont pas été décernés. Le nombre des épreuves était, cette année, de trente-cinq au lieu de quarante et un l'an dernier : le français et l'histoire-géographie ont été supprimés en terminale ; la construction et les sciences économiques l'ont été en première, et la musique est commune aux deux classes.

Six mille quatre cent quatre-vingt-huit candidats de classes de première et de terminale se sont présentés, contre quatre mille cinq cents l'an dernier. Cet afflux record est sans doute dû à la décision de M. René Monory d'ouvrir pour la première

fois le concours aux élèves de l'enseignement privé.

Les établissements privés font une entrée honorable au palmarès : sur les cent quatre-vingt-quatre mentions décernées (quatre-vingt-un prix et cent treize accessits), ils décrochent cinq prix et quatre accessits — soit 10 % des récompenses, ce qui correspond à la place du privé dans le système d'enseignement français.

Les grands lycées publics restent cependant les pépinières privilégiées pour les brillants sujets. Ainsi, Louis-le-Grand, à Paris, conserve sa première place (douze prix et accessits), mais se fait souffler les premiers prix de mathématiques et de physique et est

désormais talonné par le lycée international de Saint-Germain-en-Laye et par le lycée de La-Tour de Metz, qui obtiennent dix mentions chacun.

Autre innovation de ce concours 1987 : le ministre de l'Éducation nationale a décidé d'instaurer un palmarès complémentaire dans chaque région pour primer notamment des candidats dont la copie n'a pas été couronnée au concours proprement dit. Cent trente-trois mentions régionales ont ainsi été attribuées.

Enfin, les lauréats ne recevront pas seulement cette année leurs traditionnels livres de prix. Ils se verront offrir des voyages scientifiques et culturels à l'étranger ou des stages en entreprise.

Classe de première

COMPOSITION FRANÇAISE

1^{er} prix : Serge Audier (Claude-Monet, Paris) ; 2^e prix : Philippe Buten (Albert-de-Mun, Nogent-sur-Marne) ; 3^e prix : Dinaïd Ribard (Buffon, Paris).

VERSION LATINE

1^{er} prix : Stéphane Diebler (Séverin, Paris) ; 2^e prix : Laure Senezo (Henri-IV, Paris) ; 3^e prix : Emmanuelle Sells (Paul-Valéry, Sète).

THÈME LATIN

1^{er} prix : Anne-Claire Hagi (H-Franci, Poligny) ; 2^e prix : Nicolas Bouchaillat (lycée français de La Marsa, Tunisie).

VERSION GRECQUE

1^{er} prix : Stéphane Diebler (Séverin, Paris) ; 2^e prix : Sébastien Minot (Montaigne, Bordeaux) ; 3^e prix : Edouard Foa (H-Polycar, Nancy).

HISTOIRE

1^{er} prix : Lionel Delbos (Saint-Joseph-de-Trois, Bordeaux) ; 2^e prix : Vincent Puech (Bellerive, Toulouse).

GÉOGRAPHIE

1^{er} prix : Fabrice Mathias (Louis-le-Grand, Paris) ; 2^e prix : Jean-Pierre Wagner (Georges-de-La-Tour, Metz).

Classes terminales

PHILOSOPHIE

1^{er} prix : Stéphane Alguillière (François-I^{er}, La Havre) ; 2^e prix : Philippe Gabel-Boto (Henri-IV, Paris) ; 3^e prix : Vincent Delacroix (Jean-Perrin, Lamberville).

PHILOSOPHIE

(Séries A, B, C, D, E)

1^{er} prix : David Spector (Louis-le-Grand, Paris) ; 2^e prix : Hugues-Olivier Ney (Hélène-Boucher, Paris) ; 3^e prix : Anne-Sophie Godfroy (Pierre-Bayen, Châlons-sur-Marne).

SCIENCES NATURELLES

2^e prix : Anthony Fardet (Externat des enfants nautas, Nantes).

MATHÉMATIQUES

(Séries C, E)

1^{er} prix : Julien Cassaigne (Descartes, Tours) ; 2^e prix : Bertrand Rynard (Jean-Mermoz, Dakar).

PHYSIQUE

(Séries C, D, E)

1^{er} prix : Pierre Baumann (Lycée polyvalent, Stèves) ; 2^e prix : Julien Cassaigne (Descartes, Tours) ; 3^e prix : Walter Appal (Voltaire, Orléans la Source).

SCIENCES ÉCONOMIQUES

(Série B)

2^e prix : Laurent Vuilleux (Jean-Paul-Sarra, Brest).

ÉCONOMIE ET DROIT

(Série G)

3^e prix : Guénel poulain (Bortend d'Argentan, Vire).

ALLEMAND

1^{er} prix : Ilsebe Hofmeister (Pontonniere, Strasbourg) ; 2^e prix : Sven Saura (Lycée international, Saint-Germain-en-Laye) ; 3^e prix : Marie-Joëlle Antoine (Méthérie, Caen).

ANGLAIS

1^{er} prix : Philippe errera (École active bilingue J.-M., Paris) ; 2^e prix : Stéphanie Roux (L. Bascan, Rambouillet).

1^{er} prix : Michèle Ledgerwood (Lycée international, Saint-Germain-en-Laye) ; 2^e prix : Anne Darrodeau (Lycée international, Saint-Germain-en-Laye).

ARABE

2^e prix : Jacqueline Karim (Kléber, Strasbourg) ; 3^e prix : Hind Mekki Berrada (Lyautey, Casablanca).

ITALIEN

1^{er} prix : Isabel Violante (Pontonniere, Strasbourg) ; 2^e prix : Frédéric d'Ascenzo (Voltaire, Paris) ; 3^e prix : Constance Jori (Henri-IV, Paris).

PORTUGAIS

1^{er} prix : Miria Martins (Lycée international, Saint-Germain-en-Laye) ; 2^e prix : Manuel Jorge (Julian, Bordeaux).

RUSSE

1^{er} prix : Anne Danzant (Charlemagne, Thionville).

CONSTRUCTION

(Série E)

1^{er} prix : Xavier Moine (Lycée technique M-Loritz, Nancy) ; 2^e prix : Alexandre Jaborzka (Lycée privé Osmann, Lille).

CONSTRUCTION MÉCANIQUE

1^{er} prix : Rémi Vaucher (Lycée techn. de Vinc. Saint-Germain-en-Laye) ; 2^e prix : Frédéric Mercier (Lycée techn. Paul-Langevin, Beaulieu) ; 3^e prix : Hervé Vallée (Lycée techn. Diderot, Paris).

ELECTRONIQUE

1^{er} prix : Jean-Pierre Desbrières (Lycée technique Louis-Lachenaie, Arzonay, Grenoble) ; 2^e prix : Pierre Uffoltz (Lycée technique Louis-Armand, Mulhouse) ; 3^e prix : Stéphane

Miloux (Lycée technique Saint-Joseph, Vannes).

ÉLECTROTECHNIQUE

1^{er} prix : Thierry Jacq (Lycée technique La Croix-Rouge, Brest) ; 2^e prix : Ronan Bostard (Lycée technique La Croix-Rouge, Brest) ; 3^e prix : Erik Granjon (Edouard-Berthelot, Lyon).

GÉNIE CIVIL

2^e prix : Thierry Delvert (Lycée technique Cusani, Anglet).

CHIMIE

3^e prix ex-aequo : Marc Bazimou (Lycée technique, Armentières) ; Didier Marsacq (Saint-Louis, Bordeaux) ; Christophe Culin (École nationale de chimie P.-B., Paris).

BIOCHIMIE

1^{er} prix : Olivier Riandol (École nationale de chimie-pharmacie et biologie, Paris) ; 2^e prix : Nicole Villard (LPE La Marinière-Duchère, Lyon) ; 3^e prix ex-aequo : Nathalie Bouillot (LPE La Marinière-Duchère, Lyon) ; Laurent Massenet (Lycée technique Albert-Clavelle, Périgueux).

BIOLOGIE

2^e prix : Jean-Luc Visier (Lycée technique Uruguay-France, Avon) ; 3^e prix : Véronique Cottin (Lycée technique Louis-Armand, Mulhouse).

MÉTÉO-SOCIAL

1^{er} prix : Sandrine Chevreau (Lycée technique Jean-Rostand, Caen) ; 2^e prix : Sandrine Bajès (Lycée technique La Marinière-Duchère, Lyon).

TECHNIQUE DU BATIMENT

1^{er} prix : Christian Moullevois (Henri-Foina, Lyon) ; 2^e prix : Marc Defendini (Lycée technique D-Diderot, Marseille).

Début des épreuves du baccalauréat

Le nombre des candidats augmente plus rapidement dans les séries technologiques

La session 1987 du baccalauréat s'est ouverte, mercredi 10 juin, par l'épreuve de philosophie. Celle-ci a lieu, traditionnellement, une douzaine de jours avant les autres épreuves écrites pour laisser aux correcteurs le temps d'opérer. Les candidats retrouveront les salles d'examen les 22 et 23 juin (pour les baccalauréats technologiques) ou les 24, 25 et 26 juin (pour les baccalauréats d'enseignement général).

Ils sont 416 875 cette année, soit 4 % de plus que l'an passé, et représentent environ 37 % de jeunes d'une classe d'âge. L'augmentation, modeste, du nombre des inscrits est plus le fait des séries technologiques (F, G, H : + 5,8 %) que des séries générales (A, B, C, D et E :

+ 3,4 %). Cette année a lieu la première session du baccalauréat professionnel ; elle concerne 1 175 candidats, qui y ont accédé en deux ans après l'obtention d'un brevet d'enseignement professionnel (BEP).

Les modalités de l'examen ne subissent cette année que quelques retouches : les dates des épreuves ont été reculées d'une semaine, pour que la fin de l'année scolaire soit un peu moins perturbée par l'organisation de l'examen. Un nouveau livret scolaire, indiquant notamment le

niveau atteint par l'élève dans la maîtrise de certains savoirs jugés fondamentaux dans chaque discipline, est mis à la disposition des jurys. Ces derniers travailleront en liaison avec une « commission d'entente et de conciliation », qui élaborera dans chaque académie des recommandations pour la correction et l'évaluation des épreuves.

S'ils constatent des différences trop importantes au moment des délibérations, les présidents de jury pourront demander aux correcteurs de réviser leur note. M. Guy Bayet, président de la Société des agrégés, proteste, dans un communiqué, contre cette disposition, qui doit selon lui aboutir à « provoquer un afflux massif de bacheliers très médiocres dans les universités ». Le taux habituel de réussite varie de 60 % à 95 % selon les séries et a atteint, en 1986, la moyenne record de 68,4 %. Même si une telle performance se renouvelait cette année, ce n'est qu'à peine un tiers des jeunes qui pourraient demander aux correcteurs de réviser leur note. M. Guy Bayet, président de la Société des agrégés, proteste, dans un communiqué, contre cette disposition, qui doit selon lui aboutir à « provoquer un afflux massif de bacheliers très médiocres dans les universités ». Le taux habituel de réussite varie de 60 % à 95 % selon les séries et a atteint, en 1986, la moyenne record de 68,4 %. Même si une telle performance se renouvelait cette année, ce n'est qu'à peine un tiers des jeunes qui pourraient demander aux correcteurs de réviser leur note.

Les futurs bacheliers n'attendront probablement pas leurs résultats pour se préoccuper de leur avenir. C'est en tout cas ce que pense l'UNEF indépendante et démocratique, proche du PS. Ce syndicat étudiant diffuse à la sortie des épreuves de philosophie du bac un tract intitulé « Elle court, elle court la sélection, elle ne passera pas par nous », qui rappelle, textes à l'appui, que tous les bacheliers ont accès à l'université.

L'ex-FLNC suspend ses attentats

L'ex-FLNC (Front de libération national corse) a décidé de suspendre ses attentats contre les enseignants continentaux en cette fin d'année scolaire afin que les examens puissent se dérouler « en toute sérénité ». « Nous prenons nos responsabilités », affirme l'organisation nationaliste clandestine dans un communiqué diffusé mardi 9 juin. L'Ent français doit prendre les siennes en respectant le sens et la portée de nos actions (...). Dès la rentrée, nous saurons nous montrer vigilants. Les enseignants continentaux ont été ces dernières années les victimes privilégiées des nationalistes. Ils ont subi depuis 1982 une centaine de plastiques, dont dix-sept au cours des dernières semaines.

INSTITUT DES SCIENCES DE LA FAMILLE

Son institut en France à proposer sur la famille une formation pluridisciplinaire, universitaire (3 cycles) ou pratique. Thème dominant 87-88 :

L'ADOLESCENCE

Programme : L.S.F. 30, rue Seine-Hélène, 69002 LYON Tél. : 78-92-91-24

Création d'un institut de recherche sur l'immigration

M. Gérard-François Dumont, président de l'Institut de démographie politique, et Yves-Marie Lalan, président de la Conférence des Caisses de crédit municipal à Paris, viennent de créer l'Institut de recherche immigration et société, IRIS (1). Tous deux militants RPR, ils affirment avoir obtenu le soutien « d'un élu de la droite, de quelques-uns d'extrême droite et même du centre » et souhaitent rassembler des personnes qui désirent que « l'on mette enfin des études à long terme sur l'immigration, que l'on fasse le point sur les statistiques et apporte régulièrement des informations ».

M. Dumont avait collaboré au dossier controversé paru le 26 octobre 1985 du *Figaro-Magazine*, sous le titre « Serons-nous encore français dans trente ans ? ». Dans un premier temps, l'IRIS va publier une revue trimestrielle. Il sera financièrement aidé par le Cercle des libertés républicaines dont M. Lalan est le président.

(1) IRIS, 6, rue Saulnier, 75009 Paris.

Manifestation silencieuse à Caen. — Pris de deux mille manifestants ont défilé en silence, mardi 9 juin, dans les rues de Caen (Calvados), à l'appel de SOS-Racisme et de plusieurs organisations politiques, syndicales et humanitaires, sous une bannière unique : « Halte aux crimes racistes », cinq jours après la mort d'Abdelkader Moudoudi, l'espion algérien abattu dans son magasin à coups de revolver par un inconnu qui a également blessé un client français d'origine tunisienne. — (Corresp.).

Chambre de commerce et d'industrie de Paris

IMMERSIONS ALLEMAND ANGLAIS ESPAGNOL

90 h : ENTREPRISES	du 29 juin	EAP
60 h : ÉTUDIANTS	du 10 juillet	CENTRE MALESHERBES Paris (17 ^e)
		Tél. : 47-54-65-00

ANGLAIS CRVENT GARDEN LONDRES

Diplômes à 600 heures. Cours longs et courts. Tous cours adaptés de l'enseignement. Seul Collège Londres. Agence par la Société Cramail. 64-66 Long Acre, Londres WC2E 8LN (Angleterre). Tél. : 01-479-2861. Téléc. : 01-479-2862. Fax : 01-479-2863.

Médecine

Le dépistage du SIDA dans les pays industrialisés

L'alerte aux frontières

Les chefs d'État et de gouvernement des sept grands pays industrialisés réunis à Venise ont abordé, le mercredi 10 juin, les problèmes liés à l'épidémie de SIDA. Quelles mesures les pays peuvent-ils adopter à l'égard des ressortissants étrangers pour prévenir l'expansion de cette épidémie à l'intérieur de leurs frontières ? Après les États-Unis, qui viennent de décider l'interdiction de l'entrée des immigrants séropositifs sur leur territoire, l'Europe prendra-t-elle des mesures comparables ?

Plus l'épidémie de SIDA s'étend à travers le monde, plus il devient problématique de concilier les impératifs sanitaires et les droits de l'homme. Dernière illustration des difficultés rencontrées : la volonté exprimée par plusieurs pays d'établir un contrôle aux frontières des personnes contaminées par le virus.

Un certain nombre de pays ont déjà pris, ou ont envisagé de prendre très rapidement, des mesures à l'égard des étrangers désirant immigrer. C'est déjà le cas de la Belgique, en RFA. C'est aussi le cas de la Belgique ou de l'Italie à l'égard des étudiants africains. Le Japon étudie un projet de dépistage pour les étrangers, et le président

15 mai dernier, « l'inefficacité, en termes de prévention, du recours à toute politique de dépistage systématique et obligatoire, notamment lors de contrôles sanitaires aux frontières ».

Il semble que les choses soient plus compliquées que prévu tant au niveau gouvernemental français qu'à l'échelon européen. « On assiste, dans la plupart des pays européens, à un affrontement entre les ministères de la santé et les ministères de l'Intérieur, confiés-on à Bruxelles dans les milieux de la CEE. Jusqu'à présent, ce sont les ministères de la santé qui ont approuvé les mesures les plus strictes, mais les ministères de l'Intérieur travaillent dans l'ombre de manière informelle. Les premiers privilégient l'information et les seconds envisagent beaucoup plus volontiers des mesures coercitives au premier rang desquelles le dépistage sérologique pour les sujets des pays n'appartenant pas à la CEE et désireux s'implanter en Europe. De nombreux éléments laissent penser que l'on pourrait ainsi voir la CEE adopter une position équivalente à celle des États-Unis ».

L'opposition raisonnée aux campagnes de dépistage systématique comme aux contrôles sanitaires aux frontières n'implique nullement l'abandon de toute politique de lutte

Les dispositifs de protection

Pays	Nombre de cas recensés par l'OMS	Dépistage systématique (%)
CANADA	1 000	Non
ÉTATS-UNIS	35 769	Pour les immigrants et certains catégories de ressortissants : les militaires, les diplomates en poste à l'étranger, les chômeurs en formation professionnelle, les détenus des prisons fédérales.
FRANCE	1 675	Non
ITALIE	664	Non
JAPON	38	En projet
RFA	1 036	Non, sauf en Bavière. Pour les immigrants (n'appartenant pas à la CEE) et les candidats à la fonction publique.
ROYAUME-UNI	750	Non
URSS	31	• En projet • Pour les étudiants étrangers
CHINE	2	Non
INDE	9	Étudiants de tiers-monde
BELGIQUE	238	Étudiants de tiers-monde et coopérants.

(*) Le dépistage systématique des dons de sang est pratiqué dans tous les pays de la CEE, aux États-Unis, au Canada et au Japon.

Ronald Reagan annonce qu'il y a quelques jours des mesures équivalentes pour les personnes venant s'installer sur le territoire américain. Cette décision, ajoutée à la volonté américaine d'effectuer un dépistage systématique auprès de l'ensemble des prisonniers incarcérés dans les prisons fédérales, a suscité de très vives réactions au sein de la communauté scientifique spécialisée, qui fait remarquer qu'il y a quelques jours à Washington (le Monde du 2 juin).

En fait, deux types d'arguments sont avancés. Les premiers font valoir l'urgence qu'il y a pour des raisons de santé publique à dépister au plus vite les sujets à priori contagieux. Les seconds soulignent le caractère relatif et dangereux de ces mesures. Un test peut parfois être négatif et le porteur de virus contaminé. Mais, surtout, comme aucune thérapeutique n'est actuellement efficace, la séropositivité reconnue pourrait conduire à l'exclusion sociale et à une forme d'enfermement. C'est ainsi que le Congrès du Texas a adopté, il y a quelques jours, une loi amorçant la mise en quarantaine des porteurs du virus.

La communauté européenne, pour sa part, semblait avoir adopté une position différente, en soulignant, le

contre l'épidémie, pas plus qu'elle ne sous-entend la détection aveugle des droits individuels. « La société est en droit de veiller à sa protection contre ce qui la menace, écrit le Père Patrick Verspiess. Cela peut justifier certaines contraintes sur les individus et même la restriction de certains droits. On juge bien légitime aujourd'hui l'obligation de quelques vaccinations et l'enfermement à l'office des aliénés et des alcooliques dangereux. Mais toute mesure ne serait pas acceptable » (1).

Compte tenu de l'absence de contagiosité par les voies autres que sanguines ou sexuelles, on peut soutenir que toute ségrégation des malades est injustifiée. A condition, toutefois, que la population soit dans son ensemble tenue très régulièrement et très précisément informée de la situation sanitaire et des moyens — simples — à mettre en œuvre (en particulier lors des relations sexuelles) pour éviter la contamination. Là est la véritable urgence et le vrai devoir des pouvoirs publics.

JEAN-YVES NAUL

(1) « SIDA, la nécessaire vigilance », par Patrick Verspiess. Revue *Études* (avril 1987).

(Publicité)

ÉCOLE CENTRALE DE PARIS

MASTRE SPÉCIALISÉ EN GÉNIE INDUSTRIEL ET MANAGEMENT DE L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE

SEPTEMBRE 1987

Le programme d'enseignement comprend un ensemble structuré de cours théoriques complétés par des travaux pratiques allant de 15 heures à 15 jours et d'un stage en entreprise d'une durée de 24 semaines.

Ces enseignements sont donnés par des professeurs expérimentés de l'ENCP et des responsables d'entreprises associées au programme.

Les principaux domaines couverts par le programme sont les suivants :

- Conception de projets industriels
- Management de la production et des services
- Développement humain et social de l'entreprise
- Gestion de l'innovation technologique.

Les candidats français ou étrangers doivent être titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou d'une Ecole de Gestion ou d'un diplôme équivalent de l'Enseignement Supérieur.

Le coût de la formation est fixé à 35 000 francs ; possibilité de congés individuels de formation.

INFORMATIONS : Ecole centrale de Paris, Grande voie des vignes - 92295 Châtenay-Malabry Cedex. Tél. : 46-61-33-18 poste 1197 ou 1189.

Vos études

LA VÉRITÉ sur les ÉCOLES DE COMMERCE ET DE GESTION

N° 1 en Kiosque

Institut LESCHI

COURS PRIVÉ de la 6^e aux Terminales A-B-C-D-G

Classes à effectif réduit

Une formation par niveau qui tient compte de la personnalité de chaque élève

Une pédagogie de la responsabilité

58, cours Julien, 13006 MARSEILLE

Tél. : 91-48-10-04

INSTITUT DES SCIENCES DE LA FAMILLE

Son institut en France à proposer sur la famille une formation pluridisciplinaire, universitaire (3 cycles) ou pratique. Thème dominant 87-88 :

L'ADOLESCENCE

Programme : L.S.F. 30, rue Seine-Hélène, 69002 LYON Tél. : 78-92-91-24

ANGLAIS CRVENT GARDEN LONDRES

Diplômes à 600 heures. Cours longs et courts. Tous cours adaptés de l'enseignement. Seul Collège Londres. Agence par la Société Cramail. 64-66 Long Acre, Londres WC2E 8LN (Angleterre). Tél. : 01-479-2861. Téléc. : 01-479-2862. Fax : 01-479-2863.

ARTS ET SPECTACLES

Les festivals musicaux de l'été

UNE fête de la musique qui durerait deux mois. Plus que cela : un brasier qui s'allumerait bien avant la Saint-Jean et dont les derniers feux continueraient de briller en automne. Contrairement à Monsieur Carnaval, Sa Majesté Festival prétend chaque année davantage à la longévité.

« Faites de la musique » ? Allez l'écrire au moins. Les quelques quatre-vingts lieux et le petit millier de programmes classiques ici recensés devraient vous aider. Au fait, comment s'y retrouvent-ils, les serveurs du vacancier, artistes à la carrière internationale, subitement versés au seul service des mélomanes français, que tous les festivals se mettent subitement à s'arracher ? Une exemple : Augustin Dumay. Violoniste né coiffé, qui ne cesse de faire des progrès. Espérons qu'il s'est néanmoins reposé avant de jouer le 3 juillet à Divonne, le 19 juillet à Sully-sur-Loire, d'être aux Arcs à partir du 24 juillet, avant de gagner Villeveille le 8 août, La Roque-d'Antéron le 9, Le Touquet

le 14, Deauville le 23 et Montreux le 24 ! La mode baroque continue de gagner, de nouveaux temples s'ouvrent au piano, les ensembles de musique de chambre sont surmenés : l'argent venant à manquer pour les grandes formations symphoniques comme pour les stars du beau chant,

L'irrésistible feu de paille

L'heure est aux distributions moins coûteuses. Qui s'en plaindrait ? Le fossé entre l'amateur et le praticien se réduit.

De ce paysage sage émergent néanmoins quelques entreprises singulières, audacieuses ou démesurées. A Montpellier, festival d'une ville, d'une région et de René Koering, relayés cette année encore par France-Musique,

nul n'entre s'il n'est boulimique, nul ne résiste au mélange des genres s'il n'est animé d'une insatiable curiosité. A Saintes, où vit toute l'année la musique ancienne, Philippe Herreweghe a convié une table d'inconnus, compositeurs et interprètes venus de l'autre côté des Pyrénées, pour nous enseigner, avec l'appui de conférenciers, les secrets de dix siècles de musique espagnole. Aux curieux, encore, et aux vrais accrochés les joies de cette académie d'été.

Mais les valeurs les plus sûres restent les mieux partagées : les requiems sont toujours, sous le soleil, énormément exécutés. Celui de Mozart à Honfleur, à Biot, au Vigan. Celui de Fauré à Saint-Rémy-de-Provence et à Saint-Céré. Celui de Verdi à Lannion et à Strasbourg. Celui de Brahms à Paris-Sorbonne. Celui de Berlioz à La Chaise-Dieu. Sans oublier la « Symphonie funèbre et triomphale » de La Côte-Saint-André. Manière de souhaiter que ces mois de repos soient éternels ?

ANNE REY.

Paris-Ile-de-France

RUEIL-MALMAISON

30 juin-17 juillet
Quatre concerts de l'Orchestre de chambre Jean-François Paillard (le 30 juin, 7 juillet) et du conservatoire (2 et 7 juillet). CH

★ Hôtel de ville, 92501 Rueil-Malmaison. Tél. : 47-32-82-53.

MUSIQUE EN SORBONNE

4-9 juillet
Cinq occasions brahmiennes d'apporter à nouveau le bon vieux amphithéâtre Richelieu. Brahms par le Quatuor Apollon (le 4). Récital J.-M. Bon, piano (les 6 et 8). Requiem allemand, direction Grimbart (les 7 et 9). CH

★ Musique en Sorbonne, 2, rue, France-de-Colombie, 75019 Paris. Tél. : 42-51-59-11.

SAINT-FARGEAU

5 juillet-23 août
Huguette Dreyfus, clavecin (le 5). E. Schumann, alto, Michel Lethiec, clarinette, Anne Quatreffès, piano (le 12). Récital M. Drobosky, violoncelle (le 19). Renaud et Françoise Fontaneros, violoncelle et piano (le 26). Noël Lee et Christian Ivaldi, deux pianos (le 9 août). W. et C. Kurikawa, violon et piano (le 16 août). Pascal Rogé, piano (le 23 août). CH

★ Château de Saint-Fargeau, 93170 Saint-Fargeau. Tél. : 95-74-05-57.

FESTIVAL ESTIVAL

15 juillet-16 septembre
Musique française par le NDF, direction Jacques Mercier (le 15, maison de Radio-France, Collège instrumental de Bruges (le 16, Saint-Merri). Ensemble Organum (le 17, Saint-Gervais). Schola Antiqua (le 20, Saint-Séverin). Jean-Efflam

Bavouzat, piano (le 21, auditorium des Halles). Orchestre de chambre Jean-François Paillard (le 22, auditorium des Halles). Orchestre de chambre de Norvège (le 23, auditorium des Halles). Groupe vocal de France (le 24, 19 h, auditorium des Halles). Bernard Foccart, orgue (le 25, 20 h 30, Saint-Germain-des-Près). Récital J. Bona, baryton (le 26, château de Maisons). Chant et orgue (le 27, Saint-Séverin). Angela Hewitt, piano (le 28, auditorium des Halles). L'Opéra du Groupe vocal de France (le 29, auditorium des Halles). Mozart par Quatuor Nielsen et orchestre de chambre de Tchécoslovaquie (le 30, auditorium des Halles). Bach par Jean Boyer, orgue (le 31, Saint-Germain-des-Près). etc. D

★ EEP, 20, rue Geoffroy-l'Asnier, 75004 Paris. Tél. : 48-04-98-01.

ORANGERIE DE SCEAUX

15 juillet-11 octobre
Orchestre de chambre de Cologne (les 16 et 19 juillet). Récital Michèle Lavigne, piano (le 25). Jeune Quatuor italien et Bruno Rigutto, piano (le 26). Yvon Chiffolleau, violoncelle, et Pierre Resch, piano (le 1^{er} août). Quatuor Vioiti (le 8). Duo Grommelynsky, deux pianos (le 9 août). Aurélie Nicot, flûte (le 16 août). Daniel Lively, piano (le 23 août). Quatuor Woodstrings (le 29 août). Quatuor Paris (le 30 août). etc. CH

★ SMES, BP 52, 92333 Sceaux cedex. Tél. : 48-80-07-78.

FESTIVAL DE FRANCE

22 septembre-9 octobre
Producteur : la mairie de Paris. Président : Marcel Landowski. Programme soigneusement hexagonal. Roméo et Juliette, de Berlioz, direction Cyril Diederich (le 22). Guerand, d'Albéniz Magnard, avec Hildegarde Behrens, direction Michel Plasson (le 27). Rachmaninov, d'Albert Roussel, toujours par Plasson (le 29). Léo, de Berlioz, direction Serge Baudo (le 6 octobre). Œuvres de Fauré, Poulenc, Honegger, Dutilleul, Milhaud, Saint-Saëns, Debussy, Ravel, et même du Belge Guillaume Lakiu (D)

★ Bureau du Festival, 8, rue France-Mitron, 75004 Paris. Tél. : 42-77-91-55.

FESTIVAL INTERNATIONAL DE VIOLONCELLE

16-25 octobre
Schubert et Villa-Lobos par les violoncellistes de l'Ensemble instrumental de Paris (le 16). Paul Tortelier et Jean Hubeau (le 17). Récital des premiers prix de violoncelle du Conservatoire (le 18). Quintettes de Mozart et de Weber (le 24). Récital Jean Hubeau, piano (le 25). CH

★ M. Masqui, 1, avenue Louise-Benoist, 93170 Vanvres-le-Buisson. Tél. : 98-20-00-33.



La jeune virtuose Klein.

Bretagne-Charente-Aquitaine

DINAN

1^{er}-9 juillet
Jazz, folk, musique chorale et andalouse, concours de harpe, happening musical (le 8). D

★ Mairie, 22100 Dinan. Tél. : 95-35-22-43.

SAINTES

4-15 juillet
Un thème : l'Espagne d'hier et d'aujourd'hui. Une dominante : la musique vocale donnant à entendre : Chœur et Orchestre de musique ancienne de Barcelone, direction Philippe Herreweghe (le 4). Académie d'Harmonie de Barcelone (le 5). Taille Scholiers (le 6). Récital Francis Kohn, orgue (le 7). Séquentia Kohn : Planos des cours d'Espagne (le 8). Œuvres contemporaines de Igarro, Homa, Mestres Quadrany, Guirao, par l'Ensemble Diabolus in musica, direction Guirao (le 8). Musique de l'époque de l'Invisible Armada (le 10) et musique du Siècle d'or (le 11), par l'Ensemble Hérodion XX, direction Jordi Savall. Quatuor Mosquies, direction Christophe Cohn (le 13). Collegium Vocale de Gand, direction Philippe Herreweghe (les 14 et 15). Conférences ouvertes au public (du 6 au 11, à 11 h). A

★ Institut Abbaye-aux-Dames, BP 214, 17104 Saintes. Tél. : 46-52-51-35.

CHARENTES

5 juillet-6 septembre
Convention d'organistes à la cathédrale : M. Jean (le 5). Y. Hekimova (le 12). G. Idanstan (le 19). P. Oubine (le 26). M. Adamczewski (le 2 août). P. De Kergomneux (le 9 août). C. Mantoux (le 15 août). M. Jezo (le 16). C. Walsh (le 23). M. Nosetti (le 30). D. Glaus (le 6 septembre). OR

★ Association des organes de Charentes, 75, rue de Grenelle, 75007 Paris. Tél. : 46-48-31-74.

BREST

8-27 juillet
Chœur de la synagogue de Paris (9 juillet, Brest). Ensemble de Camera (le 10, Gouesnou). Solistes du Bolchoï (le 15, Brest). Chœurs d'Oxford (le 17, Roscoff). Madrigalistes de Prague (le 25, Brest). Chorale de Pampelune (le 27, Carantec). D

★ Arts et Culture et Finistère, palais des Arts, 29237, Brest Cedex. Tél. : 98-44-25-44.

PONTIVY

7 juillet-25 septembre
Ensemble Pro Cantione Antiqua (le 15). Orchestre de chambre de

Chambéry (le 21). Gérard Causé, alto, et Orchestre de chambre scholastique (le 4 août). Jean Boyer, orgue, et Orchestre Saint-James de Londres (le 12). Trios de Mendelssohn, Ravel et Schubert (le 24). Schuman, œuvres pour alto et piano (le 7 septembre). Récital flûte et clarinette, par Catherine Cantin et Philippe Mayer (le 25 septembre). CH

★ Mairie, 86308 Pontivy Cedex. Tél. : 87-25-00-33.

LANNION

10 juillet-21 août
André Isor et quintette de cuivres des pays de Vaine (le 10). Récital Marie-Claire Alain, orgue (le 17). Requiem, de Verdi, par l'Orchestre Paul Kuentz (le 24)... D

★ Bureau du Festival, 3, rue de la Renaissance, 22300 Lannion. Tél. : 95-37-07-73.

RAVEL EN AQUITAINE

25 août-15 octobre
Quatre-vingt villes et communes s'associent pour fêter leur musicien, né à Ciboure en 1875. Manifestations thématiques itinérantes : reconstitution de concerts historiques ; intégrale de la musique de chambre et de l'œuvre pour piano ; toutes les mélodies. Par le Strauss Kapelle de Vienne, Jean-Philippe Colard, Philippe Entramont, Jacques Rouvier, Hélène Grimaud, Nikita Magaloff, Pascal Rogé, Bruno Rigutto, Mady Mesplé. L'Orchestre du Capitole, dirigé par Michel Plasson, et bien d'autres. Cours publics et concerts d'élèves à Saint-Jean-de-Luz. D

★ ADAMA, Tél. : 56-78-06-15.

RIOM

16-30 juin
Jean-Philippe Colard (le 16). Benedetto Lupat (le 18). Elvane Rodriguez (le 20). Alice Ador (le 24). Duo à quatre mains Croelynick (le 28). Jean-Claude Pennerier (le 28). Jean-Claude Pennerier et Laurent Martin, deux pianos (le 30). P

★ Syndicat d'initiative, 18, rue du Commerce, 63200 Riom. Tél. : 73-38-58-45.

GRANGE DE MESLAY

19-25 juin
Huit programmes entièrement consacrés à Brahms, sous les célestes poutres médiévales. Fine Arts Quartet, Youri Bashmet, alto, Karine Georgian, violoncelle (le 19). Chœur de chambre de Lyon, Georges Pludermacher et Jean-François Heisser, piano (le 20). Edith Mathis, soprano, Christoph Eschenbach, piano (le 21). Quatuor Orlando, Michel Portal, clarinette, Youri Egorov, piano (le 26). Raphaël Oleg, violon, Hortense Cartier-Bresson, piano, François Guye, violoncelle (le 27, 12 h). Michel Dalberto, Nikita Magaloff, piano (le 27, 21 h). Sviatoslav Richter (le 28, 12 h). Michèle Melnik, violoncelle, et Pavel Gililov, piano (le 28, 19 h). CH

★ Fêtes musicales de Touraine, mairie, 37032 Tours Cedex. Tél. : 47-21-85-08.

SULLY, ORLÉANS ET LOIRET

19 juin-19 juillet
Orchestre de chambre de Savoie, direction Patrice Fontanarosa (le 19). Quatuor Yeays (le 21). Marie Tico, piano, et Orchestre de chambre écossais (le 26). Ivo Pogorelich, piano (le 27). Orchestre national de jazz (le 3 juillet). The English Concert, direction Trevor Pinnock (le 4). Musica antiqua de Cologne (le 5). Les cordes de la Philharmonie de Berlin (le 10). Didier Lockwood, jazz (le 13). Trio Tchakovski (le 17).

Les vents de la Philharmonie de Berlin, Mikhail Rudy, piano (le 18). Orchestre de Lille, direction Jean-Claude Casadesu, Augustin Dumay, violon (le 19). Académie de piano, dirigée par France Cidet (du 1^{er} au 14 juillet). CH

★ Bureau du Festival, BP 58, 45600 Sully-sur-Loire. Tél. : 38-38-29-48.

VICHY

23 juin-5 septembre
Saison d'été (opéra, théâtre, danse et musique symphonique) : Boris Godounov, dans la production de l'Opéra de Varsovie, pour deux représentations, après Paris (les 23 et 24 juin).

La Vera Constanza, de Haydn : mise en scène, d'Elisabeth Navratil, direction Amour du Ciel (le 5 juillet) ; la Belle Hélène (le 8 août) ; Rigoletto (le 11 août) ; Faust (les 14 et 16 août), prêtés par l'Opéra du Rhin. Mikhail Rudy, piano, avec le Nouvel Orchestre de Vichy (le 18 août). Finale du Grand Prix national de chant (le 22 août). OP

★ Théâtre-Opéra, BP 130, 03200 Vichy. Tél. : 70-58-90-55.

MUSIQUE RUSSE A TOURS

6-31 juillet
En marge d'une académie qui réunit, pour la troisième fois cette année, les plus grands pédagogues soviétiques, on pourra écouter : le Quatuor Borodine (les 7 et 11). Youri Bashmet et les Solistes de Moscou (le 8). Les solistes du Bolchoï, direction Marc Ermler (le 15).

Musique liturgique par les Chœurs de chambre de Moscou (le 18).

L'Orchestre national symphonique d'URSS, avec Yevgeni Malinin, piano (le 17). Le Kovenatchine, de Mousorgski (le 18).

L'intégrale des Préludes et fugues, de Chostakovitch, par Tatiana Nikolaeva, piano (le 21). La Dame au petit chien, de Shchedrin d'après Tchekhov, dansé par Maia Plissetskaja (le 22).

Les enfants prodiges : Ripin, violon (le 23), et Kisan, piano (le 24). L'Orchestre symphonique d'URSS, dirigé par son second chef, Gavrilov, dans des œuvres de Krenikov, Tchaikovsky, Kontchali, Kabalevski, Schnittke (Concerto pour alto) les 27, 28, 29 et 31 juillet. D

★ Bureau de l'académie, 3, rue Anacle, 92200 Neuilly. Tél. : 47-22-97-08.

ANCY-LE-FRANC

11 juillet-29 août
Chorale du collège d'Eton (les 11, 12 et 13 juillet). Didon et Enée, de Purcell ; Pyramus et Thisbe, de J.-F. Lampe (les 11, 12 et 13). Chœurs d'Oxford (le 14).

La Mort de Didon, opéra-masque de J.-Ch. Papeuch (les 17 et 18). Le Retour d'Ulysse, de Monteverdi (les 24, 25, 31 et 1^{er} août).

Polyphonie de Cambridge, Westminster Chamber Orchestra (les 7 et 8 août). A

★ Bureau du Festival, Château d'Anzy-le-Franc, 93160 Anzy-le-Franc. Tél. : 86-75-14-83.

GARGILESSE

21-29 août
Concert des élèves de l'académie de harpe (le 21). Les Saqueboutiers et l'ensemble A Sai Voci (le 22). Finale du concours Cazala (le 28). Concert Marie-Claire Jamet, harpe (le 28). CH

★ Association des amis du Festival de Gargilesse, 36190 Gargilesse. Tél. : 54-47-53-11.

(Lire la suite page 22.)

Tapez MDF ou COM 21

La Maison des festivals, fondée en 1985 par la Société lyonnaise de banque, a créé un service télématique pour permettre aux festivals, aux publics et aux professionnels de disposer rapidement d'informations. Ce guide télématique dont la promotion est assurée par Télérama, compte se développer dans l'avenir et s'enrichit déjà d'une messagerie Grand public/festival (la maison des festivals, 16 rue de la Banque, 75002 Paris. Tél. : 42.61.05.40. Sur Minital : 3615 « MDF »).

De son côté, l'Association nationale de diffusion culturelle (ANDC) a mis au point un service Minital à vocation musicale et culturelle qui permet de réserver ses places. Editeur du guide Saison en Europe, l'ANDC va ainsi disposer d'un service complet qu'utilise ce printemps, à titre expérimental, la Festival du Marais. (3615 code COM 21.)

CONSULTEZ LE MONDE DE LA MUSIQUE

Les programmes quotidiens de tous les festivals, français et étrangers, sont publiés comme chaque année dans deux numéros successifs du Monde de la musique, celui de juin, actuellement en vente, et le n° 102, daté juillet-août. Le mensuel Diapason consacre une bonne partie de son numéro de juin au recensement des festivals, avec notamment une carte-poster et un calendrier par artiste.

Nanterre/Amandiers
SAISON 87-88

TCHEKHOV

CHEREAU

Nanterre/Amandiers
SAISON 87-88

KLEIST

ROMANS

Nanterre/Amandiers
SAISON 87-88

MÜLLER

WILSON

Nanterre/Amandiers
SAISON 87-88

MÜLLER

WILSON

Nanterre/Amandiers
SAISON 87-88

MÜLLER

WILSON

Les festivals

Centre – Pays-de-la-Loire
Auvergne

(Suite de la page 21.)

LA CHAISE-DEU
25 août – 6 septembre

Georges Cziffra, piano (le 25). Les Arts florissants, direction William L. Viste (le 26). Orchestre national de France, direction Lorin Maazel (le 27). Hommage à Christobal de Morales (le 28). Couperin et son temps (le 29). Monteverdi-Mozart, direction Michel Corboz (les 29 et 30).

Emile Neumoff, piano (le 30). Les douze violoncelles de la Philharmonie de Berlin (le 2 septembre). Beaux-Arts Trio (le 3 septembre). Hommage à Henri Pourcel (le 4 septembre). Cyril Huvé et Daniel Mesguich, Requiem, de Berlioz (le 5 septembre). Messe solennelle, de Gounod, direction Jacques Mercier (le 6 septembre). S

★ Bureau du Festival, BP 338, 43012 La Chaise-Deu. Tél. : 71-09-48-28.

ANGERS
1^{er} – 11 octobre

Trente manifestations, douze créations mondiales, huit créations françaises, quatre-vingt-cinq compositeurs joués à cette cinquième édition de « Musiques du vingtième siècle ». Et la participation de l'Orchestre philharmonique de Bucarest, du NOP, de l'Ensemble franco-allemand de jazz, de la compagnie Hasnicia (théâtre nô), de l'OPPI, du groupe L'indépendance, du quatuor Barrière, des ensembles de percussions du Japon, d'Afrique, d'Iran, d'Indonésie. XX

★ Musiques du vingtième siècle, 12, place Louis-Imbach, BP 2126, 49021 Angers Cedex. Tél. : 41-88-24-58.

Languedoc-Roussillon

VILLEVEILLE
5-10 août

I musici (le 3). Quatuor Vie Nove (le 4). Vents de l'orchestre de Montpellier (le 5). Musica Antiqua (le 6). Michel Dalberto, piano (le 7). Trio Dumay-Lodéon-Collard (le 8). Orchestre Franz-Liszt de Budapest (les 9 et 10). CH

★ Bureau des soirées musicales, BP 35, 30280 Sommières. Tél. : 68-80-99-86.

NIMES
8-10 juillet

Norma, de Bellini, direction Emil Tchakarov, mise en scène Pier-Luigi Fizzi, avec Mera Zampieri, Marlene Dupuy, Mario Malagnini, Orchestre de Nîmes, chœur national bulgare (les 8 et 10). OP

★ Mairie, 30033 Nîmes Cedex. Tél. : 66-67-28-02.

MONTPELLIER
12 juillet-2 août

Tauriphonia, création de Iannis Xenakis (le 13, coproduction avec Arles). Tatiana Nikolaeva, piano (le 15). Makbeth, opéra électrique par le groupe Art Zoyd (le 16). Jaque-Ginet par l'ensemble A sei voci (le 17). Poluto, création française de Donizetti (le 18). Magnificat, création française de Renaud Gagneux (le 19).

Le Chevalier à la rose, film muet de Robert Wiene, musique de Richard Strauss (le 20). Brahms/Berio, transcription par Michel Portal et la Philharmonie de Liège (le 21). Tosca, de Puccini, mise en scène René Koenig (les 22 et 24, coproduction avec Arles). Philharmonie deologne, direction Michel Beroff (les 23, 25 et 26).

Nuit du jazz (le 24). Eve's Lied, création de Stockhausen (le 25). Bonjour monsieur Gould (le 26). Musique indienne (le 27).

Ensemble Musiques (les 29 et 31). Ensemble l'indépendance (le 30). Evert Kisein, piano, et l'orchestre de l'Opéra de Lyon, direction Gardiner (le 31). Rachmaninov par Alexis Weissenberg (le 1^{er} août). Orontes, d'Antonio Cesti, direction René Jacobs (le 2 août). D

★ Bureau du Festival, BP 9156, 34042 Montpellier Cedex. Tél. : 67-52-86-16.

LE VIGAN
16 juillet-22 août

Requiem, de Mozart, direction Roger Boutry (le 21). Récital François-René Duchable, piano (le

28). Camerata de Versailles (le 10 août). D

★ M. Debuss, Cap de Bréau, 30120 Le Vigan. Tél. : 67-81-19-08.

FRANCAIS
25 juillet-13 août

Bach par Sitkovetsky-Causse-Geringas (le 25). Beethoven par le Sinfonietta de Stockholm (le 28). Miklos Perenyi, violoncelle (le 3 août). Hommage à Cezais (le 4 août).

Soirées Schubert (les 5 et 6). I musici (le 7 août). Ravel et son temps (le 8 août). Concert Mozart (le 9 août).

New American Chamber Orchestra avec Pierre Aronoy, violon (le 10 août) et avec un ensemble de chœurs et de solistes (le 12 août). Session chorale du 3 au 12 août. CH

★ Festival Casals, rue Victor-Hugo, 86500 Prades. Tél. : 68-96-33-07.

STRASBOURG
Juin-août 26 juin

Vlado Perlemuter, piano (le 12). Orchestre de Rotterdam, direction Jose Conlon (le 13). Deller concert (le 16). Orpheus Chamber Orchestra avec Gidon Kremer, violon (le 19). Le Barbier de Séville, mise en scène Jérôme Savary, direction Theodor Guschlbauer (le 20). Requiem, de Verdi, direction Antoni Ros-Marba (les 25 et 26). D

★ Wolf Musique, 24, rue de la Mélangie, 67081 Strasbourg. Tél. : 68-32-43-10.

DIVONNE
22 juin-3 juillet

Récital Michel Dalberto, piano (le 22). Quatuor Orlando (le 24). Récital Simon Estes, basse (le 16). Quatuor Olivier Messiaen (le 28). Récital Philippe Entremont, piano (le 1^{er} juillet). Augustin Dumay, violon, avec Philippe Entremont : récréation de Tzigane, de Ravel, dans la version originale pour luthéal et violon (le 3 juillet). CH

★ Théâtre de Caix, 01220 Divonne-les-Bains. Tél. : 60-20-04-63.

PRELUDE DE CHARENTAIS
11 juillet-8 août

Chopin par Vlado Perlemuter, piano (le 18). Beethoven par Gérard Poulet et Youri Soukoff, piano (le 25). Trio à cordes de Paris (le 31). Henri Lacroix, haute-contre, et les Folies françaises (le 8 août). CH

★ Office du tourisme, 38500 Valen. Tél. : 76-05-00-35.

ANNÉCY
16 juillet-22 août

Yvan Chiffolleau, violoncelle (le 6). Bach, par Davy Erli (le 7). Dag Achter, piano (le 8). Nuit du piano (le 14). CH

★ CHIA, 10, rue Jean-Jacques-Rousseau, 74000 Annecy. Tél. : 60-61-67-67.

SEMAINES DU MONT BLANC
16 juillet-22 août

Récital Dominique Morlet, piano (le 16). Soirée Mozart (le 23). Bach

per l'ensemble instrumental de Grenoble (le 28). Beethoven par le Quatuor Panoche (le 3 août). De Bach à Gershwin, par Daniel Weyenberg, piano (le 22 août). CH

★ Office du tourisme, 74400 Champagny. Tél. : 50-63-00-24.

FLAINE
16 juillet-21 août

Musique de chambre presque tous les jours à la station. Entre autres : Alain Kravski, piano (le 16). Claude Helffer, piano (le 17). Jean-Philippe Collard, piano, et Chœur Symphonique Orchestre (le 24). Vassilav Yankoff, piano, et orchestre du festival (le 28). Schubert par Jacques Rouvier, piano, et orchestre de la Philharmonie classique polonaise (le 10 août).

★ CML, 26280 Saint-Denis. Tél. : 75-45-10-25.



Augustin Dumay

Maurice Bourgues, hautbois, et orchestre du festival (le 18 août). CH

★ Bureau du festival, 23, rue Cambon, 75001 Paris. Tél. : 42-61-55-17.

LES ARCS
24 juillet-14 août

Répétitions publiques, concerts quotidiens et gratuits à haute altitude, avec Davy Erli, Amy Flammé, Augustin Dumay, Patrice Fontanarosa, etc. (violin). Michel Dalberto, Alain Planès, Jean-François Heisser, Jean-Claude Fennetier (piano), quin-

ta à vent Moragas, orchestre du festival. CH

★ Maison des Arts, 83, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris. Tél. : 45-49-33-72.

SAINT-DONAT
28 juillet-11 août

Marie-Claire Alain, orgue (le 28). Vividit par I Musici (le 6 août). Telleman, Lull, par l'ensemble La Folia (le 7 août). Bach par La Chapelle royale, direction Philippe Herreweghe (le 9 août). Camerata de Versailles, direction Amory du Closel (le 11 août). A

★ CML, 26280 Saint-Denis. Tél. : 75-45-10-25.

10 septembre) du concours des jeunes chefs d'orchestre. D

★ Bureau du festival, 2, rue Lambert, 25000 Besançon. Tél. : 81-80-73-25.

MUSICA DE STRASSBOURG
18 septembre-8 octobre

L'Esquiment du monde, de Mauricio Kagel, aux ateliers de la SNCF (le 22). Alph, version intégrale, création de Philippe Manoury (le 25). Orontes, création française de Xenakis (les 4, 7 et 8 octobre). « Nuits transfigurées », sous le chapiteau du parc de l'Orangerie. Cérives de Cohen, Carter, Devillers, Battistoni (Léon Vézal), Schmeidel, Maro, Globokar, Hespous, Finney, Malherbe, Nunes, Monnet, Bancquart. 25^e anniversaire des Percussions de Strasbourg. Retrospective d'admissionnisme. XX

★ Bureau du festival, 9, rue du Général-François, 67000 Strasbourg. Tél. : 65-35-32-34.

BERLIOZ A LA COTE-SAINT-ANDRÉ
19-30 septembre

Les Troyens, création en France de la version scénique intégrale en une seule soirée, direction Serge Baudo, mise en scène Moshe Leiser et Patricia Caubier, avec Martine Dupuy, Kathryn Harries, Garry Lucas, Orchestre national de Lyon (les 19, 23, 25 et 29). « Symphonie fantastique et triomphale » (le 20). Récital Teresa Berganza, soprano (le 22). « Symphonie fantastique », « Lello » (le 25). « Damnation de Faust », version oratorio, direction Gardiner (les 27 et 30). OP

★ Bureau du festival, 127, rue Servant, 69003 Lyon. Tél. : 78-80-85-40.

ABBAYE D'AMBONAY
3-18 octobre

Ensemble Hesperion XX (le 3). Les Arts florissants (le 4). Gaudelod Concert (le 5). Petros Band, Nederlandse Kammerorkest, Skjoldvold Kulliken, direction (le 10). Michel Portal, clarinette, et l'Orchestre philharmonique de Stuttgart (le 18). A

★ Abbaye d'Ambronay, 01500 Ambérieu-en-Bugey. Tél. : 74-38-08-87.

Nord – Normandie
PicardieCASINO DE DEAUVILLE
4 juillet-25 août

José Carlos Cocarrell, piano (le 12). Brigitte Engerer, piano (le 19). Jean-Marc Luisada, piano (le 26). Michel Dalberto, piano (le 2 août). Igor Stravinsky, violon (le 9 août). Georges Cziffra, piano (le 16). Augustin Dumay, violon, et Jean-Philippe Collard, piano (le 23). Jean-Louis Steuermann, piano (le 30). CH

★ Casino de Deauville, 14800 Deauville. Tél. : 31-88-28-55.

MONTFLEURY
11 juillet-1^{er} août

Corné et Exerjean, deux pièces (le 11). Requiem, de Mozart, par l'Ensemble orchestral romand (le 18). Orchestre de chambre de Norvège (le 1^{er} août). D

★ Hôtel de ville, 14800 Montfleury. Tél. : 31-88-15-47.

MONT-SAINT-MICHEL
28 juin-5 juillet

Alain Kravski, piano (les 28, 29, 30 et 1^{er} juillet). Ravi Shankar (le 30). Frédéric Lodéon, violoncelle (le 4 et 5 juillet). CH

★ Syndicat d'initiative, 50300 Avranches. Tél. : 33-55-00-22.

FESTIVAL DE LA SOMME
17-28 juillet

Maurice Bourgues, hautbois, et Orchestre royal de Flandres (le 17). Pierre Aronoy, violon, et Sinfonietta (le 18). Jazz (le 19). Ensemble vocal Varanese Fortuna (le 24). Mikhail Rudy, piano, et orchestre de chambre de Norvège (le 25). Gregg Smith Singers et Ensemble à vents Joaquin-Prés (le 28). CH

★ Centre culturel de l'abbaye, 80155 Saint-Riquier. Tél. : 22-28-61-62.

LE TOUQUET
8-17 août

Emile Neumoff, piano, Frédéric Lodéon, violoncelle, Augustin Dumay, violon (le 14). Quatuor Hammer et Vioti (le 15). CH

★ Palais de l'Europe, 62820 Le Touquet. Tél. : 21-06-21-06.

SEPTEMBRE DE L'ORNE
12-20 septembre

Orchestre de chambre de Wallonie, direction Jean-Pierre Welfe (le 12). Schola cantorum d'Oxford (le 13). Paul Tortelier, violoncelle (le 18). Bruno Rigout, piano (le 20). CH

★ Bureau du festival, musée de vitellod, 61310 Ernes. Tél. : 33-25-74-00.

Etranger

Ces bonnes étapes qu'on oublie

FESTIVAL DE FLANDRE
à GAND, LOUVAIN
ET BRUXELLES
3 septembre/29 octobre

Zubini Mehta à la tête de l'Orchestre philharmonique d'Israël, Penderecki au pupitre de l'Orchestre de la radio polonaise, le Don Giovanni de la Monnaie dirigé par Cambréling, la Philharmonie de Leningrad, la Philharmonie de Vienne avec Abbado, le Gewandhaus de Leipzig avec Masur. Mais aussi Gustav Leonhardt et la Petite Bande.

★ Bureau du festival, place Eugène-Flagey, 18, 1050 Bruxelles, Belgique. Tél. : 02/648-14-84.

BREGENZ
16 juillet/23 août

Sur la célèbre scène aquatique : les Contes d'Hoffmann, mis en scène par Jérôme Savary et dirigés par Marc Soustrot. Mais aussi Ernani de Verdi dans une salle à l'abri de la pluie. Et de très nombreux concerts.

★ Karerhof, A. 6901, Bregenz Postfach 118, Deutschland. Tél. : 05574/22811-0.

MUNICH
6/31 juillet

Cure d'opéra dans l'établissement dirigé par Gewandhaus, avec cette année : Turandot, Falstaff, Salomé, Ariane à Naxos, la Fille enchantée, les Noces et une Trilogie au grand complet.

★ Tél. : 19/48-89-21-851, Mollatstrasse 11, 8000 München 22, Deutschland.

LUCERNE
15 août/9 septembre

Blomstedt, Herreweghe, Secher, Maazel, Ashkenazy, Conlon, Mehta, Barenboim, Muti, Bernstein, Karajan, pour les chefs. Gould, Watts, Douglas, Gelway, Gelber, Estes, Maurice André, pour les solistes : rien que des stars à ce rendez-vous très « smart ».

★ Case postale CH 6002 Lucerne, Suisse. Tél. : 041-23-36-02.

MACERATA
18 juillet/20 août

Manon Lescaut de Puccini, avec Eva Marton, Manon de Mas-

senet avec Karla Nicolavelli, la Traviata de Verdi, avec Gruberova, Cappuccilli...

★ Arnes Staterio, piazza Mazzini 10, 52100 Macerata. Tél. : (0733) 43735-46508.

SANS OUBLIER

Salzburg (Don Giovanni, l'Enlèvement au sérail, direction Karajan, les Noces direction Levine, le Retour d'Ulysse, direction Jeffrey Tate, Moïse et Aaron, direction Levine) du 26 juillet au 26 août. Bayreuth (Lohengrin, mis en scène par le chœur Werner Herzog ; Parsifal et Tristan, direction Barenboim), du 25 juillet au 28 août. Vézère (le Traviata avec Carreras ; Aïda avec Chiara, de Grande, Cossetto, Bonisoli, Cappuccilli, direction Ranzetti ; Butterfly avec Scotto), du 4 juillet au 21 août. Pesaro (Rossini chez lui), du 16 août au 7 septembre. Montreux (tous les jeunes artistes qui comptent croisent Arau, Larroche et Mehta au bord du lac), du 25 août au 3 octobre.

LA CYMAISE
174, r. du Fbg-St-Honoré, 75008 Paris - Tél. : 42-88-50-30
JANINE JANET
Aquarelles
11 au 27 juin

SAGOT – LE GARREC
24, rue du Four – Paris 6^e – 43-28-43-38
GUIRAMAND
Gravures – Sculptures
jusqu'au 30 juin

EXPOSITION
RAYMOND LOEWY
LE DESIGNER QUI A MARQUÉ SON TEMPS
Du 30 avril au 27 juin 1987.
Mall Marodes, 719 Champs-Élysées, 75008 Paris.
FONDATION
MERCEDES-BENZ FRANCE

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne (7^e) – M^e Varenne
MARBRES DE RODIN
Collection du Musée
Tous les jours, sauf mardi, de 10 h à 17 h 45
DU 5 AVRIL AU 31 AOÛT

GALERIE ALBERT LOEB
JEANCLOS
12, rue des Beaux-Arts
75006 PARIS – 46-33-85-87

DIEUX
et DÉESSES
AU
MUSÉE BOURDELLE
16, rue Antoine-Bourdelle
métro Montparnasse
Tous les jours sauf lundi, de 10 h à 17 h 45
5 juin-27 septembre 1987

BREST
LE RELECQ – KERHUON
32, rue Mirabeau (Tél. : 98-00-26-04)
FRED ZELLER
90 peintures de 1946 à 1987
JUSQU'AU 30 JUIN

LE SACRE
à propos d'un millénaire
987-1987
MUSÉE DE L'HISTOIRE
DE FRANCE
Archives nationales
60, rue des Francs-Bourgeois
75003 PARIS
T.L.I. (et samedi et jours fériés) 14-17 h

E S E C
INSCRIPTIONS
OUVERTES
87-88
École Supérieure Libre d'Etudes
Cinématographiques
21, rue de Clémence 75012 PARIS
Tél. : 43-42-43-22

GALERIE FELIX VERCEL
9, avenue Maignon - Paris 8^e
Tél. 42-56-25-19
BOUYSSOU
"Balade à Paris"
13 mai-15 juin

de l'été

Provence - Côte d'azur

Midi - Pyrénées

MUSIQUE 87 • A MARSEILLE

21-27 juin
Les Filles du sommeil, création de Georges Bœuf (le 21). Performance Harmonie, création de Jacques Diennet : récital Denis Lavalant, piano (le 25). Œuvres électroacoustiques ou mixtes de Marco Stroppa (le 26), de Patrick Kosk, Terry Riley, Steve Reich, Gérard Frémy (le 27). XX.
★ Office du tourisme, 13100 Aix-en-Provence. Tél. : 42-26-02-63.

BRIANÇON

3-9 juillet
Sur le thème « Art et montagne », la Messe d'Art et de Montagne (le 4 et 5), œuvres chorales anciennes et modernes... D
★ Office du tourisme, 05100 Briançon. Tél. : 82-21-08-50.

SAINT-REMY-DE-PROVENCE

4 juillet - 19 septembre
Les organistes Larin-Moro (le 4), Lacauday (le 10), Schuten (le 11), Schlee (le 18), Savignol-Nisse (25), Indenstam (1^{er} août), Focroulle (le 4), Darasse (le 7), Haagen (le 15), Luyssiez (le 22), Mechier (le 29), et le Requiem de Fauré (le 30 juillet). OR
★ Office du tourisme, 13210 Saint-Rémy-de-Provence. Tél. : 90-62-05-22.

VAISON-LA-ROMAINE

6 juillet - 28 juillet
Ravel par l'Orchestre national de Lyon, direction Serge Baudo (le 6). Récital Vlado Perlemuter, piano (le 10). Récital Gabriel Bacquier, baryton (le 12). L'Aiglon, d'Albert-Honneger, avec Jean-Philippe Lafont, par la NCP, direction Tarnay (les 13 et 15). OP
★ Hôtel de ville, 84110 Vaison-la-Romaine. Tél. : 90-38-06-25.

ARX-EN-PROVENCE

9-31 juillet
Nouvelles productions : le Chevalier à la rose, de Richard Strauss, direction Samyon Bychkov, mise en scène Tobias Richter, avec Metchik Gessendorf, Jeanne Pfand, Aage Haugland, Gottfried Hornik, Orchestre de Strasbourg (les 8, 10, 12 et 18). Psyché, de Lully, direction Jean-Claude Malgoire, mise en scène Jean-Claude Pouchard, avec Audrey Michael, Anny Monoryan, Colette Alliot-Lugaz, Howard Crook, Roger Sayer, Orchestre de la Grande Ecurie (les 21, 25, 27 et 30). Et : l'Enfance, de Mozart, direction

Armin Jordan, mise en scène Georges Lavaudant, Orchestre de l'Opéra de Lyon (les 9, 11, 13 et 18). Felsztart, de Verdi, direction Sylvain Cambreling, mise en scène Luis Pasquel, production de La Monnaie de Bruxelles (les 24, 26, 28 et 31). Iphigénie en Aulide, de Gluck, direction John Eliot Gardiner, en concert (le 17). OP
★ Office du tourisme, 13100 Aix-en-Provence. Tél. : 42-26-02-63.

AVIGNON

9 juillet - 6 août
« Rives et dérivés, musique des fleuves » : traditions du Mississippi (15 et 18), du Gange (18 et 20), du Nil (17 et 21), de la Voie (18 et 22), du Rhône (23 et 27), de l'Amazonie (24 et 29), du Zaïre (26 et 31 juillet). Faust et Rigoletto, création de Georges Aperghis (du 23 au 27). Cantos Acantines : Olivier Messiaen (voir ci-dessus). D
★ Bureau du Festival, 41, cours Jean-Jaurès, 84000 Avignon. Tél. : 90-86-24-43.

CENTRE ACANTINES

10 - 19 juillet
Œuvres de Messiaen : Chants de la terre et du ciel, Petites Liturgies, direction Kent Nagano (le 10); Catalogue d'oiseaux (le 12); Tarantelle-symphonique, Orchestre national de Lyon, direction Nagano (le 16); Visions de l'Amazone, Cinq Rechants (le 18); concert des stagiaires avec une création de Nguyen-Thien Dao, en coproduction avec le Festival d'Avignon (voir ci-dessus) (le 19). XX
★ Bureau du centre, 146, rue de Rome, 75008 Paris. Tél. : 45-44-55-50. Et à la chorégraphie de Villeneuve-lès-Avignon.

NUTS DU SQUET

10 juillet - 19 juillet
Bach Collegium de Munich (le 10). Ensemble instrumental du Bolchoï (le 18). Les violons de l'Orchestre national de France (le 19). CH
★ La Malmaison, 47, la Croixette, BP 270, 08403 Cannes cedex. Tél. : 93-99-04-04.

ORANGE

11 juillet - 1^{er} août
Au Théâtre antique : le Vaisseau fantôme, de Wagner, direction Christof Perick, mise en scène Nicolas Joël, avec Lisbeth Bielew, Simon Escou, Matti Salminen, Chœurs et

Orchestre national de Radio-France (le 11); Neuvième Symphonie, de Beethoven, direction Rudolf Berschall (le 18); Hérodiade, de Massenet, direction Jacques Delacoste, mise en scène Lorif Mansouri, avec Montserrat Caballé, Elena Obraztsova, José Carreras, Alain Fondary (1^{er} août). Cour Saint-Louis : récitals Lucia Valentini-Terrani (le 13), Mady Mesplé (le 23), Victoria de Los Angeles (le 25). OP
★ Bureau des chorégraphes, place des Frères-Mounet, 84105 Orange. Tél. : 90-34-24-24.

BIOT

11 juillet - 25 août
Requiem, de Mozart (le 11). Pierre Reach, piano (le 20). Récital Teresa Berganza, soprano (le 25). Anne Quaffelec, piano (le 12). D
★ Bureau du Festival, mairie, 06410 Biot. Tél. : 93-32-61-63.

CHATEAU DE LOURMARIN

11 juillet - 26 août
De Beethoven à Bartok, par de jeunes interprètes. Claude Bolling trio (le 25). CH
★ Château de Lourmarin, 84180 Cadet. Tél. : 90-68-15-23.

DIGNE-LES-BAINS

15 juillet - 30 juillet
Groupe vocal de France (le 15). Guitare : Tonibio Santos (le 18). Piano : Anna-Stella Schic (le 19). Mozart, Villa-Lobos, par l'Orchestre Cannes-Côte d'Azur, dir. Ph. Bender (le 30). D
★ Office du tourisme, 04000 Digne-les-Bains. Tél. : 92-31-59-05.

LA COTAT

15 juillet - 31 juillet
Interprètes peu connus à la Chapelle des pénitents bleus. CH
★ Les amis de la musique, 34, rue La Mennais, 13600 La Cote. Tél. : 42-71-64-12.

MONTE-CARLO

15 juillet - 5 août
Au palais princier, l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo est actuellement dirigé par son chef Lawrence Foster, avec Dmitri Sitkovetski, violon (le 19); Eliahu Inbal, avec Bruno Leonardo Gelber, piano (le 22); Foster à nouveau avec François René Duchabé, piano (le 25); James Conlon, avec Lynn Harrell, violoncelle (le 29). Thomas Fulton (le 5 août). Giuseppe Sinopoli, avec Martha Argerich, piano (le 9). Youri

Abramovitch, avec Boris Bekaï, violon (le 12 août). D
★ Office du tourisme de la principauté de Monaco. Tél. : 93-90-87-01.

FESTIVAL OFFENBACH

DE CARPENTRAS
17 juillet - 13 août
Les Deux Aveugles (les 18 et 22). Croquer (les 21 et 23). La Vie parisienne (les 25, 27, le Pont des soupirs (les 4, 6 et 7 août). Finales du concours de chant Offenbach (24 juillet). OP
★ Office du tourisme, 84200 Carpentras. Tél. : 90-63-00-78.

SISTERON

21 juillet - 8 août
Lyrique : Orchestre et solistes du Bolchoï (le 21). Mozart, par Jean Mouillière, violon, et Michèle Boegner, piano (le 29). Mozart par Gabriel Bacquier, baryton, et Orchestre de Monte-Carlo, dir. Thomas Fulton (1^{er} août). I Musici (le 5 août). D
★ ATB, place de la Cathédrale, 04200 Sisteron. Tél. : 92-81-39-72.

LA ROQUE-D'ANTHERON

1^{er} août - 23 août
Barry Douglas (le 1^{er}). Yegorin Kisin (le 2). Bruno-Léonardo Gelber (le 4). Jean-Marc Luisada (le 5). Nelson Freire (le 6). Louis Lortie (le 7). Marie-Catherine Girod, Christian Zacherias (le 8). Hélène Grimaud, Youri Egorov, Augustin Dumay, Misha Maiski, Michel Séroff (le 9). Roland Pontinen, Krystian Zimerman (le 10). Erik Werba, etc. (le 12). Maria Joao Pires (le 14). Maria Tjo, Nikita Magaloff (le 15). Corne et Euxéjan, Maria Tjo (le 16). Jean Hubeau (le 17). Menahem Pressler (le 18). Rudolf Firkušny (le 19). Alain Planès (le 20). Herbert Henck jous Koehlin (le 21). Alicia de Larrocha (le 22). Roger Woodward, West Side Story par les acteurs Labèque, Sylvio Gulda et Jean-Pierre Drouot (le 23). P
★ Château de Florans, 13840 La Roque-d'Antéron. Tél. : 42-60-58-21.

MENTON

1^{er} août - 27 août
Shlomo Mintz, violon (les 1^{er} et 2). Sinfonietta de Stockholm (le 6). Marilyn Horne, mezzo (le 8). Orchestre Franz Liszt, de Budapest (le 16). Orchestre de chambre de Cologne (le 21). Quatuor et Sinfonia de Varsovie (le 27). D
★ Palais de l'Europe, 06500 Menton. Tél. : 93-57-87-00.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

AVIGNON
9 juillet - 6 août
Le plus vieux, le plus grand, le plus prestigieux des festivals de théâtre fête cette année son quarantième anniversaire. De nombreux événements : le Soulier de satin, de Paul Claudel mis en scène par Antoine Vitez, les Petits Pas, de Jérôme Deschamps, la Comédie-Française, les élèves des écoles de Nanterre et Strasbourg, etc. Pour marquer cet anniversaire, le Monde publie début juillet une brochure rétrospective de 36 pages ainsi qu'un supplément spécial.

★ Office du tourisme, 41, cours Jean-Jaurès, 84000 Avignon. Tél. : 90-86-24-43.

MARTIGUES

16-24 juillet
Martigues, pour le théâtre comme pour les autres arts rassemblés lors de ce festival, mise sur la création contemporaine de qualité. On retrouvera ainsi la compagnie Le biscuit qui craque pour Hamlet ou les adieux au théâtre, présentés au Théâtre du Théâtre de Paris (16, 17), le Réfectoire pour le s'embrasse pour la vie, mis en scène par Jean-Louis Martelli (18, 19, 20, 21), et le Campagnol pour Coïncidences (22, 23). Plus le Footsbarn Travelling Theatre pour Babyflore, d'après Boulgakov (22, 23, 24).

★ Bureau du festival dans l'île, BP 215, 13698 Martigues Cedex. Tél. : 42-44-32-31.

VAISON-LA-ROMAINE

22 et 25 juillet
Vaison se consacre essentiellement à la musique et à la danse,

SAINT-CÉRÉ

10 juillet-16 août
Don Giovanni, de Mozart, direction Jacques Pesi, mise en scène Olivier Desbordes (les 31 juillet et 1^{er} août). Carmen, de Bizet, par l'Orchestre des jeunes pour le Sud-Ouest, chœur de la session lyrique, direction Alain Guingal, mise en scène Stéphane Verne (les 10, 12 et 14). Messe sacrée Opus 147, de Schumann, direction Michel Piquemal (les 13, 14 et 15 août). Requiem, de Fauré, direction Jean-Paul Solenne (16 août). OP
★ Bureau du Festival, 84, rue Saint-Honoré, 75001. Tél. : 42-60-77-84. Ou à Saint-Céré : 65.38.29.08.



Pierre Amoyal

COMMINGES

11 juillet-22 août
Edda Moser, orchestre du Capitole, direction Plasson (le 11). Chœurs de la cathédrale d'Oxford (le 15). Bruno-Léonardo Gelber, piano (le 28). Michel Chapuis, orgue (le 3 août). Gustav Leonhardt, clavier (le 6 août). Le Messie, de Haendel par la Junge Kantorei de Francfort (le 16 août). Alicia de Larrocha, piano (le 22 août). D
★ Bureau du Festival, 31500 Mazamet-sur-Saïet. Tél. : 61-88-32-00.

SAINT-LIZIER

13-29 juillet
Orchestre national de chambre de Toulouse (les 13, 18, 18 et 25).

Récital Paul Badure-Skoda, piano (le 20). Régis Pasquier, violon, Daniel Lively, piano et le quatuor Viotti (le 29). CH
★ Office du tourisme, rue Saint-Givens, 09100 Saint-Lizier. Tél. : 61-66-14-11.

CONQUES

17 juillet-23 août
Concert Monteverdi-Frascobaldi (le 17). Ensemble Binchois (le 22). Récital Jean-François Heisser, piano (le 5 août). Quatuor Mosaïque (le 18 août). A
★ Office du tourisme, 12320 Saint-Cyprien-sur-Dordogne. Tél. : 65-68-63-30.



Pierre Amoyal

ALBI

24 juillet-5 août
Orchestre de chambre de Wallonie, direction Jean-Pierre Walliez (le 24). Récital Monteverdi-Poulenc par M. Carey, baryton (le 26). Ravel par les professeurs de l'académie d'été (le 2 août). Beethoven par l'orchestre et les chœurs de l'académie, direction Jean-Pierre Walliez (le 6 août). CH
★ Palais de la Serbie, place Sainte-Cécile, 81000 Albi. Tél. : 63-54-28-88.

TOULOUSE PIANO AUX JACOBINS

2-24 septembre
José-Carlos Cocaralli (le 2). Menahem Pressler (le 4). Emmanuel Ax (le 8). Pierre-Alain Volodant (le 10). Joseph Villa (le 15). Bruno Leonardo Gelber (le 17). Du Ning Wu (le 18). Zoltan Kocsis (le 22). Maria Joao Pires (le 24). P

A - Musique ancienne et baroque.
S - Musique sacrée.
CH - Musique de chambre.
XX - Musique contemporaine.
OP - Opéra ou prédominance lyrique.
P - Piano.
D - Divers.
OR - Orgue.
● - Académie d'été, stages ou cours d'interprétation, concours vocaux ou instrumentaux.

THÉÂTRE

ACQUITAINE

L'ÉTÉ GIRONNIN
19 juin-18 juillet
Eclectisme des formes artistiques et variété des pays représentés : les Troyennes, par le Suzad Théâtre de Toga (Bordeaux, le 18 juin), les Saccharines, d'après Euripide, par la Cusura de Séville (Saint-Médard-en-Jalles, le 23 juin), le Discours aux animaux, de Valère Novarina, par André Marcon (Bordeaux, le 2 juillet), Vie et mort d'Ariéquin, par les Scizacani (quatre villes, du 13 au 18 juillet), et Scaramouche, par le Tag Teatro de Venise (Bordeaux, les 2 et 3 juillet).

★ Fartov studio théâtre, entrepôt Leno, 33000 Bordeaux. Tél. : 56-81-91-18.

PAU

23 juin-9 juillet
Roger Hanin, directeur du festival, a tiré les leçons de la cohabitation. Jean Le Poulain joue la Nuit des rois, de Shakespeare, dans une mise en scène de Dominique Liqueur (27 juin); Michel Bouquet incarne le Malade imaginaire, de Molière, mise en scène par Pierre Bouton (6 juillet); le Théâtre du Campagnol présente Coïncidences, d'après Tchekhov, Marivaux et d'autres (28 juin). Neuf spectacles joués par sept jeunes compagnies sont également à l'affiche (du 23 juin au 8 juillet).

★ Office municipal du tourisme, place Royale, 64000 Pau. Tél. : 59-27-27-08.

SARLAT-EN-PÉRIGORD

22 juillet-5 août
La Folle de Chaillet, de Giraudoux, dans une mise en scène de Simon Eine (22 juillet), Britannicus, de Racine, dans une mise en scène de Jean-Manuel Florens - dont la compagnie est installée à Mont-de-

Marsan, - Orlando furioso, d'après l'Arioste, par la Comédie italienne de Paris (28 juillet), la Nuit des rois, de Shakespeare, avec Jean Le Poulain (3 août), et le Malade imaginaire, avec Pierre Santini (5 août). Une bizarrerie : le Visiteur de l'été, d'après le roman de Patrice Laffont, avec l'auteur et ses camarades du « Des chiffres et des lettres », Bertrand Renard et Bénédicte (1^{er} et 2 août).

★ Bureau du festival, hôtel Plemos, 24200 Sarlat. Tél. : 53-31-10-63.

CENTRE

CENTENAIRE BLAISE CENDRARS
28 juillet-15 août
Pour célébrer le centenaire de la naissance de Blaise Cendrars, l'Association nationale pour le livre vivant présente au château d'Ainay-le-Viel, près de Saint-Amand-Montrond, Gilles de Rais, dans une mise en scène de Michel Philippe (28 juillet-15 août).

★ Office du tourisme, 18200 Saint-Amand-Montrond. Tél. : 48-96-16-86.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

FESTIVAL DE LA CITÉ DE CARCASSONNE
4-30 juillet
Guy Vassal, directeur du Théâtre populaire des Cévennes, œuvre avec une grande fresque servie par plus de soixante comédiens, le Chanson de la croixade contre les Albigeois (4-7). Puis viennent le Fou d'Yrnel, du même Guy Vassal, mis en scène par Roger Cornilac (8), la Nuit des rois, de Shakespeare, mis en scène par Dominique Liqueur (avec Jean Le Poulain toujours) (23), et Gloire et mort de Marcellin Albert, avec Bernard Fresson (28 et 30).

★ Théâtre municipal de Carcassonne, rue Courtois, 11000 Carcassonne. Tél. : 68-25-33-13.

SÈTE

15-27 juillet
Une comédie musicale, un pamphlet et une pièce baroque, c'est le trio allégorique concocté cette année par Jean-Pierre Bouvier, qui mettra en scène le Chariot d'Elisandre, d'après un pièce de Michael Stewart adaptée par Jacques Collard et dont la musique est signée Jean Maillet (15, 18, 22, 25, 27), ainsi que la Légende du Cid, d'après Guillen de Castro (20,

23, 26). Sam Karmann mettra en scène Le roi s'amuse, de Victor Hugo, avec Jean-Paul Farné (17, 21, 24).

★ Bureau du festival, place Aristide Briand, 34300 Sète. Tél. : 67-74-66-97.

AIGUES-MORTES

17 juillet-14 août
On l'on retrouve Guy Vassal, cette fois-ci directeur du festival, avec deux spectacles présentés à Carcassonne : le Fou d'Yrnel (17, 20, 30 juillet, 6, 10, 14 août) et le Chanson de la croixade contre les Albigeois (25, 28 juillet, 4, 7, 11, 13 août). Jacques Zador mettra en scène Ruy Blas, de Victor Hugo (21, 27, 29 juillet, 3, 5, 8, 12 août), et il ne faudra pas manquer le passage



Philippe Caubère

d'un comédien abondamment récompensé lors des derniers mois, Philippe Caubère, transfigure du Théâtre du Soleil, qui interprète sa Danse du diable (2 août).

★ Office du tourisme, 30220 Aigues-Mortes. Tél. : 65-53-91-66.

MIDI-PYRÉNÉES

GAVERNE
18-26 juillet
Après Dieu et la Divine Comédie, le Chantier théâtre présente sa troisième grande fresque dans le cadre naturel et splendide du cirque de Gavarnie : la Chanson de Roland, adapté et mis en scène par François Joux pour quarante comédiens.
★ Le Parvis, BP 06, 65420 Ibaux. Tél. : 62-63-18-55.

Nanterre/Amandiers
SAISON 87-88
SHAKESPEARE
PATTE

Nanterre/Amandiers
SAISON 87-88
GOLDONI
RONCONI

CREATION
caviers quiparti
HACON
HUBINY
Saga
DUN
THÉÂTRE
INATTENDU
Spectacle de
EUGÈ-NIL
15, 16 et 17 juin 1987
à 21h
Sous le patronage de JVC
Victor Company of Japan, LTD.
Location : 483.11.45

Nanterre/Amandiers
SAISON 87-88
SHAKESPEARE
BONDY

Le Monde
sur minitel
CINEMA
Tous les programmes.
Toutes les salles. Tous les horaires.
36.15 TAPEZ **LEMONDE**

AUJOURD'HUI
QUINZAINE DES REALISATEURS CANNES 87
CHRISTOPHER REEVE
DANS UN FILM DE
JERRY SCHATZBERG
LA RUE
24-25
Régis sur minitel 36.15

PANACHE
LIDO
Conviez vos amis au Lido
et saluez le champagne avec le monde entier.
20 h : dîner dansant, champagne et revue : 495 F.
22 h 15 et 0 h 30 : champagne et revue : 340 F.
Service compris.
116 bis, Champs-Élysées. Tél. : (1) 45.63.11.61 et agences.

IRCAM
Ensemble InterContemporain
BROCHURE GRATUITE SUR DEMANDE AU
42 60 94 27

Nanterre/Amandiers
SAISON 87-88
JEROME
DESCHAMPS

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

RADIO DAYS
Radio Days est une perle. LE MATIN (M. Péro)
WOODY ALLEN, c'est plus qu'un metteur en scène. C'est un bienfaiteur de l'humanité. L'ÉVÉNEMENT DU JOUR (Jean-Pierre)
Inventif, nostalgique, émouvant, cocasse. Il faudrait être vraiment indifférent pour ne pas se sentir sur la même longueur d'onde. LE CANARD ENCHAÎNÉ (J.-P. Bessac)
On aime beaucoup. A voir de toute urgence. LE NOUVEAU OBSERVATEUR (M. Péro)
...Force est de constater qu'une fois de plus **WOODY ALLEN** a superbement réussi son tour. LE POINT (M. F. Leduc)
Le tout brossé d'une main légère guidée par un esprit aiguisé et servi par la fantaisie des divines partenaires chères à l'auteur : **DIANE KEATON, MIA FARROW** ou **DIANNE Wiest**. LE FIGARO (C. Bessac)
Avec **WOODY ALLEN** à l'affiche, pas besoin de chercher longtemps le film à voir, c'est le sien "Radio Days". FRANCE-SOIR (R. Chazal)

Les festivals de l'été

JAZZ

PARIS JAZZ FESTIVAL
23 juin - 9 juillet

Les plus grandes vedettes des festivals de l'été, pour les Parisiens qui n'y vont pas. C'est Miles Davis, bien sûr, avec sa nouvelle formation, qui allume les chignots. Ray Charles (le 28) ; Miles Davis (le 30) ; Modern Jazz Quartet, Manhattan Transfer (le 1^{er}) ; Pat Metheny (le 2) ; Chuck Berry, B.B. King (le 7) ; Sarah Vaughan, Dizzy Gillespie Big Band (le 8) ; Fats Domino (le 9).

★ Palais des sports, porte de Versailles. Rés. et loc. : 48-28-40-80.
FESTIVAL DES AMÉRIQUES
2 juin - 2 août
Un festival en club. Avec trois événements : Blythe, Russell, Brooker, mais rien n'est à manquer. Arthur Blythe, Horace Tapscott (le 6) ; Curtis Mayfield (le 11) ; George Russell Orchestra (le 12) ; Taj Mahal (le 23) ; Gil Scott Heron (le 27) ; Mike Brecker Band avec Mike Stern (28 juillet-2 août).
★ New Morning, 7-8, rue des Pecheux-Essais, 75010 Paris. Tél. : 48-23-56-58.

HALLE THAT JAZZ
3-5 juillet

Où l'on ressort Dexter Gordon (plus mort que vivant) et des bobines d'Autour de minuit. Art Ensemble of Chicago, Dianne McIntyre Ballet, Percussions de Simeon-Léone (le 3) ; Bal avec Conjunto Libre (le 4) ; Dexter Gordon Quintet, René Urbeger Sextet, Herbie Hancock Trio (le 5).
★ Grande Halle de la Villette, porte de Pantin. Rés. : 42-49-77-22.

OLYMPIA
20 juillet

Cab Calloway, Chris Calloway, The Williams Brothers.
★ 20 h 30. Tél. : 47-42-82-48.

ILE-DE-FRANCE

PRÉVERT AIME LE JAZZ
AULNAY-SOUS-BOIS
10-20 juin

Pour le trio européen de la décennie : Kühn-Humain-Jenny Clark, absent des autres festivals. Trio Goyone-Gurtu-Galliano, trio Kühn-Humain-Jenny Clark (le 10) ; Abus + Randy Brecker, C. Lubat (le 12) ; ONJ 87 invite Didier Lockwood (le 18) ; Barney Wilen Quintet et Autour de minuit.
★ Espace J.-Prévert. Tél. : 48-68-00-22.

ALSACE

STRASBOURG
9-11 juillet

W. Marselle, H. Hancock (9) ; Chuck Berry, James Cotton (10) ; D. Gordon, D. Gillespie (11).
★ La Clède, 68-32-43-10.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

NIMES
15-20 juillet

L'Éléphant Tube Horde dans les arènes romaines. Et surtout les retrouvailles d'Ornette Coleman avec Don Cherry, D. Gordon, M. Petrucci, Elisabeth Caumont (15) ; D. Gillespie Big Band, Barry Harris



Miles Davis.

(16) ; B. Lavilliers, Johnny Clegg (17) ; M. Brecker, R. Cole, S. Evans (18) ; D. Lockwood + UZEB, Ornette Coleman Prime Time (19) ; C. Basile Orchestra, Clark Terry, Max Fadden Brothers (20).
★ Arènes, 68-67-28-02.

MIDI-PYRÉNÉES

MARCAC
11-16 août

Avec Art Blakey et Lionel Hampton.
★ 61-41-21-10.

MONTAUBAN
9-9 juillet

Pour les amateurs de jazz tel que l'aimait Hughes Panassé, nati du lieu.
★ 63-03-02-83.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

ANTIBES - JUAN-LES-PINS
17-25 juillet

Programme non encore arrêté, mais le plupart des vedettes de l'été y seront, de Cab Calloway à Manhattan Transfer. Avec un événement possible : l'ONJ 87 + Sonny Rollins, en hommage à John Coltrane, pour le vingtième anniversaire de sa mort.
★ 93-33-95-64.

DANSE

FESTIVAL DE SEINE-MARITIME
Jusqu'au 4 juillet

Une création de Karine Saporta au CAC de Dieppe (les 11, 12 et 13 juil). La compagnie Ultima Vez (Belgique), à Rouen (les 23 et 24). Les Louves et Pandore, par le Groupe Emile Dubois (les 26 et 27). Compagnie Subisz/Panadero, Espagne (le 29). Bernadette Tripler (le 1^{er} juillet). Vertèbre, par la compagnie L'Esquise (le 4 juillet).
★ Bureau du Festival, 1, rue des Carmes, 76000 Rouen. Tél. : 35-71-15-08.

MONTPELLIER
24 juin-12 juillet

Créations : le Sauf de l'ange, de Dominique Bagouet (les 24 et 25). Newark, de Trisha Brown (29-30 juil). Passacalles, de François Raffinot (les 6 et 7 juillet). Fuite en avant, de François Verret (les 10 et 11 juillet). Et aussi : les Œufs d'autruche par curioité, danse Buto (les 24, 26 et 27 juil) ; Bach suite et Bal à la cour de Louis XIV, de Francine Lacroix (les 28 et 29 juil) ; Caprice, de François Raffinot, baroque (le 1^{er} juillet) ; Trahisons, de Marc Thompkins (les 3 et 4 juillet). Assai, de Dominique Bagouet (les 9 et 10 juillet), le ballet néo-classique de Caracas (du 7 au 9 juillet), le Ballet du Mali (les 2 et 3 juillet) et celui de Mexico (les 11 et 12 juillet).
★ Bureau du Festival. Tél. : 67-08-35-00.

CHATEAUVALLON
15-23 juillet

Karole Amélie : trois ballets et une création, Cello Desengano (les 18 et 19). Groupe Emile Dubois, Daphnis et Chloé (le 19). Rencontres européennes de la jeune danse, en alternance avec des films (le 21). Meguy Marin : Babel Babel (le 22). Danse méditerranéenne : Samia Gamal, Egypte ; Peco Moyano, « Ausencia », Espagne ; le Rai, Algérie (le 23). Linough Robinson and tap dancers (le 24). Buckart Dance Theater, jazz et modern dance new-yorkais (les 27 et 28). Derivées d'Ensembles, par la compagnie Jean Gaudin (le 28).
★ Bureau du Festival, 83100 Ollioules. Tél. : 94-24-11-76.

AIX-EN-PROVENCE
1-13 juillet

Danse moderne et manifestations de rue. Ouverture le 1^{er} juillet à l'école normale avec l'American Ballroom Theater (l'Etat-Unité) : des danses de salons mises en espace par John Roudis. Eden, par la compagnie Meguy Marin (le 3). Fuite en avant, de François Verret, création mondiale (le 6).
Requiem, de Verdi, par la compagnie Galabert Azzopardi, création en France (le 8). Ballet flamenco, par la compagnie Rafael Aguilar (le 10). Rome Amor, de Charles Cré-Ange, par la compagnie Black-Blanc-Beur (le 11). Le Phobos Dance Theater (les 12 et 13). Les projets de rue sont confiés à la compagnie Metros de Barcelone (les 2, 3 et 4, place des Cordeliers). Projection d'un film de Christian Blackwood, Nik and Murray (Nikolaï, Murray Louis) (les 4 et 7).
★ Comité officiel des fêtes, 13100 Aix-en-Provence. Tél. : 42-83-06-78.

ARLES
12-30 juillet

Grandes compagnies au Théâtre antique : compagnie Mario Mayes, l'Amour sorcier (le 15). Ballet de Marseille, avec Ma Pavlova, de Roland Petit (le 17). Ballet de l'Opéra de Vienne : chorégraphies de Jiri Kylian, Rudi van Dantzig, Gerardo Del (le 19). Compagnie Alvin Kiley (les 21 et 22). Ballet de Genève : Tango, d'Oscar Araiz (le 25).
Créations de jeunes compagnies : le Luce, par L'Ichabode, danse

Solal (25) ; Les Konitz All Stars avec Art Farmer (26) ; Michel Petrucci Trio (27).
★ 90-89-71-00.

RHONE-ALPES

VIENNE
1^{er}-11 juillet

Pour George Russell, l'oublié, un des plus grands compositeurs du jazz. Le voyage s'impose à tous ceux qui vivent au sud de la Loire. Sarah Vaughan, Supersex, Gérard Badini (1^{er}) ; George Russell, Horace Tapscott, Luminia (2) ; Manhattan Transfer, Stan Getz, Azzola/Carroll/Foster (3) ; Chick Corea Elektric Band, Art Ensemble of Chicago, Celles-Couturier Group (6) ; Didier Lockwood + UZEB, M. Brecker, Bill Evans (7) ; Cab Calloway (8) ; MJO, Richie Cole, Ben Sidran + Chico Freeman (9) ; C. Mayfield, Ben E. King, Maria Dabanga (10) ; Astrud Gilberto, Antonio Carlos Jobim (11).
★ Théâtre antique 74-85-00-06.

ETRANGER

LA HAYE
10-12 juillet

Un festival dément, style congrès scientifique avec communications concurrentes, dans dix salles en même temps. Tous les grands noms du jazz vivant, sauf Sonny Rollins. Un seul qu'on ne verra nulle part ailleurs : George Wallington.
★ Centre des congrès, (18) 31-70-34-20-88.

MONTREUX
2-18 juillet

Fausto de Miles, voir où est Marsalis. Et retrouver Isaac Hayes, en espérant la victoire de Dexter Gordon sur les guitaristes du sax qu'on lui oppose : Miles Brecker et Stan Getz. Pat Metheny (3) ; Rita Mitsouko, UB 40 (6) ; B.B. King, Ben E. King (9) ; Isaac Hayes, ONJ (10) ; D. Gillespie Big Band (13) ; R. Brecker, W. Marsalis (14) ; Stanley Jordan, John McLaughlin, Charlie Byrd (15) ; M. Brecker, S. Getz, D. Gordon (16) ; Manhattan Transfer (17) ; H. Hancock, Taj Mahal, James Newton, C. Mayfield (18).
★ (18) 41-21-63-12-12.



Ensemble InterContemporain.

Orchestra (le 27 et 28). Derivées d'Ensembles, par la compagnie Jean Gaudin (le 28).
★ Bureau du Festival, 83100 Ollioules. Tél. : 94-24-11-76.

AIX-EN-PROVENCE
1-13 juillet

Danse moderne et manifestations de rue. Ouverture le 1^{er} juillet à l'école normale avec l'American Ballroom Theater (l'Etat-Unité) : des danses de salons mises en espace par John Roudis. Eden, par la compagnie Meguy Marin (le 3). Fuite en avant, de François Verret, création mondiale (le 6).
Requiem, de Verdi, par la compagnie Galabert Azzopardi, création en France (le 8). Ballet flamenco, par la compagnie Rafael Aguilar (le 10). Rome Amor, de Charles Cré-Ange, par la compagnie Black-Blanc-Beur (le 11). Le Phobos Dance Theater (les 12 et 13). Les projets de rue sont confiés à la compagnie Metros de Barcelone (les 2, 3 et 4, place des Cordeliers). Projection d'un film de Christian Blackwood, Nik and Murray (Nikolaï, Murray Louis) (les 4 et 7).
★ Comité officiel des fêtes, 13100 Aix-en-Provence. Tél. : 42-83-06-78.

ARLES
12-30 juillet

Grandes compagnies au Théâtre antique : compagnie Mario Mayes, l'Amour sorcier (le 15). Ballet de Marseille, avec Ma Pavlova, de Roland Petit (le 17). Ballet de l'Opéra de Vienne : chorégraphies de Jiri Kylian, Rudi van Dantzig, Gerardo Del (le 19). Compagnie Alvin Kiley (les 21 et 22). Ballet de Genève : Tango, d'Oscar Araiz (le 25).
Créations de jeunes compagnies : le Luce, par L'Ichabode, danse

Orchestra (le 27 et 28). Derivées d'Ensembles, par la compagnie Jean Gaudin (le 28).
★ Bureau du Festival, 83100 Ollioules. Tél. : 94-24-11-76.

AIX-EN-PROVENCE
1-13 juillet

Danse moderne et manifestations de rue. Ouverture le 1^{er} juillet à l'école normale avec l'American Ballroom Theater (l'Etat-Unité) : des danses de salons mises en espace par John Roudis. Eden, par la compagnie Meguy Marin (le 3). Fuite en avant, de François Verret, création mondiale (le 6).
Requiem, de Verdi, par la compagnie Galabert Azzopardi, création en France (le 8). Ballet flamenco, par la compagnie Rafael Aguilar (le 10). Rome Amor, de Charles Cré-Ange, par la compagnie Black-Blanc-Beur (le 11). Le Phobos Dance Theater (les 12 et 13). Les projets de rue sont confiés à la compagnie Metros de Barcelone (les 2, 3 et 4, place des Cordeliers). Projection d'un film de Christian Blackwood, Nik and Murray (Nikolaï, Murray Louis) (les 4 et 7).
★ Comité officiel des fêtes, 13100 Aix-en-Provence. Tél. : 42-83-06-78.

ARLES
12-30 juillet

Grandes compagnies au Théâtre antique : compagnie Mario Mayes, l'Amour sorcier (le 15). Ballet de Marseille, avec Ma Pavlova, de Roland Petit (le 17). Ballet de l'Opéra de Vienne : chorégraphies de Jiri Kylian, Rudi van Dantzig, Gerardo Del (le 19). Compagnie Alvin Kiley (les 21 et 22). Ballet de Genève : Tango, d'Oscar Araiz (le 25).
Créations de jeunes compagnies : le Luce, par L'Ichabode, danse

Solal (25) ; Les Konitz All Stars avec Art Farmer (26) ; Michel Petrucci Trio (27).
★ 90-89-71-00.

RHONE-ALPES
VIENNE
1^{er}-11 juillet

Pour George Russell, l'oublié, un des plus grands compositeurs du jazz. Le voyage s'impose à tous ceux qui vivent au sud de la Loire. Sarah Vaughan, Supersex, Gérard Badini (1^{er}) ; George Russell, Horace Tapscott, Luminia (2) ; Manhattan Transfer, Stan Getz, Azzola/Carroll/Foster (3) ; Chick Corea Elektric Band, Art Ensemble of Chicago, Celles-Couturier Group (6) ; Didier Lockwood + UZEB, M. Brecker, Bill Evans (7) ; Cab Calloway (8) ; MJO, Richie Cole, Ben Sidran + Chico Freeman (9) ; C. Mayfield, Ben E. King, Maria Dabanga (10) ; Astrud Gilberto, Antonio Carlos Jobim (11).
★ Théâtre antique 74-85-00-06.

ETRANGER
LA HAYE
10-12 juillet

Un festival dément, style congrès scientifique avec communications concurrentes, dans dix salles en même temps. Tous les grands noms du jazz vivant, sauf Sonny Rollins. Un seul qu'on ne verra nulle part ailleurs : George Wallington.
★ Centre des congrès, (18) 31-70-34-20-88.

MONTREUX
2-18 juillet

Fausto de Miles, voir où est Marsalis. Et retrouver Isaac Hayes, en espérant la victoire de Dexter Gordon sur les guitaristes du sax qu'on lui oppose : Miles Brecker et Stan Getz. Pat Metheny (3) ; Rita Mitsouko, UB 40 (6) ; B.B. King, Ben E. King (9) ; Isaac Hayes, ONJ (10) ; D. Gillespie Big Band (13) ; R. Brecker, W. Marsalis (14) ; Stanley Jordan, John McLaughlin, Charlie Byrd (15) ; M. Brecker, S. Getz, D. Gordon (16) ; Manhattan Transfer (17) ; H. Hancock, Taj Mahal, James Newton, C. Mayfield (18).
★ (18) 41-21-63-12-12.

CINEMA

CROCODILE DUNDEE (A. v.o.) : Marignac, 4 (43-59-52-53) ; V.F. : Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Bastille, 11 (43-42-16-80) ; Montparnasse-Pathe, 14 (43-20-12-06).

LA DAME DE MUSASHINO (Jap. v.o.) : Temples, 3 (42-72-94-56).

LE DECLIN DE L'EMPIRE AMERICAIN (Can.) : Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-52) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-30-40) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59).

LE DESTIN DE MADAME YOMI (Jap. v.o.) : 14 juillet, Paros, 6 (43-26-38-00).

DOWN BY LAW (A. v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-48-18).

LES ENFANTS DU SILENCE (A. v.o.) : Hantecelle, 6 (46-33-79-38) ; Ambassade, 8 (45-75-79-08) ; V.F. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

L'ÉTÉ EN FENTE DOUCE (Fr.) : Gaumont Halles, 1 (42-97-49-70) ; Saint-Germain Village, 5 (46-33-63-20) ; Marignac, 4 (43-59-52-53) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; Nation, 12 (43-43-04-67) ; Gaumont-Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathe, 14 (43-20-12-06).

FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A. v.o.) (d. ap.) : Saint-Ambroise, 11 (47-40-89-16) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-80).

LE FILS ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A. v.o.) : Triomphe, 8 (45-62-45-76).

GOLDEN CHILD (A. v.o.) : Rem, 2 (43-46-83-93).

GOOD MORNING BARCELONA (It.-A. v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 juillet Odéon, 6 (43-26-38-00) ; Collège, 6 (43-59-28-46) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Biscuit Montparnasse, 15 (45-44-28-02).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; Faubourg, 13 (43-31-56-86) ; Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Paros, 6 (43-26-38-00) ; 14 juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Biscuit Montparnasse, 15 (45-44-28-02).

HOTEL DE FRANCE (Fr.) : Forum Orient, 1 (42-33-42-26) ; Racine-Odéon, 6 (43-26-19-48) ; Balzac, 6 (45-41-10-40).

JEAN DE FLORETTE (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46).

LA JEUNE FILLE XIAO XIAO (Chin. v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-63).

LAPUTA (A. v.o.) : Epée-de-Bou, 5 (43-37-57-47).

LES LETTRES D'UN HOMME MORT (Ser. v.o.) : Cosmos, 6 (45-44-28-02).

MACBETH (Fr. v.o.) : Vendôme, 2 (47-42-97-52).

MANNEQUIN (A. v.o.) : Marignac, 4 (43-59-52-53) ; V.F. : Grand Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94).

MANON DES SOURCES (Fr.) : Elysées-Litoch, 8 (43-59-36-14).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Epée-de-Bou, 5 (43-37-57-47).

MÉLO (Fr.) : Temples, 3 (42-72-94-56).

LA MENAGERIE DE VERRE (A. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (43-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; Biarritz, 8 (45-62-30-40).

LA MESSE EST FINIE (It. v.o.) : Temples, 3 (42-72-94-56).

MISSION (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 10 (45-08-94-14) ; Elysées-Litoch, 8 (43-59-36-14) ; V.F. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit. v.o.) : Cinéma, 6 (46-33-79-38).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (Hong. v.o.) : Triomphe, 8 (45-62-45-76).

NOLA DARLING NEEN FAIT QU'A SA TÊTE (A. v.o.) : République-Cinéma, 11 (48-05-51-33).

LE NOM DE LA ROSE (Fr. v.o.) : Cinéma, 6 (46-33-79-38) ; V.F. : Luminor, 9 (42-46-49-07) ; Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

PEE-WEE BIG ADVENTURE (A. v.o.) : Gaumont-Halles, 1 (42-97-49-70) ; 14 juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Biscuit Montparnasse, 15 (45-44-28-02).

PIRETE (A. v.o.) : Triomphe, 8 (45-62-45-76).

GOOD MORNING BARCELONA (It.-A. v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 juillet Odéon, 6 (43-26-38-00) ; Collège, 6 (43-59-28-46) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Biscuit Montparnasse, 15 (45-44-28-02).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59) ; Faubourg, 13 (43-31-56-86) ; Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Paros, 6 (43-26-38-00) ; 14 juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Biscuit Montparnasse, 15 (45-44-28-02).

HOTEL DE FRANCE (Fr.) : Forum Orient, 1 (42-33-42-26) ; Racine-Odéon, 6 (43-26-19-48) ; Balzac, 6 (45-41-10-40).

JEAN DE FLORETTE (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46).

LA JEUNE FILLE XIAO XIAO (Chin. v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-63).

LAPUTA (A. v.o.) : Epée-de-Bou, 5 (43-37-57-47).

LES LETTRES D'UN HOMME MORT (Ser. v.o.) : Cosmos, 6 (45-44-28-02).

MACBETH (Fr. v.o.) : Vendôme, 2 (47-42-97-52).

Le Monde Informations Spectacles

42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
idéales à 21 h sous dimanches et jours fériés
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

RADIO DAYS (A. v.o.) : Gaumont-Halles, 1 (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Action Rive gauche, 5 (43-25-94-40) ; 14 juillet Odéon, 6 (43-25-94-40) ; Pagode, 7 (47-05-12-13) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-40-57) ; 14 juillet Bastille, 11 (45-75-90-81) ; Gaumont-Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont-Parnasse, 15 (45-35-30-40) ; 14 juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Mayfair, 16 (45-25-27-06) ; Maillet, 17 (47-48-06-06) ; V.F. : St-Lazare-Paquet, 6 (45-87-35-43) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mimir, 14 (43-20-89-52).

REBEL (A. v.o.) : Paros, 6 (43-26-38-00) ; V.F. : Maxville, 9 (47-70-72-83) ; Paros, 6 (43-26-38-00) ; 14 juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Mayfair, 16 (45-25-27-06) ; Maillet, 17 (47-48-06-06) ; V.F. : St-Lazare-Paquet, 6 (45-87-35-43) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mimir, 14 (43-20-89-52).

LE RETOUR DE JEAN MAURICE (Fr.) : Studio 43, 9 (47-70-63-40).

ROSA LUXEMBURG (A. v.o.) : Cinéma, 6 (46-33-79-38) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Convention St-Charles, 15 (45-79-33-00) ; Images, 16 (45-22-47-94).

SABINE KLEIST, 7 ANS (A. v.o.) : République-Cinéma, 11 (48-05-51-33).

STAND BY ME (A. v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-52) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-45-76).

STRANGER THAN PARADISE (A. v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-63).

SWEET COUNTRY (Grec. v.o.) : Mercury, 9 (45-62-96-82).

THAT'S LIFE (A. v.o.) : Ambassade, 8 (43-59-19-08).

THE AMERICAN WAY (A. v.o.) : Forum-Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Club-Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Danton, 6 (42-25-10-30) ; Normandie, 8 (45-63-16-16) ; V.F. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Images, 16 (45-22-47-94).

TRÉPASSÉ (Fr.) : UGC-Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59).

772 LE MATIN (Fr.) : Saint-Michel, 5 (43-26-79-77) ; Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

LE TRÉSOR DE SAN LUCAS (A. v.o.) : Triomphe, 8 (45-62-45-76) ; V.F. : Galilé, 10 (48-05-51-33) ; Rochefort, 9 (48-78-81-77).

TRUE STORY (A. v.o.) : Temples, 3 (42-72-94-56).

UNE FLAMME DANS MON CŒUR (Fr.) : Club-Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; St-André-des-Arts, 6 (43-26-48-18) ; UGC Montparnasse, 6 (43-74-94-94) ; Biarritz, 8 (45-62-30-40) ; UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94) ; Bastille, 11 (45-75-90-81) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Images, 16 (45-22-47-94).

UN HOMME AMOUREUX (Fr.) : Gaumont-Halles, 1 (42-97-49-70) ; 14 juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Biscuit Montparnasse, 15 (45-44-28-02).

Public St-Germain (42-72-72-80) ; Pagode, 7 (47-05-12-13) ; Calixte, 8 (43-59-40-57) ; 14 juillet Bastille, 11 (45-75-90-81) ; 14 juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; V.F. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Mimir, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont-Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA VEUVE NOIRE (A. v.o.) : UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; V.F. : UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94).

WELCOME IN VIENNA (Aut. v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-63).

Les festivals

W. ALLEN (v.o.) : St-Lazare-Paquet, 6 (45-87-35-43) ; Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mimir, 14 (43-20-89-52).

LE JOURNÉL (v.o.) : République-Cinéma, 11 (48-05-51-33), sam. 17 h : la Vie cinématographique d'Archibald de la Cruz ; ven. 10 h 30 : "Télex" ; ven. 14 h : Les Ombres, 15 h : Les Ombres, 16 h : Les Ombres, 17 h : Les Ombres, 18 h : Les Ombres, 19 h : Les Ombres, 20 h : Les Ombres, 21 h : Les Ombres, 22 h : Les Ombres, 23 h : Les Ombres, 24 h : Les Ombres, 25 h : Les Ombres, 26 h : Les Ombres, 27 h : Les Ombres, 28 h : Les Ombres, 29 h : Les Ombres, 30 h : Les Ombres, 31 h : Les Ombres, 32 h : Les Ombres, 33 h : Les Ombres, 34 h : Les Ombres, 35 h : Les Ombres, 36 h : Les Ombres, 37 h : Les Ombres, 38 h : Les Ombres, 39 h : Les Ombres, 40 h : Les Ombres, 41 h : Les Ombres, 42 h : Les Ombres, 43 h : Les Ombres, 44 h : Les Ombres, 45 h : Les Ombres, 46 h : Les Ombres, 47 h : Les Ombres, 48 h : Les Ombres, 49 h : Les Ombres, 50 h : Les Ombres, 51 h : Les Ombres, 52 h : Les Ombres, 53 h : Les Ombres, 54 h : Les Ombres, 55 h : Les Ombres, 56 h : Les Ombres, 57 h : Les Ombres, 58 h : Les Ombres, 59 h : Les Ombres, 60 h : Les Ombres, 61 h : Les Ombres, 62 h : Les Ombres, 63 h : Les Ombres, 64 h : Les Ombres, 65 h : Les Ombres, 66 h : Les Ombres, 67 h : Les Ombres, 68 h : Les Ombres, 69 h : Les Ombres, 70 h : Les Ombres, 71 h : Les Ombres, 72 h : Les Ombres, 73 h : Les Ombres, 74 h : Les Ombres, 75 h : Les Ombres, 76 h : Les Ombres, 77 h : Les Ombres, 78 h : Les Ombres, 79 h : Les Ombres, 80 h : Les Ombres, 81 h : Les Ombres, 82 h : Les Ombres, 83 h : Les Ombres, 84 h : Les Ombres, 85 h : Les Ombres, 86 h : Les Ombres, 87 h : Les Ombres, 88 h : Les Ombres, 89 h : Les Ombres, 90 h : Les Ombres, 91 h : Les Ombres, 92 h : Les Ombres, 93 h : Les Ombres, 94 h : Les Ombres, 95 h : Les Ombres, 96 h : Les Ombres, 97 h : Les Ombres, 98 h : Les Ombres, 99 h : Les Ombres, 100 h : Les Ombres, 101 h : Les Ombres, 102 h : Les Ombres, 103 h : Les Ombres, 104 h : Les Ombres, 105 h : Les Ombres, 106 h : Les Ombres, 107 h : Les Ombres, 108 h : Les Ombres, 109 h : Les Ombres, 110 h : Les Ombres, 111 h : Les Ombres, 112 h : Les Ombres, 113 h : Les Ombres, 114 h : Les Ombres, 115 h : Les Ombres, 116 h : Les Ombres, 117 h : Les Ombres, 118 h : Les Ombres, 119 h : Les Ombres, 120 h : Les Ombres, 121 h : Les Ombres, 122 h : Les Ombres, 123 h : Les Ombres, 124 h : Les Ombres, 125 h : Les Ombres, 126 h : Les Ombres, 127 h : Les Ombres, 128 h : Les Ombres, 129 h : Les Ombres, 130 h : Les Ombres, 131 h : Les Ombres, 132 h : Les Ombres, 133 h : Les Ombres, 134 h : Les Ombres, 135 h : Les Ombres, 136 h : Les Ombres, 137 h : Les Ombres, 138 h : Les Ombres, 139 h : Les Ombres, 140 h : Les Ombres, 141 h : Les Ombres, 142 h : Les Ombres, 143 h : Les Ombres, 144 h : Les Ombres, 145 h : Les Ombres, 146 h : Les Ombres, 147 h : Les Ombres, 148 h : Les Ombres, 149 h : Les Ombres, 150 h : Les Ombres, 151 h : Les Ombres, 152 h : Les Ombres, 153 h : Les Ombres, 154 h : Les Ombres, 155 h : Les Ombres, 156 h : Les Ombres, 157 h : Les Ombres, 158 h : Les Ombres, 159 h : Les Ombres, 160 h : Les Ombres, 161 h : Les Ombres, 162 h : Les Ombres, 163 h : Les Ombres, 164 h : Les Ombres, 165 h : Les Ombres, 166 h : Les Ombres, 167 h : Les Ombres, 168 h : Les Ombres, 169 h : Les Ombres, 170 h : Les Ombres, 171 h : Les Ombres, 172 h : Les Ombres, 173 h : Les Ombres, 174 h : Les Ombres, 175 h : Les Ombres, 176 h : Les Ombres, 177 h : Les Ombres, 178 h : Les Ombres, 179 h : Les Ombres, 180 h : Les Ombres, 181 h : Les Ombres, 182 h : Les Ombres, 183 h : Les Ombres, 184 h : Les Ombres, 185 h : Les Ombres, 186 h : Les Ombres, 187 h : Les Ombres, 188 h : Les Ombres, 189 h : Les Ombres, 190 h : Les Ombres, 191 h : Les Ombres, 192 h : Les Ombres, 193 h : Les Ombres, 194 h : Les Ombres, 195 h : Les Ombres, 196 h : Les Ombres, 197 h : Les Ombres, 198 h : Les Ombres, 199 h : Les Ombres, 200 h : Les Ombres, 201 h : Les Ombres, 202 h : Les Ombres, 203 h : Les Ombres, 204 h : Les Ombres, 205 h : Les Ombres, 206 h : Les Ombres, 207 h : Les Ombres, 208 h : Les Ombres, 209 h : Les Ombres, 210 h : Les Ombres, 211 h : Les Ombres, 212 h : Les Ombres, 213 h : Les Ombres, 214 h : Les Ombres, 215 h : Les Ombres, 216 h : Les Ombres, 217 h : Les Ombres, 218 h : Les Ombres, 219 h : Les Ombres, 220 h : Les Ombres, 221 h : Les Ombres, 222 h : Les Ombres, 223 h : Les Ombres, 224 h : Les Ombres, 225 h : Les Ombres, 226 h : Les Ombres, 227 h : Les Ombres, 228 h : Les Ombres, 229 h : Les Ombres, 230 h : Les Ombres, 231 h : Les Ombres, 232 h : Les Ombres, 233 h : Les Ombres, 234 h : Les Ombres, 235 h : Les Ombres, 236 h : Les Ombres, 237 h : Les Ombres, 238 h : Les Ombres, 239 h : Les Ombres, 240 h : Les Ombres, 241 h : Les Ombres, 242 h : Les Ombres, 243 h : Les Ombres, 244 h : Les Ombres, 245 h : Les Ombres, 246 h : Les Ombres, 247 h : Les Ombres, 248 h : Les Ombres, 249 h : Les Ombres, 250 h : Les Ombres, 251 h : Les Ombres, 252 h : Les Ombres, 253 h : Les Ombres, 254 h : Les Ombres, 255 h : Les Ombres, 256 h : Les Ombres, 257 h : Les Ombres, 258 h : Les Ombres, 259 h : Les Ombres, 260 h : Les Ombres, 261 h : Les Ombres, 262 h : Les Ombres, 263 h : Les Ombres, 264 h : Les Ombres, 265 h : Les Ombres, 266 h : Les Ombres, 267 h : Les Ombres, 268 h : Les Ombres, 269 h : Les Ombres, 270 h : Les Ombres, 271 h : Les Ombres, 272 h : Les Ombres, 273 h : Les Ombres, 274 h : Les Ombres, 275 h : Les Ombres, 276 h : Les Ombres, 277 h : Les Ombres, 278 h : Les Ombres, 279 h : Les Ombres, 280 h : Les Ombres, 281 h : Les Ombres, 282 h : Les Ombres, 283 h : Les Ombres, 284 h : Les Ombres, 285 h : Les Ombres, 286 h : Les Ombres, 287 h : Les Ombres, 288 h : Les Ombres, 289 h : Les Ombres, 290 h : Les Ombres, 291 h : Les Ombres, 292 h : Les Ombres, 293 h : Les Ombres, 294 h : Les Ombres, 295 h : Les Ombres, 296 h : Les Ombres, 297 h : Les Ombres, 298 h : Les Ombres, 299 h : Les Ombres, 300 h : Les Ombres, 301 h : Les Ombres, 302 h : Les Ombres, 303 h : Les Ombres, 304 h : Les Ombres, 305 h : Les Ombres, 306 h : Les Ombres, 307 h : Les Ombres, 308 h : Les Ombres, 309 h : Les Ombres, 310 h : Les Ombres, 311 h : Les Ombres, 312 h : Les Ombres, 313 h : Les Ombres, 314 h : Les Ombres, 315 h : Les Ombres, 316 h : Les Ombres, 317 h : Les Ombres, 318 h : Les Ombres, 319 h : Les Ombres, 320 h : Les Ombres, 321 h : Les Ombres, 322 h : Les Ombres, 323 h : Les Ombres, 324 h : Les Ombres, 325 h : Les Ombres, 326 h : Les Ombres, 327 h : Les Ombres, 328 h : Les Ombres, 329 h : Les Ombres, 330 h : Les Ombres, 331 h : Les Ombres, 332 h : Les Ombres, 333 h : Les Ombres, 334 h : Les Ombres, 335 h : Les Ombres, 336 h : Les Ombres, 337 h : Les Ombres, 338 h : Les Ombres, 339 h : Les Ombres, 340 h : Les Ombres, 341 h : Les Ombres, 342 h : Les Ombres, 343 h : Les Ombres, 344 h : Les Ombres, 345 h : Les Ombres, 346 h : Les Ombres, 347 h : Les Ombres, 348 h : Les Ombres, 349 h : Les Ombres, 350 h : Les Ombres, 351 h : Les Ombres, 352 h : Les Ombres, 353 h : Les Ombres, 354 h : Les Ombres, 355 h : Les Ombres, 356 h : Les Ombres, 357 h : Les Ombres, 358 h : Les Ombres, 359 h : Les Ombres, 360 h : Les Ombres, 361 h : Les Ombres, 362 h : Les Ombres, 363 h : Les Ombres, 364 h : Les Ombres, 365 h : Les Ombres, 366 h : Les Ombres, 367 h : Les Ombres, 368 h : Les Ombres, 369 h : Les Ombres, 370 h : Les Ombres, 371 h : Les Ombres, 372 h : Les Ombres, 373 h : Les Ombres, 374 h : Les Ombres, 375 h : Les Ombres, 376 h : Les Ombres, 377 h : Les Ombres, 378 h : Les Ombres, 379 h : Les Ombres, 380 h : Les Ombres, 381 h : Les Ombres, 382 h : Les Ombres, 383 h : Les Ombres, 384 h : Les Ombres, 385 h : Les Ombres, 386 h : Les Ombres, 387 h : Les Ombres, 388 h : Les Ombres, 389 h : Les Ombres, 390 h : Les Ombres, 391 h : Les Ombres, 392 h : Les Ombres, 393 h : Les Ombres, 394 h : Les Ombres, 395 h : Les Ombres, 396 h : Les Ombres, 397 h : Les Ombres, 398 h : Les Ombres, 399 h : Les Ombres, 400 h : Les Ombres, 401 h : Les Ombres, 402 h : Les Ombres, 403 h : Les Ombres, 404 h : Les Ombres, 405 h : Les Ombres, 406 h : Les Ombres, 407 h : Les Ombres, 408 h : Les Ombres, 409 h : Les Ombres, 410 h : Les Ombres, 411 h : Les Ombres, 412 h : Les Ombres, 413 h : Les Ombres, 414 h : Les Ombres, 415 h : Les Ombres, 416 h : Les Ombres, 417 h : Les Ombres, 418 h : Les Ombres, 419 h : Les Ombres, 420 h : Les Ombres, 421 h : Les Ombres, 422 h : Les Ombres, 423 h : Les Ombres, 424 h : Les Ombres, 425 h : Les Ombres, 426 h : Les Ombres, 427 h : Les Ombres, 428 h : Les Ombres, 429 h : Les Ombres, 430 h : Les Ombres, 431 h : Les Ombres, 432 h : Les Ombres, 433 h : Les Ombres, 434 h : Les Ombres, 435 h : Les Ombres, 436 h : Les Ombres, 437 h : Les Ombres, 438 h : Les Ombres, 439 h : Les Ombres, 440 h : Les Ombres, 441 h : Les Ombres, 442 h : Les Ombres, 443 h : Les Ombres, 444 h : Les Ombres, 445 h : Les Ombres, 446 h : Les Ombres, 447 h : Les Ombres, 448 h : Les Ombres, 449 h : Les Ombres, 450 h : Les Ombres, 451 h : Les Ombres, 452 h : Les Ombres, 453 h : Les Ombres, 454 h : Les Ombres, 455 h : Les Ombres, 456 h : Les Ombres, 457 h : Les Ombres, 458 h : Les Ombres, 459 h : Les Ombres, 460 h : Les Ombres, 461 h : Les Ombres, 462 h : Les Ombres, 463 h : Les Ombres, 464 h : Les Ombres, 465 h : Les Ombres, 466 h : Les Ombres, 467 h : Les Ombres, 468 h : Les Ombres, 469 h : Les Ombres, 470 h : Les Ombres, 471 h : Les Ombres, 472 h : Les Ombres, 473 h : Les Ombres, 474 h : Les Ombres, 475 h : Les O

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mardi. Signification des symboles : P Signifié dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 10 juin

TF 1

19.40 Football : Finale de la Coupe de France : Bordeaux-Marseille (en direct du Parc des Princes). Présentation des deux équipes : à 20.00 début du match. 20.45 Tirage au sort. 21.00 Football (2^e mi-temps). 21.50 Feuilleton : Daffa. Le soulèvement. 22.35 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. Les anges de la mort. 23.30 Journal. 23.50 Magazine : Premier plan. D'Alain Bérubé. Actualité cinématographique.

A 2

20.30 Têtu : La disparue de Las Vegas. De Rod Holcomb. Avec Marilu Henner, Nick Surry. Laura disparaît sans laisser de traces... Son frère et son amie décident de mener l'enquête. 21.55 Le dossier d'Alain Decaux.

Lisez le livre de ANNE BRASSIE
ROBERT BRASILLACH
ou Encore un instant de bonheur
Editions Robert Laffont

Brasillach : La mort en face. Alain Decaux retrace l'itinéraire de l'écrivain jusqu'à la libération pour collaboration avec l'ennemi. 23.25 Journal. 23.40 Série : Solitude de nuit. La Réunion. Une à grand spectacle.

FR 3

20.35 Variétés : Gains des trophées. Enregistré à Cannes le 25 janvier. Avec Stéphane de Monaco, le groupe Images. 20.40 Magazine : Thalassa. Émission de Georges Perroud. Panama : d'une Amérique à l'autre. 22.50 Journal. 23.15 Théâtre : Le Supplément. Pièce de Gilles Bourdin, enregistrée au Théâtre de la région Nord-Pas-de-Calais. Avec Christian Blanc, Marianne Epin, Janine Godinas, Christian Ruche. L'éternelle histoire du mari, de la femme et de l'homme dans un langage écrit de toutes pièces. Un tour de force.

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : Réaction en chaîne. Film australien d'Ian Barry (1980). Avec Steve Bailey, Anna-Maria Winchester, Ross Thompson, Ralph Cottrill. 22.25 Flash d'informations. 22.35 Cinéma : Le Poète. Film américain de Louis Malle (1978). Avec Brooke Shields, Keith Carradine, Susan Sarandon, Frances Faye, Antonio Fargas. 0.20 Cinéma : Officier et gentleman. Film américain de Taylor Hackford (1982). Avec Richard Gere, Debra Winger, Louis Gossett Jr., David Keith. 2.20 Documentaire : Les allumés du sport.

LA 5

20.30 Têtu : A cœur perdu. 22.10 Série : Mike Hammer. 23.05 Série : Mission impossible. 23.40 Série : Laurel et Hardy. 0.15 Série : Kamp-fu. 1.10 Série : Mike Hammer. 2.05 Série : Hôtel.

M 6

20.30 Série : Les routes du paradis. Le dernier espoir. 21.20 Série : Dymond. L'espérance. 22.10 Magazine : On. 22.40 Cinéma : Flash d'informations. 23.35 Musique : 6 Noë. De 0.00 à 0.50 Flash d'informations et musique.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Saint-John Perse. 21.30 Musique : Portrait de Michèle Reverdy, compositeur. 22.30 Nuits magiques. Les gens... tout de même, cinéma : Série : Les quatre quartiers de solitude. 0.10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné les 29 mai et 1^{er} juin au Théâtre musical de Paris) : Salomé, drame musical en un acte, de Richard Strauss, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Marc Janowski ; chef de chant : Gottfried Hampel ; 23.00 Les sauteries de France-musique ; à 23.10, jazz-club, en direct du Petit-Opéra.

Jeudi 11 juin

TF 1

13.50 Série : Marie-Pervenche. Un hérisson dans la tête. Feuilleton : Cœur de diamant. 15.20 Quatre à l'assaut. 15.35 Ravi de vous voir. Pourquoi il aime cette ville : portraits et dessins du XIX^e siècle. Chacun a une histoire à raconter. Jen : La balance. 16.00 Flash d'informations. 16.02 Série : La quatrième dimension. Les connaissances. 16.30 Ravi de vous voir (suite). 17.00 Variétés : La chance aux chansons. Émission de Pascal Sevran. Avec Jojo Andrieu, Stéphane Chazotte, Germaine Rizzo, François Deguelt, Dominique Lora. 17.30 La vie des Boîtes. 18.00 Feuilleton : Huit, en sept. 18.25 Météo-Journal, pour les jeunes, de Patrice Drevet. 18.45 Jen : La rose de la forêt. 19.10 Feuilleton : Santa Barbara. 19.40 Cocoricochey. 20.00 Journal. 20.30 Série : Colombo. Le mystère de la chambre forte. 21.45 Magazine : L'Esprit. De François de Closets, Emmanuel de la Taille et Alain Weiller. Au sommaire : Le Caïre ; chère au Nili ; Espace : La grande panne ; Quinze ans et l'Afrique ; Points de repère ; L'homme du mois : Stern Lorenz (Bul). 23.00 Journal. 23.50 Magazine : C'est à dire. Émission de Lucie Perrot. Avec Khawam et Tahar Ben Jelloun.

A 2

13.45 Feuilleton : Jannée (3^e épisode). 14.35 Magazine : Ligne directe. Émission de Jacques Pradel et Dominique Verdilhac. Émission spéciale : Les francophones à la Rochelle. 15.35 Feuilleton : Rue Carnot. 16.05 C'est encore mieux. Émission présentée par Christophe Decaens. Avec Jean-Michel Jarry, Hult et dani, Horizon, Résidence nocturne, Carnot. 17.35 Ravi de vous voir. 18.00 Copain : Judo Boy. 18.05 Feuilleton : Alina et Cathy. 18.30 Magazine : C'est la vie. 18.50 Jen : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. 19.15 Actualité régionale. 19.40 Le nouveau théâtre de Jarry. 20.00 Journal. 20.25 D'accord, pas d'accord. 20.30 Cinéma : Hôtel des Amériques. Film français d'André Téchiné (1981). Avec Catherine Deneuve, Patrick Dewaere, Étienne Chicot, Josiane Balasko, Sabine Haudepin. L'histoire d'un homme, échoué à Biarritz, ouvre une femme ravagée par un chagrin qui l'a ouvert au paradis. Téchiné a recréé d'une façon étonnante et quelque peu romantique les tourments d'une relation opposant la douleur et l'insouciance à un comportement névrotique. La mise en scène est organisée sur des situations dramatiques et des sentiments dont Catherine Deneuve est la pierre de touche. 22.05 Flash : Émissions spéciales. 22.10 Musique. Concert Jean-Michel Jarry à Lyon, le 5 octobre 1986, retransmis en simultané et en direct sur NRJ. 23.10 Journal.

FR 3

14.00 Magazine : Thalassa (rediff.). 14.30 Questions de Séant au gouvernement. 17.00 Feuilleton : Madame et son fantôme. 17.25 Clip-chance. 17.30 Dessin animé : Belle et Sébastien. 18.00 Dessin animé : Il était une fois l'espace. 18.30 Feuilleton : Cap danger. 18.57 Juste ciel, petit horizon. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.15 à 19.35, actualités régionales. 19.55 Dessin animé : Ulysse. 20.05 Jeux : La classe. 20.25 D'accord, pas d'accord. 20.35 Cinéma : Le jour le plus long. Film américain de Darryl F. Zanuck (1962). Avec John Wayne, Robert Mitchum, Henry Fonda, Robert Ryan, Mel Ferrer, Richard Burton, Jean-Louis Barrault. Bourvil. Le débarquement des forces militaires anglo-américaines en Normandie, le 6 juin 1944. Darryl F. Zanuck fut le cerveau et le maître d'œuvre de ce film historique gigantesque - d'après le livre de Cornelius Ryan - dont la reconstruction est impressionnante et dont pratiquement tous les rôles sont tenus par des vedettes mais qui n'est absolument pas fait pour le petit écran. 23.30 Journal. 23.55 Magazine : Décibels (rediff.).

Audience TV du 9 juin 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

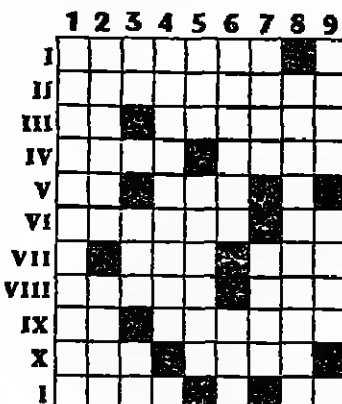
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	42,1	Santa Barbara 16,2	Actual. région. 12,2	Actual. région. 5,6	Zazith 2,0	Laurel et Hardy 4,6	Vogues 1,5
19 h 45	48,2	Cocoricochey 18,9	Théâtre Boulevard 16,9	Actual. région. 4,6	Zazith 1,5	Série 4,6	Journal 0,5
20 h 16	62,9	Journal 23,4	Journal 22,8	La classe 8,1	Starzack 3,0	Série 5,6	Filles et garçons 0,5
20 h 55	65,5	Film 19,3	Film 28,9	Film 7,1	Film 1,5	Film 8,1	Film 0,5
22 h 08	60,9	Deux sources 8,1	Film 31,5	Film 7,6	Film 2,0	Film 12,2	Film 0,5
22 h 44	38,1	Bonne source 7,6	Mardi-général 17,8	Ensa. région. 3,6	Film 1,0	Série 7,1	Déjà de nuit 2,0

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 153, reçoivent la 5 et 113 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4503



HORIZONTALEMENT

I. Rond-point proche de Paris ou place forte. — II. Hommes de haute taille. — III. Injection. Portecigarettes. — IV. Belle des jardins. C'est, en somme, une simple vue de l'esprit. — V. Négation. Héros d'une histoire de crue et de cuite. — VI. Enflamme une partie du globe. Divinité. — VII. Ville de Serbie. Fils étranger. — VIII. Tout naturellement. Dernier endroit à rechercher pour investir dans la pierre. — IX. Lac. Coup de barre. — X. Qu'on ne saurait sous-estimer. Boîte à surprises. — XI. Point de distribution de production laitière. Agent plus spéculatif que constructif.

VERTICALEMENT

I. Peuvent être, à la fois, fines et trapues. — 2. L'étendue de ses propriétés n'est pas nettement définie. Zinc sur lequel s'écoule beaucoup de liquide. — 3. Note. Belle rivière ornant de jolies gorges. Milieu pour le milieu. — 4. Arbre généalogique d'une reine. — 5. État d'une femme modeste. Deux ailes, cinq voyelles et une consonne. — 6. Vase. Oblige à faire preuve de distinction. — 7. Lit connu de la famille de Maintenon. A l'étranger. — 8. Ils sont utiles à l'homme comme à son chien. — 9. Au-dessus du cimier. Symbole de patience.

Solution du problème n° 4502

Horizontalement
I. Bénévoles. — II. Imitation. — III. Lodi. Nô. — IV. Lu. Rare. — V. Otten. Pô. — VI. Tucs. Rein. — VII. Si. Réel. — VIII. Naif. — IX. Catapulte. — X. Osé. Etain. — XI. Tas. Recrut.
Verticalement
1. Billot. Ecot. — 2. Emoules. Ass. — 3. Mid. Teintes. — 4. Bûres. As. — 5. Va. An. Ripier. — 6. Oter. Réfute. — 7. Li. Epée. Lac. — 8. Eon. Oll. Tir. — 9. Snob. Menu.
GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du lundi 8, mardi 9 et mercredi 10 juin :

UN DÉCRET
N° 87-374 du 5 juin 1987 instituant un congé spécial pour les préfectures.

UN ARRÊTÉ
Du 5 juin 1987 relatif à l'émission des obligations des premières, quatrièmes et cinquièmes tranches de l'emprunt d'Etat janvier 1987 de la série juin 1987.

● A l'occasion de l'Année européenne de l'environnement, la fête nationale de la pêche, placée sous le haut patronage des ministères de l'environnement et du tourisme, se déroulera les 13 et 14 juin sur le thème « La France prend la guile ». Pendant ces deux journées, les deux millions de pêcheurs invités leurs amis non pêcheurs à partager leur passion, à découvrir les rivières de France et la faune qui y vit, et à s'initier à la pêche, loisir intimement lié à la protection de la nature.

Dans toute la France, de nombreuses opérations sont déjà programmées sur les lieux de fête animés par les associations. A Paris, la fête nationale de la pêche aura lieu au bois de Boulogne.

* Renseignements : 47-47-43-49.

● « Faites vos mailles ». — Ou l'invitation au voyage du Musée des arts décoratifs. Vous et vos enfants serez entraînés dans le tourbillon du jet et de la découverte entre le 20 mai et le 30 août.

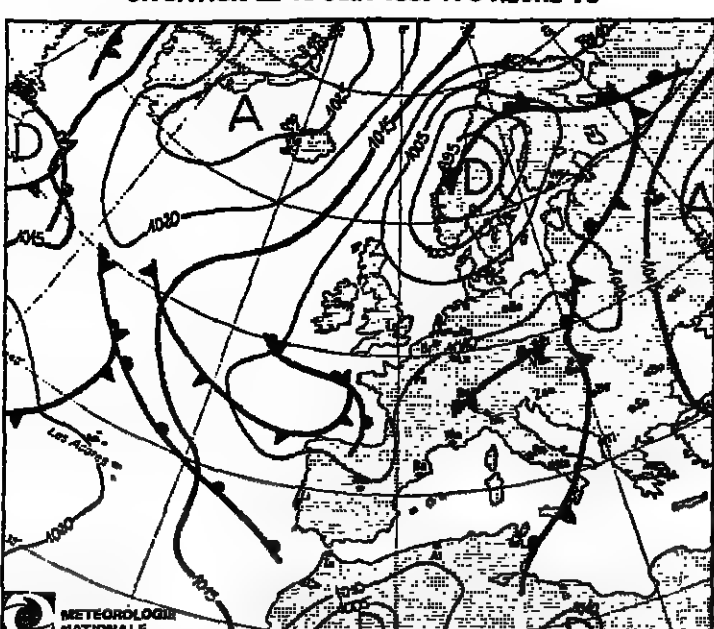
* Renseignements et inscriptions : Art Déco Jeunes, au Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, tél. : 42-60-32-14, poste 951.

● FAMILLE : une brochure pour les chrétiens. — Le Conseil national de pastorale familiale, appartenant à l'Eglise catholique en France, vient de publier une brochure Famille, joie de Dieu, rédigée par des laïcs, des évêques, des théologiens et des prêtres. Il s'agit de rappeler le sens d'une vie familiale chrétienne aujourd'hui. Cette brochure s'adresse à tous les publics.

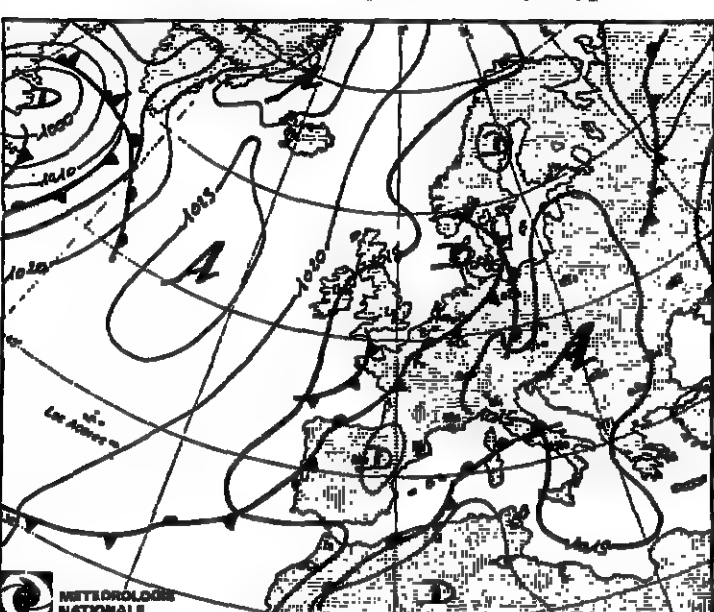
* Ecrire au Secrétariat national de pastorale familiale, 4, cité du Sacré-Cœur, 75018 Paris. Cette brochure de trente-deux pages coûte 30 F.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10 JUIN 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 12 JUIN A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 10 juin à 00 h et le jeudi 11 juin à 24 h.

Le pays restera sous l'influence d'un flux de sud-ouest. Circulant dans ce flux, une perturbation accompagnée d'ondes orageuses s'approchera lentement vers le sud-est en ondulant.

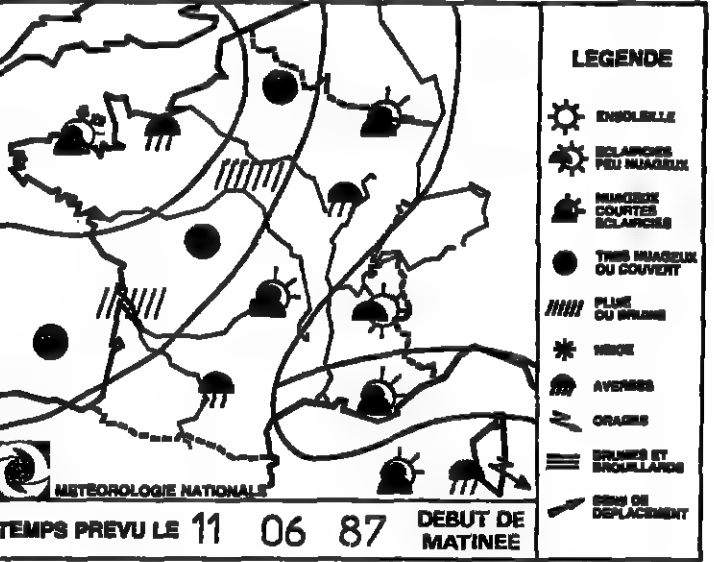
Jeudi : le temps sera lourd et orageux sur une moitié sud-est du pays, variable et plus frais sur le Nord-Ouest.

Sur la Bretagne, la Normandie et le Nord, décalées et nuages accompagnés d'averses alternent.

De la Champagne au Bassin parisien, aux Pays de la Loire, au Sud-Ouest, au

Massif Central, au Lyonnais et au Nord-Est, les nuages seront abondants. Ils seront accompagnés de pluies, qui prendront un caractère orageux en cours de journée.

Les températures minimales seront comprises entre 9 et 12 degrés. Les maximales iront de 16 à 26 degrés du Nord-Ouest au Sud-Ouest.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 8-6 à 6 heures TU et le 10-6-1987 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	16 7 N	LOS ANGELES	21 16 O
ALGER	22 9 N		LUXEMBOURG	14 6 N
BARCELONE	17 11 O		MADRID	22 10 D
BORDAUX	17 10 O		MARRAKECH	30 15 D
BREST	13 6 N		MEXICO	25 14 B
CAEN	15 6 N		MILAN	24 13 N
CHERBOURG	14 8 O		MONTREAL	19 10 N
CLERMONT-FERR.	17 3 O		MOSCOW	25 17 N
DIJON	17 8 D		NAIROBI	25 16 C
GRENOBLE	20 7 D		NEW-YORK	32 16 D
LILLE	15 7 N		OSLO	12 10 P
LYONS	13 7 N		PARIS-REIMS	24 13 N
MARSEILLE	16 8 B		SEKON	31 21 C
NANCY	17 7 O		ST-LOUIS	23 19 D
NANTES	17 8 P		SINGAPOUR	33 29 N
NICE	24 12 D		STOCKHOLM	16 10 N
PARIS-MONT.	16 7 D		SYDNEY	17 11 C
PAU	17 10 O		TOKYO	30 16 P
PERPIGNAN	19 11 O		TURIN	27 15 D
RENNES	17 8 P		VARSOVIE	19 13 C
STRASBOURG	17 8 P		YENNE	18 13 C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Communication

La SFP a besoin de 300 millions de francs

Le développement gagne les meilleurs. La Société française de production (SFP) attend depuis des semaines, des mois, que le gouvernement désigne son nouveau conseil d'administration, comme l'exige la loi Létard sur la communication.

Sans instance pour définir ses grandes orientations, « la société est contrainte de travailler en état d'apesanteur », commente un cadre exaspéré. Et comme chaque membre des cabinets ministériels intéressés a des idées personnelles sur l'avenir de la SFP, cette dernière vit « un cas exemplaire de gestion administrative » par un Etat... dont le libéralisme est pourtant le credo !

Par deux fois ces dernières semaines, l'assemblée générale des actionnaires, qui devait transformer la SFP en société d'économie mixte - TF 1, qui détient 22,5 % de son capital, est aujourd'hui privatisée, - a été reportée. L'Etat, qui reste majoritaire, n'arrive pas, en effet, à se prononcer sur le nom d'un nouveau PDG. Un certain consensus a longtemps prévalu pour la reconduction de l'actuel président, M. Jean-François Lemoine. Mais l'entourage du premier ministre penche aujourd'hui en faveur de M. Philippe Guillaume, un proche de M. Jacques Chaban-Delmas actuellement à la tête de la télévision de France. Sa nomination, malgré son inexpérience dans la production audiovisuelle, paraît néanmoins acquiescée mais n'est toujours pas officialisée.

La SFP, elle, ne peut plus attendre. Victime depuis sa création en 1974 des réformes successives de

l'audiovisuel public, elle a pâti ces derniers mois du chamboulement du paysage audiovisuel. TF 1 a réduit ses commandes pour assainir sa situation financière avant sa privatisation. Antenne 2 et FR 3 ont de la même façon « anticipé » la disparition du système des commandes obligatoires. « On a délibérément choisi de faire porter l'ensemble du déficit public sur la SFP », commente un responsable. Une politique désastreuse pour la société, amplifiée encore par le « gel » provisoire des investissements des cinquante et sixième chaînes avant leurs réattributions. « 1986 a été une année sinistère. 1987 ne s'annonce guère meilleure. »

« La SFP a besoin de 300 millions de francs pour passer le cap », estiment les responsables dans leur ensemble. Il lui faut au effet éponger les 109 millions de pertes subies l'an dernier, « provisionner » les charges occasionnées par deux cents départs en préretraite effectués depuis le mois de janvier (52 millions), reconstruire ses fonds propres, renouveler ses équipements, achever les travaux engagés à Bry-sur-Marne et... mettre en chantier de nouvelles productions.

On trouve ces 300 millions ? L'arrivée d'un nouveau partenaire privé apportant la somme nécessaire - Silvio Berlusconi avait fait connaître son intérêt - semble écartée pour l'instant. L'autre terme de l'alternative voudrait que l'argent nécessaire soit apporté par les actionnaires actuels de la SFP :

l'Etat (51 %), Antenne 2 et FR 3 (ensemble 27,5 %) et TF 1. Une éventualité qui inquiète fort les nouveaux dirigeants de la Une, qui estiment déjà avoir payé fort cher leur acquisition. « Un actionnaire privé ne compte pas les trous s'il n'a pas les moyens d'agir », déclare-t-on dans l'entourage de M. Francis Bouygues.

Agrir signifiait restructurer et probablement licencier. Selon des études réalisées par l'inspection des finances, il y aurait encore deux cents emplois excédentaires, malgré les départs en préretraite. Mais on se refuse, au ministère de la culture et de la communication, à provoquer une crise sociale. « Comment trancher, se demande-t-on rue de Valenciennes, que nous ne savons pas ce que sera le paysage audiovisuel à la fin de l'année ? ». La proximité de l'élection présidentielle n'est sans doute pas étrangère non plus à cette « stratégie de prudence positive » que l'on souhaite mettre en place, en recourant à des « méthodes douces ».

Les chaînes publiques n'ayant pas, de leur côté, les moyens de voter au secours de la SFP, il reviendra donc à l'Etat de combler les trous - en prélevant tout ou partie des 300 millions de francs sur les 10 % du prix de la vente de TF 1 que le ministre de la culture et de la communication avait réservés à la « création » audiovisuelle. Mais quelle que soit la solution retenue, la SFP ne peut plus attendre.

PIERRE-ANGEL GAY.

Ouverture de la compétition pour le satellite TDF 1 pourra-t-il diffuser des chaînes payantes ?

Dernière ligne droite pour la télévision française par satellite. Les candidats à l'exploitation des quatre canaux du satellite de télévision directe TDF 1 ont jusqu'au 29 juin pour se faire connaître auprès de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL). L'appel d'offres paru au *Journal officiel* du 5 juin précise les éléments du « dossier à établir par les sociétés faisant acte de candidature » (composition du capital, identification des actionnaires, etc.). La CNCL devrait délivrer les autorisations à la mi-juillet.

Les treize « sages » ouvrent ainsi la compétition aux chaînes commerciales comme aux télévisions cryptées sur abonnement. Pour autant, les règles fixant le mode d'exploitation par satellites des chaînes cryptées ne sont toujours pas arrêtées par le gouvernement. Un désaccord profond oppose en effet Matignon aux professionnels du cinéma. L'entourage du premier ministre souhaite faciliter la réussite de TDF 1 en imposant des contraintes minimales aux

exploitants, tandis que les gens du septième art craignent les effets pervers d'un trop grand laxisme.

Le gouvernement veut aligner les règles imposées aux chaînes cryptées exploitées par satellite sur celles de Canal Plus, mais ouvre la possibilité de dérogation au cas où une autre chaîne cryptée étrangère mais francophone viendrait concurrencer l'exploitant français. Les professionnels du cinéma refusent le principe même d'une dérogation. Ils y voient la fin d'une réglementation spécifique à la France et qui, selon eux, a sauvé jusqu'ici le cinéma français du naufrage.

Le conflit n'est pas tranché et le pouvoir, pour l'heure, n'a pas osé passer outre aux objections qui lui étaient faites. Un arbitrage doit pourtant être impérativement rendu avant la date limite de l'appel d'offres. L'absence de texte réglementaire contraindrait la CNCL à répondre à la candidature au satellite de Canal Plus.

P.-A. G.

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL
MICROS, LOGICIELS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

LES PS/2 SUR LE GRILL

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Jun 87

ECOLE SPÉCIALE D'ARCHITECTURE

L'ESA se prépare pour 1992 :

- Rapprochement de trois écoles complémentaires sous le même toit :
- Ecole spéciale d'architecture,
- Ecole Camondo,
- Ecole supérieure de communication visuelle ;
- Rétablissement du concours d'admission ;
- Première session : 13 juin 1987.

Renseignements, tél. : 43-22-83-70

La crise du « Matin de Paris » Direction et syndicats négocient les licenciements

Le quotidien *Le Matin de Paris* est parvenu mercredi 10 juin avec une pagination réduite. La journée du mardi 9 juin a en effet été particulièrement agitée : après une première rencontre avec le PDG actuel du *Matin*, M. Jean-René Poillot, et l'administration judiciaire, qui souhaitaient la suppression de la moitié des 156 postes, le personnel (journalistes et administratifs) du quotidien a décidé une grève limitée. Le *Livre-CGT*, estimant que cette grève empêchait la parution du journal et le mettait en danger de mort, a bloqué les issues.

La direction et les administrateurs judiciaires ont alors accepté de reprendre le dialogue, et le *Livre-CGT* a levé son blocus. En fin de compte, les syndicats et la direction ont convenu de continuer à négocier. *Le Matin de Paris* obtiendrait le maintien de 81 postes de 96 postes. Une liste nominative des licenciés a été établie. La direction a cependant indiqué qu'elle était encore amenable.

La rédaction levait alors son mot d'ordre de grève. Les négociations entre les syndicats et la direction et les administrateurs judiciaires doivent reprendre dans la matinée du 10 juin. La direction rencontrera les chefs de service du journal afin de revoir la liste des licenciements et évaluer les moyens qui permettraient au quotidien de continuer à paraître pendant l'été. En outre, une liste comprenant une trentaine de salariés du *Matin* qui ont choisi de partir volontairement sera présentée à la direction.

Les négociations doivent être terminées avant le 15 juin, date de l'installation de la nouvelle société éditrice du *Matin de Paris*, les Editions du Matin, et de l'arrivée du PDG destiné à remplacer M. Poillot. Le nom de M. Hervé Bourges, ancien PDG de TF 1, est toujours évoqué.

● Interpresse, premier Salon des fournisseurs de la presse écrite. - Le premier Salon professionnel de la presse écrite a lieu au Palais des Congrès, à Paris, du 10 au 12 juin. Organisé par Edigraphic (société fondée en 1982 qui est à l'origine des salons Intergraph et Créapub) et par la Fédération nationale de la presse d'information spécialisée (FNPS), Interpresse s'adresse aux professionnels de la presse (éditeurs, responsables de l'impression, de la publicité et de la diffusion, etc.).

● M. Bouygues publie chez Hachette. - C'est un éditeur du groupe Hachette, M. Jean-Claude Lattès, que M. Francis Bouygues a choisi pour publier ses mémoires. Celles-ci paraîtront à l'automne prochain sous le titre *Le Rago de vaincre*.

loterie nationale

TRANCHE N°59 DU

SUSPENSE

TIRAGE DU MERCREDI 10 JUIN 1987

LE NUMÉRO 300025

GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F

LES BILLETTS SE TERMINANT PAR 088

GAGNENT 1 500,00 F

AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

Le Carnet du Monde

Naissances

- Jacques et Dominique BELL-MANN ont la joie d'annoncer la naissance de

Julien.

Colombes, le 7 juin 1987.

Mariages

- M. et M^{me} André BEUVE-MÉRY, M. et M^{me} NHI THIAN-TRONG sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Marc et Valérie,

qui a été célébré, le 23 mai 1987, à Saint-André-sur-Sèvre (Deux-Sèvres).

11, rue de Bassano, 75116 Paris.
41, rue Henri-Barbusse, 75005 Paris.

Décès

- M^{me} Colette Chevrel, M^{me} Pierre Chevrel, M^{me} René Chevrel, M^{me} et M^{me} Jean Chevrel, M^{me} et M^{me} Jacques Laval, leurs enfants et petits-enfants ont la douleur de faire part du décès de leur père, grand-père et arrière-grand-père,

M. Henri CHEVREL, légionnaire IDN, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918,

survenu le 2 juin 1987, dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale, le vendredi 5 juin, en la cathédrale de Tours. Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue des Capucins, 92190 Mennecy.
21, rue Anatole-France, 92800 Fontenay.
2, place du Brémil, 25110 Beaune-les-Dames.
8, rue du Rempart, 68000 Colmar.

- Le docteur et M^{me} Dedieu-Anglade et leurs enfants, et leurs enfants, M. et M^{me} Phumy ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Roger DEDEU-ANGLADE, née Anglade Pélissier, survenue à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité, le jeudi 11 juin 1987, à 10 h 15, en l'église Notre-Dame-des-Anges, 102 bis, rue de Valenciennes, Paris (6^e).

L'inhumation se fera au cimetière du Montparnasse dans le caveau de famille. Cet avis tient lieu de faire-part.

16, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris.
18, rue Saint-Romain, 75006 Paris.

- Sa fille, M^{me} Olyvia, son gendre, M. Olyvia et ses petits-enfants, Juliette, Elizabeth, Agathe, ont la douleur de faire part du décès de

M. Abner GOLDEHAMMER, survenue le 9 juin 1987, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue des Grands-Fonds, 95370 Montigny-les-Corbeilles.

- Maurice Gorbato, Louis-Maria Gorbato, Rosine Gorbato, ses neveux, René, Dailis, Valis, ses amis intimes, font part du décès de

Esther GORBATO, artiste peintre et sculpteur, professeur à l'Ecole d'architecture Paris-La Villette, chevalier des Arts et Lettres,

le vendredi 5 juin 1987. L'inhumation aura lieu, le mercredi 10 juin, à 10 heures, au columbarium du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes. Les dons peuvent être adressés à l'ARC, professeur Schwarzenberg, Fondation pour la recherche contre le cancer.

Ce présent avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le personnel enseignant et administratif

Les étudiants, Le président du conseil d'administration et le directeur de l'Ecole d'architecture Paris-La Villette, ont le regret de faire part de la disparition du professeur,

Esther GORBATO,

et vous invite à vous joindre à eux, ou de vous unir par la pensée, le mercredi 10 juin, à 10 heures, au columbarium du Père-Lachaise, à Paris.

Ni fleurs ni couronnes. Les dons peuvent être adressés à l'ARC, professeur Schwarzenberg, Fondation pour la recherche contre le cancer.

- Saint-Mandé. Paris. Aix-en-Provence.

M^{me} Charles Kantor, ses époux, Les familles Kantor, Arnaud, Beret, Bloch, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Charles KANTOR,

survenu brutalement le 9 juin 1987. Les obsèques auront lieu le jeudi 11 juin, à 14 h 45, au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- La Maison de l'Amérique latine a la grande tristesse de faire part de la disparition de

professeur François FERROUX, membre de son haut comité d'honneur et grand ami de l'Amérique latine. (Le Monde du 4 juin 1987.)

- M. et M^{me} Bertrand Renouvin et leurs enfants, M. et M^{me} Marcel Conche, M. et M^{me} François Conche et leurs enfants, Le docteur et M^{me} Michel Renouvin et leurs enfants, M^{me} Jacqueline Renouvin, M. et M^{me} Robert Autman et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jacques RENOUVIN, chevalier de la Légion d'honneur, médaille de combattant volontaire de la Résistance, vice-président du tribunal de grande instance de Paris, membre du comité directeur du Comité d'action de la Résistance, secrétaire général adjoint de l'Association des magistrats résistants,

survenu le 7 juin 1987, à Paris.

Les obsèques auront lieu, le vendredi 12 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Médard, 141, rue Mouffetard, Paris (5^e).

Ce faire-part s'adresse tout particulièrement aux membres de combat et à tous les amis de Jacques Renouvin, compagnon de la Libération, mort en déportation au camp de Mathausen, dont M^{me} Renouvin fut la compagne de lutte et l'épouse.

- M. Clément Robichon, M. et M^{me} Olivier Robichon et leurs fils, M. et M^{me} Antoine Robichon et leurs enfants, M^{me} Rislé et ses enfants, Les familles Fichard, Nozai, Bonnard, Cléry, Sa famille, Ses amis, font part du décès de

M^{me} ROBICHON, née Yvonne Fichard,

survenue à Grasse le 6 juin 1987. La bénédiction religieuse aura lieu en la chapelle de l'Abbaye de Grasse, quartier Sainte-Brigitte, le jeudi 11 juin 1987, à 8 h 30, dans la plus stricte intimité.

- Sa famille a la douleur de faire part du décès de

Nathan SCHARF, Pierre, Jacques, survenue le 26 mai 1987 en Israël.

VENTE A VERSAILLES

HOTEL DES CHEVAUX LEGERS-DIMANCHE 14 JUIN A 14 HEURES

ORFÈVRE

BIJOUX

M^{me} JACQUES MARTIN, M^{me} OLIVIER DESBENOIT, Commissaires-Prieurs associés, 3, impasse des Chevaux-Légers, 78000 Versailles. 39-50-58-08. RESULTATS SUR AMITEL 36-15-107.

VENTE A VERSAILLES

TABLEAUX MODERNES

Par : BABOULENE, HALLAND, BARDOSE, BELMI, DÉRAUD, BERNARD, BONNARD, BOUYSSOU, BRAYER, CHABAUD, CHAPLAIN-MOY, CHAPVAL, CHARCOINE, CRY, CLÉMENT-SERVAU, COMMERCE, CORTES, COSVAL, DOMERGUE, J. DUFY, FRESZ, GALL, GEN PAUL, GERNÉZ, GHILSON, GREEN, GOERRE, GRONAUER, HAMBURG, HILAIRE, HODÉ, JANSEN, KRONK, KYAP, LAMBERT-RUCK, LANSKOV, LAPIQUE, LAURENCE, LAURRAY, LA VILLEN, LAYONE, LEVIS, LHOÏE, LOR, LORLOU, LUCE, MAC AVOY, MACLET, MARLOL, MAFROY, MANGUIN, MATHIEU, MATT, MENGUY, L. PH. MORETTI MUHL, NELLLOT, NEUDJELMAN, NOUËT, OSTERLIND, OUDOT, PASCIN, PELOUSE, PETITJEAN, PICABIA, PIET, PIGNON, PRINGS, RUY, DU PUYSAUD, QUÉZET, RENÉ, SAIGET, SAVIN, SEYSSAUD, SIGAC, SPITZER, SURVAGE, TARDIFF, TEBERCH, VITCH, TISOT, TRUCHET, UTTER, VERDEHAN, VIGNON, VIOLIER, VIVANCO, WALCH, WILDER, ZELLER.

TABLE EN BRONZE POLI par FRED BROUARD, MERCREDI 17 JUIN 1987 A 21 HEURES.

M^{me} Georges BLACHE, commissaire-priseur, 5, rue Rameau, 78000 Versailles. Tél. (1) 39-50-55-06 + Epous. 15/6 de 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h et de 14 h à 18 h.

Anniversaires

- Il y a six ans disparissait Bernard SZCZUPAK.

Sa famille et ses amis se réuniront, jeudi 11 juin, à 12 heures devant l'entrée principale du cimetière de Bagneux.

Communications diverses

- Aujourd'hui à 15 heures, Grand Palais, porte principale, inauguration Biennale 1987, SNBA.

- M. Michel Doo Kingné, secrétaire général adjoint des Nations unies, donnera une conférence à l'Académie diplomatique internationale, 4 bis avenue d'Alsace, Paris (8^e), le jeudi 11 juin 1987, à 18 heures, sur le thème : « De quelles réformes l'ONU a-t-elle réellement besoin ? »

- Un colloque consacré au philosophe Paul Ricœur aura lieu, en sa présence, les 25, 26 et 27 juin. Tous renseignements : *Esprit*, 212, rue Saint-Martin, 75003 Paris. Tél. : 48-04-92-90.

- La Liberté en marche : « Deux siècles se sont écoulés depuis la Révolution française, à certains événements nous nous faisons l'honneur d'associer nos hommages et nous nous en faisons pas de la chair, - ont eu un retentissement qui dépassa l'époque et les frontières. Les idées des courants premiers et deuxième siècles de l'école primaire Georges-Lapierre ont écrit et réalisé un spectacle sur ces journées inoubliables. L'Association de personnel de l'UNESCO les ont invités à venir jouer leur spectacle, vendredi 19 juin 1987, à 18 h 30. Maison de l'UNESCO, salle 1, 119, avenue de Saint-François, 75007 Paris. Participation aux frais : 30 francs.

- Calligraphes japonais, (Ikebana, art floral japonais). Démonstration les 10, 11 et 12 juin, à 18 h 15, dans le cadre de la SNBA, Grand Palais des Champs-Élysées.

- L'Association Les Amis de Léon Tolstoï organise une conférence de M. François Ziegler, sociologue, professeur de Suisse en France, sur « Tolstoï devant l'histoire », le jeudi 11 juin, à 18 heures, à l'Institut d'études slaves, 9, rue Michels, Paris 6^e.

Soutenances de thèses

- Institut d'études politiques de Paris - Le jeudi 11 juin, à 15 h 10, salle 102, 56, rue des Saints-Pères. M^{me} Aline Angostinos : « L'opinion publique française et l'Espagne, 1945-1975 ».

- Université Paris-III - Le vendredi 12 juin, à 9 h 30, salle Bourjac, 17, rue de la Sorbonne, 75003 Paris. M^{me} Assoudine Khatun Ididov : « La néologie arabe, philologie et poétique ».

- Université Paris-IV - Le vendredi 12 juin, à 17 heures, Amphithéâtre amerc, 16, rue de la Sorbonne. M. Patrick Ligeois : « Heidegger et le sens du sens. Achèvement vers la pensée ontologique ».

- Université Paris-I - Le vendredi 12 juin, à 14 heures, Amphithéâtre 104, 9, rue Malherbe, 75004 Paris. M^{me} Bernart : « Les applications aux américanités et des Antilles françaises : origines et mutations d'un langage plastique contemporain ».

- Université Paris-X (Nanterre) - Le vendredi 12 juin, à 14 h 30, bâtiment C, salle C-24 (salle des thèses). M. Dominique Lejeune : « Les sociétés de géographie en France, dans le mouvement social et intellectuel du XIX^e siècle ».

- Institut d'études politiques de Paris - Le vendredi 12 juin, à 14 heures, 27, rue Saint-Guilhem, salle Albert Vandal, escalier des amphithéâtres, 3^e étage. M^{me} Hélène Baurfeld : « Les relations entre le Parti socialiste, la CFDT et le mouvement social (1971-1981) ».

- Université Paris-IV (Paris-Sorbonne) - Le vendredi 12 juin, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif. M. Jacques Langlade : « La langue arabe et la formation du vocabulaire philosophique de l'arabisme ».

- Université Paris-IV - Le vendredi 12 juin, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Nada Aramovic : « Jean Cocteau, ses œuvres et la presse parisienne de 1908 à 1955 ».

- Université Paris-I - Le samedi 13 juin, à 9 h 30, salle 308, entrée 1, rue V. Cousin, guérite J.B. Dupont, escalier 1. Sorbonne. M. Abdellah Hosain Toubkhoussi : « Les politiques des grandes puissances vis-à-vis de l'Égypte, 1936-1947 ».

- Université Paris-I (Paris-Sorbonne) - Le samedi 13 juin, à 14 heures, amphithéâtre Lavoisier, Sorbonne. M. Jean Chatelet : « La notion du peintre à Paris au XVIII^e siècle ».

vente B de

CAP

Le Monde

EMPLOI-7

Les métiers de la formation professionnelle

Un avenir mais lequel ?

UN paradoxe et une formule résumant la situation de la formation professionnelle. Ses métiers seraient « en voie de professionnalisation ». « Tout le monde est sûr que la formation continue a un grand avenir », écrit M. Jean Dubois, l'un de ses spécialistes, mais personne ne peut dire au juste lequel.

Soumis à une forte expansion, à laquelle la loi de 1971 a fortement contribué, ce secteur d'activité se retrouve dans une phase que peu, avant lui, ont affrontée. Sa croissance récente et rapide l'a conduit tout juste à se structurer que, déjà, les nouvelles impulsions données bouleversent les règles. L'urgence nécessaire de la formation et l'appel d'air qu'elle provoque vont entraîner des mutations difficiles à appréhender. Une preuve supplémentaire en a été fournie par le colloque organisé le 23 mai à Montpellier par l'UCC-CFDT (Union confédérale des ingénieurs et cadres), justement sur le thème des nouveaux métiers. Les professionnels de la formation, qui discutent ensemble pour la première fois, ont unanimement demandé à se voir pour préciser les conclusions auxquelles ils sont arrivés dans un document de simple constat.

En fait, le domaine est tellement vaste qu'il donne lieu à un double mode de fonctionnement du marché de l'emploi, notent ceux qui ont réfléchi au sujet, dont Martine Renard et Martine Guillaume. D'un côté, on trouve les emplois stables

C'est gagné, en apparence. Personne ne doute maintenant de l'importance de la formation professionnelle, pour l'emploi, pour l'économie. Le thème revient dans tous les discours et l'exigence d'une formation considérée comme un investissement s'est plus mise en lumière.

Malgré cela, la nébuleuse de la formation professionnelle est mal connue. Son fonctionnement, extraordinairement sophistiqué, échappe à la compréhension de la plupart, pourtant directement intéressés. Quant au milieu professionnel qui exerce son activité dans ce secteur, il demeure entouré de mystère. Si chacun s'accorde à lui prédire un grand avenir, et même à y voir de belles perspectives d'emploi, il est difficile de savoir comment il va évoluer et quels seront ses contours.

avec des possibilités de promotion qui correspondent au développement de la formation. Cela concerne alors les entreprises, les administrations territoriales (régions) ou d'Etat, les organismes relais ou mutualisateurs et, bien sûr, les organismes de formation ou de conseil, ainsi que les institutions spécialisées. De l'autre côté, et parce que la demande de formation s'agit des âges liés aux politiques des pouvoirs publics et des entreprises, existe un réservoir compressible ou extensible, où sont regroupés les intervenants occasionnels et les formateurs « temporaires », massivement mobilisés ou abruptement débauchés.

Paradoxe encore : la formation professionnelle peut être, pour ceux qui l'exercent, une activité précaire quand ils sont eux-mêmes chargés

de faciliter l'insertion ou le maintien dans l'emploi de leurs stagiaires. Ici, comme dans les GRETA (groupements éducatifs dépendant de l'éducation nationale et rattachés à des établissements scolaires), on préfère multiplier les heures supplémentaires des enseignants de crainte de ne pouvoir garantir la viabilité de nouveaux postes. Là, et notamment pour les formations en faveur des jeunes en difficulté, dont les campagnes sont continuellement révisées ou remises en question, on aura recours à d'importantes vagues de recrutement avec des contrats à durée déterminée.

Fort heureusement, des perspectives se profilent, qui pourraient se diviser en trois tendances. Il y aurait une voie qui correspondrait à l'investissement dans la formation. Elle permettrait l'apparition de fonctions nouvelles avec l'audit (le diagnostic des besoins), l'ingénierie (la fabrication des produits correspondants) et l'évaluation (les résultats obtenus), à quoi il conviendrait d'ajouter les activités de gestion spécialisée, dans les entreprises comme dans les organismes de formation, et, pour ces derniers, la fonction de commercialisation.

Métiers

Une autre évolution possible concernerait l'intégration de la formation dans la production, c'est-à-dire dans l'entreprise. Dans ce cas, elle toucherait les animateurs internes de formation, les intervenants extérieurs et conduirait parfois à l'émergence de « formateurs de formateurs ».

Enfin, dernière hypothèse, l'utilisation de matériels modernes, tels que l'audiovisuel ou l'informatique, prépare l'émergence de la formation individuelle, qui nécessitera, en amont, des interventions de professionnels. Il leur reviendra alors de travailler sur les nouvelles technologies éducatives ou de participer à la mise en œuvre de fonctions d'accompagnement. Ils seront, par exemple, les inventeurs des « didacticiels » utilisés et commercialisés.

Pour aussi évidentes qu'elles paraissent, ces évolutions ne vont pas sans provoquer des inquiétudes dans un milieu professionnel qui n'a pas encore « digéré » sa propre croissance.

Les métiers sont à peine caractérisés. Les fonctions actuelles sont à la fois plus nombreuses et floues. Au centre, on trouve le responsable de formation. Dans l'entreprise, il se consacre à l'élaboration et au suivi du plan de formation. Dans un orga-

nisme, il conçoit et met en œuvre les actions de formation. Au-dessus de lui, il y a, en entreprise, le directeur d'un service de formation important, ou sinon le directeur d'un organisme de formation. Au-dessous de lui, on a été, mais en contact direct avec les stagiaires, il y a l'animateur de formation ou l'intervenant spécialisé, l'un assurant la cohérence pédagogique des stages, l'autre transmettant des connaissances et du savoir-faire. A part, intervenant les différents spécialistes : le formateur-conseil, qui est consultant auprès d'entreprises ou d'institutions de formation et qui les assiste, à la demande, dans les réalisations ; le gestionnaire de formation, le responsable des moyens pédagogiques et, depuis peu, le concepteur de logiciels.

Quand les uns et les autres envisagent l'avenir, ils ne peuvent que laisser sans réponse un certain nombre de questions, comme cela a été le cas au cours du colloque de l'UCC-CFDT. Là encore, l'expansion vient brouiller les cartes. La fonction de formateur-conseil, dont le rôle s'étend, recouvre des réalités bien différentes. Il peut être qu'un « prescripteur » de formation et se trouve, dans ce cas, « survolant ». En revanche, son intervention peut être déterminante s'il est capable de porter des diagnostics puis de choisir les formations appropriées. De même, sa place est décisive s'il élabore des stratégies de valorisation de la ressource humaine, sait monter des dispositifs éducatifs ou met au point des cahiers des charges.

L'activité d'évaluation finale de la formation paraît quant à elle appelée à un grand avenir. Encore balbutiante et relativement neuve, elle répond à un besoin de plus en plus manifeste. Si la formation est un investissement, et est considérée comme tel, il faut en vérifier les effets. Les formateurs sont de plus en plus soumis à une obligation de résultat, souvent mesuré par le taux de placement dans un emploi. A terme, pensent beaucoup, un métier spécifique d'« évaluateur » se créera.

Pour la gestion, deux parcours sont plausibles. Il y aura des « gestionnaires sociaux », dont la connaissance technique de la formation sera limitée, mais qui seront chargés, comme la secrétaire médicale ou l'assistante d'ingénieur, de faire fonctionner organismes et services au quotidien. Il y aura les « financiers », rompus à toutes les méthodes et fins connaisseurs des circuits, qui seront capables d'utiliser tous les arcanes du dispositif pour le compte des entreprises, des organismes ou des institutions. A coup sûr, ce seront des professionnels de haut niveau.

L'intégration de la formation dans l'entreprise, telle qu'elle se manifeste déjà par l'arrivée de jeunes en stage (l'alternance), par le souci de valoriser la ressource humaine ou par le renforcement du projet d'entreprise, entraîne à son tour des évolutions complexes. Certains imaginent que, la formation devenant l'affaire des professionnels de l'entreprise transformés en auteurs, les métiers d'animateurs de formation sont appelés à disparaître. D'autres pensent que leur maintien passe par leur repositionnement. Ils seraient coordonnateurs des efforts, apporteraient le sens de la pédagogie ou formeraient les professionnels. En revanche, les intervenants spécialisés conserveraient leur rôle et, s'agissant des formations les plus stratégiques, liées au devenir même de l'entreprise, à ses fonctions vitales, le formateur serait indispensable. A la condition, toutefois, qu'il soit polyvalent.

Mais ce sont surtout les opportunités ouvertes par l'individualisation de la formation qui font le plus rêver les professionnels de la formation. Avec l'arrivée de nouvelles techniques et de nouveaux produits, ils voient un nouveau métier s'offrir à eux. Le champ d'activité leur paraît immense. Ils pourraient fabriquer de nouveaux outils, avoir des fonctions d'accompagnement. Les plus visionnaires imaginent même que leur profession sera amenée à assurer davantage le suivi de la formation et donc à se retrouver sur le terrain des professionnels de l'emploi, ce qu'ils considéreraient comme une victoire. La formation débouchant sur l'emploi. Deux termes enfin reliés.

ALAIN LEBEAUC.

La nébuleuse formation

SELON les estimations, de 40 000 à 60 000 personnes travaillent actuellement dans le secteur de la formation. L'INSEE comptabilise 56 160 formateurs ou animateurs de formation continue et 7 520 cadres spécialistes du recrutement et de la formation. A quoi il faut ajouter 2 000 ingénieurs-conseils, travailleurs indépendants qui s'y intéressent de près ou de loin. L'APEC (Association pour l'emploi des cadres) estime à 35 000 le nombre de cadres employés par les organismes de formation et à 7 700 ceux qui exercent leurs fonctions dans une entreprise.

En forte progression de 1971 à 1975, le marché de l'emploi des formateurs s'est ralenti jusqu'en 1979. Depuis, le rythme de développement est fonction du lancement des programmes publics. Un recul s'est amorcé à l'automne 1986.

Pour débiter dans la fonction, où l'on recrute 15 % de cadres débutants, un niveau de formation supérieur est presque toujours requis, l'avantage allant à la formation technique ou à la spécialisation dans l'informatique ou l'électronique. Selon l'APEC, la profession est très ouverte. Sur 100 cadres occupant un poste en formation, un quart provient de la formation et 5 % de la fonction publique, le reste venant de tous horizons (marketing, commercial, finances, comptabilité, organisation, administration, études et production).

Le secteur d'activité comprenait, en 1985, 32 818 organismes de formation, pour l'essentiel privés puisque 12 931 seulement sont publics ou para-

publics. Mais ces chiffres ne disent pas tout : 10 881 organismes fournissent réellement de la formation aux entreprises, répartis entre 93 % d'établissements privés et 7 % d'organismes publics (GRETA, université, etc.) ou parapublics (AFPA, chambres de commerce, des métiers et de l'agriculture). Et encore faut-il savoir que 2 582 de ces organismes sont, en fait, des formateurs individuels préférant la raison sociale au statut de travailleurs indépendants.

Parmi ces organismes, 10 % ont eu un chiffre d'affaires supérieur à 1 million de francs et 2 % ont dépassé les 5 millions de francs.

Toujours en 1985, l'ensemble des dépenses consacrées en France à la formation professionnelle s'est élevé à 36 milliards de francs, dont 40 % sont allés à la rémunération des stagiaires. Les régions ont participé à cet effort pour un montant de 2,8 milliards, l'Etat pour 13,1 milliards et les entreprises, au nombre de 116 000, y ont consacré 20,1 milliards. Au total, ce sont 3,6 millions de personnes qui ont bénéficié des différentes actions de formation, correspondant à 493 millions d'heures de stage, soit une durée moyenne de 137 heures. Les actions des régions ont accueilli 348 000 stagiaires pour une durée moyenne de 400 heures, celles de l'Etat 945 000 personnes pendant 630 heures, et celles des entreprises, enfin, ont concerné 2 331 000 personnes, qui ont reçu une formation pendant 59 heures en moyenne.

La « job convention »

Un spectacle pour des embauches

POUR la septième fois, le 15 juin, le cabinet de recrutement Daniel Porte consultants organisera une « job convention » (1). Après l'information et ses entreprises performantes, ce sera au tour de sociétés vendant des biens ou des services aux entreprises de chercher à attirer vers elles des cadres commerciaux, jeunes diplômés ou ayant une première expérience professionnelle. Les têtes d'affiche : Michelin, Legrand, Conforama, Thomson-CSF-Téléphone, UCB, Bourdais et Cetelem...

Importée comme il se doit des Etats-Unis, où elle se pratique depuis des années, la technique de la « job convention » est au marabout de l'emploi ce que le rictus à guichets fermés est au concours de chansons pour les amateurs. Un spectacle de professionnels.

Dans une enceinte, hier le Palais des congrès, demain la Maison de la chimie, sont réunis des candidats potentiels à un emploi, tous invités par voie d'annonce. Devant ce public motivé, chaque entreprise participante, présentée par un animateur en vogue (Laurent Broomhead), dispose de quelques minutes pour faire son tour de chant et rivaliser de séduction avec ses concurrentes, les autres sociétés à la recherche du meilleur des cadres.

Tout est conduit à la manière d'un show, discours flatteurs, émaillés parfois de bons mots qui font s'esclaffer une salle conquise, et jeux d'éclairage sur le chef d'entreprise mué en vedette. Rien n'y manque, selon l'inspiration, des courbes de progression de chiffre d'affaires, lumineuses grâce aux rétroprojecteurs, jusqu'aux sigles prestigieux surgis de l'obscurité en passant par les films scandés comme des vidéos. Il s'agit de convaincre, de

plaire, de se montrer aussi beau que possible.

La sanction vient juste après la fin du numéro. Dans les loges attenantes à la scène, les entreprises qui se sont si chaleureusement vendues attendent les candidats à un emploi brusquement valorisés. Jeunes pour la plupart, l'attaché-cas à la main, ils se précipitent à grandes enjambées jusqu'à la carrière de leur choix. L'affluence à l'accueil est la première marque en retour du succès de l'entreprise. Des cadres, hâtivement d'un jour, effectuent un premier tri dans les CV qui se tendent. Sous l'œil de la petite foule agglutinée, les capacités sont vite testées, jaugées. Quelques élus pourront entrer dans une pièce voisine pour un entretien éclair. On doit parfois se voir ensuite et, quand tout va bien, il est possible que tout cela se termine par une embauche. Chaque entreprise, dit-on, a pu rencontrer dans la soirée de cent à deux cents candidats, en sélectionner sur place de trente à cent et en recruter de deux à douze dans le mois suivant.

Pour les entreprises, l'avantage de ce coup de sonde tient à sa rapidité. L'opération lui permet de saisir large et d'emmagasiner beaucoup de demandes pour plus tard sans doute.

Pour le public de candidats, la « job convention » aide à aller droit au but, à tenter sa chance avec efficacité. Beaucoup sont très organisés. Ils cochent les entreprises « sélectionnées », organisent leur parcours en laissant passer devant eux les trop pressés, le temps de mettre au point leur plan d'attaque, puis les curriculum vitae photocopiés sortent à la chaîne. Quelques-uns sont intimidés et renoncent, aussi. Il leur déplaît d'avoir à se vendre en public.

A. L.

(1) Le lundi 15 juin à 17 h 30, Maison de la chimie, 28, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

Le Monde publie deux fois par mois, depuis le 18 mars, une page consacrée aux problèmes de l'emploi.
Coordonnées ANNIE KAHN.

Certaines Parisiennes nous envient nos auditeurs.

Si Sud Radio a une telle efficacité dans le grand Sud-Ouest, c'est qu'elle ne se contente pas de programmes venus d'ailleurs. Les infos et la météo ont la couleur du pays. Les jeux ont l'accent charentais. Sport régional et sport national se croisent la balle. Répondant : 2 064 000 auditeurs fidèles parce qu'ils se sentent concernés. Appelez-nous au (0) 49 75 90 76.

IP SUD

Ne perdez pas le sud.

Vente Exceptionnelle de Canapés du 11 au 20 Juin

Importantes remises sur l'ensemble des modèles de la collection. Par exemple :

* GRENADINE : 3 places Tissu éditeur Fardis	11.000 F	8.800 F.
GRENADINE : 3 places Veau pleine fleur aniline	17.750 F	14.200 F.
ORIENTAL : 3 places Tissu exclusif CAP	8.650 F	6.920 F.
CORDIAL : 2 places Vachette pleine fleur	8.930 F	7.590 F.
CORDIAL : 3 places Tissu exclusif CAP	6.490 F	5.840 F.

CAP

37, rue de Choisy, 75012 Paris. Tél. 43.07.24.03.
27, avenue Rapp, 75007 Paris. Tél. 45.55.88.22.
1, avenue de Friedland, 75008 Paris. Tél. 42.89.15.23.
47, cours de la Liberté, 69003 Lyon. Tél. 78.60.92.54.

Prix indicatifs pour renseignements à notre dépôt. Service de livraison sur toute la France. Ouvert tous les jours sauf dimanche.

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU OFFRANT UNE RÉMUNÉRATION MINIMUM DE 400 000 F.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

Directeur comptabilité groupe

Ce puissant groupe industriel français, largement leader dans ses domaines d'activité en France et poursuivant une politique active de développement international, recherche son futur directeur comptable. Ramené à la direction financière centrale, il aura la responsabilité de la comptabilité générale des différentes activités de la société, des déclarations fiscales et sociales, de l'établissement du bilan et des comptes de résultats annuels et intermédiaires. Ce poste s'adresse à un candidat de 35 ans minimum, diplômé d'une grande école de gestion + expertise comptable, ayant acquis une très solide expérience de la comptabilité et de l'organisation comptable dans une grande entreprise industrielle, et possédant une bonne pratique du droit des sociétés et du droit fiscal. La pratique courante de l'anglais est nécessaire. Le poste est basé à Paris. Ecrire en précisant la référence S8182M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N°1 EN EUROPE
3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cliché - Tél. 47.47.11.94
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur marketing-ventes

500 000 F+

Le Président Directeur Général d'un laboratoire pharmaceutique en plein développement, à Paris, cherche son Directeur Marketing-Ventes. Il a les missions complètes d'un Directeur Commercial, ayant sous sa responsabilité le marketing produits, les études de marché, la publicité et les équipes de vente médicale. Ces dernières sont bien sûr animées par un Directeur de la vente médicale, mais sa présence dans les actions de communication, sur le terrain, est capitale. De formation supérieure, 35 ans minimum, il a acquis son expérience de préférence dans les produits élitiques. Homme de marketing reconnu, il a fait un passage obligé dans l'animation des ventes, il peut éventuellement venir d'un autre secteur : cosmétique, produits de luxe, à condition d'être motivé par un environnement où le commercial est traité au scientifique. Il peut, dans quelques années, accéder à des responsabilités de direction générale. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 504-2, à M. Jacques TIXIER - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTec

DIRECTEUR DE FILIALE

BOURGOGNE 500 000 F +

Filiale d'un grand groupe multinational, nous sommes une société très performante à taille humaine (100 MF de CA), spécialisée dans les produits chimiques élaborés pour l'industrie et le bâtiment. Nous disposons d'un laboratoire de recherche autonome, d'une usine et d'une équipe commerciale. Notre Directeur actuel devant prendre des responsabilités supplémentaires dans le groupe, nous avons besoin de le remplacer dans le management de l'entreprise. La réussite dans le poste implique d'avoir minimum 35 ans, d'être diplômé de préférence d'une école d'ingénieur et d'avoir dirigé avec succès un centre de profit. La maîtrise de l'anglais est nécessaire et celle de la langue allemande vivement souhaitée. Les perspectives d'évolution sont importantes étant donné la taille du groupe et sa volonté de poursuivre ses investissements dans sa filiale. Merci d'adresser votre dossier complet de candidature sous réf. 166 C à l'Agence Desein, 15 rue du Louvre 75001 Paris.

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Située parmi les Constructeurs Mondiaux d'Équipements Informatiques, notre société recherche pour sa filiale française la

Directeur des ventes France

Seul responsable de la commercialisation des produits sur le plan national, ce futur collaborateur interviendra à haut niveau décisionnaire.

La rémunération est de l'ordre de 500 000 F/An et le poste est basé à Paris.

Merci de nous adresser votre dossier sous référence 1697.



Jean-Claude Maurice S.A.
12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS. Tél. 42.89.49.79
PARIS - LYON - BARCELONE

Banque de Trésorerie Directeur de Marché

Paris

Package : 1 MF

Ayant acquis votre expérience sur un des marchés qui font la Une de l'actualité (obligataire, monétaire ou international), vous avez maintenant - malgré votre jeune âge - une compétence reconnue dans le trading.

Contactez Yves Boissonnat au (1) 48.70.00.36 ou adressez un CV + rémunération actuelle + n° de tél à Michael Page Banking, 19 av. George V - 75008 Paris, sous réf. YBP1.

MP

Michael Page Banking

Spécialiste en recrutement bancaire
Paris-Londres-Bruxelles-New-York-Sydney

diriger la fonction études et développement

c'est l'opportunité que nous vous offrons à Paris.

ETABLISSEMENT FINANCIER REPUTE.

nous voulons diversifier la gamme des services que nous apportons à nos entreprises clientes.

Venez étudier, vendre, sélectionner et lancer des produits bancaires complémentaires à notre activité traditionnelle de crédit immobilier. Venez communiquer votre enthousiasme à notre réseau et à nos clients.

Vous avez une formation supérieure, une expérience bancaire de plus de 5 ans. Imaginatif et concept, vous souhaitez travailler au sein d'une petite équipe tout en bénéficiant des moyens d'un groupe important.

Notre consultant, J. LE CALLOCH, vous remercie de lui écrire (réf. 4955 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

Quand une importante société de services veut voler de sa propre image...

... Elle en confie les différentes composantes à un homme de l'Art.
... Elle prépare ainsi avec un Professionnel sa Communication de demain.

Directeur de la Communication

Un Chiffre d'Affaires de 2 milliards de francs, toujours croissant, prouve chaque jour que nous sommes capables d'innover, de concevoir, de vendre, en un mot de réussir. Ce sont nos atouts, à vous de les faire savoir.

Intégré à une équipe de Direction fortement impliquée dans cette réussite, vous saurez comme eux vendre vos idées et surtout les mettre en application.

De formation supérieure, votre expérience est déjà probante dans ce domaine. Votre qualité évidente est la communication, même en anglais. Opérationnel, vous êtes également organisé, pragmatique, réactif et toujours positif.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et références) sous référence GICOM à notre Conseil Dider LESUEUR qui vous garantira une totale discrétion.



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

directeur général

INFORMATIQUE

PARIS

Nous sommes la filiale d'une société informatique internationale spécialisée dans la réalisation de systèmes et réseaux destinés essentiellement aux Bibliothèques, Banques et Institutions Financières.

Nous recherchons notre Directeur Général.

A la tête d'une petite équipe, vous avez notamment pour mission d'assurer la poursuite de notre croissance ainsi que le suivi de nos équipes techniques (Logiciel et Après-Vente).

Vous connaissez bien le milieu informatique, les réseaux et les banques de données notamment.

Vous maîtrisez la langue anglaise.

Nous vous serions reconnaissants d'adresser votre dossier en précisant votre niveau de rémunération souhaitée, à notre Conseil qui vous assure de sa totale confidentialité. Référence GC.

COGEPLAN
Conseils en Recherche de Cadres et Dirigeants
2, rue Louis David - 75018 PARIS

COGEPLAN

PARIS - Nous sommes un important groupe français, de réputation internationale, orienté vers l'ingénierie de systèmes industriels. Pour tenir compte de la spécificité de nos métiers et accroître l'autonomie de nos différentes unités, nous avons défini un nouveau plan d'entreprise auquel doit être adapté notre système de traitement des informations. C'est dans ce contexte que nous créons le poste d'

Architecte des systèmes d'information

Chargé de définir et de mettre en place notre schéma directeur informatique, vous conduirez les études d'infrastructure et coordonnerez les relations du groupe avec les prestataires extérieurs (politique constructeurs, choix des produits, des méthodes et des outils).

Intervenant principal des directeurs de nos différentes unités, vous serez leur conseiller pour l'organisation des différents sites. Ingénieur diplômé d'une grande école, vous justifiez d'une expérience approfondie en informatique vous ayant confronté à la conception et à la mise en œuvre de schémas directeurs en cabinet ou en entreprise.

Vous trouverez dans ce poste évolutif, la possibilité de faire la synthèse de compétences techniques de haut niveau, ainsi que l'opportunité de mettre en valeur vos qualités personnelles. Serge CIGUIE traitera avec toute garantie de confidentialité votre candidature. Il vous remerciera de lui écrire sous la référence MSC/CO/ASI à

BRUIS

ORDIS - CONSEIL EN RECRUTEMENT
10, rue Aubert - 75009 PARIS

Importante société multinationale fabriquant et commercialisant des biens d'équipement (5 000 personnes).

Ville Universitaire de l'Est de la France

450.000 F.

Directeur des Ressources Humaines Internationales

Rattaché au Directeur Général et membre du Comité de Direction, il aura pour rôle principal de proposer et conduire les politiques à court et moyen terme nécessaires à la réalisation des objectifs du groupe.

Une expérience réussie de 5 ans minimum à un poste similaire ou dans une fonction approchant de haut niveau au sein d'une société multinationale est exigée.

Agé de 33 ans environ, le candidat devra justifier d'une très bonne formation supérieure et d'une parfaite maîtrise de l'anglais, la pratique de l'allemand étant appréciée.

Ecrire avec C.V. détaillé, prétentions et témoignage privé sous référence 874 M à

MRI conseil

13, rue Madeleine Michels - 92522 Neuilly.

vendre des logiciels pour les marchés Scientifiques et Techniques

FF 450.000 ±

PARIS

La filiale Française d'une multinationale Américaine dans le secteur de haute technologie et logiciels informatiques dont le C.A. atteint US \$ 180 millions pour un taux de croissance annuel de l'ordre de 30%, recherche un vrai Professionnel de la vente de logiciels.

Ce poste autonome devrait vous séduire, si âgé de 28 ans à 35 ans environ, vous avez une formation Grande École d'ingénieurs ou Université Scientifique, et si vous êtes véritablement rompu à la vente de logiciels scientifiques et techniques.

Déplacements fréquents en France et parfois à l'étranger.

Anglais courant et technique indispensables.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et téléphone personnel, sous référence DM-5663 à I.C.A. 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra, indiquant sur l'enveloppe le nom des entreprises auxquelles vous ne souhaitez pas que votre candidature soit transmise.

I.C.A. International Classified Advertising

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU OFFRANT UNE RÉMUNÉRATION MINIMUM DE 400 000 F.

Directeur général

Faisant partie d'un très important Groupe français de négoce et de transformation du bois, cette société (180 p., 100 MF de C.A.) fabrique et commercialise du mobilier en bois massif. Elle recherche son Directeur Général.

Il aura la responsabilité de concevoir et d'appliquer une stratégie de redressement et de développement : restructuration des activités, recherche de nouveaux débouchés, modernisation des moyens de production. Parallèlement, il élaborera et mettra en place un système rigoureux de gestion lui permettant de contrôler l'efficacité des moyens mis en œuvre.

Ce poste convient à un candidat de formation supérieure, âgé d'au moins 35 ans. Après une première expérience dans le domaine de la production industrielle, il a assumé des responsabilités commerciales et budgétaires. De tempérament dynamique, il possède une vision globale d'une unité industrielle. Réelles possibilités d'évolution pour un candidat de valeur au sein d'un groupe en développement permanent.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec C.V. sous réf. P247/M à Bernard BEAUNOIR, SEMA-SELECTION, 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX.



SEMA-SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

Développer le commercial d'un groupe industriel important

500 000 F +

Vous êtes membre de l'équipe dirigeante de notre groupe (30000 personnes) en plein essor. Une centaine de collaborateurs vous sont rattachés directement.

Votre mission essentielle consiste à développer notre important réseau de distribution sur tout le territoire.

Votre expérience a été acquise dans le secteur large des biens d'équipement, tant à travers des réseaux qu'après de la distribution moderne, mais une origine grand public n'est pas exclue.

Manager confirmé d'équipes importantes, vous êtes un animateur disponible.

Homme de direction, vous êtes capable d'assurer le redéploiement d'activités dans un univers très évolutif.

Nous apprécierons votre forte personnalité, votre formation supérieure (Grande Ecole Commerciale...) et votre sens de la synthèse. Ce poste est évolutif.

Pour ce poste traité avec la plus grande confidentialité, merci de contacter personnellement Jean-Louis VOISIN - BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES - 79/83, rue Baudin - 92300 LEVALLOIS-PERRET - Tel. 47.30.40.40



Bernard Julhiet Pyscom

Membre de Syntec

Jeune manager

Vous dirigez un centre de profits commencez chez nous par en diriger quatre

Nous sommes un groupe privé français de 10.000 personnes, leader européen dans notre activité. Notre management est décentralisé : nous avons 40 centres de profits en France, de tailles diverses, et nous en aurons d'autres... Nous vous proposons d'animer quatre d'entre eux et de participer à nos actions de développement. Pour réussir dans ce poste, il est nécessaire :

- d'être diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieur ou de gestion (ECP, Mines, AM, HEC, ESSEC...),
- d'avoir 8 à 10 ans d'expérience professionnelle, dont quelques années comme responsable d'un centre de profits ou d'une PME. Il serait bon que vous ayez déjà géré un CA d'environ 50 millions car nous vous confierons un département CA de 150 millions.
- de témoigner de réelles qualités de gestionnaire et d'animateur et, également, de qualités de négociateur d'affaires.

Notre groupe est performant et sait proposer des carrières à des candidats performants.

Pendant quelques années, votre premier poste sera basé à Lille.

Ecrire sous réf. TA 343 AMD

Discrétion absolue.

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

DIRECTEUR EXPORT

Branche Tabac

PARIS

La pénétration des marchés protégés nécessite pour cet important groupement industriel de production de tabac la redéfinition d'une stratégie de développement auprès de ses réseaux commerciaux africains, asiatiques, qui se concrétise par la création du poste de Directeur Export. Sous la tutelle du Directeur chargé du Marketing et de la Communication, en liaison étroite avec les filiales locales, son rôle essentiel à court terme est, à partir du réseau de contacts existant, de développer les marchés à l'export (prospection des clients, études des marchés et des prix, analyse de la concurrence, définition du cahier des charges, relation avec les agents...); à moyen et long terme, il participe activement aux réflexions politiques et stratégiques avec les instances de la D.G., notamment en matière d'étude de diversification. Ce poste conviendrait à un homme âgé d'au moins 28 ans, ayant acquis une formation supérieure commerciale, possédant une expérience professionnelle d'au moins 3 ans à l'exportation en zones francophones et anglophones ainsi qu'une connaissance solide des marchés de la grande consommation. Le poste, basé à Paris, implique de fréquents déplacements. De larges perspectives d'avenir sont envisageables au sein de ce groupe de taille internationale. La rémunération annuelle brute comprend une partie fixe et un intéressement fonction des résultats. Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et références souhaitées sous réf. 5031/M à J.P. MENASSIER, S&A-CEGOS, Tour Chénouart, 92516 BOULOGNE CEDEX.



Directeur de la promotion toute notre communication

Nous sommes une Société de Services, très orientée vers le secteur des biens d'équipement.

Nos activités sont grandes communications de communication et, devant un marché qui évolue, une concurrence qui s'organise, nos interventions demandent de plus en plus en ce domaine un professionnel d'expert. D'autant que notre place, parmi les premiers, nous contraint aux performances.

Ce poste de DIRECTEUR DE LA PROMOTION, nous le créons et il recouvrira chez nous les fonctions de publicité et de relations extérieures (son rôle est d'être le lien entre les deux).

A l'égard des opérations, ces missions en contact avec le terrain, vous êtes conseil, moteur, partenaire de réflexion. Avec eux, dans une perspective marketing d'ensemble vous définissez le plan global de communication et précisez chacun des moyens de promotion à mettre en œuvre.

Agissant comme un agent intégré, vous écoutez, fabriquez, éditez et contrôlez les messages.

Avec la Direction Générale enfin, à qui vous rapportez, vous coordonnez l'image de notre Société et êtes responsable de sa diffusion auprès de nos clients.

Il faut de métier pour gérer ce pari : une longue expérience en agence sur des produits et des services divers, la pratique d'un marketing créatif et concret, une connaissance réaliste de toutes les techniques de communication, de leurs contraintes et de leurs résultats.

Mais pour vous, dont la compétence a besoin de nouveaux défis, c'est une superbe ambition.

Nous vous confions à SEFOP le soin de répondre à vos premières questions. Nous serons ravis ensuite de vous rencontrer. Référence DP 016 M.



11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

jeune directeur du marketing

Importante Société de Distribution de produits pour professionnels, 300 personnes, CA supérieur à 1 milliard de F, bénéficiant d'une image forte et d'une position de leader incontestée, crée le poste de Directeur du Marketing.

Rattaché au Directeur Général, membre du comité de Direction, il anime une équipe de 4 Chefs de Produits opérationnels et de 2 Responsables Etudes et Développement. Il coordonnera l'évolution des ventes et des marges et coordonnera les politiques de produit, prix, service et communication. Il devra être le catalyseur de l'évolution d'une Société très profitable dans un métier traditionnel par son action interne et le fait qu'il devra explorer des voies de diversification vers de nouvelles clientèles et de nouveaux modes de communication.

Ce poste de marketing opérationnel et stratégique représente une excellente opportunité pour un DIPLÔMÉ HEC, ESSEC, ESCP... âgé de 25 ans minimum. Il possèdera impérativement une double expérience marketing et vente (chef de groupe de produits plus chef de vente régional par exemple) acquise dans une société de produits de grande consommation. Une réussite dans ce poste représente une excellente base de départ pour une évolution dans un groupe industriel français important, 5 milliards de C.A., 4.000 personnes. Anglais indispensable.

Les dossiers de candidature sous réf. 324 MD - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par



10, rue de la Paix - 75002 Paris.

INTERNATIONAL

LA COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

organiza

dos oposiciones generales reservadas a nacionales españoles para

SECRETARIAS(OS)

TAQUI-MECANOGRAFAS(OS)

(C3/C2) (f/m)

(E.G.B., 12 años de experiencia profesional)

MECANOGRAFAS(OS)

(C5/C4) (f/m)

(E.G.B., 2 años de experiencia profesional o formación profesional específica)

Para los detalles solicitar los anuncios de oposición a:

Commission des Communautés européennes, Division Recrutement, rue de la Loi 200,

B-1049 BRUXELLES, Tél.: 02/235.11.71.

A COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

organiza

um concurso mediante provas reservadas a nacionais portugueses para

SECRETÁRIAS(OS)

ESTENODACTILOGRAFAS(OS)

(C3/C2) (f/m)

(testados mtois, 12 anos de experiência profissional)

Para mais informações peça o aviso de concurso a:

PRODUCT MANAGEMENT

PROGRAMMABLE CONTROLLERS

GE FANUC AUTOMATION EUROPE (SA) is a joint venture company between GE (USA) and Fanuc of Japan combining the Factory Automation strengths of these two great companies. Due to its expanding programmable control business within Europe an opportunity exists for a High End Product and Industrial Computer Product Manager to be based at the European headquarters in Frankfurt, reporting to the European Marketing Manager.

The right candidate will have experience in product management and/or development within the industrial automation market, either as a European or a country level with particular experience on P.L.C. systems or software based control systems. Key responsibilities will include:

- Achieving targeted sales for the product line in Europe
- Forecasting for new and existing products
- European pricing structure
- European input into product development
- Technical sales support for European sales areas
- Coordination of A & SP material and new product launches

The successful candidate will be required to relocate to Germany and speak English. Preference will be given to candidates with French or German language capabilities. We are seeking a hard working, action oriented individual to make a positive contribution within the newly established European marketing team. Relocation expenses to move to Germany will be included in a generous benefits package that includes a company car and is in line with a company of truly international standing. Interested applicants should forward their resumes (in English) to Mr. P. HUGON, Vice President Employee Relations, GE Fanuc Automation Europe - Im Vogelsang 3 - D 6000 Frankfurt/M. 90



GE Fanuc Automation

Graduate chemist/ Engineer wire & cable

We are a major European company in the Polyolefins industry with strong support facilities covering manufacturing, sales, product development, research and technical service.

As a result of our expansion, we are inviting applications for our technical support activities in Meyrin/ Geneva for the following position:

Graduate chemist/ Engineer wire & cable

The position requires a sound background in Polymer Chemistry or Mechanical/Electrical Engineering and involves the development of insulation materials for power and telecommunication cables and associated technical service to the Wire & Cable industry worldwide.

Good knowledge of English is essential; French is desirable. Compensation and fringe benefits are generous and attractive.

You are requested to send your application, which will be treated in strict confidence, quoting reference 525, to: Mrs E. Machou, Personnel Officer, BP CHEMICALS (SUSSE) S.A. 45A-47A, rue de Lausanne, CH-1211 GENEVA 2.

AMNESTY INTERNATIONAL

recherche pour son secrétariat international à Londres un(e) assistant(e) pour le service de langue française.

Cette(s) assistant(e) sera chargé(e) d'assurer:

- La lecture des documents traduits en français;
- La dactylographie et le classement du Bulletin International et de tous les autres documents traduits en français;
- Le maintien d'un fichier de références pour les lettres de lecture;
- La liaison avec les sections francophones d'Amnesty International et avec les traducteurs extérieurs.

Il/elle doit être de langue maternelle française et connaître parfaitement l'anglais, savoir organiser son travail et sa documentation et être capable de grande rigueur.

Bonne dactylographie exigée. Trait. annuel (indexé): de 10 362 £ à 13 217 £ par échelons annuels.

Pour recevoir la description détaillée du poste et une formule de candidature, prière d'écrire ou de téléphoner au service du personnel Amnesty International, 1 Easton Street Londres WC1X 8 DJ, Grande-Bretagne.

Tél.: (Londres) 837-3005 (24 h/24 h).

DATE LIMITE DES CANDIDATURES: 13 juillet 1987.

amnesty international

AGRO-ALIMENTAIRE AFRIQUE FRANCOPHONE

Construisez votre carrière par l'International I

Société étrangère en pleine expansion recherche

JEUNE MANAGER

Son profil:

Formation technique ou commerciale supérieure. Bonnes connaissances en gestion. Grande ouverture à la technique. Expérience de l'encadrement souhaitée.

Sa mission:

Responsable totalement autonome d'une unité de transformation sur le plan gestion, technique et humain.

Nombreux avantages liés à l'expatriation: logement, voiture + salaire attractif.

Si vous êtes motivé par un réel challenge, écrivez-nous avec curriculum vitae + prétentions + photo + enveloppe à votre adresse, sous référence 200/LM, à

michel jouhannaud conseils

182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Le Monde

CADRES

MUTUALITE FRANCAISE

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL
recherche pour son SECTEUR MEDICO-SOCIAL

COLLABORATEUR H/F

- Maîtrise de Droit • esprit de synthèse
- Capacités de rédaction

Expérience professionnelle indispensable (2 à 5 ans)

Adresser lettre manuscrite,
CV avec photo (restituée) et rémunération souhaitée à
MUTUALITE FRANCAISE - Division des Relations Sociales
56 à 60, rue Nationale, 75649 Paris cedex 13.

INTERNATIONAL

IMPORTANTE SOCIETE MINIERE
recherche pour son usine d'enrichissement de minerai en
MAURITANIE

- ◆ **INGENIEUR ELECTRICIEN**
CHEF DU SERVICE ENTRETIEN ELECTRIQUE
ayant 5 à 10 ans d'expérience dans l'entretien électrique de grands ensembles industriels.
Une connaissance en automatismes et électronique serait appréciée.
- ◆ **INGENIEUR ELECTROMECHANICIEN**
RESPONSABLE DE L'ENTRETIEN DE LA CENTRALE ELECTRIQUE (56 MW)
Connaissances des Centrales Diesel indispensables.
- ◆ **INGENIEUR MECANICIEN**
CHEF DU BUREAU TECHNIQUE
connaissant les installations de préparation de minerai (concasseurs, broyeurs, manutention).

L'usine met en œuvre des équipements de pointe en mécanique, électricité, électronique et automatismes.

Merci d'adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé et prétentions en précisant le poste qui vous intéresse sous référence 5145 à AXIAL, 27 rue L'Imboub, 75008 Paris, qui transmettra.

Société internationale recrutée :

DÉLÉGUÉ DE VENTE INDÉPENDANT

Pour la distribution sur le marché français d'un nouveau produit sensationnel. Ce produit, déjà présenté sur diverses chaînes de télévision est breveté mondialement.

Le candidat idéal est une personne parfaitement introduite dans le monde des grossistes des secteurs : Accessoires bureaux-voitures, articles cadeaux, auto-étagères, grandes surfaces, etc.

Le contact facile avec les médias est un avantage.

INTERESSE ? Ecrivez à ALKAL BELGIUM B.V.B.A. RUBENSLEI 27, B - 2018 ANVERS (Belgique).

AMNESTY INTERNATIONAL IS EXPANDING ITS PUBLICITY CAMPAIGN

We are looking for two people to do demanding jobs in the public information program of the International Secretariat of Amnesty International in London. We need:

HEAD OF THE MEDIA UNIT — someone with extensive experience in managing international public relations. This middle management post is responsible for developing our work with the international mass media, our editorial program and our audiovisual production. S/he will lead a team of professionals working under considerable pressure. Candidates must be able to give a lot of time, energy, and thought to planning and coordinating media initiatives involving staff and a network of volunteers worldwide. Planning skills, good judgement of international affairs and multicultural sensitivity essential. Fluent written and spoken English needed plus command of one of Arabic, French or Spanish.

Starting Salary (non-negotiable) £ 13 787 p.a. with increments and index-linking rising to £ 16 642

PRESS OFFICER — a person with substantial experience in journalism or writing for the news media, able to work under constant pressure to deadline. S/he will write news releases, brief and give interviews to journalists and advise staff and members on media policy. Familiarity with international news agencies necessary. Fluent written and spoken English essential; other languages an asset.

Starting Salary (non-negotiable) £ 12 075 p.a. with annual increments and index-linking rising to £ 14 029.

CLOSING DATE FOR THE RECEIPT OF APPLICATION FORMS 10 AUGUST 1987

INTERVIEWS SCHEDULED FOR WEEKS COMMENCING 21 SEPTEMBER AND 28 SEPTEMBER 1987

For further information and an application form, please contact
Personnel Officer
Amnesty International
International Secretariat
1 Boston Street
London WC1X 8DJ
United Kingdom
Tel.: (01) 597-5808.



Participer à la conception, l'organisation et la mise en place des services de gestion des opérations d'une nouvelle banque

Nous sommes l'une des Banques Japonaises parmi les plus importantes à l'échelon mondial et nous démarrons aujourd'hui nos activités en France.

NOUS RECHERCHONS :

— **L'ADJOINT AU RESPONSABLE DU BACK OFFICE OPERATIONS DE MARCHÉ**

trésorerie franc et devises, nouveaux instruments, MATIF, FRA, FUTURES, OPTIONS, etc.

— **L'ADJOINT AU RESPONSABLE DU BACK OFFICE OPERATIONS COMMERCIALES GÉNÉRAL BANKING**

(Caisse, effets, virements, transferts, etc.), CRÉDITS francs et devises sous toutes formes (découvert, escompte, équipement, commerce extérieur, euro-crédit, etc.). Ce poste nécessite une connaissance réelle de la réglementation du contrôle des changes.

Les deux titulaires participeront à l'organisation et la mise en place de nos structures, concevront et développeront les méthodes et les systèmes d'information, seront responsables du suivi administratif complet des opérations.

Vous possédez une réelle connaissance des opérations respectives, de bonnes bases comptables et fiscales, vous maîtrisez parfaitement l'anglais (ou, écrit, parlé).

Participer à l'ouverture, à l'organisation et au développement d'une grande banque est une opportunité unique que nous vous proposons et qui garantit votre évolution.

Merci d'adresser votre candidature en anglais, avec rémunération actuelle sous n° 8 654 LE MONDE PUBLICITÉ, 8, rue de Montessuy, Paris-7.

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DU LIBOURNAIS 30 KM DE BORDEAUX recherche

JEUNE ORGANISATEUR H/F

Mission : mettre en place des applications nouvelles visant à l'organisation et à l'optimisation des procédures, circuits et moyens - participer à la conception des nouveaux systèmes de traitement informatique.

Profil : jeune diplômé scientifique ou de gestion - connaissances en informatique apprises - logique - sens critique - esprit de synthèse - adaptable - flexible - capacités d'écoute et de négociation - optimisme communicatif - sens commercial.

Bonnes perspectives d'évolution de carrière.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, prétentions et N° DE TEL. à :
C.R.C.A.M. DU LIBOURNAIS
189, avenue du Maréchal Foch
BP 210 - 33504 LIBOURNE Cedex.



NOTRE SÉLECTION

Le Monde

FNAIM

HEBDOMADAIRE

LA FNAIM ET LA DÉFENSE DES CONSOMMATEURS

De nos jours, aucune profession ne peut préparer son avenir, voire sauvegarder son existence présente, sans mener de front la défense de ses intérêts et celle des consommateurs. Ce dualisme n'est pas nécessairement incompatible et tous les efforts déployés par la FNAIM tendent à mieux faire connaître à la collectivité ses activités et les services qu'elle rend, l'importance étant la plupart du temps à l'origine de certaines incompréhensions.

1) Le professionnel de l'immobilier est un conseiller indispensable. Une opération immobilière, qu'il s'agisse d'acheter, de louer, de gérer, est complexe et délicate. Elle exige, sous peine de graves déboires pour les intervenants, l'intervention d'un spécialiste dont la compétence ne peut être mise en cause. Seul ce spécialiste saura estimer le bien à sa juste valeur, déterminer son statut juridique, établir un plan de financement... Aussi mettons-nous en garde les consommateurs sur les risques qu'ils peuvent courir, lorsque, sous prétexte d'éviter le paiement d'une commission, ils décident de traiter directement de particulier à particulier.

2) Les professionnels, spécialistes du marché de l'immobilier, ne sont pas responsables de la hausse des prix.

L'intérêt de l'agent immobilier ou de l'administrateur de biens est de parvenir à vendre ou à louer le bien qu'on lui a confié le plus rapidement possible. Il ne pourra atteindre ce but que dans la mesure où l'affaire proposée est estimée à son juste prix. C'est le rôle de praticiens qualifiés, parfaitement au courant de l'état du marché, de déterminer le prix réel et de tempérer souvent les exigences du vendeur ou du loueur.

Nous affirmons que le professionnel de l'immobilier s'impose ainsi comme un régulateur du marché qui, contrairement à une opinion trop répandue, tend à freiner la hausse des prix pour le plus grand bien des acheteurs et de l'économie en général.

En outre, la Chambre syndicale FNAIM de Paris et de l'Ile-de-France, 27 bis, avenue de Villiers, 75017 PARIS, veille scrupuleusement au respect de la déontologie professionnelle. Les consommateurs pourront toujours s'adresser à elle en cas de différends.

ROGER SEVILLA
Président de la Chambre syndicale immobilière des professionnels immobiliers de Paris et de l'Ile-de-France.

maisons de campagne	fermettes	propriétés
AVALLON Village proche AVALLON (Yonne), MAISON neuve restaurée, 11 ch., séjour-salon avec cheminée et poutres, 4 ch., dépend., 319 000 F. RUFFINI IMMOBILIER AVALLON, 88-34-43-61.	ARGES FERMETTE restaurée à pièces, cuisine, chauffage central, garage, terrasse, terrain 850 m². partiel état, 400 000 F. MILON 88-80-03-92.	CHAVILLE 6 p. 2 cuis., 2 baign., sous-sol, gar., 1 920 000 F. EXCLUSIVITÉ CHAVILLE IMMOBILIER 47-80-82-80.

appartements ventes		pavillons	
3^e arrdt MARAS R. DE SAINTONGE gd liv., 1 ch., cuis., bns, w.c., cham., carrel., 46-34-18-18.	14^e arrdt PARC MONTSOURIS 55 m², 79 m² ALAIN BURN 42-67-86-30	17^e arrdt ROME/VILLIERS 3-4 pièces IMMEUBLE RESIDENTIEL. Livrable 1 ^{er} trimestre 1988. Bureau de vente mardi, jeudi, vendredi de 13 h 30 à 17 h. 37, rue DAUVOYE.	NEUILLY RUE DU GÉNÉRAL CORDONNIER 2 pièces, 43 m² ALAIN BURN 42-67-86-30.
4^e arrdt ST-LOUIS pl. sol., exp. 120 m², 4 ch., 4 200 000 F. MEL 42-25-32-56.	15^e arrdt PARC MONTSOURIS 55 m², 79 m² ALAIN BURN 42-67-86-30	93 Seine-Saint-Denis Mairie St-Ouen 2 p. 44 m² et 2 ch. double exp. E-O, 200 000 F. Final 42-67-03-03.	MIGENNES PAVILLON 4 pièces, cuisine, salle de bain, chf. décoré, garage, 488 m², très bon état, 450 000 F. PAVILLON 5 pièces, cuisine, vue sur la ville imprenable, terrain 700 m², garage, partiel état, 350 000 F. MILON 88-80-03-92.
5^e arrdt ARAGO STUD. 11 chf., 270 000 F., 42-25-32-56.	16^e arrdt PARC MONTSOURIS 55 m², 79 m² ALAIN BURN 42-67-86-30	94 Val-de-Marne Mairie St-Ouen 2 p. 44 m² et 2 ch. double exp. E-O, 200 000 F. Final 42-67-03-03.	YONNE, CHARMOY PAVILLON 4 pièces, cuisine, salle de bain, chf. décoré, garage, 488 m², très bon état, 450 000 F. PAVILLON 5 pièces, cuisine, vue sur la ville imprenable, terrain 700 m², garage, partiel état, 350 000 F. MILON 88-80-03-92.
6^e arrdt CARDINAL-LEMOINE 2 p. 44 m², 2 ch., 200 000 F. Final 42-67-03-03.	18^e arrdt PARC MONTSOURIS 55 m², 79 m² ALAIN BURN 42-67-86-30	VINCENNES Très bon état, 11 chf. 55 m², cuisine, 800 000 F. PRX: 850 000 F. CAR. JAUNET 42-28-07-34.	MONTREUIL Pavillon parfait état, tout confort 12 m², 43 pièces principales sur cave, 820 000 F. CAR. JAUNET 42-28-07-34.
7^e arrdt ST-GERMAIN 2 p. 44 m², 2 ch., 200 000 F. Final 42-67-03-03.	19^e arrdt PARC MONTSOURIS 55 m², 79 m² ALAIN BURN 42-67-86-30	VINCENNES App. 50 m², 5 p. 50 m², chf. 50 m², cuisine, 720 000 F. partiel état, 400 000 F. CAR. JAUNET 42-28-07-34.	bureaux AVENUE MATTIGNON (s/n) LA CAMPAGNE A PARIS 145 m² + 15 m² + 15 m² + 2 m², 350 000 F. + charges 30 000 F.
8^e arrdt RUE BERRYER Studio 3 chf., 150 000 F. ALAIN BURN 42-67-86-30.	20^e arrdt PARC MONTSOURIS 55 m², 79 m² ALAIN BURN 42-67-86-30	locations non meublées offertes 99, 80 RICHARD-LENOIR, 11 chf., 5 p., 58 m², cuisine, 800 F. ch. comp. SÉRGESTION 45-62-49-21.	locaux commerciaux Locations 6 St-Michel local colé s/3 n° 280 m², droit au bail + loyer, L'IMMOBILIER 42-25-32-56.
9^e arrdt ST-GERMAIN 2 p. 44 m², 2 ch., 200 000 F. Final 42-67-03-03.	21^e arrdt PARC MONTSOURIS 55 m², 79 m² ALAIN BURN 42-67-86-30	Paris 99, 80 RICHARD-LENOIR, 11 chf., 5 p., 58 m², cuisine, 800 F. ch. comp. SÉRGESTION 45-62-49-21.	boutiques Ventes M. MENILMONTANT MURS ET FONDS, 3 pièces et chf. CAR. AZULAY 42-34-18-18.
10^e arrdt ST-GERMAIN 2 p. 44 m², 2 ch., 200 000 F. Final 42-67-03-03.	22^e arrdt PARC MONTSOURIS 55 m², 79 m² ALAIN BURN 42-67-86-30	CHAVILLE Immeuble récent (fin de travaux) 4 pièces, cuisine équipée, partiel état, parking 20-21, 1 150 000 F. CHAVILLE IMMOBILIER 47-80-82-80.	

IMMOBILIER

36-15 TAPEZ LE MONDE FNAIM

Economie

Le rapport de M. François Dalle

L'exemple américain

La garde des enfants n'est pas l'« eldorado de l'ambition financière et sociale »

NEW-YORK
de notre correspondant

Les « nouveaux boulots » n'ouvrent pas forcément la porte du paradis américain : les enseignants des Child Care Institutions (écoles maternelles et instituts de garde privés), surgis un peu partout depuis une quinzaine d'années, sont animés dans la plupart des cas par un idéalisme bien plus vaste que leur compte en banque.

C'est l'introduction du concept humaniste et un peu grandiloquent de la « great society » du président Lyndon Johnson qui ouvrit la voie à ceux qui souhaitent, par l'invention de nouveaux services, accéder davantage de liberté aux femmes. Celles-ci n'avaient d'ailleurs pas attendu que la Maison Blanche secoue ses convictions : beaucoup d'entre elles accordaient déjà une importance capitale aux idées du Women's Lib (Mouvement de libération de la femme), et entendaient prendre une part plus active à la vie de la société. A partir de 1970, c'est donc le déferlement de la force de travail féminine et, parallèlement, la naissance d'une multitude de PME, spécialisées dans des services liés au confort des femmes actives et mères de famille.

Parties de simples idées de « coopératives », les Child Care Institutions se sont multipliées à la vitesse américaine, pour finir, la plupart du temps, devant le juge des faillites ou, dans les cas plus heureux, dans le particularisme d'autres sociétés, souvent étrangères à l'éducation des chers petits. Aujourd'hui, plusieurs dizaines de sociétés de taille respectable offrent de garder, du lundi au vendredi, de 6 h 30 à 18 h 30, les enfants de six à douze ans. La plus importante d'entre elles, Kinder Care Learning Centers, gère mille cent centres dans quarante Etats de l'Union et au Canada, offrant près de quinze mille emplois d'enseignants et d'assistants à temps plein ou partiel.

Un emploi mal rémunéré

La société ne trouve rien d'étonnant au fait qu'elle pratique d'autres activités, notamment en matière d'assurance (pour enfants, bien sûr), d'épargne familiale et d'appui logistique aux écoles, affichant un chiffre d'affaires de 230 millions de dollars pour l'année 1986. Gestion sévère d'une quasi multinationale...

« Nous avons compris, à partir de 1970, que la tendance était à l'émancipation de la femme américaine », affirme James Reynolds, de Gerber Child Care, fondée par le célèbre fabricant de petits pots pour bébés. « Il faut que les candidats à

l'emploi chez nous comprennent que notre secteur n'est pas — et ne sera jamais — l'eldorado de l'ambition financière et sociale », prévient d'emblée Karen Miller chez Children's World, filiale, dans le Colorado, d'une grande firme britannique.

En effet, il faut être idéaliste pour garder longtemps, dans ce pays, un emploi aussi exigeant que celui d'éducateur et aussi mal rémunéré : la plupart des éducateurs reçoivent simplement le SMIC, c'est-à-dire l'équivalent de vingt heures, sans pouvoir bénéficier d'avantages sociaux importants, liés à l'emploi au sein d'une grande firme. Ceux qui restent — et possèdent ou acquièrent des diplômes — peuvent prétendre à 25 F, voire 30 F de l'heure. Mais « jamais plus de 35 F », Aussi les candidats sont-ils souvent très jeunes, à peine sortis du lycée. Surtout des jeunes filles qui, persuadées qu'elles « aident les enfants », découvrent au bout de trois mois que la réalité, même avec les enfants, est plutôt dure : il faut un dynamisme et une imagination sans limites pour « tenir » un groupe de bambins. « Le mauvais cop se situe toujours dans les premiers mois », dit Karen Miller, qui regrette d'avoir de moins en moins de candidats. Surtout depuis que la reprise économique draine les jeunes vers des activités plus lucratives. Un autre phénomène freine le recrutement : plusieurs scandales de moeurs, impliquant des éducateurs et des enfants, ont été récemment étalés dans la presse ; certains éducateurs se trouvent mal à l'aise devant une opinion publique devenue soupçonneuse.

La nécessité de réglementer une activité aussi délicate a conduit plusieurs Etats américains à fixer des minima pour la qualification des employés. Désormais, le baccalauréat est exigé de tous et un diplôme spécialisé, secondaire ou universitaire, est un plus très apprécié. Bien sûr, cette sévérité accrue limite encore davantage encore la marge de manœuvre de la profession : pour inciter les jeunes à suivre un enseignement approprié, il faut offrir des salaires intéressants. La réglementation exige des locaux corrects (3 mètres carrés par enfant dans la plupart des Etats), et donc chers. Des rapports numériques adultes-enfants relativement bas (un éducateur pour quatre enfants de moins de trois ans), alors qu'il est impossible, côté prix, de dépasser le seuil critique de 400 F par enfant et par semaine, au-delà duquel beaucoup de parents préfèrent voir ailleurs.

« Nous survivons à peine, mais nous aimons ce que nous faisons », conclut James Reynolds.

CHARLES LESCAUT.

« Petits boulots » contre « grand salariat »

(Suite de la première page.)

On est loin de l'engouement suscité par l'article de M. Dalle sur le sujet (le Monde du 22 juillet), relayé par l'interview également dans les colonnes du Monde, où M. Séguin voulait s'écarter des « modèles classiques » pour éviter un nombre « incompréhensible » de deux millions à deux millions et demi de chômeurs. Entre-temps, diverses mesures sont intervenues qui ont donné un contenu plus vague et parfois peu flatteur aux « petits boulots », emportés par le retour en force du traitement social du chômage.

Elaboré en compagnie de quelques experts, le rapport de M. Dalle porte les traces de ce changement. « Il a été pris à revers par la complexité du phénomène », constate en outre et sans malice l'un de ceux qui ont participé à son élaboration.

Que faire, donc, pour sortir de la crise ? « Il nous faut penser à l'envers », réplique l'auteur, pour qui il est temps de réviser notre système de valeurs. Quelques formules résumant sa pensée. « L'emploi dépend de la petite entreprise plus que de la grande (...), de notre aptitude à mettre de la pointe dans nos industries classiques plutôt que de notre engouement pour les industries de pointe, du développement de nouvelles formes d'emploi plutôt que de « grand salariat », des services plutôt que de l'industrie manufacturière. » Le défi de l'emploi, précise-t-il, est celui du changement. A la croissance « linéaire », que nous avons connue doit succéder « une nouvelle croissance, plus exigeante en créativité ».

Un tabou

EN se déclarant favorable à la création d'un « régime bis » de protection sociale, M. Dalle s'attaque à un tabou, jusqu'ici respecté. Même au plus fort du débat sur le flexibilité, personne n'avait osé s'en prendre à lui.

Bien entendu, le rapporteur veut offrir toutes les garanties et multiplier les assurances. Il ne pourra s'agir d'un régime au rabais et les salariés qui en bénéficieront y trouveront avantage. Des simulations ont été effectuées qui en démontrent les avantages pour tous, employeurs comme chômeurs rendus actifs.

Tant de précautions pourraient-elles compenser la hardiesse de la proposition ? Faut-il, les détracteurs du projet mettront en avant les risques, nombreux. Construire un autre système de protection sociale pour une population privée d'emploi peut

Ce credo prononcé, M. Dalle avance plusieurs propositions, dont certaines circulaient déjà. Il convient de travailler « plus » et « mieux ». L'évolution des salaires, qui grignote la productivité, devrait tenir compte de la « participation de chacun » aux exigences de l'économie. A la part fixe, prévisible, devrait s'ajouter une part aléatoire, fonction des résultats et surtout d'objectifs définis ensemble. Tout devrait être fait pour favoriser l'innovation par la qualité, la diversité des produits, l'investissement n'étant pas seulement productif, mais commercial. La formation professionnelle, à rapprocher du modèle allemand, devrait viser « à son tour le zéro défaut ».

Utiliser les stimulants

Vient ensuite des suggestions plus originales ou de caractère plus polémique, qui ne manquent pas de poser problème, au fond. Avant 1992 et le marché unique européen, il est encore temps d'utiliser des stimulants, comme le crédit d'impôt. Pendant ces cinq années, des incitations pourraient porter sur la moitié des augmentations de dépense de formation, être consacrées à des installations commerciales ou à de la publicité à l'étranger et soutenir la recherche-développement. Dans le même chapitre, des crédits d'impôts ou un amortissement accéléré, sur cinq ans, pourraient accompagner les investissements corporels en machines-outils à commande numérique ou en CAO (conception assistée par ordinateur). Une attention particulière pourrait être apportée aux petites entreprises qui ne font pas de

benefices ou ne disposent pas de fonds propres suffisants, sous la forme de déduction de la taxe professionnelle et par le biais de « cession bail de droits acquis » pour le crédit d'impôt.

M. Dalle renoue également avec le développement économique local, un peu oublié depuis un an, en insistant sur sa version américaine ou libérale. Pour favoriser la création d'entreprises, « meilleur gage de création d'emplois », il propose de favoriser un « partenariat local » où tout le monde serait appelé à intervenir, et d'abord « les entreprises existantes, pivots » du dispositif. A la manière de ce que font déjà de grands groupes tels que Saint-Gobain ou Elf-Aquitaine, soucieux de leur environnement et de leurs responsabilités, des sociétés pourraient prendre en charge cette action si elles y étaient incitées fiscalement.

Mais c'est en explorant à la lisière des « petits boulots » que le rapporteur se montre le plus iconoclaste et qu'il révèle, en même temps, les difficultés de fonctionnement du marché du travail. Il imagine « moderniser la protection sociale » et, surtout, mettre en place « un régime bis de protection sociale pour le nouveau salariat », qui toucherait l'ensemble des chômeurs voulant s'insérer ou se réinsérer.

Mutualiser les risques

Partant du constat selon lequel « on peut être travailleur à temps partiel mais pas chômeur à temps partiel », M. Dalle estime que notre système de protection sociale, conçu à partir du « grand

salariat » a pour résultante « le chômage à temps plein », toutes les situations intermédiaires, compliquées, se traduisant en sous-emplois, pénalisants. Un nouveau régime, prétend-il, pourrait être inventé, qui permettrait à des chômeurs, toujours indemnisés, de travailler à temps partiel dans une entreprise. Les heures payées ont pour effet d'augmenter les gains de l'intéressé en dépit d'une diminution de ses indemnités de chômage. Au cas où il redevenait « chômeur à temps plein », le fait d'avoir repris du travail — ne fût-ce qu'une heure — lui permet de retourner à un niveau d'indemnisation supérieur à celui auquel il aurait droit s'il était resté dans la situation de demandeur d'emploi.

Pas de solution à court terme

« Il faut renoncer à appliquer au nouveau salariat des dispositions du code du travail qui le contraignent aujourd'hui », affirme le rapport. En outre, en coisant à ce « régime bis » avec d'autres travailleurs dans son cas, le chômeur « mutualiserait » ses risques. Selon M. Dalle, le système assure une dignité au nouveau salariat, il pourra s'appliquer à des emplois intermédiaires ou aux « petits boulots » et permettra même au bénéficiaire d'avoir plusieurs employeurs. Le chômeur, assure-t-il, ne sera pas protégé par un régime au rabais, et, d'ailleurs, la formule pourrait inciter des cadres, des spécialistes de haut niveau qu'une petite entreprise ne peut rémunérer à temps plein. Cela favoriserait le passage au statut de travailleur indépendant et, pourquoi pas, blanchirait le travail au noir.

Grâce à ce « régime bis » de nouvelles activités pourraient prendre leur essor. « C'est probablement dans le domaine des soins et de la santé que le champ des opportunités de création de nouvelles offres est le plus étendu », affirme M. Dalle, qui cite en exemple les résultats obtenus par M^{me} Brigitte Croff, fondatrice de l'association La Source (le Monde du 2 juin). L'allongement de l'espérance de vie, le niveau atteint par les retraites augmentent les besoins de services appropriés et la capacité d'une demande solvable. A l'image des Etats-Unis, d'autres fonctions pourraient apparaître, pour la garde des enfants, la surveillance et l'entretien des immeubles.

Mais, dans l'esprit de M. Dalle, tout cela ne suffit pas. « Il n'y aura malheureusement pas de solution à court terme au problème de l'emploi », écrit-il dès les premières lignes de son rapport. L'essentiel est ailleurs. Patron énergique, M. Dalle pense d'abord à se rapprocher de ses concurrents étrangers, à s'inspirer de ce qu'ils font de mieux. Au Japon, il faut aller chercher les facultés d'adaptation d'un système productif qui ne connaît pas le taylorisme, sait s'organiser et utilise au mieux son potentiel humain. En Allemagne fédérale, il faut emprunter la gestion participative et le mode de formation professionnelle. Des Etats-Unis, il faut ramener toutes ces méthodes souples, pragmatiques, qui déclenchent « une extraordinaire vitalité » et provoquent la multiplication des initiatives, notamment dans les services.

« Du temps sera nécessaire et obligé à des sacrifices puisque c'est la fonction proposition qui se trouve atrophiée dans le pays ». En effet, « il est autrement difficile de transformer les mentalités que de jouer aux jeux de l'argent », se désole M. Dalle en déplorant une flèche aux tenants d'un certain libéralisme.

ALAIN LÉAUBE.



Micro Informatique

FAIT CRAQUER LES PRIX

Offre valable jusqu'au 10.07.87 en fonction des stocks disponibles

METRO NANTERRE
5, rue des Grands prés
Tél.: (1) 47.84.92.92

METRO LOMME LES-LILLE
R N 352 - Tél.: 16.20.09.27.70

METRO MARSEILLE
R N 368 Les Pennes Mirabeau
Tél.: 16.42.02.92.12

METRO VITRY
rue Champollion - Tél.: (1) 46.70.70.20

IBM XT 286
Monochrome.
Une unité centrale XT 286 IBM
640 K. 80286 compatible OS.2
disques 1.2" + 20 Mo.
Un clavier 102 touches IBM.
Un écran monochrome IBM.
Un adaptateur écran imprimante IBM.
DOS. 3.3
17 950^F HT

IBM PCG
Imprimante
Monochrome 256 Ko.
1 lecteur + câble + adaptateur
avec imprimante IBM 4201/2
80 colonnes 240 C.P.S.
10 950^F HT

METRO
Micro Informatique

Distributeur agréé
ordinateur personnel

GU
PROFESSIONNEL

VIENT DE PARAÎTRE

- 1000 SERVICES PROFESSIONNELS
- 250 MATÉRIELS CONNECTABLES
- LA LISTE DES SERVEURS.

164 PAGES, 48 F.
chez les marchands de journaux
A JOUR, ÉDITEUR

Economie

Diverses mesures d'ordre social à l'Assemblée nationale

Taxis, pharmacie... : les groupes de pression sont à l'œuvre

La porte du capitalisme une fois ouverte, il est difficile de la reformer avant que chacun n'ait essayé d'y enfoncer son petit paquet. Le début de la discussion des articles du projet portant « diverses mesures d'ordre social », le mardi 9 juin à l'Assem-

blée nationale, en a apporté la confirmation. Gouvernement et députés de la majorité, dont quelques-uns se sont faits les porte-parole de groupes de pression, ont fait assaut d'amendements pour charger une baraque qui n'était déjà plus en état de tra-

verser sans dommages le lac de la procédure législative. Les sujets brûlants (publicité politique à la télévision, interdiction des messages publicitaires sur les ondes pour les boissons alcooliques, réforme des études médicales), n'ont toujours pas été abordés...

tion comprise — plus que la durée légale.

Sûr de ses arguments, M. Séguin désarma même une partie de la critique de M. Maurice Adéval-Petit (PS, Puy-de-Dôme) dirigée contre la volonté du gouvernement de pérenniser le dégrèvement de cotisations sociales sur les indemnités versées aux jeunes qui effectuent un stage d'initiation à la vie de l'entreprise.

Si tous les jeunes ne peuvent être acceptés dans ces stages, c'est parce que les besoins sont supérieurs à ce que peuvent financer les entreprises, a-t-il expliqué. Le gouvernement va se prononcer, dans les prochains jours, sur une prémissation semblable de l'exonération des cotisations sociales pour les stages de qualification. M. Séguin n'a pas laissé grand espoir pour les stages d'adaptation, contrairement aux souhaits de M. Sauer (PS), pour lequel ces trois niveaux de formation en alternance ne vont pas l'un sans les autres.

Les socialistes ont voté l'article supprimant, dans tous les accords contractuels, les obligations de partir à un âge déterminé. M. Séguin a précisé que, si un employeur mettait fin au contrat d'une personne de soixante ans n'ayant pas acquis le

professeur de médecine, obtient que les centres de transfusion sanguine soient autorisés à pratiquer « l'auto-transfusion » pour que les malades, en ne recevant que leur propre sang, préalablement prélevé, ne risquent pas de contamination.

Les industries pharmaceutiques trouveront des défenseurs en la personne de MM. Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire) et Bernard-Claude Sevy (app. RPR, Nièvre), qui, médecin, s'est fait une spécialité de la défense de son milieu professionnel. Grâce à eux, et avec l'appui de M. Michèle Barzach, la taxe sur la publicité pharmaceutique ne sera plus prélevée sur les dépenses des visiteurs médicaux. M. Michel Coffineau (PS, Val-d'Oise) constata que ce que ne payaient pas les industries pharmaceutiques à la Sécurité sociale, les assurés devraient le fournir. Nul d'ailleurs ne s'enquit du coût d'une telle mesure.

Le dossier de M. Philippe Séguin était plus cohérent. Il modifiait plusieurs points du code du travail. La gauche accepta certaines modifications. Le ministre des affaires sociales eut ainsi la joie de faire adopter à l'unanimité la possibilité pour l'Etat, les collectivités locales et les établissements publics d'adhérer à l'UNEDIC pour leurs personnels non titulaires, ainsi que de faire bénéficier les stagiaires en entreprise de la même protection que les autres salariés et leur assurer qu'ils ne travailleront pas — temps de for-

Le mauvais exemple est venu des ministres. Le temps presse, car les possibilités de faire passer des projets de loi se font rares. Le ministre de la santé a donc, au dernier moment, déposé une dizaine d'amendements modifiant le statut de la fonction publique hospitalière, pour le mettre en conformité avec celui des autres fonctionnaires. Les socialistes auraient pu approuver certaines de ces mesures. Encore eût-il fallu qu'ils eussent eu le temps de les étudier. Le gouvernement a aussi découvert, in extremis, qu'il fallait améliorer la protection sociale des jeunes en préparation militaire et réduire la taxe sur les betteraves, les céréales et les graines oléagineuses, qui contribuent au financement de la protection sociale des agriculteurs.

La voie largement ouverte, il suffisait de s'y engouffrer. MM. Henri Bayard (UDF, Loire), Etienne Pinte (RPR, Vendée), Marc Reynaud (UDF, Bas-Rhin) se sont relayés pour obtenir, pour les taxis, le droit de bénéficier du système de tiers payant quand ils transportent des malades, mais sans aller trop loin, afin de ne pas pénaliser les ambulanciers privés.

M. Pierre Delmar (RPR, Alpes de Haute-Provence), pharmacien de son état, fit modifier la composition du conseil de l'ordre des pharmaciens, au profit des pharmaciens salariés, sans en expliquer les raisons. Profitant des dispositions facilitant la lutte contre le SIDA, M. Jean Bardet (RPR, Val-d'Oise),

Un rapport de l'OCDE

La Nouvelle-Zélande paye par une récession son changement de cap libéral

La Nouvelle-Zélande a pris tardivement la décision de libéraliser une politique économique très interventionniste jusqu'en 1984. Le changement d'orientation n'en a été que plus radical. Dans son rapport sur ce pays, l'OCDE dresse la longue liste des mesures illustrant ce nouveau cap : libéralisation des marchés des capitaux et levée du contrôle des changes, réforme fiscale et privatisation progressive, abaissement des barrières tarifaires n'en sont que les exemples les plus importants. Cette nouvelle « philosophie » constitue un bon choix à long terme pour les auteurs du rapport. Elle a toutefois entraîné de tels bouleversements que le pays, entré en récession en 1986 — la chute du produit national brut est évalué à 0,6 % durant l'année budgétaire 1986-1987, — ne devrait voir sa situation générale se redresser que vers le milieu de 1987.

Encore cette amélioration devra-t-elle s'accompagner d'une politique monétaire et budgétaire stricte, selon les experts du château de la

Muerie, si les dirigeants de Wellington veulent gagner une double et rude bataille contre les déficits des finances publiques, qui représenteront encore 5 % du PNB en 1986-1987 et contre une inflation de quelque 14 %. Ce rythme de hausse des prix est jugé « intolérable » dans un pays condamné à améliorer sa compétitivité : la demande de son principal partenaire commercial, l'Australie, risque de se tasser, et les possibilités d'accroissement des exportations globales pourraient se limiter à 1,5 % en volume en 1987-1988.

Lutter contre l'inflation en pesant sur les dépenses publiques ne se présente pas comme une tâche facile, joint de la. Alors que le chômage atteint des niveaux inconnus par les Néo-Zélandais, 4,9 % en 1986-1987, sans doute 5,7 % durant l'exercice 1987-1988, la seule issue semble être de réduire les dépenses sociales dans leur sens le plus large (soins médicaux et enseignement inclus). Le gouvernement, qui a bénéficié d'une modération des revendications salariales — la hausse moyenne des salaires en 1986-1987 devrait être de 7 %, soit deux fois moins que l'inflation, — bénéficie en outre, selon les auteurs du rapport, d'un vaste consensus sur la nécessité d'un changement profond de gestion économique. Le prix de cette « révision fondamentale » s'annonce toutefois lourd, et son succès dépendra pour beaucoup « de l'ingéniosité et du talent des chefs d'entreprise » à utiliser leurs nouvelles marges de liberté.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FINANCIÈRE BERTIN
2, rue du Bois-de-Boulogne
75116 Paris

Le conseil d'administration de la SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE ET FINANCIÈRE BERTIN s'est réuni, le 12 mai 1987, sous la présidence de M. Jacques Penardier.
Il a arrêté les comptes de l'exercice 1986, qui seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires convoquée, le 30 juin 1987, à Paris, et a pris connaissance de la performance économique du groupe, dont le résultat net comptable ressort à 67 806 787 F.

Ce ne sont pas ceux qui font le plus de bruit qui sont les mieux placés.

Pour réduire 3 régions audiotex, il ne suffit pas d'installer quelques villes par un décodeur kilométrique. Seul Radio, elle, couvre complètement le grand Sud-Ouest en FM. Une seule fréquence, de Bordeaux à Carcassonne, ou de Nantes à Albi, vous permet de ne jamais lâcher l'émission au volume. Appelez-nous au (1) 49 75 9076.

IP SUD RADIO

Ne perdez pas le sud.

Faites vos séminaires dans un Monument Historique.

625^F

- Hébergement en chambre double (215 F de supplément pour une chambre individuelle).
- Petit déjeuner buffet américain.
- 1 salle de réunion. • 2 salles café.
- Dîner avec boissons et café compris.
- Offre spéciale pendant les vacances scolaires, les week-ends (excepté les périodes de Séjours), juillet-août 1987 selon les disponibilités et réservation préalable pour un minimum de 10 personnes.
- 1/2 bouteille de champagne est offerte aux participants à la nuit « Le Minéral » est adossé au moment de la réservation.

10, place de la République - Paris 75011 - Tél. : (1) 43 55 44 54 - Téléc. : 210 651 Hôtels P.

La rencontre du Paris Historique et du Paris des Affaires.

Holiday Inn
Place de la République, Paris

NatWest

Bénéfices records pour la banque internationale qui bouge

« Les bénéfices records enregistrés en 1986 prouvent à nouveau que NatWest est l'un des groupes bancaires les plus florissants au monde. »

Lord Boardman, président National Westminster Bank PLC, Londres, Angleterre

NatWest est aujourd'hui présente dans 37 pays et a des liens étroits avec bon nombre des grandes entreprises mondiales.

Principaux résultats financiers en 1986

	ME
Bénéfices avant impôt	1.011
Capitaux et réserves	4.631
Total actifs	83.325

En établissant des relations durables à long terme avec nos clients, nous nous assurons que nous serons toujours bien placés pour fournir les prestations financières internationales dont beaucoup ont besoin. Au moment où

de plus en plus d'entreprises internationales se tournent vers les marchés des capitaux pour leurs besoins financiers, nous sommes prêts à leur offrir les solutions qui leur conviennent.

Durant 1986, nous avons pris des décisions majeures pour profiter du vent de libéralisation qui souffle sur les grands centres financiers mondiaux et nous avons renforcé nos activités internationales.

En France, notre filiale International Westminster Bank PLC continue à développer ses activités bancaires pour les particuliers dans tout le pays. Une nouvelle succursale a été ouverte à Monte-Carlo; elle offrira des prestations spécifiquement destinées aux besoins locaux.

Pour avoir un aperçu des activités de NatWest en 1986, veuillez remplir et nous renvoyer le coupon ci-dessous.

A renvoyer à: R. Allemon, directeur général, International Westminster Bank PLC, siège régional pour la France, 18 place Vendôme, 75001 Paris.

Veuillez m'envoyer un exemplaire du rapport annuel NatWest 1986.

Nom _____
Adresse _____

National Westminster
The Action Bank

AUSTRALIE: TELEX 177326 • BAHAMAS: TELEX 252011 • BANQUE: TELEX 8294 • BELGIQUE: TELEX 21209 • BRÉSIL: TELEX 210021 • CANADA: TELEX 06-22572 • CORÉE DU SUD: TELEX 422-282 • ESPAGNE: TELEX 23572 • FRANCE: TELEX 210393 • GRANDE-BRETAGNE: TELEX 885381 • GRECE: TELEX 216673 • HONG-KONG: TELEX 81672 • IRLANDE: TELEX 25168 • ITALIE: TELEX 320063 • JAPON: TELEX 28292 • MALAISIE: TELEX 33044 • MEXIQUE: TELEX 17 11 705 • MONACO: TELEX 489588 • NOUVELLE-ZÉLANDE: TELEX 23303 • PAYS-BAS: TELEX 50641 • RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE: TELEX 416500 • SINGAPOUR: TELEX 28491 • SUÈDE: TELEX 15050 • SUISSE: TELEX 812188 • URUGUAY: TELEX 413258 • USA: TELEX 233663

Economie

Les retombées de la vente de la CGCT

Jeumont-Schneider est-elle à vendre ?

M. Didier Pineau-Valencienne, président du groupe Schneider, chercherait à vendre tout ou partie de sa filiale Jeumont-Schneider, société qui réalise un chiffre d'affaires de plus de 5 milliards de francs dans la téléphonie privée (centraux téléphoniques pour entreprises) et l'équipement électrique. Des négociations seraient engagées avec le canadien Northern Telecom et le groupe français SAT (Société anonyme de télécommunications) pour la division téléphonie, mais aussi avec l'allemand Siemens,

qui serait intéressé par une reprise de la totalité de Jeumont-Schneider. M. Pineau-Valencienne demanderait 1 milliard de francs pour son téléphone.

L'industrie française de la téléphonie privée s'interroge actuellement sur son avenir, et des restructurations sont envisagées. Morcelée, avec trop d'entreprises d'une taille insuffisante face à la concurrence internationale (Matra, Jeumont-Schneider, SAT, Alcatel, Telic), cette indus-

trie doit, en outre, se rapprocher de l'informatique, ce qui renchérit ses frais de recherche-développement. La SAT a déjà pris langue avec la filiale française de Philips, engagée dans les faisceaux hertziens (équipements de transmission), pour étudier des coopérations.

Jeumont-Schneider, de son côté, avait envisagé il y a quelques années de céder cette activité téléphonique au suédois Ericsson, mais l'opération n'avait pu se conclure.

L'affaire CGCT allait précipiter les choses. Pour le rachat de cette entreprise publique, la SAT s'était ralliée au groupement constitué par ATT et Philips. Jeumont-Schneider, pour sa part, s'était associée à Siemens. Mais, finalement, le suédois Ericsson, allié à Matra, avait remporté la partie.

Jeumont-Schneider s'était déjà allégée à l'automne dernier de ses activités ferroviaires au profit d'Alstom, filiale de la CGE. Mais il lui fallait assurer l'avenir de ses autres métiers. Cette cession a pesé sur les comptes de l'entreprise, qui devraient afficher une perte lors de sa prochaine assemblée générale le 24 juin. Ce résultat négatif tombe mal, alors que M. Pineau-Valencienne cherche à lever 2 milliards de francs sur le marché financier pour se redéployer.

Solution française ou allemande ?

Les discussions engagées avec Siemens lors de la reprise de la CGCT se sont donc poursuivies depuis deux mois, élargies du téléphone à l'ensemble de Jeumont-Schneider.

Une éventuelle arrivée de Siemens sur ces marchés du téléphone et de l'équipement électrique ne peut laisser indifférents ni les pouvoirs publics ni la CGE. Le patron de ce groupe récemment privatisé, M. Pierre Suard, estime que le géant allemand est son concurrent le plus direct et le plus dangereux sur tous ses marchés. Au sein des pouvoirs publics, certains préféreraient une solution française, quitte à vendre Jeumont-Schneider « par appartements ». Pourquoi ne pas envisager la reprise par Alstom des équipements électriques ?

Solution allemande ou française ? Le groupe Schneider, de son côté, poursuit, après l'abandon difficile de Creusot-Loire en 1984 et plus récemment de son activité ferroviaire, son désengagement des métiers industriels.

FRANÇOISE VAYSSE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CGE :

Offre Publique d'Échange de titres participatifs contre des actions à émettre.

OBJET: la totalité des 2.100.000 titres participatifs CGE en circulation.

PARITÉ: dix actions CGE, jouissance du 1^{er} janvier 1987, contre un titre participatif.

DÉLAI: au plus tard le 19 juin 1987.



Une note d'information (Visa COB: 87-146 du 7 mai 1987) est à la disposition du public chez les intermédiaires qualifiés.

REPÈRES

Chômage

Forte baisse en avril en Europe

Le chômage en Europe a sensiblement diminué au cours du mois d'avril, selon les chiffres publiés le mardi 9 juin par l'Office statistique des Communautés européennes. Le nombre des demandeurs d'emploi, pour les douze pays membres, s'élevait à 16 304 400 à la fin avril, en recul de 433 000 par rapport au mois précédent (-2,6 %).

Cette baisse, habituelle à cette saison, est la plus importante enregistrée un tel mois depuis 1980, indique Eurostat.

En un an, l'augmentation est toutefois de 1,4 %, toujours en données brutes. Alors que le nombre de chômeurs masculins a diminué de 1,2 %, celui des femmes sans emploi a augmenté. Il s'élève à 5 %.

En avril, tous les pays de la Communauté ont enregistré une baisse de leur niveau de chômage, à l'exception de l'Irlande et de l'Italie, les meilleurs résultats étant obtenus par la RFA (-3,1 %) et le Luxembourg (-3,3 %).

Comparé à la population active, le taux de chômage est de 11,3 % pour neuf pays de la Communauté, soit la Grèce, le Portugal et l'Espagne. Il est de 11,7 % pour la Belgique, de 8,2 % pour le Danemark, de 8,1 % pour la RFA, de 11,1 % pour la France, de 10,6 % pour l'Irlande, de 14,6 % pour l'Italie, de 1,7 % pour le Luxembourg, de 11,6 % pour les Pays-Bas et de 11,4 % pour la Grande-Bretagne.

Croissance

Surchauffe en Chine

L'économie chinoise continue de connaître une sérieuse surchauffe, si l'on en croit les dernières statistiques officielles publiées par l'agence Chine nouvelle. Le gouvernement s'est fixé un objectif de 7,5 % de croissance industrielle.

C'est une progression de 14,9 % de la production qui a été enregistrée au cours des cinq premiers mois de l'année par rapport à la période correspondante de 1986. Cette fièvre est d'autant plus préoccupante que la production d'électricité, de pétrole et de charbon n'a augmenté, respectivement, que de 10 %, de 4,6 % et

de 4,2 %, confirmant la persistance de goulots d'étranglement. En revanche, la Chine a réussi à réduire à 1,05 milliard de dollars son déficit commercial durant le premier trimestre et à écouler, pour la première fois depuis 1984, ses réserves en devises. Ces dernières atteignent 10,8 milliards de dollars à la fin mars.

Prix

Hausse de 0,1 % en mai, en RFA

La hausse des prix de détail a atteint 0,1 % en mai dernier, indique l'Office statistique fédéral en RFA. Par rapport à mai 1986, la progression s'élève à 0,2 %. Les effets bénéfiques de la baisse des prix du pétrole commencent à se ralentir, et les produits alimentaires ont légèrement augmenté.

Mais les résultats du mois dernier confirment les prévisions gouvernementales: l'inflation devrait atteindre un rythme très modéré, autour de 1 % pour l'ensemble de l'année.

Finances

Nouvelle augmentation du nombre de chèques sans provision

Le nombre des chèques sans provision émis en France a, à nouveau, fortement augmenté en 1986, d'après la banque rendu annuel d'activité de la Banque de France. Malgré les mesures prises au début de l'année pour faciliter notamment les régularisations de comptes, plus de 4 millions de chèques sans provision (sur un total d'environ 4 milliards de chèques émis) ont été enregistrés à la Banque de France, soit 15,7 % de plus que l'année précédente.

Plusieurs causes expliqueraient, selon l'Institut d'émission, cette évolution: l'attitude « plus restrictive » des banques à l'égard des découvertes de faible montant, le développement du traitement automatique des chèques et la « réorientation » de la trésorerie des particuliers. Au 31 décembre 1986, le fichier central des chèques impayés comptait 1 350 000 noms. 724 000 personnes étaient alors sous le coup d'une interdiction d'émission des chèques.

TRANSPORTS

L'Europe de l'air en panne

Les ministres des transports de la CEE ne sont pas parvenus à s'entendre, le mardi 9 juin, sur les conditions d'une libéralisation du ciel européen. Il s'agissait de l'ultime réunion avant la signature solennelle d'un accord, prévu pour le 25 juin, et portant sur un renforcement de la concurrence entre les compagnies.

Les ministres ont buté sur l'opposition du Danemark, de l'Espagne, de la Grèce et de l'Italie, qui ont refusé l'ouverture immédiate de leurs aéroports régionaux aux avions des autres pays de la CEE.

Si les Douze n'arrivent pas à se mettre d'accord sur un texte avant la fin du mois, la commission de Bruxelles se propose de poursuivre les États et les compagnies devant la Cour de justice de Luxembourg pour infraction aux règles sur la libre concurrence du traité de Rome.

« Cas-Perry Breton »: contrat signé. M. René Cornu, président de la Société anonyme bretonne d'économie mixte d'équipement naval (SABEMEN) et Alain Grill, directeur général des Chantiers de l'Atlantique (groupe Alstom) ont signé, le mardi 9 juin, au siège du conseil régional de Bretagne à Rennes, le protocole d'accord sur la construction par les chantiers de Saint-Nazaire du cas-Perry Breton, qui sera exploité à partir de mai 1989 par l'armement breton BAI (Bretagne, Angleterre, Irlande).

Il a fallu plusieurs mois de discussions pour aboutir à un financement se traduisant pour le BAI par le versement, pendant quinze ans, d'une somme de 30 millions de francs. Le navire, qui pourra transporter mille neuf cent soixante passagers et six cents véhicules, et dont le prix est de 430 millions, sera financé grâce à une augmentation de capital de 100 millions, à laquelle participent le conseil régional de Bretagne (22,5 millions), les quatre conseils généraux de Bretagne (27,5), le conseil régional des Pays de la Loire (16), le Crédit agricole (20) et le BAI (20). — (Contrep.)

DECIDEUR, AS-TU DU COEUR?

Faites d'Avignon votre nouveau théâtre d'opérations!
Depuis 4 ans, 86 entreprises nous ont rejoint créant près de 1 100 emplois nouveaux.
Un succès encourageant pour notre stratégie originale de développement économique qui, entre autres, génère aujourd'hui un pôle technologique agro-alimentaire. Chefs d'entreprises, décideurs, créateurs... Venez profiter de nos idées, venez réussir avec nous!

Avignon

JEAN-PIERRE ROLUX
Député Maire d'Avignon.

Pour une première prise de contact, appelez-nous ou renvoyez-nous ce coupon à:
AVIGNON EMPLOI DEVELOPPEMENT
14, rue Rampart du Rhône - 84000 AVIGNON - Tél. 9082-4570.

NOM _____
SOCIÉTÉ _____
ADRESSE _____
PRÉNOM _____
ACTIVITÉ _____
TEL _____

Economie

Victime d'une vive contraction de ses ressources

La Caisse des dépôts aura davantage de difficultés à financer le logement social

Pour la première fois depuis quarante ans, l'encours des livrets A des caisses d'épargne, après capitalisation des intérêts cumulés et non payés, a cessé de croître, se maintenant à 670 milliards de francs en 1986 comme en 1985. Cette stabilité masque un phénomène historique : en 1986, les retraits ont emporté de 34 milliards de francs sur les dépôts, contre 16,6 milliards de

francs en 1985. En 1987, c'est au contraire un excédent de 26 milliards de francs qui était enregistré. Conséquence, la Caisse des dépôts, qui centralise cette épargne, voit ses ressources disponibles se contracter à nouveau, revenant de 58 milliards de francs en 1985 à 43,7 milliards de francs en 1986, compte tenu des remboursements et intérêts payés sur ses emplois.

La Caisse des dépôts assure, on le sait, le financement des programmes de logements sociaux, qui représente, par son volume, le premier emploi des dépôts sur livret A avec un encours de 371 milliards de francs de prêts à long terme. En 1986, la Caisse a encore pu assurer ce financement à hauteur de 28 milliards de francs en prêts localisés (PLA) et pour la réhabilitation du patrimoine (Palube) contre 25,6 milliards de francs en 1985 et 21 milliards de francs en 1984.

Mission remplie, donc, mais au prix d'une réduction du financement pour l'accession à la propriété aidée (PAP), ramené de 7,8 milliards de francs à 4,5 milliards de francs (il était encore de 9,8 milliards de francs en 1984). Mais c'est surtout une nouvelle diminution des prêts de la Caisse aux collectivités locales (20 milliards de francs en 1986, contre 28 milliards de francs en 1985 et 34 milliards de francs en 1984) qui a permis d'augmenter les financements du logement social.

Pour les collectivités locales, en revanche, le relais a été pris par la Caisse d'équipement des collectivités locales (CAECL). Premier émetteur d'obligations après l'Etat, celle-ci a fourni 28 milliards de francs en 1986, contre 21,5 milliards de francs en 1985 et 16 milliards de francs en 1984 aux conditions du marché, c'est-à-dire à un taux plus élevé que les prêts directs de la Caisse des dépôts.

La ponction des privatisations

Enfin, les prélèvements de l'Etat, c'est-à-dire du budget, sur les ressources brutes d'épargne, ont dépassé en quatre ans, passant de 2,5 milliards de francs en 1982 à 9,8 milliards de francs en 1986, dont 9,3 milliards de francs pour l'épargne de la poste et 10 milliards de francs pour la ponction opérée sur le fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne du réseau Ecureuil.

Mais si, en 1986, la Caisse des dépôts a pu remplir sa mission en ce qui concerne le financement du loge-

ment social, elle risque, en 1987, de ne plus pouvoir l'assurer à la hauteur voulue par le gouvernement, a souligné M. Robert Lion, son directeur général. L'accroissement des retraits sur les livrets A en début de cette année a été très inquiétant.

Les responsables, qui avaient passé un très mauvais moment en avril et mai 1986 après l'abaissement de la rémunération des livrets A, ramené de 6 % à 4,5 %, ont pu à nouveau au premier trimestre 1987, si la collecte des caisses d'épargne était négative de 70 à 80 milliards de francs cette année, le logement social connaîtrait de très graves difficultés. Outre les nouveaux produits financiers (SICAV, etc.), les privatisations opèrent une ponction non négligeable sur la collecte des caisses.

Trouver des palliatifs

Face à cette situation, les dirigeants des caisses d'épargne ont demandé à la Rue de Rivoli un relèvement du plafond des dépôts sur le livret A : leur appel a été entendu puisque ledit plafond a été porté de 72 000 F à 80 000 F à partir du début du mois de juin. Pour M. Lion, le livret A, produit simple, rémunérateur et sans risques, doit rester le socle de l'épargne des ménages, même si d'autres produits, plus alléchants mais aussi plus aléatoires, ont la faveur du public.

Autre préoccupation des dirigeants de la Caisse, la part toujours plus grande du livret A dans le financement du logement social pose des problèmes de liquidité, de garantie et de risque de taux, c'est-à-dire de transformation. Les prêts au logement aidés sont de durée très longue (entre quatre ans), à taux fixe (5,80 %), et plus rémunérateurs, souvent à marge nulle, face à une ressource, le livret A, dont le taux peut varier. En outre, ils ne bénéficient plus de la garantie de l'Etat, l'échelon de garantie intermédiaire constitué par la caisse des prêts aux ELM ayant été supprimé.

Il convient donc, estime M. Lion, de diversifier les ressources, d'allé-

ger les mécanismes contraignants, et de trouver les palliatifs. Parmi ceux-ci figure, à l'initiative de l'étranger, notamment des Etats-Unis pour le crédit hypothécaire (*family mae*) la « mobilisation » d'emplois antérieurs. Cette procédure consiste, pour la Caisse, à substituer à des prêts d'une durée de vie assez longue, des titres plus courts, et donc d'améliorer sa liquidité en mettant ces prêts sur le marché. L'opération portait sur les prêts aux ELM, avec un maximum de 10 milliards de francs cette année.

Quant aux activités propres de la Caisse, elles ont été très satisfaisantes. Au titre de l'activité bancaire proprement dite, le résultat net a été de 17,2 milliards de francs, la Caisse, a bondi de 53,7 milliards de francs en 1985 à 54 milliards de francs en 1986 (11 % du marché). Les placements nets, pour elle ou pour ses clients, ont atteint 17,2 milliards de francs, les portefeuilles gérés s'élevant à 180 milliards de francs pour les obligations et à 23,5 milliards de francs pour les actions, soit respectivement 9,5 % et 2,3 % de la capitalisation boursière, avec des transactions en hausse de 60 % et 43 %.

Ces brillantes performances compensent, en partie, la chute des livrets d'épargne, mais les sommes ainsi collectées ne sont plus à la disposition de la Caisse, à la fois victime et bénéficiaire de la dérégulation et de l'explosion des produits financiers. Dans ces conditions, on comprend que l'année 1986 ait été, pour cet établissement, une année d'incertitude, son personnel pouvant être pris de vertige, ses positions et sa mission ne paraissant plus très claires aux yeux de certains. Il va donc falloir les clarifier dans un proche avenir, notamment en ce qui concerne le financement du logement social, dont personne, à part la Caisse, ne veut vraiment se charger.

FRANÇOIS REMARD.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IMMOBANQUE

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 20 mai 1987 a approuvé les comptes de l'exercice 1986 et a fixé le résultat distribuable à 78 156 336 F contre 71 452 710 F au titre de l'exercice précédent, ce qui représente une progression de 9,38 %, et le dividende à 48 F par action contre 45 F pour 1985.

Au cours de son allocution, le Président, M. Gérard Billand, a notamment déclaré :

« En dépit d'une vive concurrence, la production de l'année 1986 a augmenté de plus de 11 % par rapport à celle de l'exercice précédent. Les nouvelles opérations ont porté les engagements bruts d'IMMOBANQUE à une valeur proche de 7,9 milliards de francs, se répartissant en 2,2 milliards de francs en crédit-bail et 700 millions de francs en location simple.

« Dans ce dernier domaine, votre établissement a repris sa politique d'investissement, suspendue en 1985 après l'important effort réalisé l'année précédente. Elle a acquis deux immeubles de bureaux situés à Paris et entrepris des travaux de rénovation sur deux autres immeubles de son patrimoine. Sa valeur estimative atteint désormais plus de

deux fois le montant des fonds propres de votre Société.

« Le cours de l'action en Bourse s'est bien comporté tout au long de l'exercice écoulé. Il a enregistré une hausse de 28,20 % en un an, supérieure à celle de l'indice INSEE du compartiment SICOMI de la Bourse de Paris.

« Ces bons résultats sont la conséquence de la politique de sélection des investissements et de maintien des marges suivie par votre société depuis sa création.

« En ce qui concerne l'exercice en cours, dans un marché toujours très concurrentiel, votre conseil d'administration s'est fixé un objectif d'engagements nouveaux en crédit-bail de 400 à 450 millions de francs, qui compte tenu des opérations déjà signées, en cours de signature ou à l'étude, devrait être atteint, sous réserve que l'évolution à la hausse des taux d'intérêt ne contrarie pas le mouvement de reprise des investissements constaté l'an passé.

« Parallèlement sera poursuivi le développement du patrimoine local, pour autant que le marché nous permette d'en maintenir la qualité et la rentabilité.

« Pour conclure, il convient d'observer que le marché du crédit-bail immobilier, bien que toujours porteur, se trouve soumis à une concurrence plus vive que dans les années passées. Il en résulte que les marges des nouveaux contrats ne pourront se maintenir aux niveaux antérieurs, ce qui aura pour effet de ralentir la progression des résultats.

« Dans ce contexte, IMMOBANQUE devrait pouvoir bénéficier des effets d'une politique prudente qui l'a conduite à doter régulièrement la réserve latente - dont le montant représentait à la fin de l'année 1986 plus du double du résultat distribué en 1987 - et à se constituer un important patrimoine local de qualité qui assure largement la progression du capital social contre l'érosion monétaire ; ces mesures devraient permettre la poursuite de la croissance du résultat et du dividende.

« Par ailleurs, l'Assemblée générale extraordinaire réunie à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire du 20 mai 1987 a autorisé le conseil d'administration à procéder à l'émission d'actions, d'obligations convertibles et d'obligations à bons de souscription d'actions.



L'assemblée générale ordinaire, réunie le 1^{er} juin 1987 sous la présidence de M. René Sauzet, a approuvé les comptes de l'exercice 1986 et adopté l'ensemble des résolutions qui lui étaient présentées.

Il est rappelé que cet exercice s'est soldé par un bénéfice net consolidé de 485 millions de francs contre 480 millions de francs (hors plus-value nette exceptionnelle) pour l'exercice précédent.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende net de 18,50 francs (contre 16 francs au titre de 1985) à chacune des actions composant le capital au 31 décembre 1986. Ce dividende sera mis en paiement à compter du 10 juin prochain.

Le chiffre d'affaires des quatre premiers mois de l'exercice 1987 est en augmentation de 3 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, certains facteurs adverses de l'environnement ayant persisté.

Dans le secteur pharmaceutique, la progression sensible des ventes (+ 8 %) témoigne du très bon accueil réservé par le corps médical à la Fraxiparine (anti-thrombotique veineux) et à la Ticlopidine (anti-agrégant plaquettaire) après l'extension d'indications dont ce dernier produit vient de bénéficier.

Le secteur des Bio-Industries connaît désormais un redressement des cours des protéines et corps gras et l'impact commercial des réorganisations du secteur Arômes porte ses fruits, notamment à l'étranger.

Dans le domaine des Parfums et Cosmétiques (chiffre d'affaires : + 24 %) le nouveau parfum de Van Cleef & Arpels, GEM, a été lancé avec succès.

De ce fait, les résultats marquent une progression satisfaisante, le groupe bénéficiant de surcroît des restructurations industrielles réalisées en 1986. Cette tendance devrait se poursuivre tout au long de l'exercice dont le résultat par action devrait être supérieur de plus de 10 % à celui de l'exercice précédent.

Le début de l'exercice a, en outre, été marqué par :

- l'augmentation de capital en numéraire à laquelle a participé Sanofi au mois de mai sur les marchés financiers internationaux par l'émission, au prix unitaire de 880 F, de 750 000 actions nouvelles représentant un apport brut de 645 millions de francs ;
- la prise de participation dans la société Barberet et Blanc, premier fabricant-multiplicateur mondial d'aiguilles ;
- le rachat à American Cyanamid de sa division Parfums et cosmétiques, qui renforcera dans ce secteur la position du groupe sur les marchés étrangers, grâce notamment à la gamme Nina Ricci aux Etats-Unis.

Réuni le même jour, le conseil d'administration a approuvé les modalités de l'apport que la Société Nationale Et Autotaine se propose de faire à Sanofi de sa participation de 44,8 % dans Sanofi Et Bio Industries. Sanofi détendra ainsi la totalité du capital de cette société.

L'apport qui serait rémunéré sur la base d'une action Sanofi pour une action Sanofi Et Bio Industries, sera soumis à l'approbation d'une assemblée générale extraordinaire à réunir dans le courant du mois de juillet.

Cette opération ne devrait pas entraîner de dilution du bénéfice par action.

SPORTS

LE MONDE

11 JUIN 1987

37

IBM PC

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

IBM

cde COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

L'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du Comptoir des entrepreneurs s'est tenue le 26 mai 1987.

Toutes les résolutions soumises au vote des actionnaires ont été adoptées.

Au cours de l'assemblée générale, Madame Paule Dufour, président-directeur général du Comptoir des entrepreneurs, a prononcé l'allocution suivante :

Mesdames, Messieurs,

Lors de l'assemblée générale du 29 mai 1986, je vous avais annoncé la mise en place d'un plan de redressement économique et financier qui avait pour but d'améliorer rapidement les perspectives financières de la Société compromises par la faible activité du secteur public en 1985 et l'aggravation rapide du contentieux, ce en dépit d'un accroissement satisfaisant de la production des prêts privés durant la même période.

Je vous rappelle les points principaux de ce plan :

• Le premier volet consistait à obtenir de l'Etat un strict respect du protocole de 1982 jusqu'à l'expiration de la période transitoire, soit fin 1986, et une nouvelle définition des rôles respectifs de CDE et du CRÉDIT FONCIER à partir de 1987 ;

• Le deuxième volet concernait l'intensification du développement du secteur privé de CDE ;

• Le troisième volet impliquait des mesures d'économie destinées à contenir la progression des charges de gestion, sans pour autant réduire les dépenses d'investissement nécessaires au développement de la Société. Elles devaient donc être obligatoirement d'ordre social ;

• Enfin, le quatrième volet devait permettre le doublement à terme des fonds propres du Comptoir des entrepreneurs par une augmentation de capital ou toutes autres dispositions.

La mise en place de ce dispositif a débuté durant l'été et les premiers effets s'en font déjà sentir.

En ce qui concerne le secteur public, le point sur l'application du protocole de 1982 a été fait en début d'exercice.

Pour clore la période transitoire qui expirait fin 1986 et qui s'était caractérisée par l'apparition d'un manque structurel d'encours longs des FAP du secteur groupé, la direction du Trésor a pris un certain nombre de mesures qui procureront à CDE des encours longs supplémentaires, ainsi que des produits destinés à compenser les pertes résultant des départs par rapport aux hypothèques initiales.

De plus, il a été décidé que CDE interviendrait lors de l'instruction des prêts du secteur groupé - hors HLM - pour participer à l'analyse économique et financière permettant de mieux maîtriser le risque.

L'ensemble de ces dispositions confortera l'activité et les résultats du secteur aléé pour les prochaines années et confirme la mission permanente d'intérêt public confiée à CDE.

La poursuite du plan de décentralisation s'est concrétisée par de nouvelles implantations en province et par des mouvements de personnel du siège vers les régions.

De plus, la gamme des services et des produits proposés à la clientèle a été largement diversifiée.

Différentes mesures d'ordre social ont d'ores et déjà été prises.

La plus importante a consisté à réduire les effectifs de CDE de 8 %, soit 175 agents qui sont partis au titre d'un licenciement collectif autorisé d'un contrat ASFNE.

Enfin, un emprunt obligataire à bons de souscription d'actions a été lancé le 23 mars pour un montant de 305 millions. Cette opération a pour but de renforcer à terme les capitaux propres de CDE et elle a été menée dans de très bonnes conditions.

Les premiers résultats de ce plan ont été visibles après quatre mois de fonctionnement, puisque la Société a retrouvé un résultat courant de gestion bénéficiaire en fin d'année.

Je rappellerai brièvement ici les principaux chiffres-clés qui ont marqué l'exercice et qui ont été largement commentés dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Globalement, les produits de gestion comptabilisés en 1986 ont progressé de 13 %, contre 8 % l'exercice précédent. Les charges de gestion n'ont augmenté que de 4,5 % contre 9 % l'exercice précédent.

Ainsi, constate-t-on une forte augmentation du résultat de gestion (avant pertes et provisions) qui, d'un exercice à l'autre, est passé de

120 millions de francs à 206,8 millions, soit une progression de 72,3 %.

L'analyse par grand secteur d'activité confirme l'évolution déjà constatée l'exercice précédent :

- dans le secteur public, la diminution des FAP accordés en 1986 et les importants transferts d'encours de FAP diffus au Crédit Foncier, à l'issue d'une période de gestion à moyen terme à CDE, ont conduit à une diminution de 3,6 % de l'encours moyen annuel des prêts gérés par la Société ; malgré cela, la marge financière de ce secteur a progressé de 4,5 % d'un exercice à l'autre, grâce à un nouveau partage des commissions de gestion entre CDE et le Crédit Foncier ;

- le secteur concurrentiel a connu, en son côté, une croissance assez forte de l'encours moyen des prêts gérés (+ 12,9 %) et une progression encore plus élevée de sa marge financière (+ 19,1 %) ; la rentabilité des opérations a pu ainsi être améliorée grâce à la baisse des taux intervenus, du moins jusqu'à l'automne, sur les marchés financiers et également grâce à une reconstitution importante de la trésorerie de la Société, ce qui a limité les emprunts extérieurs ;

De leur côté, les charges de gestion ont été influencées par la modulation de la croissance des coûts salariaux, les frais de personnel ayant progressé de 2,8 %.

Les autres charges de fonctionnement et d'investissement ont progressé comme prévu de 11,1 %, conformément aux objectifs de développement de CDE.

Par contre, la persistance des difficultés de remboursement rencontrées par de nombreux emprunteurs en raison de la forte déflation a conduit la Société à enregistrer un niveau de pertes et de provisions supérieur de 26 % à celui constaté l'exercice précédent.

Enfin, des charges exceptionnelles d'un montant de 88 millions ont été comptabilisées pour permettre aux agents touchés par le licenciement collectif de partir avec des primes de départ prévues par la convention collective d'Établissement.

Ces charges ont été équilibrées, en totalité, par des plus-values réalisées sur ventes de titres et d'immobilisations pour un montant de 97,3 millions de francs.

Au total, après une provision d'impôt de 14 millions de francs sur les plus-values à long terme réalisées, le bénéfice de l'exercice s'établit à 34,1 millions de francs.

Compte tenu du contexte particulier de l'exercice en 1986, qui a dû faire face à la réduction des FAP, à la nécessité d'augmenter les capitaux propres de CDE pour conforter ses capacités de développement, le conseil d'administration vous propose d'affecter l'intégralité de ce bénéfice à la réserve des plus-values à long terme.

Cette affectation, qui empiète toute distribution de dividende pour l'exercice, est nécessaire pour accélérer le redressement financier de CDE, qui devrait, dès cette année, retrouver sa capacité distributive.

Ces aspects ont également été pris en compte par le conseil d'administration, qui, malgré l'annonce, dès le mois de mars, d'une éventualité de cette non-distribution, ont marqué leur confiance dans l'avenir de l'Entreprise : le cours de notre action et le volume des transactions ont quotidiennement pendant les premiers mois de 1987 ont fortement augmenté.

Un autre élément indicatif de cette confiance est la facilité avec laquelle s'est placé l'emprunt obligataire à bons de souscription d'actions que l'assemblée générale extraordinaire du 12 janvier 1987 avait autorisé.

Les perspectives pour l'exercice en cours sont bonnes pour les deux secteurs d'activité de CDE.

Dans le secteur public, nous ne procédons à aucun transfert de FAP diffus au Crédit Foncier et la gestion des prêts du secteur groupé demeure liée au même taux de commissions qu'en 1986.

Dans le secteur privé, les perspectives d'activité restent bonnes mal-

gré la concurrence accrue des réseaux bancaires qui pratiquent des conditions de taux très proches du coût de la collecte des capitaux à long terme.

Fin avril, le montant des prêts nouveaux accordés par CDE était supérieur de 30 % au montant des prêts accordés pendant la même période de 1986.

Plus préoccupante pour l'évolution des encours et des résultats de ce secteur est l'apparition récente du phénomène des demandes de remboursement anticipées de la part d'emprunteurs à qui la Société avait accordé des prêts à taux élevés entre 1981 et 1983.

Limités dans un premier temps à la clientèle dite « sociale » et confinés aux recommandations des pouvoirs publics, des réajustements de prêts ont été pratiqués par CDE, dans une proportion telle que les conséquences sur les résultats seraient minimes.

En revanche, les demandes de renégociations de taux de la part d'une clientèle dite « aisé », qui trouve de toute façon auprès de nos confrères bancaires des crédits de substitution aux conditions actuelles, posent des problèmes difficiles à résoudre aux établissements spécialisés comme le Comptoir des Entrepreneurs qui se sont procurés, à l'époque, des refinancements ayant les mêmes caractéristiques de montant, de durée et de taux que les emplois à la clientèle, cette politique prudente de non-transformation devant déboucher sur une stabilité des marges financières.

Conscient de la difficulté qu'il aura à contrôler ce phénomène, CDE envisage toutes les possibilités existantes pour réduire le coût de ses ressources, afin de ne pas compromettre les exercices futurs.

C'est dans ce contexte de concurrence accrue et de renégociations de prêts que se situent les perspectives de l'exercice.

La Société ne manque pas d'arguments pour y faire face.

Le principal est la motivation de son personnel, qui, conscient des enjeux en présence, réalise un effort remarquable d'adaptation, notamment grâce à la formation substantielle à laquelle la Société affecte 5,3 % de sa masse salariale.

Il s'agit en effet, compte tenu de la réduction des taux de marge, d'augmenter le volume global des opérations, tout en procédant à une sélection plus grande de crédits de compétitivité. Depuis 1983, environ 5 000 emplois ont été supprimés chez Alcatel, dont 4 000 dans les télécommunications publiques.

Courtaulds rachète Deseilles, Chargeurs SA, Delcor

La direction de CIT-Alcatel devrait annoncer, le 18 juin, la suppression de 1 170 emplois d'ici à la fin de l'année, dont près de 300 en Bretagne. Cette mesure concerne aussi bien les activités de communication (623 emplois supprimés sur 6 007 et 49 transferts) que les transmissions (185 sur 3 104), l'industrie (259 sur 1 047) et le siège parisien (103 sur 458).

Un plan social accompagnera cette opération, qui se justifie, selon la direction, par une réorganisation des affaires internationales, concentrées sur les sites de Vélizy et du Tréport, et par la nécessité de compétitivité. Depuis 1983, environ 5 000 emplois ont été supprimés chez Alcatel, dont 4 000 dans les télécommunications publiques.

Courtaulds rachète Deseilles, Chargeurs SA, Delcor

La direction de CIT-Alcatel devrait annoncer, le 18 juin, la suppression de 1 170 emplois d'ici à la fin de l'année, dont près de 300 en Bretagne. Cette mesure concerne aussi bien les activités de communication (623 emplois supprimés sur 6 007 et 49 transferts) que les transmissions (185 sur 3 104), l'industrie (259 sur 1 047) et le siège parisien (103 sur 458).

Un plan social accompagnera cette opération, qui se justifie, selon la direction, par une réorganisation des affaires internationales, concentrées sur les sites de Vélizy et du Tréport, et par la nécessité de compétitivité. Depuis 1983, environ 5 000 emplois ont été supprimés chez Alcatel, dont 4 000 dans les télécommunications publiques.

Courtaulds rachète Deseilles, Chargeurs SA, Delcor

La direction de CIT-Alcatel devrait annoncer, le 18 juin, la suppression de 1 170 emplois d'ici à la fin de l'année, dont près de 300 en Bretagne. Cette mesure concerne aussi bien les activités de communication (623 emplois supprimés sur 6 007 et 49 transferts) que les transmissions (185 sur 3 104), l'industrie (259 sur 1 047) et le siège parisien (103 sur 458).

Un plan social accompagnera cette opération, qui se justifie, selon la direction, par une réorganisation des affaires internationales, concentrées sur les sites de Vélizy et du Tréport, et par la nécessité de compétitivité. Depuis 1983, environ 5 000 emplois ont été supprimés chez Alcatel, dont 4 000 dans les télécommunications publiques.

Courtaulds rachète Deseilles, Chargeurs SA, Delcor

La direction de CIT-Alcatel devrait annoncer, le 18 juin, la suppression de 1 170 emplois d'ici à la fin de l'année, dont près de 300 en Bretagne. Cette mesure concerne aussi bien les activités de communication (623 emplois supprimés sur 6 007 et 49 transferts) que les transmissions (185 sur 3 104), l'industrie (259 sur 1 047) et le siège parisien (103 sur 458).

Un plan social accompagnera cette opération, qui se justifie, selon la direction, par une réorganisation des affaires internationales, concentrées sur les sites de Vélizy et du Tréport, et par la nécessité de compétitivité. Depuis 1983, environ 5 000 emplois ont été supprimés chez Alcatel, dont 4 000 dans les télécommunications publiques.

Courtaulds rachète Deseilles, Chargeurs SA, Delcor

La direction de CIT-Alcatel devrait annoncer, le 18 juin, la suppression de 1 170 emplois d'ici à la fin de l'année, dont près de 300 en Bretagne. Cette mesure concerne aussi bien les activités de communication (623 emplois supprimés sur 6 007 et 49 transferts) que les transmissions (185 sur 3 104), l'industrie (259 sur 1 047) et le siège parisien (103 sur 458).

Un plan social accompagnera cette opération, qui se justifie, selon la direction, par une réorganisation des affaires internationales, concentrées sur les sites de Vélizy et du Tréport, et par la nécessité de compétitivité. Depuis 1983, environ 5 000 emplois ont été supprimés chez Alcatel, dont 4 000 dans les télécommunications publiques.

Courtaulds rachète Deseilles, Chargeurs SA, Delcor

La direction de CIT-Alcatel devrait annoncer, le 18 juin, la suppression de 1 170 emplois d'ici à la fin de l'année, dont près de 300 en Bretagne. Cette mesure concerne aussi bien les activités de communication (623 emplois supprimés sur 6 007 et 49 transferts) que les transmissions (185 sur 3 104), l'industrie (259 sur 1 047) et le siège parisien (103 sur 458).

Un plan social accompagnera cette opération, qui se justifie, selon la direction, par une réorganisation des affaires internationales, concentrées sur les sites de Vélizy et du Tréport, et par la nécessité de compétitivité. Depuis 1983, environ 5 000 emplois ont été supprimés chez Alcatel, dont 4 000 dans les télécommunications publiques.

Courtaulds rachète Deseilles, Chargeurs SA, Delcor

La direction de CIT-Alcatel devrait annoncer, le 18 juin, la suppression de 1 170 emplois d'ici à la fin de l'année, dont près de 300 en Bretagne. Cette mesure concerne aussi bien les activités de communication (623 emplois supprimés sur 6 007 et 49 transferts) que les transmissions (185 sur 3 104), l'industrie (259 sur 1 047) et le siège parisien (103 sur 458).

Un plan social accompagnera cette opération, qui se justifie, selon la direction, par une réorganisation des affaires internationales, concentrées sur les sites de Vélizy et du Tréport, et par la nécessité de compétitivité. Depuis 1983, environ 5 000 emplois ont été supprimés chez Alcatel, dont 4 000 dans les télécommunications publiques.

Courtaulds rachète Deseilles, Chargeurs SA, Delcor

La direction de CIT-Alcatel devrait annoncer, le 18 juin, la suppression de 1 170 emplois d'ici à la fin de l'année, dont près de 300 en Bretagne. Cette mesure concerne aussi bien les activités de communication (623 emplois supprimés sur 6 007 et 49 transferts) que les transmissions (185 sur 3 104), l'industrie (259 sur 1 047) et le siège parisien (103 sur 458).

Un plan social accompagnera cette opération, qui se justifie, selon la direction, par une réorganisation des affaires internationales, concentrées sur les sites de Vélizy et du Tréport, et par la nécessité de compétitivité. Depuis 1983, environ 5 000 emplois ont été supprimés chez Alcatel, dont 4 000 dans les télécommunications publiques.

Courtaulds rachète Deseilles, Chargeurs SA, Delcor

La direction de CIT-Alcatel devrait annoncer, le 18 juin, la suppression de 1 170 emplois d'ici à la fin de l'année, dont près de 300 en Bretagne. Cette mesure concerne aussi bien les activités de communication (623 emplois supprimés sur 6 007 et 49 transferts) que les transmissions (185 sur 3 104), l'industrie (259 sur 1 047) et le siège parisien (103 sur 458).

Un plan social accompagnera cette opération, qui se justifie, selon la direction, par une réorganisation des affaires internationales, concentrées sur les sites de Vélizy et du Tréport, et par la nécessité de compétitivité. Depuis 1983, environ 5 000 emplois ont été supprimés chez Alcatel, dont 4 000 dans les télécommunications publiques.

Courtaulds rachète Deseilles, Chargeurs SA, Delcor

La direction de CIT-Alcatel devrait annoncer, le 18 juin, la suppression de 1 170 emplois d'ici à la fin de l'année, dont près de 300 en Bretagne. Cette mesure concerne aussi bien les activités de communication (623 emplois supprimés sur 6 007 et 49 transferts) que les transmissions (185 sur 3 104), l'industrie (259 sur 1 047) et le siège parisien (103 sur 458).

Un plan social accompagnera cette opération, qui se justifie, selon la direction, par une réorganisation des affaires internationales, concentrées sur les sites de Vélizy et du Tréport, et par la nécessité de compétitivité. Depuis 1983, environ 5 000 emplois ont été supprimés chez Alcatel, dont 4 000 dans les télécommunications publiques.

Courtaulds rachète Deseilles, Chargeurs SA, Delcor

La direction de CIT-Alcatel devrait annoncer, le 18 juin, la suppression de 1 170 emplois d'ici à la fin de l'année, dont près de 300 en Bretagne. Cette mesure concerne aussi bien les activités de communication (623 emplois supprimés sur 6 007 et 49 transferts) que les transmissions (185 sur 3 104), l'industrie (259 sur 1 047) et le siège parisien (103 sur 458).

Un plan social accompagnera cette opération, qui se justifie, selon la direction, par une réorganisation des affaires internationales, concentrées sur les sites de Vélizy et du Tréport, et par la nécessité de compétitivité. Depuis 1983, environ 5 000 emplois ont été supprimés chez Alcatel, dont 4 000 dans les télécommunications publiques.

Courtaulds rachète Deseilles, Chargeurs SA, Delcor

La direction de CIT-Alcatel devrait annoncer, le 18 juin, la suppression de 1 170 emplois d'ici à la fin de l'année, dont près de 300 en Bretagne. Cette mesure concerne aussi bien les activités de communication (623 emplois supprimés sur 6 007 et 49 transferts) que les transmissions (185 sur 3 104), l'industrie (259 sur 1 047) et le siège parisien (103 sur 458).

Un plan social accompagnera cette opération, qui se justifie, selon la direction, par une réorganisation des affaires internationales, concentrées sur les sites de Vélizy et du Tréport, et par la nécessité de compétitivité. Depuis 1983, environ 5 000 emplois ont été supprimés chez Alcatel, dont 4 000 dans les télécommunications publiques.

Courtaulds rachète Deseilles, Chargeurs SA, Delcor

La direction de CIT-Alcatel devrait annoncer, le 18 juin, la suppression de 1 170 emplois d'ici à la fin de l'année, dont près de 300 en Bretagne. Cette mesure concerne aussi bien les activités de communication (623 emplois supprimés sur 6 007 et 49 transferts) que les transmissions (185 sur 3 104), l'industrie (259 sur 1 047) et le siège parisien (103 sur 458).

Un plan social accompagnera cette opération, qui se justifie, selon la direction, par une réorganisation des affaires internationales, concentrées sur les sites de Vélizy et du Tréport, et par la nécessité de compétitivité. Depuis 1983, environ 5 000 emplois ont été supprimés chez Alcatel, dont 4 000 dans les télécommunications publiques.

Courtaulds rachète Deseilles, Chargeurs SA, Delcor

La direction de CIT-Alcatel devrait annoncer, le 18 juin, la suppression de 1 170 emplois d'ici à la fin de l'année, dont près de 300 en Bretagne. Cette mesure concerne aussi bien les activités de communication (623 emplois supprimés sur 6 007 et 49 transferts) que les transmissions (185 sur 3 104), l'industrie (259 sur 1 047) et le siège parisien (103 sur 458).

Un plan social accompagnera cette opération, qui se justifie, selon la direction, par une réorganisation des affaires internationales, concentrées sur les sites de Vélizy et du Tréport, et par la nécessité de compétitivité. Depuis 1983, environ 5 000 emplois ont été supprimés chez Alcatel, dont 4 000 dans les télécommunications publiques.

Courtaulds rachète Deseilles, Chargeurs SA, Delcor

La direction de CIT-Alcatel devrait annoncer, le 18 juin, la suppression de 1 170 emplois d'ici à la fin de l'année, dont près de 300 en Bretagne. Cette mesure concerne aussi bien les activités de communication (623 emplois supprimés sur 6 007 et 49 transferts) que les transmissions (185 sur 3 104), l'industrie (259 sur 1 047) et le siège parisien (103 sur 458).

Un plan social accompagnera cette opération, qui se justifie, selon la direction, par une réorganisation des affaires internationales, concentrées sur les sites de Vélizy et du Tréport, et par la nécessité de compétitivité. Depuis 1983, environ 5 000 emplois ont été supprimés chez Alcatel, dont 4 000 dans les télécommunications publiques.

Courtaulds rachète Deseilles, Chargeurs SA, Delcor

La direction de CIT-Alcatel devrait annoncer, le 18 juin, la suppression de 1 170 emplois d'ici à la fin de l'année, dont près de 300 en Bretagne. Cette mesure concerne aussi bien les activités de communication (623 emplois supprimés sur 6 007 et 49 transferts) que les transmissions (185 sur 3 104), l'industrie (259 sur 1 047) et le siège parisien (103 sur 458).

Un plan social accompagnera cette opération, qui se justifie, selon la direction, par une réorganisation des affaires internationales, concentrées sur les sites de Vélizy et du Tréport, et par la nécessité de compétitivité. Depuis 1983, environ 5 000 emplois ont été supprimés chez Alcatel, dont 4 000 dans les télécommunications publiques.

Courtaulds rachète Deseilles, Chargeurs SA, Delcor

La direction de CIT-Alcatel devrait annoncer, le 18 juin, la suppression de 1 170 emplois d'ici à la fin de l'année, dont près de 300 en Bretagne. Cette mesure concerne aussi bien les activités de communication (623 emplois supprimés sur 6 007 et 49 transferts) que les transmissions (185 sur 3 104), l'industrie (259 sur 1 047) et le siège parisien (103 sur 458).

Un plan social accompagnera cette opération, qui se justifie, selon la direction, par une réorganisation des affaires internationales, concentrées sur les sites de Vélizy et du Tréport, et par la nécessité de compétitivité. Depuis 1983, environ 5 000 emplois ont été supprimés chez Alcatel, dont 4 000 dans les télécommunications publiques.

Courtaulds rachète Deseilles, Chargeurs SA, Delcor

La direction de CIT-Alcatel devrait annoncer, le 18 juin, la suppression de 1 170 emplois d'ici à la fin de l'année, dont près de 300 en Bretagne. Cette mesure concerne aussi bien les activités de communication (623 emplois supprimés sur 6 007 et 49 transferts) que les transmissions (185 sur 3 104), l'industrie (259 sur 1 047) et le siège parisien (103 sur 458).

Un plan social accompagnera cette opération, qui se justifie, selon la direction, par une réorganisation des affaires internationales, concentrées sur les sites de Vélizy et du Tréport, et par la nécessité de compétitivité. Depuis 1983, environ 5 000 emplois ont été supprimés chez Alcatel, dont 4 000 dans les télécommunications publiques.

Courtaulds rachète Deseilles, Chargeurs SA, Delcor

La direction de CIT-Alcatel devrait annoncer, le 18 juin, la suppression de 1 170 emplois d'ici à la fin de l'année, dont près de 300 en Bretagne. Cette mesure concerne aussi bien les activités de communication (623 emplois supprimés sur 6 007 et 49 transferts) que les transmissions (185 sur 3 104), l'industrie (259 sur 1 047) et le siège parisien (103 sur 458).

Un plan social accompagnera cette opération, qui se justifie, selon la direction, par une réorganisation des affaires internationales, concentrées sur les sites de Vélizy et du Tréport, et par la nécessité de compétitivité. Depuis 1983, environ 5 000 emplois ont été supprimés chez Alcatel, dont 4 000 dans les télécommunications publiques.

Courtaulds rachète Deseilles, Chargeurs SA, Delcor

La direction de CIT-Alcatel devrait annoncer, le 18 juin, la suppression de 1 170 emplois d'ici à la fin de l'année, dont près de 300 en Bretagne. Cette mesure concerne aussi bien les activités de communication (623 emplois supprimés sur 6 007 et 49 transferts) que les transmissions (185 sur 3 104), l'industrie (259 sur 1 047) et le siège parisien (103 sur 458).

Un plan social accompagnera cette opération, qui se justifie, selon la direction, par une réorganisation des affaires internationales, concentrées sur les sites de Vélizy et du Tréport, et par la nécessité de compétitivité. Depuis 1983, environ 5 000 emplois ont été supprimés chez Alcatel, dont 4 000 dans les télécommunications publiques.

Courtaulds rachète Deseilles, Chargeurs SA, Delcor

La direction de CIT-Alcatel devrait annoncer, le 18 juin, la suppression de 1 170 emplois d'ici à la fin de l'année, dont près de 300 en Bretagne. Cette mesure concerne aussi bien les activités de communication (623 emplois supprimés sur 6 007 et 49 transferts) que les transmissions (185 sur 3 104), l'industrie (259 sur 1 047) et le siège parisien (103 sur 458).

Un plan social accompagnera cette opération, qui se justifie, selon la direction, par une réorganisation des affaires internationales, concentrées sur les sites de Vélizy et du Tréport, et par la nécessité de compétitivité. Depuis 1983, environ 5 000 emplois ont été supprimés chez Alcatel, dont 4 000 dans les télécommunications publiques.

Courtaulds rachète Deseilles, Chargeurs SA, Delcor

La direction de CIT-Alcatel devrait annoncer, le 18 juin, la suppression de 1 170 emplois d'ici à la fin de l'année, dont près de 300 en Bretagne. Cette mesure concerne aussi bien les activités de communication (623 emplois supprimés sur 6 007 et 49 transferts) que les transmissions (185 sur 3 104), l'industrie (259 sur 1 047) et le siège parisien (103 sur 458).

Un plan social accompagnera cette opération, qui se justifie, selon la direction, par une réorganisation des affaires internationales, concentrées sur les sites de Vélizy et du Tréport, et par la nécessité de compétitivité. Depuis 1983, environ 5 000 emplois ont été supprimés chez Alcatel, dont 4 000 dans les télécommunications publiques.

Courtaulds rachète Deseilles, Chargeurs SA, Delcor

La direction de CIT-Alcatel devrait annoncer, le 18 juin, la suppression de 1 170 emplois d'ici à la fin de l'année, dont près de 300 en Bretagne. Cette mesure concerne aussi bien les activités de communication (623 emplois supprimés sur 6 007 et 49 transferts) que les transmissions (185 sur 3 104), l'industrie (259 sur 1 047) et le siège parisien (103 sur 458).

Un plan social accompagnera cette opération, qui se justifie, selon la direction, par une réorganisation des affaires internationales, concentrées sur les sites de Vélizy et du Tréport, et par la nécessité de compétitivité. Depuis 1983, environ 5 000 emplois ont été supprimés chez Alcatel, dont 4 000 dans les télécommunications publiques.

Courtaulds rachète Deseilles, Chargeurs SA, Delcor

La direction de CIT-Alcatel devrait annoncer, le 18 juin, la suppression de 1 170 emplois d'ici à la fin de l'année, dont près de 300 en Bretagne. Cette mesure concerne aussi bien les activités de communication (623 emplois supprimés sur 6 007 et 49 transferts) que les transmissions (185 sur 3 104), l'industrie (259 sur 1 047) et le siège parisien (103 sur 458).

Un plan social accompagnera cette opération, qui se justifie, selon la direction, par une réorganisation des affaires internationales, concentrées sur les sites de Vélizy et du Tréport, et par la nécessité de compétitivité. Depuis 1983, environ 5 000 emplois ont été supprimés chez Alcatel, dont 4 000 dans les télécommunications publiques.

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

9 JUIN Cours relevés
à 17 h 38

[illegible]

Comptant (sélection)

Second marché (sélection)

[illegible]

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
G.E.P.S.A.	1175	1170	Dracut-Assurances	530	510	A.M.B.	696	690
Iran Marubeni	845	870	Edison	3650	3650	Mar. Ch.	276	287
Crystal	680	666	Edisons Raffinerie	338	351	Navigo-Delmas	750	730
I.C.M.	980	956	Elec. S. Datsinet	676	676	Oléon-Logistics	538	567
T.P.	745	730	Evros Invest.	43	43	Os. Gas. Frs.	538	567
Optical Technologies	1245	1240	Expan	665	680	Pet. Brunei	512	543
Imperial	791	788	Filipin	705	700	Perforing	705	683
Imperial	1015	1015	Gen. Dams	1100	1150	Rapi	365	365
Imperial	1045	1108	G.P. Dams	1050	1040	St-Gobain	1500	1500
Imperial	2350	2340	I.C.C.	285	285	St-Honori Heliport	233	231
Imperial	2700	2740	I.C.F.	232	238	S.E.P.A.	1650	1770 d
Imperial	1700	1710	I.C.F.	225	225	S.E.P.A.	1640	1640
Imperial	320	320	Im. Logistics	328	330	S.E.P.A.	1970	1970
Imperial	2800	2720	La Commande Electra.	850	840	S.M.T. Comp.	372	376
Imperial	2700	2700	La Ferme de la Rochelle	474	460	Solberg	1600	1600
Imperial	1610	1620	Loco-Investissements	335	306 30	Solberg	444	444
Imperial	391	369	Lucas	485	485	Suara	1080	1080
Imperial	310	309	Lucas	184	180	Valuers de France	375	371
Imperial	3435	3440	Martin Industrie	880	880			
Imperial	2880	2880	Melville, Melville					
Imperial	991	985	Micrologie Interact.					

SICAV

(réduction)

9/6

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net
A.A.	626 02	607 82	Parade	426 50	414 08	Parides Opérations	102 44	100 56
A.A. France	437 52	481	Parade Nigéria	1180 50	1146 50	Parides Partitions	532 49	529 52
A.A. France	126 13	125 13	Parade Nigéria	1340 57	1302 57	Parides Partitions	1258 28	1265 32
A.A. France	80 70	886 70	Parade Nigéria	298 58	284 58	Parides Partitions	1617 58	1685 57
A.A. France	842 11	616 80	Parade Nigéria	241 49	247 49	Parides Partitions	250 47	249 22
A.A. France	126 13	125 13	Parade Nigéria	941 49	941 49	Parides Partitions	780 01	775 55
A.A. France	817 68	802 62	Parade Nigéria	80612 33	80411 50	Parides Partitions	120 01	120 01
A.A. France	1038 46	1007 58	Parade Nigéria	59 19	56 23	Parides Partitions	62234 46	62234 46

SICAV (sélection)

9/6

[illegible]

Droits et bons

Cote des changes

Marché libre de l'or

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 9/6	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 9/6
						Achèr	Vente			
Attribution										
Air Liquide	.....	.....	Bess-Liège (8 t.)	8 057	8 016	5 770	6 270	Dr fin de baon	88200	87500
Café	.....	.....	EDF	9 823	9 835			Dr fin (en lingot)	89100	87800
Cold. Fonder France	.....	.....	Aluminium (100 DAF)	334 440	334 360	324	342	Pfinc (anagres) (20 t.)	821	824
Parafin Hicard	.....	.....	Belgique (100 f.)	16 132	16 127	15 750	18 800	Pfinc (anagres) (10 t.)	345	
Total	9 40		Paye (80 t.)	236 850	236 800	257 500	306 500	Pfinc (anagres) (20 t.)	810	815
			Danemark (100 kr.)	98 320	98 320			Pfinc (anagres) (20 t.)	506	508
			Norvège (100 t.)	30 280	30 280	87 500	94	Suède	638	628
			Grande-Bretagne (t.)	9 904	9 919	9 650	10 350	Pfinc de 20 dollars	3040	3020
			Greece (100 drachmes)	4 430	4 405	4 200	32	Pfinc de 10 dollars	1440	1425
			Italie (1 000 lire)	4 517	4 514	4 550	4 550	Pfinc de 5 dollars	837 50	
			Suisse (100 fr.)	403 300	402 450	390	410	Pfinc de 50 dollars	3280	3255
			Suède (100 kron.)	96 020	95 680	93	99 600	Pfinc de 100 dollars	531	522
			Australie (100 australian)	47 590	47 600	46 350	48 700	Dr Londres	454 70	452 06
			Portugal (100 reis)	4 400	4 400			Dr Zurich	454 50	462 50
			Espagne (100 pes.)	4 237	4 229	3 700	4 700	Dr Hongkong	455 35	451 75
			Canada (50 can.)	4 508	4 477	4 320	4 720	Argent Londres	7 88	
			Japan (100 yens)	4 223	4 215	4 060	4 240			

MINITEL

La gestion en direct
de votre portefeuille personnel

36.15 Tapes LEMONDE puis BOURSE

MINITEL
La gestion en direct
de votre portefeuille personnel
36.15 Tapez LEMONDE puis BOURSE

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	COMMUNICATION	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 La fin du sommet de Venise. 4 Le Togo a rétabli ses relations diplomatiques avec Israël. 9 Le voyage du pape en Pologne. Après les incidents de Berlin-Est.	10 Le débat à l'Assemblée nationale sur la publicité politique et pour les élections à la télévision. 12 L'indemnité de crise dans la majorité : remous et morosité au RPR. DÉBATS 2 Nouvelle-Calédonie.	14 Le procès de Klaus Barbie. La fusillade de l'avenue Trudaine aux assises. 16 La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris et le secret-défense. 19 Les étudiants et le consensus universitaire. 20 Les résultats du Concours général.	28 A la veille de sa privatisation partielle, la SFP a besoin de 300 millions de francs. EMPLOI 29 Les métiers de la formation professionnelle.	34 Le rapport Dailly pour développer l'emploi. 35 Les diverses mesures d'ordre social à l'Assemblée nationale. 36 L'avenir de Jeumont-Schneider. 37 La situation de la Caisse des dépôts. 38-39 Marchés financiers.	Radio-télévision 27 Annonces classées 30 à 33 Carnet 26 Météorologie 27 Mots croisés 27 Suspense 28 Spectacles 25 et 26	• Sac phlo : les sujets de la cavée 87, ETU • Chaque matin 10 h : le mini-journal JOUR • Procès Barbie : la Résistance à la barre. BAR Actualité Sports International Soyez Culture Immobilier 38-15 Tapez LEMONDE

Après la demande d'arrestation formulée par la France M. Jean-Dominique Fraton est incarcéré à la prison de Curaçao

La France cherche à obtenir l'extradition de M. Fraton de l'île de Curaçao. Sur instructions de la chancellerie, le parquet de Nice a adressé, mardi 9 juin, aux autorités de l'île de Curaçao (Antilles néerlandaises) une demande d'arrestation provisoire de l'ancien président-directeur général du casino Ruhl de Nice, M. Jean-Dominique Fraton, en vue d'obtenir son extradition.

M. Fraton, expulsé par la Suisse le 29 mai, était arrivé à Curaçao le vendredi 5 juin en provenance de Saint-Domingue. Après avoir tenté de s'embarquer vers le Costa-Rica en compagnie d'un ami, M. François Scarbonchi, il a été retenu par la police de Curaçao dans la zone de transit de l'aéroport de Willemstad, capitale des Antilles néerlandaises, puis incarcéré.

NICE
de notre correspondant régional

La justice française a manifesté la volonté de mettre la main sur M. Fraton. Interpellé le 20 mai à Lugano (Tessin), pour « séjour et activités illicites » sur le territoire suisse, M. Fraton avait réussi à lui échapper après le refus des autorités helvétiques de l'extrader (*le Monde* daté 31 mai-1^{er} juin). A cette occasion, la presse suisse n'avait pas été tendre avec la France, soupçonnée de censure volontaire en ne fournissant pas à Berne des motifs « sérieux » d'extradition (autres que les délits fiscaux et douaniers pour lesquels M. Fraton a été condamné par défaut à treize ans de prison et 410 millions de francs d'amende).

Le bruit fait autour de cet échec aura eu pourtant l'avantage d'attirer l'attention sur l'ancien président-directeur général du Ruhl. A peine était-il arrivé à Saint-Domingue que les autorités de ce pays décidaient de lui retirer sa citoyenneté dominicaine — acquise en 1983 — pour le motif que sa personnalité était susceptible de nuire au tourisme local, d'où son départ précipité vers Curaçao où il devait retrouver M. Scarbonchi (1), et tenter avec lui de prendre un vol régulier de la compagnie KLM vers le Costa-Rica.

Les deux hommes avaient passé sans encombre le 8 juin les services d'immigration de l'aéroport de Willemstad. Mais, au dernier moment, les responsables de la KLM avaient refusé de les embarquer, arguant du fait qu'ils n'avaient pas de visa pour

leur pays de destination. La police de Curaçao décidait alors de les retenir en informant les autorités françaises par un message parvenu dans la soirée du lundi 8 juin au parquet de Nice, via Interpol.

Interrogé le lendemain matin, la chancellerie donnait quelques heures plus tard des instructions pour que soit engagée une procédure d'extradition. A 17 h 30, un message de trois feuillets était adressé par le substitut M. Henri-Michel Perret au ministre de justice et à la police de Curaçao, demandant que M. Fraton soit placé en détention provisoire (écrou extraditionnel) en attendant l'achèvement du dossier d'extradition par la voie diplomatique.

La procédure engagée par la France se fonde, comme pour la Suisse, sur quatre mandats d'arrêt délivrés contre M. Fraton pour fraude douanière, infraction à la législation sur les relations financières avec l'étranger et à la loi sur les sociétés (achat de vote). Ses chances d'aboutir paraissent sérieuses dans la mesure où Curaçao est représenté diplomatiquement par les Pays-Bas qui ont ratifié la Convention européenne d'extradition et ne demande pas, comme l'a fait la Suisse, un exposé des faits. Cette procédure exclut au demeurant toute idée de reddition négociée que M. Fraton et son avocat, M^{re} Pascal Dewinter, avaient cru pouvoir espérer.

GUY PORTE.

(1) Il pourrait s'agir d'un autre ancien responsable du Ruhl, qui avait pris le relais de M. Fraton après la fuite de celui-ci en mars 1980 et jusqu'à la fermeture de l'établissement, en avril 1981.

CORÉE DU SUD : tension à Séoul

Plus de deux mille opposants arrêtés

Séoul. — La police sud-coréenne a annoncé avoir procédé à 2 298 arrestations dans la nuit du mardi 9 au mercredi 10 juin pour prévenir des manifestations de l'opposition, à Séoul et dans vingt villes de province, prévues pour ce mercredi après-midi et destinées à protester contre la convention du Parti de la Justice démocratique (DJP) au pouvoir. 7 309 délégués et 3 000 sympathisants ont participé, dans un gymnase olympique, à cette convention, qui a formellement désigné le chef du parti, M. Roh Tae Woo, comme candidat à la succession, en 1988, du président Chun Doo Hwan. M. Roh a été désigné par 7 260 délégués au congrès du parti, qui comptait 7 309 participants. Il était le seul candidat proposé. Agé de cinquante-quatre ans, ce général en retraite devait être élu si l'élection présidentielle, prévue pour décembre, est organisée selon le système actuel du suffrage indirect, contre lequel militent les forces d'opposition.

La police, qui a mené dans la nuit plusieurs opérations préventives sur

les campus universitaires, a été placée mardi en état d'alerte pour quarante-huit heures. Des milliers de membres d'unités anti-émeutes ont été déployés dans le centre de la capitale, bloquant le quartier de l'église anglicane, lieu de rassemblement prévu des manifestants. Dans le sud de Séoul, un poste de police a été partiellement détruit par le feu, mercredi matin, après avoir été attaqué au cocktail Molotov, selon la police, par un commando de six étudiants.

Mardi, des affrontements entre des étudiants et la police anti-émeute s'étaient déroulés sur les campus d'au moins sept universités sud-coréennes. A l'université de Yonsei (ouest de Séoul), quelque 700 étudiants ont lancé pendant environ une heure des cocktails Molotov et des pierres contre les forces de l'ordre, qui ont riposté avec des gaz lacrymogènes. La police n'a pas procédé à des arrestations sur le campus, mais un étudiant blessé à la tête était, mercredi, selon des sources hospitalières, dans le coma. — (AFP, Reuters.)

Baccalauréat : les sujets de philosophie

Voici les sujets de philosophie distribués dans les académies de l'Ouest (Rennes, Caen, Nantes, Orléans-Tours, Bordeaux, Poitiers, Limoges, Clermont-Ferrand) :

- Série A
- 1) Le langage sert-il à parler ou bien à penser ?
 - 2) Peut-on dire avec un anthropologue contemporain que « la conscience est l'ennemie secrète des sciences humaines » ?
 - 3) Dégager l'intérêt philosophique d'un texte d'Epicure.
- Série B
- 1) Suffit-il de devenir le maître de ses pensées pour l'être de ses sentiments ?
 - 2) Pour philosopher, faut-il commencer par douter de tout ?
 - 3) Dégager l'intérêt philosophique d'un texte de Descartes.
- Séries C, D et E
- 1) Pouvons-nous juger la responsabilité des autres ?
 - 2) Pourquoi un sentiment est-il plus difficile à décrire qu'un objet physique ?
 - 3) Dégager l'intérêt philosophique d'un texte de Machiavel.
- Dans l'académie de Grenoble, les sujets étaient les suivants :
- Série A
- 1) Suis-je le même en des temps différents ?
 - 2) La contradiction n'est-elle que dans les idées ou peut-elle se trouver également dans les choses ?
 - 3) Texte de Descartes.
- Série B
- 1) L'obligation morale peut-elle se réduire à l'obligation sociale ?
 - 2) Faut-il refuser toute liberté aux ennemis de la liberté ?
 - 3) Texte d'Alain.
- Séries C, D et E
- 1) Pourquoi la raison recourt-elle à l'hypothèse ?
 - 2) Suffit-il de voir le meilleur pour le suivre ?
 - 3) Texte de Spinoza.

● NICARAGUA : augmentation de 177 % du prix de l'essence. — Le prix de l'essence a augmenté de 177 % lundi 8 juin et les Nicaraguais forment de longues queues devant les stations-service, conscients qu'un ralentissement sévère des exportations soviétiques de carburants pourraient entraîner de réelles restrictions. Le gouvernement a annoncé, samedi, que le prix de l'essence allait passer de 180 cordobas à 500 cordobas le gallon.

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15 + LEMONDE

LE BON CÔTÉ
DE LA
DÉCORATION
CHEZ RODIN
LES PRIX !
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

isth
Pour vous aider à réussir à
HEC-ESCP 2^e Année
• Enseignement de la comptabilité
• Enseignement de la gestion
• Préparation intensive en AOUT
Cours importants complémentaires
MAJOR DE PROMOTION HEC 86
Tél. : 45.85.59.35 + / Tél. : 42.34.30.72 +

La demande d'envoi de M. Pasqua en Haute Cour est jugée irrecevable

Le bureau de l'Assemblée nationale a déclaré irrecevable, le mercredi 10 juin, la proposition de résolution émanant du groupe socialiste et visant à traduire M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, devant la Haute Cour de justice.

La demande socialiste était consécutive au secret-défense opposé par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris aux investigations de la justice sur l'affaire du faux passeport délivré à M. Yves Challer, ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci.

Le bureau de l'Assemblée nationale avait, en revanche, jugé recevable la proposition de résolution émanant de la majorité et portant mise en accusation devant la Haute Cour de justice de l'ancien ministre socialiste de la coopération, M. Nucci.

Le numéro du « Monde »
daté 10 juin 1987
a été tiré à 473 252 exemplaires

Sur le vif

Carnaval

Alors, pensez que vous vous en foutez, du carnaval de Venise ! Si, si, cherchez pas à nier, le feu dit, ce matin, à la conférence des chais. Pas la peine d'en faire des tartines, ça n'intéresse personne. Entre nous, moi, je suis bien de cet avis. Ça ressemble à quoi ces parades pour ne rien dire entre chefs d'Etat ou de gouvernements éclopés, abîmés, claudiquants dans leurs pays respectifs, qui viennent frimer à grande fraie sur le lagos ?

Maggie exceptée, d'ailleurs, elle n'a fait que passer, elle a d'autres chats à fouetter, les autres sont d'un grotesque échoué. Moi, quand j'ai vu débiter à la télé mon petit film flaké de son grand Jacquot et dans la foulée une monnaie accompagnée de sa souris, Kofi et Fanfan, je me suis marrée. Et le pauvre Reagan demandant à ses alliés de ne pas vendre d'armes à l'Irak, c'est pas à se cogner le derrière au lustre du palais Grasse, ça ?

Et le coup du lit, le lit à deux places destiné à abriter les États de Rome et de Bobone ? Il a fallu le faire avec spécialement des Extra-Units, sous prétexte qu'on n'en trouve pas en Italie ! Comme si tous les amoureux du

monde n'avaient pas rêvé de passer leur lune de miel sous la couette de ce qu'on appelle un « matrimoine ».

Tiens, ça me fait penser, au chapitre des gâteries, des cadeaux, vous vous rappelez le coup du sac à main offert à Venise justement, c'était en 1980, à la robe Giacardi ? Il lui plaisait pas, il n'allait pas avec ses godasses. Alors, elle doit aller au magasin pour l'échanger contre monnaie sonnante et trébuchante.

Non, parce que ça, il faut le savoir, ça nous coûte la peau des fesses, à nous les malheureux contributeurs des pays développés, cette réunion à grand spectacle, tape-à-l'œil et racoleuse, uniquement destinée à redorer, chaque année, le blason distillé de nos princes. Le plus beau dans la genre, le plus choquant — moi, je l'ai toujours pas avalé, — c'est le super-show orchestré à Venise par les socialistes en hommage à Sa Majesté Mimi P^{re}. Il bichait comme un pou. L'hennin et les talons Louis XV, ça le changeait du cré et des pataugas de Soluri.

CLAUDE SARRAUTE.

La transmission des entreprises

Le bénéfice de la donation partage étendu sous condition aux tiers et aux collatéraux

Le projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises mis au point par M. Georges Chavannes, ministre chargé du commerce et de l'artisanat, sera examiné jeudi 11 juin en conseil des ministres. Outre un certain nombre de mesures simplifiant le droit des sociétés et la loi de 1966 (réduction de 7 à 5 du nombre d'associés de sociétés anonymes, suppression des actions de garantie), le projet de loi prévoit trois mesures importantes.

La première concerne les donations partages. La réduction de 25 % des droits de succession qui y est attachée ne peut bénéficier actuellement qu'aux seules donations en ligne directe. Le texte de M. Chavannes prévoit d'étendre cet avantage aux droits de succession supportés par les collatéraux et les tiers, actuellement très lourds. Mais cette extension ne jouera que dans la mesure où les enfants seront parties prenantes à l'acte de donation partages. C'est-à-dire que l'abatement de 25 % ne pourra jouer pour des actes entre tiers.

La deuxième modification importante apportée par le projet de loi est l'extension aux gérants majoritaires de l'abatement de 20 % sur le revenu actuellement réservé aux dirigeants disposant de plus de 35 % du capital ou aux entrepreneurs individuels adhérents à des centres de gestion et associations agréées. Cette mesure sera applicable sur les revenus de 1986, imposables en 1989.

La troisième modification concerne la réduction des droits d'enregistrement sur les sessions de fonds de commerce. L'abatement de 50 000 actuellement accordé sur la valeur de la cession pour fonds dont le prix n'excède pas 200 000 F est généralisé.

En grève depuis deux mois

Les contrôleurs sérieux poursuivent le mouvement

Les assemblées générales du personnel, réunies dans les centres de contrôle aérien, ont, repoussé, le 9 juin, les dernières propositions de la direction générale de l'aviation civile pour améliorer la rémunération des agents de la navigation aérienne.

Les « signaux de ciel », pour ainsi dire, cette année, la grève, partie qu'ils déclarent chaque matin, entre 6 h 30 et 18 heures, depuis huit semaines, pour obtenir l'intégration de leur salaire (30 % de leurs revenus) dans le calcul de leur retraite.

Les syndicats SNMCA (autonomie) et CGT ont déposé un préavis pour la semaine prochaine. La SNMCA réclame une médiation « paritaire » pour voir public-syndicats.

La CGT déclare qu'une journée complète de grève sera décidée si l'Assemblée nationale adopte la proposition de loi déposée par M. Michel Pelechin (UDF), ordonnant le rattachement d'une journée complète de salaire pour tout agent de l'aviation, quelle que soit sa durée. Actuellement, il en coûte seulement 200 F par mois environ à chaque contrôleur qui fait grève environ une heure par jour.

● Démission du maire de Grasse. — M. Hervé de Fontmichel, maire (UDF-PR) de Grasse (Alpes-Maritimes) et dé-sept de ses collègues, ont remis leur démission le mardi 9 juin, afin de provoquer de nouvelles élections. Cette décision fait suite à une crise de plusieurs mois qui a opposé M. de Fontmichel, par ailleurs conseiller général de Grasse-est et conseiller régional, à un groupe de douze élus de la majorité municipale. La sur-tension conduit par le premier adjoint (divers droite) et conseiller général de Grasse-nord, M. Henri Richelme. Le maire de Grasse a annoncé son intention de solliciter à nouveau, avec ses fidèles, les suffrages des électeurs. — (Corresp.)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 10 juin

La baisse s'accroît
Réamorcé en début de semaine, le repli des cours s'est poursuivi mardi matin durant la session préliminaire. Le mouvement s'est même accentué. En baisse de 0,43 % à l'ouverture, l'indice a continué à baisser en clôture un repli de 1,1 % environ. Les baisses ont été peu nombreuses, ne concernant vraiment que Leroy-Somer et Prouvost. Les baisses ont, en revanche, été légères. Luchaire (- 6,7 %) et Schneider (- 5,9 %) ont, en particulier, touché leurs plus bas niveaux de l'année.

Valeurs françaises	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	467	461	448
Agropar	675	675	669
Air Liquide (L)	678	678	688
Banque Paribas	2710	2710	2685
Bouygues	1028	1028	1020
B.S.N.	4871	4870	4820
Carrefour	3210	3210	3206
Chemin de Fer	1280	1280	1335
Châtelier	615	620	609
Elf-Aquitaine	1250	1256	1280
Elf	368	368	367 80
Elf	3620	3650	3680
Elf	1478	1480	1440
Elf	1475	1481	1486
Elf	3150	3120	3110
Elf	1440	1420	1420
Elf	2476	2470	2465
Elf	591	590	570
Elf	4080	4080	4075
Elf	1035	1040	1013
Elf	1525	1520	1500
Elf	417 90	419	418 90
Elf	754	728	728
Elf	755	762	760
Elf	2500	2585	2585
Elf	1421	1407	1405
Elf	818	811	811
Elf	2410	2400	2380
Elf	570	570	560

LE TELEX FACILE

UN MINITEL OU
UN MICRO ORDINATEUR
+
LE SERVICE MISSITEX

VOTRE TELEX
PERSONNEL

A votre bureau
En week-end
En voyage - A l'étranger
24 heures sur 24

SIMPLE
FACILE, IMMÉDIAT AVEC
Missitex

Renseignements et
documentation :
27 rue Paul Lelong
75002 Paris

(1) 42 21 74 47

RECYCLAGE SCIENTIFIQUE BACHELIERS LITTÉRAIRES

D'octobre à juin, classe préparatoire annuelle
médecine, pharmacie, concours paramédicaux, S.N.V., etc.
CEPES
57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly
47.45.08.19 ou 47.22.94.94.

A B C D E F G H

LES ENSEIGNANTS AMATEURS D'APPLE

CHOISISSENT LES - 35 % D'INTERNATIONAL COMPUTER INUTILE DE GASPILLER SON

Un Macintosh Plus 14.990 F TTC*

Offre exclusivement réservée aux établissements d'enseignement et aux enseignants.

INTERNATIONAL COMPUTER

La micro sans frontières

* 35, rue du Renard Paris 11 • 12 72 26 26
84, av. du Prado Marseille 6 • 91 37 25 03